

LA **SFI,**
UNE INSTITUTION
DIFFÉRENTE
RAPPORT ANNUEL 2001

Société financière internationale

Depuis sa création en 1956, la SFI a engagé plus de 31 milliards de dollars au titre de financements pour son propre compte et a monté des opérations de syndication et de placement d'émissions à hauteur de 20 milliards de dollars au profit de 2 636 sociétés dans 140 pays en développement. La Société coordonne son action avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement et l'Agence multilatérale de garantie des investissements — mais elle est juridiquement et financièrement indépendante. Son capital est fourni par ses 175 pays membres, qui déterminent collectivement sa politique.

Le Rapport annuel de la SFI sur le web : www.ifc.org/ar2001

Site réaménagé pour faciliter la navigation et les recherches portant sur les projets d'investissement et de placement constituant le portefeuille de la SFI.

Note : L'examen et l'analyse de la situation par la direction, les états financiers vérifiés et le portefeuille des investissements de la SFI pour l'exercice 01 figurent dans le deuxième volume du rapport annuel.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le rapport sont exprimés en dollars des États-Unis.



LA SFI,

UNE INSTITUTION DIFFÉRENTE

RAPPORT ANNUEL 2001

TABLE DES MATIÈRES

Les faits marquants de l'exercice	2
Lettre au Conseil des gouverneurs	4
Message du vice-président exécutif	5
La SFI, une institution différente	8
Les raisons d'être de la SFI	20
Les produits et services	22
Ajouter de la valeur, comment mener une entreprise selon les principes de la SFI	24
Évaluer les résultats	28
Assurer le respect des principes de responsabilité	29
Rapport d'activité	30
Les régions durant l'exercice 01	
Afrique subsaharienne	36
Asie et Pacifique	42
Europe et Asie centrale	48
Amérique latine et Caraïbes	54
Moyen-Orient et Afrique du Nord	60
Résultats de l'exercice	
Résultats financiers	65
Le portefeuille	69
Examen de l'évaluation des opérations	72
Projets engagés	73
Projets approuvés	90
Projets d'assistance technique et de services-conseils	97
Annexes	105
Sigles, notes et définitions	120

LES FAITS MARQUANTS *de* L'EXERCICE

OPÉRATIONS — ÉTAT RÉSUMÉ, EX.01

Nombre de nouveaux projets engagés	205
Montant total des financements engagés	USD 3,9 milliards
Financements engagés par la SFI pour son propre compte	USD 2,7 milliards
Nombre de nouveaux projets approuvés	240
Montant total des financements approuvés	USD 5,4 milliards
Financements approuvés par la SFI pour son propre compte	USD 3,7 milliards
Montant total du portefeuille de prêts et de participations *†	USD 10,9 milliards
Participations en pourcentage du portefeuille décaissé	25 %
Prêts en pourcentage du portefeuille décaissé	75 %

RESSOURCES ET REVENU, EX.01

Résultat d'exploitation	USD 241 millions
Capital libéré	USD 2,4 milliards
Bénéfices non distribués	USD 3,7 milliards
Emprunts effectués durant l'exercice	USD 3,6 milliards

* Non compris les instruments de garantie et de gestion des risques

† Pour le propre compte de la SFI au 30 juin 2001

APPROBATIONS DE PROJETS, EX. 01

PAR SECTEUR	USD millions	%
Services financiers*	1 797	33,5
Équipements collectifs et transports	1 207	22,5
Information	739	13,8
Produits industriels et de consommation	479	8,9
Divers	1 135	21,2
TOTAL	5 357	

* Y compris les instruments de financement, d'assurance et de placement collectif.

APPROBATIONS DE PROJETS, EX. 01



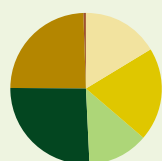
* Y compris les instruments de garantie et de gestion des risques

PLACEMENTS DE LA SFI, EX. 01

ENGAGEMENTS PAR SECTEUR*	USD millions	%
Services financiers**	1 185	30,2
Équipements collectifs et transports	827	21,0
Information	701	17,8
Hydrocarbures et industries extractives	309	7,8
Produits industriels et de consommation	151	3,8
Produits minéraux non métalliques	149	3,8
Santé et éducation	139	3,5
Produits chimiques	118	3,0
Métaux de première fusion	71	1,8
Divers	281	7,2
TOTAL, ENGAGEMENTS	3 931	

* Tous les chiffres relatifs aux engagements couvrent les garanties et la gestion des risques.
 ** Y compris les instruments de financement, d'assurance et de placement collectif.

PLACEMENTS DE LA SFI, EX. 01

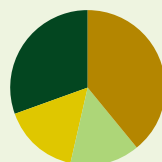


— Afrique subsaharienne
 — Asie et Pacifique
 — Europe et Asie centrale

ENGAGEMENTS PAR RÉGION	USD millions
Afrique subsaharienne	642
Asie et Pacifique	784
Europe et Asie centrale	510
Amérique latine et Caraïbes	1 017
Moyen-Orient et Afrique du Nord	956
Toutes régions	22
TOTAL	3 931

— Amérique latine et Caraïbes
 — Moyen-Orient et Afrique du Nord
 — Toutes régions

PLACEMENTS DE LA SFI, EX. 01

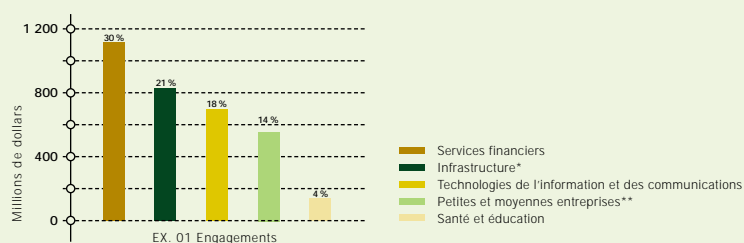


— Prêts
 — Garanties et gestion des risques
 — Participations et quasi-participations
 — Syndications

ENGAGEMENTS PAR PRODUIT	USD millions
Prêts	1 526
Garanties et gestion des risques	570
Participations et quasi-participations	636
Syndications	1 199
TOTAL	3 931

STRATÉGIE ET PLACEMENTS, EX. 01

La stratégie de la SFI privilégie les secteurs qui peuvent avoir un fort impact sur le développement.



* Non compris les équipements d'information et de communication ; y compris les équipements collectifs et de transport.
 ** Les chiffres relatifs aux PME couvrent tous les secteurs d'activité.

LETTRE *au* CONSEIL *des* GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration de la Société financière internationale a, conformément aux statuts de la SFI, fait préparer le rapport annuel correspondant à l'exercice qui s'est achevé le 30 juin 2001. M. James D. Wolfensohn, président de la SFI et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs constatent avec satisfaction que la SFI a continué, au cours de l'exercice 01, d'accroître son impact positif sur le développement par le biais de ses opérations de financement de projets du secteur privé et ses activités de conseil.

ADMINISTRATEURS¹

Abdul Aziz Mohd. Yaacob
Girmai Abraham
Khalid M. Al-Saad
Yahya Abdulla M. Alyahya
Andrei Bugrov
Yuzo Harada
Neil F. Hyden
Finn Jønck
Matthias Meyer
Jean-Claude Milleron
Terrie O'Leary
Franco Passacantando
Philippe M. Peeters
Stephen Pickford
Jan Piercy
Moises Pineda
Jaime Ruiz
Ahmed Sadoudi
Helmut Schaffer
Balmiki Prasad Singh
Mario Soto-Platero
Pieter Stek
Bassary Toure
Zhu Guangyao

ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS¹

Nguyen Doan Hung
Richard H. Kaijuka
Mohamed Kamel Amr
Abdulrahman M. Almofadhi
Eugene Miagkov
Masanori Yoshida
Lewis D. Holden
Anna M. Brandt
Jerzy Hylewski
Emmanuel Moulin
Sharon Weber
Helena Cordeiro
Emin Dedeoglu
Rosemary B. Stevenson
(vacant)
Jose H. Machillanda
Luis Antonio Balduino
Inaamul Haque
Eckhardt Biskup
Mahbub Kabir
Roberto García-Lopez
Tamara Solanyuk
Paulo F. Gomes
Chen Huan

DE GAUCHE À DROITE : Andrei Bugrov, Girmai Abraham (assis), Finn Jønck, Balmiki Prasad Singh, Neil F. Hyden, Jean-Claude Milleron (assis), Matthias Meyer, Rosemary B. Stevenson* (assise), Terrie O'Leary, Philippe M. Peeters, Bassary Toure, Moises Pineda (assis), Pieter Stek, Jan Piercy, Helmut Schaffer, Jaime Ruiz (assis), Mario Soto-Platero, Mohamed Kamel Amr*, Ahmed Sadoudi (assis), Franco Passacantando, Yahya Abdulla M. Alyahya, Yuzo Harada (assis), Zhu Guangyao, Abdul Aziz Mohd. Yaacob.

*administrateur suppléant

BRETON LITTLEHALES



¹ Au 30 juin 2001.

MESSAGE *du* VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF

La SFI est optimiste. Il le faut, puisque sa mission est de faire reculer la pauvreté, l'un des problèmes les plus anciens, les plus enracinés dont souffre l'humanité et apparemment les plus rebelles à toute thérapeutique. Il le faut, puisque pour remplir sa mission, qui reflète sa philosophie de l'espoir, la SFI doit s'impliquer, informer, investir et innover.

Sans relâche. Même lorsque les perspectives semblent aussi souriantes qu'elles l'étaient au début de l'exercice écoulé. À l'époque, l'économie mondiale — et notamment les échanges internationaux — affichaient un rythme de croissance sans égal.

À l'issue de la crise financière qui a secoué l'Asie en 1998, les investissements privés semblaient sur le point d'amorcer une solide reprise sur les marchés émergents. La conjoncture paraissait favorable. Les progrès accomplis dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications laissaient entrevoir des gains de productivité généralisés. Et ces gains, à leur tour, promettaient d'alimenter une croissance robuste et de réduire les inégalités.

La situation a manifestement changé à bien des égards. L'économie mondiale s'est brusquement ralentie en 2001. Les flux de capitaux privés à destination des marchés émergents sont en baisse. Les difficultés politiques rencontrées sur plusieurs de ces marchés retardent les réformes économiques et sont maintenant exacerbées par le repli économique mondial. L'optimisme suscité par le secteur des technologies de pointe s'est dissipé.

Ces tendances économiques donnent à réfléchir et nous rappellent sans ménagement que la croissance n'est jamais garantie, pas plus d'ailleurs que les cadres sociaux, économiques et politiques qui lui sont nécessaires.

Le processus de mondialisation de l'économie peut être inversé, comme cela s'est produit il y a une centaine d'années. Des difficultés imprévues peuvent également survenir. Les leçons tirées des erreurs passées peuvent être oubliées ou reniées, notamment par ceux qui ne prospèrent pas dans le cadre de l'économie mondiale.

La SFI ne peut donc se borner à accroître le volume de ses investissements dans les pays en développement. Il lui faut prouver qu'une croissance économique responsable, durable et ne portant pas préjudice à l'environnement, impulsée par le secteur privé, reste possible sur ces marchés. Il lui faut prouver que la liberté que confèrent des marchés bien régulés, à long terme, offre au plus grand nombre le plus de chances de prospérer et de réussir.

BRETON LITTLEHALES



À GAUCHE : James D. Wolfensohn, président
et Peter Woicke, vice-président exécutif.



NICK FLANDERS

NORBERT SCHILLER

La SFI exploite ses atouts

« La SFI, une institution différente » est le thème du rapport annuel de l'exercice 01. À mon sens, les principales caractéristiques de la SFI sont, notamment, son horizon à long terme, son aptitude à innover et sa capacité de renouvellement. Le volume de ses investissements n'a pas augmenté aussi rapidement durant l'exercice écoulé que durant les exercices antérieurs. Le résultat d'exploitation a diminué de 37 % par rapport à celui de l'exercice précédent, pour s'établir à 241 millions de dollars par suite essentiellement des répercussions d'une conjoncture défavorable sur la valeur du portefeuille. Les engagements bruts ont légèrement augmenté pour atteindre 3,93 milliards de dollars tandis que les engagements de la SFI pour son propre compte ont progressé de 14 % pour s'établir à 2,73 milliards de dollars. Ces chiffres sont importants, mais le défi que la SFI a décidé de relever et l'orientation qu'elle a donnée à ses activités le sont encore plus. La Société cherche, de plus en plus, à ajouter à ses projets une valeur qui dépasse largement le cadre des seules ressources financières.

Un horizon à long terme

Malgré les vicissitudes de l'exercice écoulé, la SFI continue de définir son action dans une optique à long terme et se donne des objectifs encore plus ambitieux. Par exemple, depuis quelques années, la Société cible ses efforts stratégiques sur quelques secteurs dotés d'un fort potentiel de développement — même s'ils soulèvent davantage de difficultés. Durant l'exercice écoulé, elle a consacré plus de 70 % du volume total de ses engagements bruts à ces secteurs prioritaires — institutions financières, infrastructures, technologies de l'information et des communications, petites et moyennes entreprises, secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation.

Les investissements axés sur les petites et moyennes entreprises représentent 14 % des investissements bruts. La SFI s'efforce, plus que jamais, de collaborer avec de grandes entreprises pour ouvrir des débouchés aux PME. Elle s'efforce de plus en plus de fournir son appui, par le biais d'intermédiaires financiers plutôt que directement, à des projets d'envergure plus réduite et présentant plus de risques entrepris avec des entités parrainantes locales.

La SFI a développé ses opérations dans les pays à faible revenu ou qui présentent des risques élevés. Plus de 40 % des investissements qu'elle a réalisés pour son propre compte durant l'exercice ont bénéficié à des pays appartenant à au moins l'une de ces deux catégories.

Le montant des financements engagés par la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est passé de 106 millions de dollars pour l'exercice 00 à 956 millions de dollars pour l'exercice 01, tandis que le montant des financements engagés pour l'Afrique

subsaharienne a augmenté de 86 % pour atteindre 642 millions de dollars. La Société a plus que doublé le montant des engagements qu'elle a pris pour son propre compte durant l'exercice écoulé pour porter celui-ci à 767 millions de dollars dans les régions de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est et du Pacifique.

Des innovations

Aucune institution n'a poursuivi autant d'initiatives créatrices et novatrices dans le secteur financier que la SFI. La Société est convaincue que ces initiatives non seulement contribuent à créer de robustes institutions locales et à approfondir les circuits des marchés, mais aussi élargissent l'accès au capital et atténuent l'impact de la volatilité de l'économie mondiale sur les pays en développement. Environ un tiers des investissements réalisés durant l'exercice ont été consacrés au secteur financier. Ces investissements ont un impact tangible sur la vie des ménages accédant à la propriété, des salariés, des entrepreneurs, et des chefs d'entreprise indépendants.

Durant l'exercice, l'appui fourni par la Société aux institutions de microfinancement a donné à des individus sans ressources la possibilité d'exercer des activités indépendantes notamment en Bolivie, en Bosnie-Herzégovine, au Mexique, en Moldova et en Ukraine. La Société a aidé la Namibie à constituer sa première banque d'affaires, qui fournira des services de placement aux entreprises locales. Elle a également aidé à promouvoir l'émission de titres adossés à des hypothèques par Su Casita, au Mexique, qui permettra à celle-ci de financer des crédits au logement au profit de ménages appartenant à la classe moyenne. Ce ne sont là que quelques exemples des transactions réalisées par la SFI dans le secteur financier, à hauteur d'un montant brut de 1,2 milliard de dollars, durant l'exercice.

Je me félicite tout particulièrement de l'appui que la Société a apporté à ses clients par le biais de montages financiers et grâce à des techniques de gestion des risques novatrices. Je citerai, à cet égard, les garanties partielles et les instruments de renforcement du crédit adaptés aux clients et aux marchés ciblés. Le volume des garanties est passé à 547 millions de dollars durant l'exercice 01.

En Inde, par exemple, la SFI a pu aider des entreprises comme Bharti Telecom et l'entreprise textile Ballarpur Industries à réduire le coût de leurs financements à long terme en les faisant bénéficier de garanties partielles de crédit. Ces transactions, qui sont les premières de ce type réalisées dans ce pays, devraient ouvrir de nouvelles perspectives de financement par l'emprunt à d'autres entreprises. La SFI a aidé l'Inde à lancer son premier programme privé de prêts d'études en utilisant des techniques de titrisation dans le cadre d'une opération qui pourra servir de modèle.

Un renouvellement

Durant l'exercice, le Groupe de direction de la SFI a demandé aux responsables de la stratégie de la Société de réévaluer la manière dont la Société conçoit ses activités de développement. Au cours des exercices passés, l'institution s'est efforcée de maximiser les avantages économiques de ses opérations en se conformant aux normes établies au plan environnemental et social. Nous savons désormais qu'il nous faudra poursuivre une approche plus globale du développement pour pouvoir réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie. Notre nouvelle Initiative pour promouvoir la viabilité a pour objet d'encourager des efforts plus vigoureux que ceux qui permettraient de satisfaire à des normes minimales, pour chercher à accroître les avantages environnementaux et sociaux des investissements.

Cette nouvelle démarche peut heureusement s'appuyer sur les efforts déjà entrepris, et sur les travaux novateurs réalisés par la Société au niveau des projets. Au Pérou, par exemple, la SFI a fourni son appui à une opération d'écotourisme d'envergure moyenne qui encourage un développement environnemental et social durable dans les forêts ombrophiles. Elle a également appuyé un programme de garantie pour convaincre les banques hongroises de consacrer des prêts à des opérations d'amélioration des rendements énergétiques.

La SFI sait que cette redéfinition de sa mission nécessitera plus que quelques idées nouvelles, et qu'elle impliquera une réorientation de ses capacités et de ses compétences. Mais, lorsque je considère l'institution, telle qu'elle est aujourd'hui, je vois un potentiel incroyable. Je vois un partenariat intellectuel forgé avec d'autres membres du Groupe de la Banque mondiale. Je vois une synergie fonctionnelle croissante depuis la fusion de départements cruciaux de la SFI et de la Banque mondiale. Et je vois une institution en plein essor. Il y a une dizaine d'années, la SFI ne comptait qu'un seul spécialiste de l'environnement parmi ses effectifs. Aujourd'hui, elle en emploie plus de 40, et les mesures de sauvegarde environnementales et sociales, qui revêtent une importance croissante, font partie intégrante du processus d'investissement.

La SFI apprend à traiter différemment avec ses clients. Le modèle traditionnel était celui des Carnegie et des Rockefeller, qui ont commencé par accumuler une énorme fortune pour, ensuite, en faire profiter dans une certaine mesure leurs communautés et la nation tout entière. Pour Andrew Carnegie, c'était là « l'évangile de la richesse » : amasser une fortune puis assumer ses responsabilités, par le biais de la fiscalité, de la philanthropie et de dons.

Le nouveau modèle — celui que la SFI est en train de mettre au point — est fondamentalement différent. Il prend en compte les besoins du nouveau

millénaire, et la rapidité avec laquelle ils se manifestent. Il postule que le succès financier va de pair avec une responsabilité plus vaste envers la société, *au moment même de la création de cette richesse*. Le nouvel évangile de la richesse implique une responsabilité en « temps réel », dès le départ.

Cela signifie qu'il faut comprendre de quelle manière des problèmes d'envergure mondiale comme les changements climatiques, les normes d'emploi, la conservation des ressources naturelles et aussi des questions de portée plus locale telles que les relations avec les communautés, le cadre des affaires, et la qualité de l'air et de l'eau, affectent les débouchés des entreprises, leurs coûts et leurs risques. Cela signifie qu'il faut chercher des moyens plus directs d'aider les communautés locales à participer à des activités économiques productives. Cela signifie qu'il faut prendre en compte l'impact social ou environnemental des activités, et non pas en faire abstraction. Cela signifie qu'il faut montrer aux entreprises qu'il est dans leur intérêt, à long terme, d'adopter des modes de gestion plus transparents et plus performants. Cela signifie qu'il faut formuler des indicateurs de viabilité explicites pour le personnel de la SFI. Cela signifie qu'il faut s'efforcer de promouvoir une utilisation efficace des ressources naturelles dans le cadre de nos investissements.

Le défi que doit relever la SFI consiste à aider les pays en développement à appliquer ce nouveau modèle tout au long de leur processus de croissance. Il consiste aussi à identifier des partenaires qui peuvent à la fois être compétitifs et assurer une certaine stabilité, et à aider les entreprises et les secteurs de pointe à être viables tout en prenant garde à ce que les autres entreprises et secteurs ne restent pas à la traîne.

Aucune carte n'existe qui pourrait montrer la route à suivre pour atteindre cet objectif. Il n'existe pas de solution facile à mettre en œuvre. Et ce n'est pas non plus le meilleur moment de tenter de reformuler nos principes fondamentaux. Néanmoins, nous sommes fiers des progrès accomplis au cours de l'exercice écoulé.



Il faut, bien sûr, en remercier l'équipe incroyablement diverse et compétente que forment les hommes et les femmes qui travaillent à la SFI. En conjuguant nos efforts, nous réussissons peu à peu à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie. En conjuguant nos efforts, nous construisons une institution qui permettra de donner corps à ces aspirations. Nous sommes optimistes.






Peter Woicke, vice-président exécutif

LA SFI, UNE INSTITUTION

La SFI est différente, c'est ce qui fait sa force.

Dans un monde peuplé d'entrepreneurs éventuels mais aussi  de prêteurs commerciaux et d'investisseurs qui ne veulent pas prendre de risques, la SFI joue un rôle unique. Elle est la seule institution multilatérale qui peut offrir aux entreprises privées  des pays en développement des ressources financières bon marché tout en les faisant profiter d'une riche expérience acquise dans le monde entier.

Ce rôle unique amène la Société à promouvoir de manière différente un développement axé sur le marché. La SFI se  distingue par sa connaissance des marchés et l'expérience qu'elle a accumulée dans le cadre du montage d'opérations dans les pays en développement. La SFI se distingue par les principes du gouvernement d'entreprise dont elle encourage l'adoption. La SFI se distingue  par la solidité des partenariats qu'elle forge avec les entités parrainantes des projets, les communautés locales et toutes les parties qui profitent des projets qu'elle finance. La SFI se distingue par la rigueur des normes environnementales et sociales auxquelles doivent satisfaire ses projets.

La valeur que la Société ajoute à chacune de ses transactions et à chacun de ses projets de services-conseil lui confère une place particulière  parmi les sources de financement des entreprises du monde en développement.

MARK FALANDER

NICK FLANDERS

ENRIQUE DOMENGE

ION DIFFÉRENTE

La SFI encourage de longue date l'adoption de bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise. Depuis presque dix ans, elle s'efforce sans relâche de promouvoir une amélioration des résultats au plan environnemental et social et des gouvernements d'entreprise en consacrant à ces questions des études détaillées et une plus large part de ses capacités. Actuellement, elle s'efforce d'exposer les meilleures pratiques dans le cadre des projets qu'elle finance et des principes qu'elle applique.

La SFI oriente ses efforts de manière plus stratégique sur les projets qui lui permettent d'avoir le plus d'impact sur le développement. Ce faisant, elle se tourne vers des pays dont le secteur privé est sous-développé et vers des secteurs qui n'ont guère, jusqu'à présent, attiré de capitaux privés. Elle porte tout particulièrement ses efforts sur les investissements dans le secteur financier, qui sont essentiels à l'élargissement de l'accès au capital. Dans bien des cas, l'appui qu'elle accorde permet d'accroître les volumes de financement offerts aux petites et moyennes entreprises. Elle cible également des secteurs tels que l'infrastructure, les technologies de l'information et des communications, et des secteurs sociaux comme la santé et l'éducation. Durant l'exercice écoulé, plus de 70 % des montants qu'elle a engagés au titre d'investissements visaient les secteurs cibles, et 14 % de ces mêmes montants concernaient des petites et moyennes entreprises.

La SFI est déterminée à exploiter les atouts dont elle dispose pour piloter plus efficacement le secteur privé et promouvoir un développement durable. Elle est déterminée à montrer qu'une meilleure prise en compte des risques et des opportunités associés aux facteurs environnementaux et sociaux et au gouvernement d'entreprise peut être l'un des éléments d'une stratégie d'entreprise axée sur l'augmentation des bénéfices, l'expansion des activités, la rationalisation des processus, l'abaissement des coûts, l'augmentation des recettes, l'élargissement de l'accès aux capitaux et la présentation d'une image de marque plus positive. Et, pour autant qu'elle soit appuyée par des actions elles aussi positives, cette image peut contribuer à réduire les risques courus par les entreprises qui reconnaissent qu'elles ont une responsabilité envers la société et les communautés locales.

La viabilité financière et économique reste l'élément central de la démarche suivie par la SFI pour assurer la pérennité de ses projets. Le personnel et les partenaires de la SFI doivent désormais faire plus pour inclure des mesures de sauvegarde axées sur l'environnement, la société et les investisseurs minoritaires dans le cadre des projets qu'elle finance dans le secteur privé. Pour assurer la durabilité des efforts déployés, la SFI doit exploiter systématiquement tous les atouts dont elle fait déjà profiter ses clients pour pouvoir jouer le rôle unique qui lui revient d'une manière plus cohérente, efficace et novatrice.

RICHARD LORD

MARK FALLANDER

DES TECHNIQUES NOVATRICES



La SFI s'emploie à démontrer la viabilité à long terme des marchés, et encourage les bailleurs de fonds privés à assumer des risques qu'ils ne seraient pas prêts à prendre seuls. Parce qu'elle replace son action dans une perspective à long terme, il lui est possible de financer des opérations nouvelles sur des marchés pionniers. Dans les pays et secteurs qui n'ont qu'un accès limité aux capitaux, elle cherche par des moyens novateurs à assurer la réussite de ses projets et encourage d'autres entités à la suivre une fois qu'elle a ouvert la voie.

Avec ses principaux clients, la SFI a mis en place, cette année, des programmes nouveaux à l'appui des petites et moyennes entreprises dans des pays où le secteur privé n'est guère développé. Dans le cas de l'aciérie Ispat Karmet au Kazakhstan, par exemple, elle a fourni des conseils et approuvé un projet pour financer l'intégration de petites entreprises locales dans la filière d'approvisionnement de l'entreprise sidérurgique. Elle met actuellement au point des initiatives analogues avec les promoteurs du projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad-Cameroun et du projet de l'usine d'aluminium Mozal, au Mozambique.

En octroyant des garanties de prêt, dans le cadre desquelles elle assume en totalité ou en partie les obligations d'un emprunteur en cas de défaillance de ce dernier, la SFI permet aux entreprises d'avoir accès à des sources de capitaux intérieurs et étrangers plus

abordables. Le recours aux garanties a considérablement progressé durant l'exercice puisque le montant total des transactions signées a atteint 547 millions de dollars, contre 3,8 millions de dollars pour l'exercice précédent. En Inde, la première garantie partielle de crédit de la SFI au titre d'un emprunt en monnaie nationale a aidé l'entreprise de pâte et papier, Ballarpur Industries, à améliorer sa cote de crédit et à lancer une émission obligataire de plus longue échéance ; cette opération sert désormais de référence pour les émissions d'obligations privées à long terme sur le marché intérieur (voir page 46). La Société a par ailleurs collaboré avec des clients, en Bolivie et en Indonésie, au montage d'opérations de gestion des risques de change en assurant une meilleure correspondance entre leurs éléments de passif et d'actif.

CI-DESSOUS : Bhartiya Samruddhi Finance fournit des services financiers aux pauvres des zones rurales pour promouvoir la durabilité de leurs moyens de subsistance. Cette famille a pu obtenir un emprunt pour financer sa petite entreprise.



Durant l'exercice, la SFI a aidé des banques et d'autres établissements financiers à élargir les perspectives économiques ouvertes au secteur privé. Par exemple, elle mène les efforts de développement des marchés des titres adossés à des hypothèques en Amérique latine pour améliorer l'accès au logement et renforcer les institutions financières de la région par une gestion plus efficace des éléments d'actif. Elle a engagé ou approuvé des financements à l'appui des premières grandes émissions de titres adossés à des hypothèques au Mexique et au Pérou (voir encadrés, pages 55 et 57), et fourni une assistance aux premières sociétés de crédit hypothécaire en Argentine, au Brésil et en Colombie.

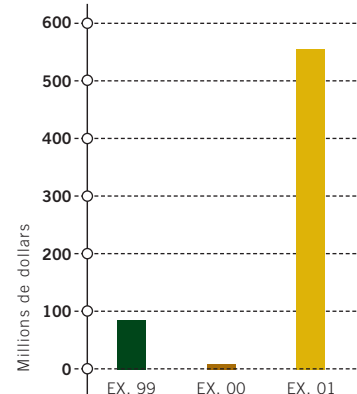
En Chine, la SFI a appuyé le premier investissement étranger dans le secteur des assurances (voir l'encadré page 43). Lorsqu'elle peut identifier les besoins en infrastructure ou en technologie de l'information et des communications qui existent sur les marchés évités par les bailleurs de fonds commerciaux, la Société peut favoriser l'entrée du secteur privé sur ces marchés. Cette année, elle a soutenu le projet IWorld, qui a pour

objectif de créer un portail mondial sur l'internet pour le secteur des infrastructures. Elle a par ailleurs structuré une émission obligataire pour Bharti Telecom, dans le but de permettre à celle-ci d'étendre son réseau aux petites localités indiennes qui n'ont pas accès aux services de téléphone cellulaire. Cette opération a pris la forme de trois émissions différentes à cinq, huit et dix ans, de manière à toucher différents segments du marché des investisseurs. La Société a passé un temps considérable à familiariser les acheteurs éventuels avec le mécanisme de garantie proposé, pour faciliter les opérations sur le marché secondaire. Par ailleurs, la SFI a financé la première entreprise prestataire de services internet au Togo.

Durant l'exercice écoulé, la Société a continué de diversifier ses activités dans les secteurs sociaux. Elle a ainsi apporté son concours à une entreprise nouvellement créée au Brésil pour fournir des services d'éducation basés sur l'internet, et accordé des prêts à deux universités argentines pour appuyer l'enseignement supérieur (voir page 57).

GARANTIES DE LA SFI

Volume des engagements



Le recours aux garanties de prêt a fait un bond spectaculaire durant l'exercice 01. Par ses garanties, la SFI a apporté un appui à des mécanismes de financement du commerce extérieur et à des émissions d'obligations en monnaie nationale.



À GAUCHE : La SFI apporte un appui de plus en plus important aux projets menés dans le secteur financier par le biais de services de conseil et de financements.

L'Inde se dote de son premier programme de financement des études supérieures

En Inde, la SFI a contribué à satisfaire à un besoin pressant en mettant en place un programme novateur de prêts d'études car les prêteurs privés, jugeant que ce type d'opération relevait de l'État ou du moins n'était pas rentable, avaient jusque-là évité de se lancer dans cette activité. En collaboration avec des partenaires rompus à ce type d'opération, la Société a conçu un moyen d'effectuer son premier gros investissement au titre du financement des études en aidant le secteur privé à lancer un programme de prêt de grande envergure. Le montage financier, qui est basé sur les techniques de titrisation des prêts, donne lieu à une gradation des risques assumés conjointement par la SFI, Citibank et NIIT Limited, institut d'enseignement supérieur jouissant d'une solide réputation en matière de technologie de l'information.

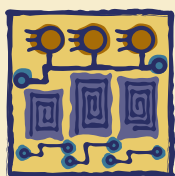
Les prêts accordés dans le cadre de ce programme sont fonction de la capacité de gain future des étudiants, et peuvent donc être accordés à des familles pauvres qui, sinon, n'auraient pas les moyens

d'acquitter les droits de scolarité. La majorité des étudiants qui bénéficieront de ce programme devraient avoir des revenus plus élevés que leurs parents lorsqu'ils auront achevé leurs études à NIIT.

La SFI fournira une garantie de crédit mezzanine en monnaie nationale pour 10 % du programme. Cette garantie couvrira les pertes éventuelles sur un portefeuille de prêts accordés par Citibank aux étudiants de NIIT inscrits dans une filière de formation en informatique d'une durée de trois ans. Le portefeuille de prêts augmentera progressivement et pourra atteindre, dans cinq ans, 4,2 milliards de roupies (90 millions de dollars).

En permettant d'établir un système de prêts d'études financièrement viable en l'absence de toute subvention publique, ce projet devrait encourager des initiatives analogues en Inde et dans d'autres pays.

DE MEILLEURES MÉTHODES DE GESTION ET DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE



Les flux de capitaux internationaux sont de peu d'utilité à beaucoup de sociétés des pays en développement, car il est rare qu'ils leur ouvrent des possibilités de financement à des conditions plus favorables. Suite à l'instabilité des marchés ces dernières années, les investisseurs redoublent de prudence dans leurs choix. Dans cette conjoncture, ils seront davantage attirés par les sociétés qui sont mieux gérées et mieux à même de protéger les actionnaires minoritaires.

La SFI aide les entreprises à adopter les pratiques internationales optimales. En encourageant les sociétés actives sur les marchés mondiaux à investir dans les pays en développement, la Société favorise l'amélioration des techniques de gestion dans les pays concernés. Elle contribue également à l'amélioration des pratiques de gouvernement d'entreprise et du cadre juridique lorsqu'elle sélectionne, négocie et supervise ses propres investissements, conseille les gouvernements et d'autres clients, et apporte un soutien au niveau local.

C'est ainsi que la SFI a apporté un concours à la Banque de Shanghai à la fois sous forme de prestations d'assistance technique financées par les bailleurs

de fonds et en jouant de son influence d'investisseur. Dispensée avec l'aide du Gouvernement japonais et de l'Union européenne, l'assistance technique de la SFI s'inscrit dans le cadre d'un programme d'ensemble à long terme engagé en 1995, couvrant tous les principaux aspects opérationnels et gestionnels de l'activité de la banque. Cette année les Services de conseil en gestion de la SFI ont procédé à un examen de la gestion des ressources humaines, en collaboration étroite avec la direction de l'établissement. La prochaine phase sera axée sur une formation visant à développer les compétences en matière d'analyse financière, ainsi que de politiques et de procédures de crédit.

CI-DESSOUS : Natalia Kosheleva, chef de projet adjoint d'une opération d'assistance technique de la SFI dans le domaine du gouvernement d'entreprise en Russie, discute du rôle des secrétaires aux Conseils d'administration des sociétés lors d'une conférence à Moscou.



« L'OBJECTIF CONSISTE À FOURNIR AUX ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET EN DÉVELOPPEMENT L'ASSURANCE QUE LES PAYS ET LES ENTREPRISES QUI S'ATTAQUENT AUX PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ONT PLUS DE CHANCE D'ATTIRER DES CAPITAUX. »

—Ira Millstein, président du Groupe consultatif du secteur privé sur le gouvernement d'entreprise, Banque mondiale/OCDE.

L'investissement de la SFI dans la Banque de Shanghai, qui est son premier dans une banque chinoise, a été effectué initialement en 1999 sous forme d'une prise de participation de 22 millions de dollars correspondant à 5 % du capital. Cet investissement a permis à la SFI de contribuer à améliorer le gouvernement d'entreprise de l'institution. Puis, en 2000, la SFI a souscrit à une émission de droits de souscription.

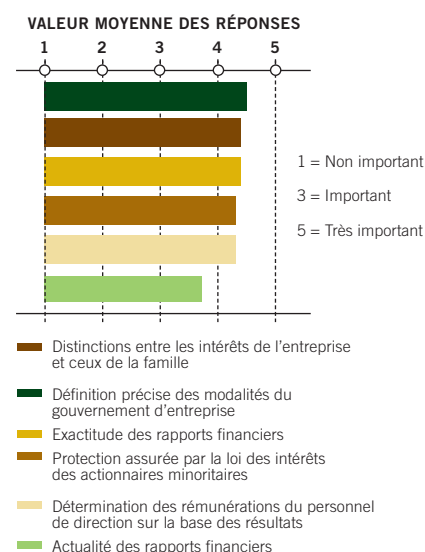
Un administrateur nommé par la SFI au Conseil d'administration de la Banque de Shanghai s'emploie activement avec d'autres membres de ce conseil et avec la direction à améliorer le gouvernement de l'entreprise et la transparence, pour les porter au niveau des pratiques internationales optimales. Grâce à ces efforts, le

conseil intervient plus activement dans l'orientation des activités de la banque. Le conseil a également entrepris de créer des comités spécialisés (audit, gestion des risques et rémunérations) qui amélioreront son information et le mettront mieux à même d'examiner les opérations à l'avenir.

Les activités entreprises par la SFI avec la Banque de Shanghai montrent comment nous continuons à exercer une influence positive sur les sociétés de notre portefeuille bien après la conclusion des transactions. Par ailleurs, l'adoption des normes bancaires et des pratiques optimales internationales par la Banque de Shanghai prouve leur utilité aux autres banques et exerce un impact sur tout le secteur bancaire chinois.

IMPACT D'UN BON GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

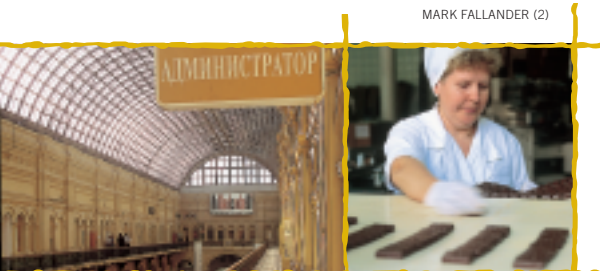
Importance des facteurs relatifs aux entreprises pour la sélection des sociétés des marchés émergents à des fins d'investissement



Source : McKinsey Emerging Market Investor Opinion Survey 2001

Cette enquête, menée auprès de 46 investisseurs privés dont les participations se chiffrent à environ 5 milliards de dollars, a été effectuée à l'occasion de la Conférence sur les capitaux privés dans le monde (11 mai 2001, visiter le site www.ifc.org/funds).

MARK FALLANDER (2)



PHOTOS : GUM (à gauche), l'un des plus vieux grands magasins de Moscou, et Krasny Oktyabr (Octobre rouge, à droite), chocolaterie bien connue, collaborent avec le Partenariat pour l'entreprise privée dans le but de raffermir la confiance des investisseurs dans les entreprises gérées et contrôlées par des intérêts locaux.

Des efforts sont déployés en Russie pour promouvoir les meilleures pratiques

Dans les économies en transition, l'entreprise moderne est, elle-même, une forme d'organisation économique relativement nouvelle et mal connue. En Russie, les sociétés privées émergentes doivent renforcer leur conseil d'administration, leurs contrôles internes, leurs normes de comptabilité et de présentation de l'information, et d'autres éléments du gouvernement d'entreprise pour accroître la confiance des investisseurs.

Durant l'exercice, le Partenariat pour l'entreprise privée de la SFI, avec l'appui du Gouvernement néerlandais, a lancé un projet de gouvernement d'entreprise en Russie pour répondre aux besoins des sociétés russes en ce domaine. Bien qu'il soit le premier de ce type en Russie, le programme est basé sur des initiatives similaires menées par le partenariat en Ukraine et en Arménie.

Le partenariat exploite l'expérience accumulée par la SFI dans les domaines du financement et de l'assistance technique pour fournir des conseils aux entreprises russes sur les pratiques de

gouvernement d'entreprise qu'il leur faut adopter. Il organise des programmes de formation pour les administrateurs, directeurs et actionnaires des sociétés. Il prépare et diffuse des manuels pratiques sur le gouvernement d'entreprise et les meilleures pratiques acceptées au plan international, fournit des conseils aux autorités sur la législation et la réglementation applicables, et aide les sociétés par actions à rédiger leurs statuts et à mener des réunions du conseil d'administration et des actionnaires.

Pour largement diffuser l'information, le partenariat participe à une série de tables rondes nationales et régionales avec le Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise de l'OCDE et du Groupe de la Banque mondiale. Ces tables rondes encouragent l'adoption de meilleures pratiques de gouvernement d'entreprise dans le cadre de débats sur la manière d'accroître la confiance des investisseurs dans les entreprises du pays.

UNE ACTION MENÉE DANS LE CADRE DE PARTENARIATS



La SFI entretient des rapports étroits avec ses clients pour s'assurer que ses transactions permettent aux entreprises d'obtenir de solides résultats.

L'intérêt porté par la SFI à la constitution de partenariats ne se limite pas aux seules entités qui participent au financement des transactions. Elle sait que, en nouant des liens solides avec les communautés, les administrations publiques et les organisations non gouvernementales, et avec d'autres secteurs du Groupe de la Banque mondiale, elle peut amener les parties en présence à unir leurs efforts pour trouver des solutions novatrices qui profitent à tous.

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a collaboré pour la deuxième fois avec Mozal Aluminum, au Mozambique non seulement pour financer l'expansion d'un projet qui revêt une importance capitale pour l'économie nationale, mais aussi pour aider Mozal à mettre sur pied un programme de lutte contre le VIH/SIDA.

Durant l'exercice 01, la SFI a monté une syndication de prêts de 600 millions de dollars, dont un prêt de 25 millions pour son propre compte. La première phase du projet Mozal Aluminum, entreprise il y a trois ans, a contribué à faire découvrir le Mozambique aux investisseurs étrangers

et à les encourager à investir dans ce pays à faible revenu qui ne s'était pas encore totalement remis d'une terrible guerre civile. La SFI a financé cette phase en consentant des prêts à hauteur de 120 millions de dollars, soit le plus gros investissement jamais effectué par la Société dans un pays donné.

La fonderie d'aluminium Mozal, qui est devenue opérationnelle en 2000 aux termes de travaux achevés en avance, et coûtant 100 millions de dollars de moins que prévu est très compétitive. Son expansion en fera un moteur encore plus puissant du développement économique du pays, en créant des emplois, en générant des devises et des recettes

CI-DESSOUS : La société Mabati Rolling Mills de Mombasa (Kenya) a reçu un financement de la SFI.

RICHARD LORD



RICHARD LORD

MARK FALLANDER



RICHARD LORD

fiscales, en favorisant le processus d'industrialisation, en offrant de nouvelles opportunités aux entreprises locales, et en montrant au monde entier que le Mozambique est un pays propice aux affaires.

Le partenariat forgé par la SFI avec Mozal aide également cette dernière à renforcer le rôle de premier plan qu'elle joue aux fins de la responsabilisation des entreprises. Le fonds fiduciaire pour le développement communautaire (Mozal Community Development Trust) créé dans le cadre du nouveau montage financier devrait en effet consacrer deux millions de dollars par an à des initiatives sociales et communautaires. Un programme sans précédent de sensibilisation au problème du VIH/SIDA a déjà été lancé sous ses auspices, qui permet à des agents de terrain qualifiés d'avoir des

contacts directs, intensifs et répétés avec les membres des communautés locales. La SFI fournira une contribution de contrepartie dans le cadre de son initiative pilote de lutte contre le sida pour assurer la poursuite de ce programme auprès des 100 000 personnes visées dans la région où Mozal est implantée.

La SFI s'efforce par ailleurs de forger des partenariats entre Mozal et les entreprises locales pour accroître le plus possible les possibilités de sous-traitance offertes aux petites et moyennes entreprises de la région. Le Service de promotion et de développement des investissements en Afrique fournira à ces dernières un appui pour leur permettre de renforcer leurs capacités et, donc, de développer leurs activités de sous-traitance pour Mozal.



RICHARD LORD

À GAUCHE : Un achat de fromage de la fabrique UzDutch, qui a fait l'objet d'un projet de la SFI, est chargé à bord de la voiture d'un client.

À DROITE : Le producteur russe de boissons gazeuses non alcoolisées, Dana, doit sa création et son développement à l'essor des services financiers de crédit-bail auquel a contribué le Partenariat pour l'entreprise privée.

MARK FALLANDER

La Mauritanie reçoit des conseils sur la manière d'améliorer les services de téléphone

Souhaitant libéraliser son secteur des télécommunications géré par l'État pour élargir la portée et améliorer la qualité des services offerts à la population, la Mauritanie a engagé la SFI à titre de conseiller principal pour la privatisation de l'opérateur national, Mauritel.

La SFI et la Banque mondiale ont collaboré avec les autorités mauritaniennes à la préparation des directives et à la réalisation de l'opération. L'attention portée par la Société à l'impact social de cette privatisation a contribué à l'établissement, dans le cadre de la transaction, d'un fonds d'accès universel pour appuyer le développement de l'infrastructure rurale et, ce faisant, l'extension des services au-delà des centres-villes pour couvrir des populations rurales qui, sinon, risqueraient de ne pas être desservies.

Selon les conditions fixées pour sa privatisation, Mauritel doit quadrupler la taille de son réseau de lignes fixes dans un délai de cinq ans. Grâce au montage financier mis en place, elle devrait avoir la capacité de réaliser les investissements nécessaires à cette fin.

La SFI avait pour mandat d'examiner et de finaliser le cadre de la concurrence, et de définir la stratégie de privatisation. Elle a mené une restructuration financière de 43 millions de dollars qui a permis à Mauritel d'acquérir sa première licence de téléphonie cellulaire avant d'être privatisée. Elle a en outre assuré la promotion de la transaction auprès des investisseurs, organisé l'appel d'offres et clôturé l'opération.

Le soumissionnaire retenu, Maroc Telecom, a payé 48,1 millions de dollars pour acquérir 54 % du capital de Mauritel (par le biais d'une prise de participation au capital de 14,4 millions de dollars, et d'une augmentation de capital de 33,7 millions). Que l'on considère la valeur par ligne, qui est de plus de 4 000 dollars, ou le niveau des bénéfices, le prix de cette transaction soutient favorablement la comparaison avec toutes les autres privatisations menées à ce jour dans le secteur des télécommunications en Afrique.

UNE PERSPECTIVE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE



La SFI s'intéresse aux aspects environnementaux et sociaux de ses projets dès le début du processus d'investissement. Aider ses clients à élargir le champ de leurs pratiques écophiles est un objectif qu'elle poursuit activement comme elle l'a montré, durant le dernier exercice, au Pérou.

La SFI a aidé Inka Terra, organisateur renommé de voyages écotouristiques, à assainir sa situation financière, jugeant que cette opération lui offrait une occasion intéressante de promouvoir une gestion des forêts tropicales humides respectueuse de l'environnement ainsi que la conservation de ce milieu, et aussi d'investir dans une société attrayante sur le plan financier. Elle a agi rapidement pour pouvoir répondre aux besoins de l'entreprise, et signé l'accord quatre mois seulement après la première réunion.

Selon E. O. Wilson, professeur à Harvard et grand défenseur de la biodiversité, le site d'Inka Terra à Cuzco Amazónico est unique en ce sens qu'il compte le plus grand nombre d'espèces de fourmis

au monde. Le site d'Inka Terra à Machu Picchu, quant à lui, permet au public d'admirer la plus grande collection connue d'espèces indigènes d'orchidées dans leur habitat naturel. Il s'agit bien là de banques de matériel génétique. Ce type d'inventaire contribue à établir l'importance des efforts de conservation des forêts tropicales humides.

Inka Terra possède et exploite deux petits hôtels à proximité de Machu Picchu et de la forêt de Madre de Dios, offrant ainsi aux visiteurs la possibilité d'apprécier la flore et la faune tropicales de ces deux régions du Pérou, en même temps que leur patrimoine culturel. La société poursuit ses activités en Amazonie depuis plus de 25 ans, et est réputée pour savoir concilier tourisme et conservation de la

CI-DESSOUS : Des orchidées sont soumises à un examen attentif dans un jardin entourant l'un des sites de Inka Terra.



ENRIQUE DOMENGE

TRAN THI HONG NHIEU

NICK FLANDERS



RICHARD LORD

nature. Son président est un membre honoraire du conseil de Conservation International, organisation sans but lucratif qui a pour mission de protéger les régions les plus riches de notre planète au plan biologique, tout en aidant leurs habitants à améliorer leurs conditions de vie.

Inka Terra travaille en étroite collaboration avec les communautés locales, auxquelles elle fournit des emplois, pour créer une interdépendance entre leur bien-être économique et la préservation de leur environnement naturel. La SFI aide la société à étendre les terrains qu'elle possède et à construire des pavillons touristiques supplémentaires. Comme beaucoup d'entreprises de taille moyenne en Amérique latine, il est difficile à la société de trouver des crédits à des conditions abordables. L'obtention d'un financement à plus long terme et moins onéreux a permis

à Inka Terra de replacer les opérations d'écotourisme sur un sentier de croissance plus durable et à ses responsables de se concentrer sur ses deux domaines d'activité essentiels, la conservation de la nature et le tourisme.

Bien qu'elle applique déjà de solides principes environnementaux, Inka Terra a profité de l'examen effectué par la SFI pour évaluer ses pratiques au regard des normes en vigueur au plan international et, ce faisant, mieux comprendre son modèle. Les responsables de la société sont reconnaissants à la SFI de les avoir encouragés à rationaliser leurs opérations et à envisager de nouvelles possibilités d'expansion. Inka Terra a pris connaissance des possibilités de financement d'activités nouvelles par le biais du Fonds pour l'environnement mondial, qui accorde un financement à des conditions libérales à des projets du secteur privé favorables à la biodiversité.

ENRIQUE DOMENGE

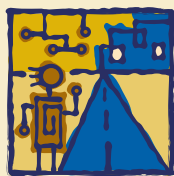


« JAMAIS UNE OPÉRATION DE FINANCEMENT N'A ÉTÉ AUSSI FACILE QUE CELLE QUE NOUS AVONS RÉALISÉE AVEC LA SFI. LE PRÊT A ÉTÉ ORGANISÉ TRÈS RAPIDEMENT, ET À DES CONDITIONS TRÈS FAVORABLES. NOS FRAIS FINANCIERS SONT MOITIÉ MOINS ÉLEVÉS QUE CE QU'ILS ÉTAIENT AVANT L'INTERVENTION DE LA SFI, CE QUI NOUS PERMET DE NOUS CONCENTRER SUR NOS ACTIVITÉS DE CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT. »

—José Koechlin, président de Inka Terra, SA

À GAUCHE : Un projet d'assistance technique mené par la SFI à Madagascar a contribué à préserver le milieu de la faune sauvage.

UNE BONNE PERSPECTIVE DE L'ENTREPRISE



La SFI s'assure que ses activités de financement donnent lieu à l'application des pratiques optimales reconnues au plan international, mais l'expérience et les compétences qu'elle a acquises au fil des ans et la place unique qu'elle occupe sur le marché lui permettent aujourd'hui de jouer un rôle nouveau à l'appui du développement du secteur privé. Dans le cadre de son Initiative pour promouvoir la viabilité, elle s'efforcera d'évaluer ses résultats futurs en fonction de la viabilité à long terme de son action sur le plan financier, socioéconomique et environnemental — en faisant un triple bilan.

Elle entend s'acquitter de sa mission en fournissant un appui aux entreprises qui peuvent prospérer sur le marché sans qu'il soit nécessaire de créer des distorsions économiques pour assurer leur survie, qui peuvent avoir un effet bénéfique sur l'environnement, et qui peuvent contribuer d'une manière tangible au bien-être de la population des communautés et des pays dans lesquels elles se sont implantées. De nombreux projets de la SFI font appel à des pratiques durables qui procurent des avantages d'ordre commercial à ses clients. C'est ainsi que la Société a approuvé durant l'exercice un investissement pour appuyer la mise en valeur du domaine de Spier, en Afrique du Sud ; or, les responsables du domaine voient dans les complexes problèmes environnementaux et sociaux soulevés par l'opération une occasion importante de préconiser une approche durable pour promouvoir des entreprises viables.

Fondé en 1659 dans la région de Stellenbosch, en Afrique du Sud, le domaine de Spier comprend aujourd'hui des fermes biologiques, des vignobles, une entreprise vinicole, un centre de conférences, plusieurs restaurants, et une salle de théâtre utilisée à l'occasion de festivals. Le tourisme et l'organisation de conférences sont d'importants éléments de la stratégie formulée par la direction du domaine

pour mettre en place les fondements économiques du développement d'une communauté viable.

La direction de Spier est déterminée à maximiser les avantages économiques et sociaux procurés par le domaine aux habitants de la région, et à contribuer à l'édification de nouveaux plans pour l'avenir dans une Afrique du Sud post-apartheid. Toutefois, la communauté de Spier est confrontée à un grand nombre des problèmes que connaît le pays dans son ensemble, tels qu'une pénurie d'emplois pour la main-d'œuvre non qualifiée et des tensions sociales qui se traduisent par un taux de criminalité élevé. La riche culture locale est étouffée par les problèmes économiques qui sévissent de manière généralisée. La région est par ailleurs soumise à des pressions environnementales, et notamment à l'abaissement de la nappe phréatique dû à la présence d'une abondante végétation allogène. Mais, pour peu qu'elles soient mises en valeur et enrichies dans le cadre d'entreprises commerciales bien conçues, les ressources que constituent la population locale et le milieu naturel offrent des possibilités de développement considérables. La SFI a été attirée par le potentiel que présente ce projet en raison de la démarche adoptée par Spier pour édifier son entreprise sur des bases durables.

« POUR VOULOIR ADOPTER UNE APPROCHE DURABLE, IL FAUT PENSER DE MANIÈRE DIFFÉRENTE, ET CHANGER TOTALEMENT DE PERSPECTIVE. NOUS AVONS PU CONSTATER QUE, LORSQUE LES GENS RÉALISENT POURQUOI CETTE APPROCHE EST DIFFÉRENTE, LEUR VISION DES CHOSES CHANGE. »

—Eve Anneke, directeur général de Spier Holdings

Le financement approuvé par la SFI vient à l'appui d'un ambitieux programme de mise en valeur de 81 millions de dollars, qui donnera lieu à la construction d'un hôtel de 250 chambres de classe internationale, d'un hôtel de 150 chambres offrant des services plus limités aux participants aux conférences, et de nouveaux lotissements résidentiels sur le domaine. La Société compte engager un montant de 19 millions de dollars sous forme de prêts et de participations au titre de ce projet. Son apport financera également en partie l'extension de petites exploitations agricoles attenantes au domaine, l'intensification des activités agricoles sur les terres du domaine proprement dit, et la création d'un institut spécialisé dans la formation de cadres en collaboration avec l'université de Stellenbosch.

La société Ritz-Carlton, qui assure la gestion du complexe hôtelier, formera la main-d'œuvre non qualifiée locale pour lui donner accès à des emplois mieux rémunérés. Une formation aux méthodes de cultures biologiques sera donnée aux fermiers noirs de la région, qui approvisionneront l'hôtel en produits frais. Un village d'artisans sera agrandi, une école sera construite et de nouveaux logements mis à la disposition des ménages pauvres.

Conformément au schéma directeur, les travaux de construction sont effectués

par des méthodes axées sur l'avenir faisant appel au maximum à des ressources renouvelables pour produire des bâtiments fonctionnels et ne demandant qu'un entretien relativement limité. Les méthodes employées prennent en compte la fragilité des sites, l'impact écologique des travaux et les besoins énergétiques associés à la production des matériaux de construction. Les installations seront écologiquement viables. Dans le but d'économiser l'eau, des toilettes à faible débit seront installées, les vignobles seront irrigués au goutte-à-goutte, et les eaux usées seront filtrées puis recyclées. Les déchets solides seront également décantés puis recyclés, ou encore utilisés comme compost, de sorte que 10 % seulement de ces déchets aboutiront à la décharge municipale.

La direction de Spier est reconnaissante à la SFI non seulement d'avoir compris l'intérêt que présente à long terme cette approche, mais aussi d'avoir amené d'autres investisseurs à le comprendre aussi. Spier avait déjà formulé son plan d'action avant l'intervention de la Société, mais l'enthousiasme manifesté par celle-ci à l'égard de la perspective économique, sociale et environnementale adoptée a contribué à renforcer les efforts déployés par les responsables du domaine et conforter ces derniers dans leur recherche de pratiques durables.

REPRODUCTION AUTORISÉE : DOMAINE DE SPIER



À GAUCHE : Le domaine de Spier compte maintenant des fermes et des vignobles biologiques. Dans le cadre d'un projet de développement financé par la SFI, les fermiers noirs de la région recevront une formation portant sur les pratiques culturales biologiques.

LES RAISONS D'ÊTRE DE LA SFI

La Société financière internationale montre, année après année, qu'il est possible d'obtenir de bons rendements de l'investissement tout en créant des emplois, en assurant un environnement salubre et en améliorant les conditions de vie dans les pays en développement.

La SFI a pour mission de promouvoir le développement économique par l'intermédiaire du secteur privé. Elle collabore avec des partenaires commerciaux et des institutions financières pour investir dans des entreprises privées viables opérant dans un environnement peu propice aux activités industrielles et commerciales. Elle encourage des entreprises et projets solides sur le plan financier, qui semblent pouvoir devenir rentables. Elle applique également des critères rigoureux en matière de gouvernement d'entreprise, de protection sociale et de respect de l'environnement, et emploie ses compétences dans le cadre de ses projets pour aider ses partenaires à obtenir les meilleurs résultats possibles.

La SFI finance des projets dans des régions et des secteurs que les investisseurs privés évitent généralement. Elle trouve de nouveaux moyens d'exploiter des opportunités prometteuses sur des marchés que les investisseurs commerciaux jugent trop risqués ou trop instables sur le plan politique pour pouvoir compter bénéficier d'un minimum de sécurité, dégager des bénéfices et se développer sans la participation de la SFI. La Société jugeant, quant à elle, ces opportunités profitables, encourage leur poursuite.

La SFI s'expose à un risque financier lorsqu'elle acquiert des participations dans des entreprises ou des institutions financières. Elle consent également des prêts à long terme à ses clients et leur offre des services de garantie et de gestion des risques. Elle mobilise des ressources supplémentaires sur les marchés financiers privés dans le cadre d'opérations de syndications et de placement, et fournit d'importants services de conseil.

Grâce à sa réputation et son statut d'organisation internationale, elle peut amener différents participants à joindre leurs efforts pour poursuivre une opération. Sa présence peut rassurer les investisseurs étrangers, les partenaires locaux, les autres prêteurs et les pouvoirs publics quant à la viabilité des projets.

La SFI a été fondée en 1956 et est l'une des institutions du Groupe de la Banque mondiale. Son capital provient de ses 175 pays membres. En faisant appel aux ressources et à l'expérience de la Banque mondiale, la SFI peut procurer à ses pays membres des avantages qui dépassent le simple cadre de ses opérations.

ROB WRIGHT





RICHARD LORD

PROMOUVOIR UN SECTEUR PRIVÉ VIABLE

La SFI encourage la réalisation d'investissements viables dans le secteur privé des pays en développement dans le but de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Elle s'efforce de remplir sa mission en se montrant sélective. Elle n'investit que dans les entreprises qui paraissent pouvoir se développer, faire preuve de dynamisme et devenir rentable à long terme. Elle n'entreprend aucun investissement que le secteur privé serait mieux à même de financer.

Elle cherche à forger des partenariats avec un large éventail d'investisseurs, notamment des entreprises privées locales et étrangères, des banques commerciales, des investisseurs institutionnels, des banques de développement et des organismes de financement des exportations.

Elle vise à assurer la viabilité de ses opérations et accorde de plus en plus d'importance aux résultats que ses projets permettent d'atteindre à long terme sur le plan financier, mais aussi au niveau socioéconomique et dans le domaine de l'environnement. Tous les projets de la SFI doivent offrir de solides perspectives financières, promettre d'avoir un impact sur le développement et se conformer aux normes exigeantes de la Société en matière de responsabilité environnementale et sociale et de gouvernement d'entreprise.

Pour en savoir plus...

www.ifc.org

L'adresse et les numéros de téléphone et de fax des bureaux de la SFI figurent en annexe.



MARK FALLANDER



MARK FALLANDER

« [LE PROJET MENÉ PAR LA SFI À] BOUNDARY HILL PERMETTRA À NOTRE COMMUNAUTÉ DE DEVENIR AUTONOME ET DE GÉRER SES PROPRES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT. NOUS ESPÉRONS POUVOIR APPROVISIONNER EN UNE EAU POTABLE NOS PETITS VILLAGES ET AVOIR DES ÉCOLES POUR TOUS LES ENFANTS. »

—Sikir Ole Kibiriti, conseiller au village maasai de Lolkisale, en Tanzanie (voir p. 37).

À GAUCHE : La SFI appuie une large gamme d'entreprises en Russie en leur fournissant des conseils et des financements.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

PRODUITS ET SERVICES

PRODUITS FINANCIERS

PARTICIPATIONS ET QUASI- PARTICIPATIONS

La SFI risque ses propres capitaux en prenant des participations dans des entreprises ou toute autre entité intervenant dans un projet, des institutions financières, des fonds de placement ou des fonds communs de participation. La SFI peut prendre une participation à hauteur de 35 % dans une opération, mais se limite généralement à un pourcentage compris entre 5 et 20 % du capital du projet. Elle n'est jamais le principal actionnaire d'un projet. Elle investit à long terme et se retire d'une entreprise de préférence lorsque les titres de cette dernière sont admis à la cotation.

La SFI a aussi recours à des instruments appelés quasi-participations, qui présentent à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations. Certains, comme les prêts non privilégiés et les instruments de dette convertibles, sont assortis d'un calendrier rigide ; d'autres, tels que les actions privilégiées et les titres participatifs n'ont pas de calendrier préétabli.

PRÊTS ET SERVICES D'INTERMÉDIAIRES

La SFI consent des financements sur projet ou des financements d'entreprises sous forme de prêts A, c'est-à-dire de prêts qu'elle effectue pour son propre compte sans accepter de garantie de l'État. Ces prêts ont une échéance de 7 à 12 ans au départ mais, dans certains cas, leur durée a été prolongée jusqu'à 20 ans. La SFI libelle ses prêts essentiellement dans des devises principales, mais a entrepris d'accroître les moyens dont elle dispose pour offrir des prêts en monnaie nationale.

La SFI procède à des études approfondies avant d'accorder un financement sur projet. Parce qu'elle a acquis une vaste expérience des montages financiers dans les pays en développement, elle est particulièrement bien placée pour évaluer les risques associés à ces opérations. Elle accepte de consentir des financements remboursables uniquement à partir des flux de trésorerie d'un projet, sans recours ou avec des droits de recours limités.

Les prêts de la SFI se présentent aussi, pour une large part, sous forme de lignes de crédit ouvertes au profit d'intermédiaires bancaires, de sociétés de crédit-bail et autres institutions financières qui rétrocèdent les ressources qui leur sont ainsi procurées. Ces lignes de crédit ciblent fréquemment les petites entreprises.

MOBILISATION DE CAPITAUX

Pour pouvoir jouer son rôle de catalyseur, la SFI doit mobiliser des capitaux privés qui pourront être investis dans des pays en développement. La SFI multiplie son impact en mobilisant les ressources d'autres institutions, qui n'acceptent de fournir un financement que si la Société participe à l'opération.

Les syndications ou prêts B sont la pierre angulaire des efforts de mobilisation de la SFI. Grâce à ce mécanisme, les institutions financières partagent la totalité des risques de crédit associés au projet mais la SFI reste le prêteur en titre. Les participants bénéficient aussi des avantages, tels qu'un accès préférentiel aux devises, dont jouit la SFI en sa qualité d'institution multilatérale de développement. Les participants sont, dans certains cas, également exemptés de l'obligation de constituer les provisions requises aux termes des réglementations applicables.

La SFI mobilise aussi des capitaux privés au profit d'entreprises en procédant à des garanties d'émissions, à des placements privés et à des investissements dans des fonds communs de participation et, ce faisant, aide ses clients à obtenir accès aux marchés financiers internationaux pour la première fois.

GARANTIES ET GESTION DES RISQUES

Les garanties des prêts et des émissions obligataires et les financements conditionnels aident les clients de la SFI, en les faisant profiter de sa cote de crédit, à se procurer des ressources sur les marchés financiers internationaux.

La SFI propose des mécanismes de renforcement du crédit, tels que les garanties partielles de crédit, pour les instruments de la dette. La notation AAA dont jouit la Société permet à celle-ci d'aider ses clients à attirer de nouvelles sources de financement, à réduire le coût de leurs emprunts et à allonger les échéances. Une garantie de crédit couvre tous les risques de crédit pendant une partie déterminée de la période du financement ou à hauteur d'un plafond déterminé, et permet souvent d'obtenir des échéances plus longues que celles qui auraient été accordées par les créanciers privés sans cette garantie.

La SFI peut accorder une garantie partielle de crédit en monnaie nationale ou en devises. Une garantie partielle de crédit en monnaie nationale permet aux emprunteurs de contracter des emprunts pour la période souhaitée et, ce faisant, contribue au développement des marchés des capitaux intérieurs. Sur les marchés obligataires mondiaux, une garantie partielle de crédit en devises permet à une société cliente de la SFI de se faire connaître des investisseurs internationaux et, par conséquent, de diversifier ses sources de financement.

Les services de gestion des risques permettent aux clients de la SFI d'avoir accès aux marchés des produits dérivés par l'intermédiaire de la Société. Les instruments de couverture des risques de taux de change leur donnent la possibilité de se protéger des risques associés aux engagements sous forme d'emprunts en devises. Les instruments de couverture des risques de taux d'intérêt leur permettent de modifier les caractéristiques de leurs emprunts (par exemple en passant d'un taux fixe à un taux variable, et inversement) et les instruments de couverture des risques associés aux prix des produits de base leur permettent de réduire les risques posés par l'instabilité des prix de ces produits. La SFI a également mis en place des mécanismes de gestion des risques dans le cadre desquels ses clients peuvent avoir recours à des instruments de couverture pendant une période préalablement déterminée et approuvée.

AUTRES SERVICES

SERVICES-CONSEILS

Les services-conseils de la SFI ont pour objet d'améliorer le climat de l'investissement dans ses pays membres ainsi que les pratiques commerciales des entreprises dans lesquelles elle investit. Ils ont un impact croissant sur la manière dont la Société envisage ses activités de placement.

La SFI poursuit une large gamme de missions de conseil portant sur les marchés des capitaux, ciblées plus particulièrement sur les marchés des valeurs mobilières, les institutions bancaires et les organismes de crédit. Ces opérations portent sur des domaines tels que le développement d'un marché local des titres d'emprunts et le renforcement des capacités des institutions financières.

Les activités du Service de conseil au secteur privé (PSAS), qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, portent sur la formulation de principes directeurs, la fourniture de services-conseils dans divers secteurs, et des opérations particulières. Les opérations de la SFI en ce domaine recouvrent, des conseils en matière de concurrence, le montage d'opérations de privatisation, et l'analyse des questions de politique de l'investissement étranger.

Les services-conseils de la SFI ont été également regroupés avec ceux de la Banque mondiale dans le cadre d'un autre service conjoint appelé Département des petites et moyennes entreprises, dont les activités portent sur le cadre des affaires, le renforcement des capacités et la mise au point de mécanismes de financement novateurs. Le programme de bonne gestion de l'entreprise de la SFI fournit aux sociétés dans lesquelles elle investit des conseils sur les pratiques et les principes à suivre, une aide pour faire face aux risques particuliers qui se posent dans le pays considéré, et des informations sur la manière de promouvoir un bon mode de gestion de l'entreprise.

ASSISTANCE TECHNIQUE

La SFI complète aussi ses opérations d'investissement par une assistance technique dans le cadre de laquelle elle fournit des conseils et des informations à des entreprises privées et aux gouvernements. La Société gère des services de promotion et de développement des investissements qui aident les petites et moyennes entreprises, ainsi que des fonds fiduciaires d'assistance technique auxquels des pays donateurs fournissent leur appui. Ces fonds permettent de financer des études de faisabilité, des études sectorielles, des initiatives en matière de formation, des évaluations environnementales et sociales des projets, et des missions de conseil auprès des gouvernements.

PRODUITS FINANCIERS DE LA SFI

PARTICIPATION	Acquisition directe d'une part du capital d'entreprises, d'institutions financières ou de toute autre entité intervenant dans un projet.
QUASI-PARTICIPATION	Instruments présentant à la fois les caractéristiques de titres de la dette et de participations, tels que les prêts non privilégiés, les instruments de dette convertibles et les actions préférentielles. Ils permettent d'obtenir un rapport risques/rendement d'un niveau intermédiaire à ceux des prêts au sens strict et des prises de participation.
PRÊT A	Prêt financé par la SFI à partir de ses propres ressources.
PRÊT B	Participation à un prêt de la SFI cédé à d'autres institutions financières.
GARANTIE	Prise en charge par la SFI de fractions déterminées de l'engagement d'un emprunteur en cas de défaut de paiement.
PRODUITS DE GESTION DES RISQUES	Divers instruments pouvant être utilisés par les intermédiaires financiers, tels que swaps de taux de change et de taux d'intérêt, et autres instruments de couverture des risques.

AJOUTER DE LA VALEUR

COMMENT MENER UNE ENTREPRISE SELON LES PRINCIPES DE LA SFI

La SFI a une tâche difficile à accomplir, qui consiste à trouver des possibilités d'investissement rentables sur des marchés très mal connus et présentant des risques très élevés. Dans beaucoup de ces pays, le secteur privé est sous-développé, les partenaires nationaux ou étrangers n'ont pas l'expérience nécessaire et les pratiques commerciales sont loin d'être conformes aux normes internationales. La SFI adapte donc ses services en fonction de la situation. Elle veille aussi à ce que les ressources naturelles soient exploitées de manière à accroître le patrimoine national dans des conditions équitables sur le plan social, tout en favorisant un environnement plus salubre.

Les 1 951 hommes et femmes venus de 130 pays différents qui forment le personnel de la SFI ont les compétences nécessaires pour forger des relations, évaluer les options financières, déterminer les obstacles techniques et environnementaux, et collaborer avec les communautés locales aux fins du montage d'opérations offrant des avantages largement répartis aux populations des pays en développement.

Lorsque le climat de l'investissement dans le monde change, la SFI cherche à devancer les besoins de ses clients et à y répondre de manière ingénieuse. Elle s'efforce de remplir sa mission en jouant un rôle de pionnier, c'est-à-dire en poursuivant des projets dans les environnements les plus difficiles et sur des marchés pour l'essentiel inexplorés. La SFI a les ressources et la souplesse nécessaires pour relever les défis et exploiter les opportunités uniques que présentent les pays en développement. Elle contribue à démontrer la viabilité des investissements privés dans les pays qui ont entrepris des réformes et réalisé des privatisations ainsi que dans les secteurs hautement prioritaires pour le développement.

Les services offerts par la Société à ses clients reflètent les compétences de son personnel dans les domaines du financement sur projet et de la gestion du risque. Mais la Société fait plus que fournir des services essentiels. Grâce aux efforts des départements spécialisés, elle fait adopter les meilleures pratiques internationales à certains de ses clients et, ce faisant, aide les entreprises à fonctionner et à

produire des résultats auxquels elles n'auraient pas pu parvenir sans son intervention.

« LA SFI FAIT APPEL À TOUTES SES RESSOURCES ET À TOUT SON SAVOIR POUR AIDER LES ENTREPRISES QUI SONT SES CLIENTES. MAIS CE N'EST LÀ QU'UNE PARTIE DE SA CONTRIBUTION. ELLE INSISTE POUR QUE CES ENTREPRISES PRENNENT PLEINEMENT CONSCIENCE DE LEURS RESPONSABILITÉS SOCIALES. »

—Mukhtar Gulamhussein,
Chargé de portefeuille à la SFI

La SFI fournit des conseils sur le gouvernement d'entreprise et d'autres pratiques optimales dans le cadre de ses projets d'assistance technique ou de ses services d'investissement. Les clients de la Société qui adoptent et appliquent ces pratiques deviennent plus attrayants pour des investisseurs internationaux qui insistent pour faire reconnaître leurs droits en tant que prêteurs et investisseurs. La SFI fournit également des conseils aux gouvernements, aux bourses de valeurs mobilières et aux associations professionnelles sur la manière dont les entreprises peuvent améliorer leur structure et leur mode de gestion.

La SFI met à la disposition de ses clients toute une gamme de ressources pour leur permettre



À GAUCHE : Atul Mehta, Kalim Shah et Toshiya Masuoka (de gauche à droite) discutent, au siège de la SFI à Washington, de la stratégie et des investissements de la Société en Amérique latine.

BRETON LITTLEHALES (2)

d'améliorer les résultats de leurs projets. Elle compte, parmi ses effectifs, plus d'une vingtaine de spécialistes qui font profiter ses clients de leurs connaissances techniques et ciblent leurs activités plus particulièrement sur les nouveaux secteurs et tendances.

Bien que nombre de ses projets ne posent guère de risques environnementaux ou sociaux, la SFI examine tous les projets et, si nécessaire, prend des mesures de sauvegarde pour s'assurer qu'ils n'ont pas d'effet préjudiciable sur le plan environnemental et social. L'équipe composée de plus de 40 spécialistes des questions environnementales et sociales incorpore les meilleures pratiques dans toutes les activités d'investissement. La Société a un service chargé de former les intermédiaires financiers qui bénéficient de ses investissements, et de suivre leurs activités, ainsi qu'un service spécial chargé de promouvoir des investissements favorables à l'environnement.

La stratégie adoptée par la SFI pour cibler ses futurs investissements a été examinée, et renforcée durant l'exercice dans le cadre de l'Initiative pour promouvoir la viabilité. Celle-ci permettra de pleinement exploiter les compétences de la

« AU DÉBUT, LES NORMES ENVIRONNEMENTALES IMPOSÉES PAR LA SFI NOUS SEMBLAIENT ÊTRE UN OBSTACLE ; MAINTENANT NOUS SAVONS QU'ELLES NOUS ONT AIDÉ À CRÉER UNE ENTREPRISE SOLIDE. DANS CINQ ANS, LES ENTREPRISES QUI NE SE SOUCIENT PAS DE L'ENVIRONNEMENT N'AURONT PLUS ACCÈS AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX. L'ENVIRONNEMENT DEVIENT UN ÉLÉMENT FONDAMENTAL DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX. »

—Rafael Wong, vice-président exécutif, Reybancorp, Équateur

Société dans le domaine social et environnemental, non seulement en assurant le respect des normes rigoureuses adoptées dans ces domaines mais aussi en lui permettant de fournir des conseils aux entreprises sur la manière de profiter des améliorations qu'elles peuvent apporter sur le plan environnemental et social.

Les travaux de la SFI se distinguent de ceux des entités parrainantes par les compétences et l'expérience particulières dont elle fait bénéficier les projets auxquels elle participe, ainsi que les pays et les communautés locales qui sont touchés par ces derniers. C'est ainsi qu'elle prouve la valeur de bonnes pratiques dans ses pays membres en développement.

CI-DESSOUS : Le groupe de direction qui définit les grandes orientations de la SFI et les activités du secteur privé du Groupe de la Banque mondiale se compose de Peter Woicke (assis au premier rang), de quatre vice-présidents de la SFI (de gauche à droite) Farida Khambata, Assaad J. Jabre, Dorothy H. Berry et Carol F. Lee, et de la vice-présidente de la BIRD, Nemat Talaat Shafik (debout à gauche).



Les actionnaires de la SFI décident de l'orientation générale de ses activités

Les 175 pays membres de la SFI, par l'intermédiaire du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, décident de l'orientation générale des programmes et activités de l'institution. Chaque pays membre nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la SFI, mais il en délègue la majeure partie aux 24 administrateurs. Ceux-ci disposent chacun d'un nombre de voix qui est fonction de la part au capital du pays ou du groupe de pays qu'ils représentent.

Les administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner tous les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et superviser la gestion générale de l'institution.

Plusieurs comités fournissent des conseils aux administrateurs sur la gestion de l'institution. Le Comité de l'audit est chargé de toutes les questions relatives aux audits externes et internes et des questions de politique financière. Le Comité du budget examine certains aspects des procédures, les directives administratives, les normes et les questions budgétaires. Le Comité pour l'efficacité du développement suit

et évalue les efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour réduire la pauvreté. Le Comité du personnel examine les questions de rémunération et autres aspects importants de la politique du personnel, et fournit des conseils en ce domaine.

James D. Wolfensohn est le président de chacune des institutions du Groupe de la Banque mondiale, qui comprend la SFI, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD, ou Banque mondiale), l'Association internationale de développement (IDA) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI).

Peter Woicke, qui est devenu vice-président exécutif de la SFI en 1999, est chargé de la gestion générale des opérations courantes de la Société. Il est également directeur général de la Banque mondiale. À ce titre, il est responsable des opérations relatives au secteur privé de la Banque et de la formulation d'une stratégie cohérente du développement de ce secteur pour le Groupe de la Banque mondiale.



RICHARD LORD



BRETON LITTLEHALES

PHOTO DU HAUT : Un chargé d'investissement discute d'un projet au Kenya.

PHOTO DU BAS : Des membres du Département des syndications et des valeurs mobilières internationales examinent avec leur directeur, Suellen Lazarus, les plans établis pour la réunion annuelle des participants.

LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT, DE SERVICES-CONSEILS, DE PORTEFEUILLE ET DE GESTION DES RISQUES

Les activités essentielles de la SFI, à savoir les opérations d'investissement et les services-conseils, couvrent d'une part, les opérations et d'autre part, le portefeuille et la gestion des risques. Les responsables des activités opérationnelles suivent les nouvelles transactions de la constitution du dossier jusqu'à l'engagement des fonds, ainsi que les opérations de trésorerie. Les responsables du portefeuille et de la gestion des risques supervisent les investissements, y compris l'examen des crédits, la gestion des risques, les activités de suivi et les opérations des fonds fiduciaires. Les responsables de la Banque mondiale chargés du développement du secteur privé partagent la responsabilité des départements spéciaux SFI-Banque mondiale créés au cours de l'exercice

précédent pour élargir la gamme des options offertes aux clients au plan des grandes orientations et des produits d'investissement. Ces départements, qui sont gérés conjointement par les deux institutions, fournissent des services d'investissement, de conseil et de gestion de portefeuille.

Le département juridique assure une fonction de conseil auprès de la direction, des départements opérationnels et du complexe financier, et leur apporte son concours dans le cadre des opérations. En sa qualité de conseiller juridique principal, le vice-président et conseiller juridique émet des avis sur toutes les questions qui se posent à la SFI au regard de ses statuts ainsi que sur la conformité des opérations proposées avec les politiques et pratiques institutionnelles.

« [LE PROJET DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES PÉTROLIÈRES ET D'OLÉODUC TCHAD-CAMEROUN] EST UN EFFORT AMBITIEUX QUI VISE À PROUVER QUE LES GRANDS INTÉRÊTS PÉTROLIERS PEUVENT CONTINUER À FAIRE DES BÉNÉFICES TOUT EN AMÉLIORANT LA VIE DES POPULATIONS LOCALES QUI SONT TOUCHÉES PAR LEURS PROJETS. C'EST CE QUE DEVRAIENT ACCOMPLIR LES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT MONDIAL. »

—Paul Raeburn, responsable de la rédaction à BusinessWeek, lors d'une interview diffusée sur National Public Radio le 11 avril 2001.

Les conditions du projet ont été établies par la Banque mondiale et la SFI. La SFI a engagé un montant de 100 millions de dollars pour son propre compte et a monté une syndication de 100 millions de dollars au titre du projet en juin 2001.

LES OPÉRATIONS

La SFI, par l'intermédiaire de ses départements régionaux et industriels, fournit des ressources et des conseils à ses clients au titre de projets qui sont viables sur le plan financier, profitables sur le plan social et environnemental et durable sur le plan économique.

Au niveau institutionnel, le Groupe de la stratégie des opérations de la SFI formule les priorités stratégiques. Les sept départements régionaux (Europe centrale et de l'Est, Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Asie du Sud, Europe méridionale et Asie centrale, et Afrique subsaharienne) élaborent des stratégies pour les pays membres de leur région, sur la base desquelles l'impact relatif de la fourniture d'un appui à plusieurs secteurs dans de

nombreux pays est évalué et la nécessité d'un appui de la SFI est déterminée.

Les départements régionaux collaborent étroitement avec les clients de la Société, entretiennent des relations avec les gouvernements et le secteur privé, et coordonnent leur action avec les autres institutions du Groupe de la Banque mondiale. Chaque région se charge des projets relatifs aux marchés des capitaux qui contribuent à renforcer les institutions intérieures, ainsi que des projets dans les secteurs industriels et des services. Chaque département est largement représenté sur le terrain, de manière à être plus proche de ses clients et à permettre à la Société de répondre plus rapidement à leurs besoins.

La SFI apporte plus qu'une perspective régionale à ses opérations. Elle les fait également profiter des qualifications qu'elle a acquises dans le monde entier par l'intermédiaire des départements couvrant des secteurs industriels déterminés tels que les départements des agroindustries, de l'infrastructure et de l'énergie. Un groupe de secteurs sociaux recherche les possibilités de collaborer avec des entreprises pionnières, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le Département des fonds de participation et de placements privés a été créé durant l'exercice 01 pour gérer l'important portefeuille de fonds de la SFI et aide celle-ci à réaliser les investissements en ce domaine. Le Groupe des marchés des capitaux mondiaux est chargé des services de conseil et des opérations de placement de la Société sur les marchés des capitaux internationaux.

Trois départements spécialisés sont gérés conjointement par la SFI et la Banque mondiale, qui traitent des domaines suivants : technologie des télécommunications et d'information ; extraction minière ; et hydrocarbures et pétrochimie. Le Département des petites et moyennes entreprises et le Département des services de conseil au secteur privé, qui sont également gérés conjointement par la Banque et la SFI, fournissent un appui aux activités d'investissement et des services de conseil. Les juristes de la SFI et leurs assistants ont pour mission d'identifier et d'analyser les aspects juridiques et réglementaires, ainsi que de structurer et de négocier les conditions d'investissement, en collaboration avec les départements régionaux et spécialisés.

LE PORTEFEUILLE ET LA GESTION DES RISQUES

La SFI se fonde sur son expérience des financements sur projets et des marchés des capitaux pour examiner les risques de crédit associés à ses placements et gérer son portefeuille d'investissement.

Avant qu'il ne puisse y être donné suite, un investissement doit être approuvé par le Département de l'évaluation des crédits, qui établit des normes de crédit et assure une supervision indépendante. Le Service des opérations financières traite et règle toutes les transactions et tous les paiements au titre des opérations d'investissement et d'emprunts. Il assure également le règlement et la conservation du portefeuille d'actifs liquides et du portefeuille de participations de la SFI.

« DANS BEAUCOUP DE PAYS, LA PRÉSENCE TUTÉLAIRE DE LA SFI NOUS EST INDISPENSABLE. [DANS CES PAYS] IL SERAIT TRÈS DIFFICILE DE MONTER UNE OPÉRATION SANS LA PARTICIPATION D'UNE INSTITUTION MULTILATÉRALE TELLE QUE LA SFI. »

—Martin Wuerth, directeur, Global Project Finance, HypoVereinsbank

Le Département des opérations de trésorerie permet à la SFI d'offrir à ses clients des produits qui les aident à gérer les risques commerciaux, tels que des instruments de couverture, des swaps de devises et de taux d'intérêt. Ce même département exécute le programme d'emprunts sur le marché et gère un portefeuille de liquidités de 13,3 milliards de dollars ainsi que les actifs et engagements inscrits au bilan de l'institution. Les juristes de la SFI fournissent leur appui à toute une gamme d'opérations de trésorerie, comme l'émission d'obligations par la SFI, les opérations de swaps et autres produits dérivés, la gestion des liquidités et les transactions de titrisation.

La SFI ne se borne pas à fournir à ses clients des prêts pour son propre compte. Elle peut structurer des opérations de manière à donner à d'autres prêteurs internationaux les moyens de réduire les risques qu'ils courent et, ce faisant, les amener à consentir des prêts aux clients de la Société. Le Département des syndications et des valeurs mobilières internationales mobilisent des ressources extérieures par le biais, notamment, de syndications de prêts B, d'opérations de garanties, et de placements privés.

CI-DESSOUS : Membres du Département des opérations de trésorerie dans la salle des marchés de la SFI. Le département joue un rôle de pionnier en utilisant des techniques de gestion des risques novatrices pour aider ses clients à être concurrentiels sur les marchés mondiaux.

BRETON LITTLEHALES



« LA SFI ÉTABLIT DES RELATIONS QUI DURENT AUSSI LONGTEMPS QUE SA PARTICIPATION. ELLE A UN PROGRAMME DANS LE CADRE DUQUEL ELLE REND VISITE AUX ENTREPRISES DE MANIÈRE RÉGULIÈRE ET LEUR FOURNIT DES CONSEILS SI NÉCESSAIRE. »

—Elijah Chindra, ingénieur à la SFI.

Le Département du portefeuille institutionnel et de la gestion des risques a établi le cadre général de la gestion des risques et défini les directives financières applicables aux opérations de trésorerie et autres activités de la SFI. Il maintient également les systèmes de suivi des portefeuilles et de fourniture d'informations. Le Département des opérations spéciales est chargé des projets en difficulté, et a pour mission d'aider la Société à améliorer les perspectives de recouvrer ses fonds.

L'organigramme de la SFI et la liste du personnel de direction figurent en annexe.

ÉVALUER LES RÉSULTATS

Les activités d'évaluation font partie intégrante du processus de gestion de la SFI. Les départements des placements préparent des rapports d'auto-évaluation d'un échantillon aléatoire de projets d'investissement arrivés à maturité et de tous les projets d'assistance technique achevés. Le Groupe de l'évaluation des opérations (OEG), qui est un service indépendant, vérifie les conclusions des rapports précédents. Il permet à l'institution de tirer des enseignements de ses opérations et de rendre compte de ses résultats en publiant des rapports annuels et des études spéciales, telles que les évaluations-pays, les évaluations sectorielles et thématiques et les évaluations des processus. Les exemples présentés ci-dessous proviennent du dernier rapport annuel de l'OEG sur les évaluations de la SFI, qui dégage des tendances, tire des conclusions pouvant influencer sur les stratégies et formule des recommandations à la direction et aux administrateurs en vue d'accroître l'efficacité des opérations (un résumé de l'Examen annuel est présenté page 72).

REPRODUIRE LES OPÉRATIONS RÉUSSIES

La SFI a appris à exploiter les enseignements tirés de projets arrivés à maturité qui donnent de bons résultats. Par exemple, elle a financé une partie du programme de dépenses d'équipement d'Agua Argentina, après sa privatisation, pour réhabiliter ses opérations d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées. Le projet a permis d'accroître l'efficacité des services, d'abaisser le tarif de l'eau et d'offrir à un plus grand nombre de ménages urbains des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Les capacités de l'entreprise ont augmenté de 26 % de sorte qu'elle a pu accroître de près d'un million le nombre de clients auxquels elle fournit des services d'eau et de 400 000 celui des clients à qui elle fournit des services d'assainissement dans une ville de 9,4 millions d'habitants. Ses opérations qui, pendant des années, s'étaient soldées par des pertes et n'avaient continué qu'à coup de subventions de l'État, sont devenues rentables.

Le succès remporté par ce projet montre à quel point il est important que le gouvernement et les entités parrainantes d'un projet fassent preuve de détermination et de souplesse ; dans l'exemple précédent, il a été possible de mettre en place un cadre réglementaire équitable et transparent. La SFI a appris à chercher des partenaires qui ont un horizon à long terme et qui savent que les principaux avantages procurés par un projet tiennent à la réalisation d'opérations rentables à terme.

La SFI a également constaté que les projets post-privatisation dépendent de manière cruciale de la coopération des salariés et de l'établissement de bonnes relations entre employeurs et employés. Dans l'exemple considéré, la compagnie a relevé le niveau moyen des salaires de 40 %, mis en place un programme de formation intensive du personnel, conçu un programme de départ en retraite avec la participation des intéressés et élaboré un système d'intéressement des employés. Le projet a bénéficié de la participation d'une main-d'œuvre très motivée, productive et compétitive.

TIRER LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

Tous les projets n'étant pas couronnés de succès, la SFI tire également les leçons de ceux qui n'ont pas donné de bons résultats. Par exemple, elle a fourni un appui à la modernisation d'installations de transformation de viande dans le but d'accroître la qualité des produits d'exportation, d'élargir la gamme des produits pour le marché intérieur et d'améliorer les normes d'hygiène. Le projet a donné de bons résultats sur le plan opérationnel mais a échoué sur le plan financier en raison des conditions du marché et des changements intervenus au niveau de la direction.

L'entreprise comptait que ses petits concurrents feraient faillite lorsqu'ils seraient forcés par le gouvernement à respecter les normes d'hygiène et les réglementations fiscales. Or cela n'a pas été le cas et, de plus, la demande de bœuf a baissé sur les marchés d'exportation.

La SFI a appris, à l'occasion de ce projet, à ne pas sous-estimer la solidité des concurrents ou la flexibilité dont peuvent faire preuve les petites entreprises lorsqu'il n'est pas possible de se baser sur l'expérience passée pour prévoir les comportements face aux réformes. Elle a aussi appris à quel point un changement de propriété ou un remaniement de l'équipe de direction peut être déstabilisant en phase de ralentissement économique. Elle a également appris qu'elle peut éviter bien des malentendus en expliquant mieux ce qu'elle attend des rapports sur l'impact environnemental dans le cadre de l'évaluation des projets et de la négociation des investissements.

ASSURER LE RESPECT DES PRINCIPES DE RESPONSABILITÉ

LE MÉDIATEUR/CONSEILLER EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ

Le médiateur/conseiller en matière de conformité (MC) aide la direction de la SFI et de l'AMGI à mieux rendre compte de leurs activités aux populations touchées par leurs projets. Le titulaire de ce poste agit de manière indépendante et rend directement compte au président du Groupe de la Banque mondiale et non à la direction de la SFI ou de l'AMGI. Le MC a pour mission d'aider les populations affectées par les projets en examinant leurs plaintes de manière impartiale, objective et constructive, et de renforcer l'impact social et environnemental des projets de la SFI et de l'AMGI.

Le MC s'acquitte de ses fonctions de trois manières différentes : en jouant un rôle de conseiller qui examine les sujets de préoccupations exprimés en dehors de l'organisation ; en fournissant des conseils sur une gamme plus étendue de questions sociales et environnementales ; et en vérifiant si les projets sont conformes aux principes de sauvegarde de la société et de l'environnement.

En sa qualité de conseiller, le MC a commencé à recevoir des plaintes officielles en août 2000. Dans les 12 mois qui ont suivi la création du bureau, neuf plaintes ont été reçues, sept ont été acceptées et deux rejetées. Le MC a fourni des conseils au titre de 17 projets et est intervenu pour assurer la conformité d'un projet.

Le MC s'efforce, en faisant preuve de souplesse, à mettre au point un mécanisme pour résoudre les problèmes soulevés par les plaignants et éviter qu'ils ne se reproduisent à l'avenir. Il peut, pour ce faire, engager des négociations, organiser une médiation, ou procéder à des enquêtes pour établir des faits auprès de membres du personnel de la SFI et de l'AMGI, des entités parrainantes du projet et des parties concernées. Par exemple, durant l'exercice, le bureau a formulé des recommandations sur le projet du Jordan Gateway, parc industriel situé à la frontière israélo-jordanienne. Ces

recommandations ont été soumises aux administrateurs par le président avant que le conseil ne prenne une décision et ont été incorporées dans l'accord conclu par la SFI avec les entités parrainantes du projet.

Durant l'exercice, le MC a également mené à terme son premier audit de conformité, entrepris un audit du secteur des industries extractives et préparé un guide des audits de conformité destiné au personnel de la SFI. Dans le cadre de ses activités de consultation, le MC fournit des conseils officiels ou informels sur des projets, sans que cela ne porte préjudice à ces autres rôles. Cette année, ses conseils ont porté sur l'Initiative pour promouvoir la viabilité de la SFI et l'examen des industries extractives réalisé par le Groupe de la Banque mondiale.

Le bureau du MC s'emploie à faire savoir à tous ceux qui peuvent avoir besoin de ses services comment les obtenir. Ses directives opérationnelles sont maintenant disponibles sur papier et sur support électronique en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français, en portugais et en russe. Le MC s'est rendu dans des centres régionaux et des bureaux extérieurs pour s'entretenir avec le personnel et rencontrer des représentants des organisations non gouvernementales et d'autres partenaires.

UN BUREAU INDÉPENDANT, SOUPLE ET RÉCEPTIF

Grâce à son indépendance, le bureau du MC a la possibilité d'examiner les problèmes de responsabilité d'une manière qui ne couvre pas à proprement parler son mandat.

Par exemple, en juin 2000, au Pérou, l'entreprise Minera Yanacocha, a été associée à un déversement de mercure. La SFI, qui détient une part minoritaire du capital de cette entreprise, est également un prêteur prioritaire et a mobilisé des capitaux auprès de banques participantes pour ce projet. Les actionnaires se sont regroupés pour contacter le MC et solliciter la réalisation d'une enquête indépendante sur les causes du déversement et la formulation de recommandations dans le but de prévenir ce type d'incident. Une commission a été convoquée en juillet, et le MC a publié un rapport en septembre 2000. Le MC suit actuellement l'application des recommandations de la commission.

En faisant preuve de souplesse et en se montrant réceptif à l'évolution des événements, le bureau du MC montre déjà dans quelle mesure il peut contribuer à renforcer l'impact de la SFI et de l'AMGI sur le développement.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

La SFI a, cette année, poursuivi ses opérations d'investissement dans un environnement difficile. Les flux de capitaux privés à destination des marchés émergents sont restés peu importants durant l'exercice 01, bien que la croissance ait repris dans la plupart des pays secoués par la crise financière de 1997-1998. Depuis cette période, les flux générateurs de dettes privées sont tombés à un niveau inférieur à celui de 1992 en raison de l'aversion au risque manifestée par les investisseurs face aux conditions régnant sur les marchés financiers. Dans l'ensemble, les prêteurs préfèrent procéder à des opérations à court terme avec de grandes entreprises bien établies.

Dans ces conditions, la demande de services de la SFI demeure soutenue mais l'institution doit axer ses ressources sur les activités qui ont la plus grande valeur ajoutée pour ses clients et le plus d'impact sur le développement. Les directions stratégiques approuvées par le Conseil d'administration mettent l'accent sur les marchés pionniers, les secteurs prioritaires et les montages financiers novateurs faisant intervenir des instruments auxquels les clients ne pourraient, sinon, avoir accès pour répondre à leurs besoins particuliers.

Les activités poursuivies par la SFI sur les marchés pionniers recouvrent des opérations menées avec des clients dans des pays considérés présenter un risque élevé par les investisseurs commerciaux ou ayant un faible revenu par habitant. La contribution particulière de la Société sur ces marchés consiste à promouvoir les investissements du secteur privé. Les secteurs d'investissement prioritaire sont les services financiers, l'infrastructure, les technologies de l'information et des communications, les petites et moyennes entreprises, et des services sociaux comme la santé et l'éducation. Les innovations réalisées au

cours de l'exercice écoulé ont permis à la SFI de mener des transactions jamais encore réalisées dans les pays qui sont ses clients, dans des domaines allant du financement en monnaie nationale aux garanties partielles de crédit, en passant par le financement des prêts d'études, le rachat de titres de créances en difficulté, et le financement des petites et moyennes entreprises par le biais d'entités.

Durant l'exercice 01, la SFI a réalisé plus de 40 % de ses investissements pour son propre compte dans des pays à faible revenu ou présentant des risques élevés et plus de 70 % de ses investissements dans les secteurs prioritaires. Elle a engagé des ressources pour la première fois au titre de projets en Arabie saoudite, en Arménie, en République arabe syrienne et au Tchad.

Si la demande relative aux activités de financement des projets traditionnels demeure soutenue, les nouveaux instruments de renforcement de crédit de la SFI permettent à certains de ses clients de se procurer des capitaux à long terme auprès de nouvelles catégories d'investisseurs, telles que les institutions nationales et étrangères, auxquelles il ne

À DROITE : Les micro, petites et moyennes entreprises nigérianes bénéficient du nouveau programme de Partenariat pour l'investissement et la formation de la SFI.

FRANK AJILORE



OPÉRATIONS ET RESSOURCES DE LA SFI, EX. 97-01

pour l'exercice clos le 30 juin (millions de dollars)

	Ex.97	Ex.98	Ex. 99	Ex. 00	Ex.01
OPÉRATIONS					
Montants engagés					
au titre d'investissements					
Nombre de projets [†]	–	–	228	210	205
Montant total des engagements signés**	USD 5 558	5 138	3 688	3 909	3 931
Pour le compte de la SFI**	2 402	2 699	2 890	2 379	2 732
Pour le compte de tiers	3 156	2 439	798	1 530	1 199
Investissements approuvés					
Nombre de projets	276	304	255	259	240
Montant total des financements approuvés***	USD 6 722	5 905	5 280	5 846	5 357
Pour le compte de la SFI***	3 317	3 412	3 505	3 505	3 742
Pour le compte de tiers	3 405	2 493	1 775	2 341	1 615
Coût total des projets	17 945	15 726	15 578	21 136	16 427
Montants décaissés					
au titre d'investissements					
Montant total des décaissements	USD 5 110	4 291	3 296	3 307	2 370
Pour le compte de la SFI	2 003	2 054	2 102	2 210	1 535
Pour le compte de tiers	3 107	2 237	1 194	1 097	835
Portefeuille d'engagements*					
Nombre d'entreprises	1 046	1 138	1 280	1 333	1 378
Montant total du portefeuille d'engagements**	USD 18 992	20 608	21 685	22 168	21 851
Pour le compte de la SFI**	10 512	11 448	13 364	13 962	14 321
Pour le compte de tiers	8 471	9 160	8 321	8 206	7 530

RESSOURCES ET REVENU

(millions de dollars)

Capitalisation

Emprunts	USD 10 123	11 162	12 429	14 919	15 457
Capital libéré	2 229	2 337	2 350	2 358	2 360
Bénéfices non distribués	2 503	2 749	2 998	3 378	3 723
Résultats d'exploitation	432	212	249	380	241
Revenu net	USD 432	246	249	380	345

[†] Inclut les projets au titre desquels un premier engagement a été pris durant l'exercice. Un projet donnant lieu au financement de plus d'une entreprise est considéré faire l'objet d'un seul engagement. Il n'est pas possible d'établir des comparaisons avec les chiffres disponibles pour les exercices antérieurs à l'exercice 99.

* Le montant total du portefeuille d'engagements et le montant pour le compte de tiers inclut les prêts titrisés.

** Y compris les garanties accordées au titre de prêts et les instruments de gestion des risques pour les exercices 99 à 01.

*** Y compris les garanties accordées au titre de prêts et les instruments de gestion des risques pour les exercices 97 à 01.

Note : Certains montants se rapportant à une période antérieure ont été reclassés conformément à la méthode d'enregistrement actuelle.

BILAN RÉSUMÉ

au 30 juin (millions de dollars)

	Ex.97	Ex.98	Ex. 99	Ex. 00	Ex.01
ACTIF					
Portefeuille de liquidités, non compris les produits dérivés	8 748	10 747	11 369	13 740	14 581
Placements	8 423	8 976	10 039	10 940	10 909
Provisions pour pertes	-1 076	-1 522	-1 825	-1 973	-2 213
Placements nets	7 347	7 454	8 214	8 967	8 696
Produits dérivés	11 400	11 944	12 290	14 224	1 143
Montants à recevoir et autres actifs	1 480	1 476	1 583	1 788	1 750
Total Actif	28 975	31 621	33 456	38 719	26 170
PASSIF					
Encours des emprunts	10 123	11 162	12 430	14 919	15 457
Produits dérivés	12 181	12 678	13 011	14 990	1 768
Montants à payer et autres exigibilités	1 934	2 697	2 671	3 077	2 850
Total Passif	24 238	26 537	28 112	32 986	20 075
CAPITAUX PROPRES					
Capital social	2 229	2 337	2 350	2 358	2 360
Bénéfices non distribués	2 503	2 749	2 998	3 378	3 723
Divers	5	-2	-4	-3	12
Total Capitaux propres	4 737	5 084	5 344	5 733	6 095

Note : Par suite de l'adoption, durant l'exercice 01, de nouvelles normes comptables pour les produits dérivés et les instruments de couverture, il n'est pas possible de comparer les chiffres relatifs aux placements, aux emprunts et aux produits dérivés portés à l'actif et au passif du bilan pour cet exercice aux chiffres enregistrés à la clôture des exercices précédents.

COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

au 30 juin (millions de dollars)

	Ex.97	Ex.98	Ex. 99	Ex. 00	Ex.01
Intérêts et commissions financières au titre des prêts	580	583	607	694	715
Produits des dépôts à terme et titres	412	537	547	634	790
Frais liés aux emprunts	-536	-651	-670	-812	-961
Produits financiers nets	456	469	484	516	544
Plus et moins values nettes des transactions	-1	13	-15	-38	87
Produits des participations	344	314	265	262	222
Provision pour pertes au titre des placements et des garanties	-266	-481	-333	-215	-402
Charges financières autres que les intérêts	-101	-103	-152	-145	-210
Résultat d'exploitation	432	212	249	380	241
Autres plus et moins values latentes sur produits financiers	–	–	–	–	11
Effet cumulatif de modifications comptables	–	34	–	–	93
Revenu net	432	246	249	380	345

Fourniture d'un appui aux entreprises de taille limitée par le biais du secteur financier

Les micro, petites et moyennes entreprises créent des emplois et des débouchés qui, sinon, feraient défaut, et sont de ce fait le moteur des économies en développement. Les entrepreneurs n'ont toutefois pas accès aux services d'intermédiaires financiers institutionnels et ne peuvent recourir qu'à leur propre épargne ou à des sources de financement moins fiables.

Une modification des perceptions des banques et autres prêteurs pour qui il semble très risqué et peu rentable d'investir dans des petites entreprises serait très profitable au plan du développement. C'est donc là l'objectif prioritaire du nouveau Département des petites et moyennes entreprises qui est géré conjointement par la SFI et la Banque mondiale et qui aide les entreprises de taille limitée ainsi que les institutions financières locales à améliorer leur position concurrentielle. L'une de ses principales initiatives, menée

en Afrique du Sud, est un service de promotion de projets qui contribue à la constitution de fonds de placement dans les petites entreprises dans le cadre des Khula Enterprise Fund, qui sont basés à Johannesburg.

Étant donné la place accordée aux petites et moyennes entreprises dans les opérations axées sur le secteur financier, la SFI a lancé cette année une nouvelle initiative mondiale dans le domaine du cyberfinancement en adaptant les techniques de prêts qui, aux États-Unis, ont révolutionné le marché du crédit aux petites entreprises dans les années 90. Grâce aux nouvelles technologies, les banques peuvent prêter aux petites entreprises plus facilement et à moindre coût.

Le Cameroun prend des mesures pour satisfaire à ses besoins en électricité

La Société nationale d'électricité (SONEL) camerounaise était au bord de la faillite. Après la dévaluation, ses tarifs avaient chuté en termes réels et elle était sur le point de déclarer une baisse de 30 % de ses recettes. Sa dette avait atteint un tel niveau qu'elle n'était plus en mesure d'en assurer le service. Or, il était indispensable que la SONEL procède à des investissements considérables pour pouvoir satisfaire à l'augmentation escomptée de la demande, soit 5 % par an, au cours des vingt prochaines années. Le Gouvernement camerounais a donc décidé de céder une participation majoritaire au capital de la SONEL à un partenaire stratégique.

Le Gouvernement camerounais a demandé à la SFI de lui fournir des services de conseil pour l'aider à procéder à la réforme du secteur de l'électricité et à la privatisation de la SONEL dans le but d'accroître la qualité et la portée des services d'alimentation en électricité. La SFI a fourni des conseils sur un nouveau cadre juridique et réglementaire donnant lieu à la constitution d'un organe réglementaire et d'une entité chargée de l'électrification rurale, et a défini la stratégie de privatisation.

La SFI a procédé à une restructuration de 90 millions de dollars pour améliorer la situation financière de la SONEL, a sollicité des investisseurs, et a organisé les négociations et le processus d'appel d'offres nécessaires pour clore l'opération.

La SONEL a été recapitalisée et sa situation financière s'est raffermit. La réforme du secteur permettra de quadrupler le nombre d'abonnés et d'investir environ 1,5 milliard de dollars dans le secteur de l'électricité au cours des 20 prochaines années.

leur était jusque-là pas possible de s'adresser. Le montant des engagements de la SFI sous forme de prêts en monnaie nationale et de garanties partielles de crédit a atteint 547 millions de dollars durant l'exercice, contre seulement 3,8 millions de dollars pour l'exercice 00.

La SFI a recentré ses activités pour réduire ses investissements directs dans les petites et moyennes entreprises et privilégier des opérations de mobilisation de capitaux et de financement d'intermédiaires susceptibles de servir de modèle, pour démultiplier plus efficacement

l'impact de ses ressources (voir l'encadré p. 31). Cette année, la SFI a engagé des financements ou approuvés la fourniture d'un appui à de petites et moyennes entreprises par le biais d'opérations associées à des intermédiaires en Argentine, au Kazakhstan, au Mozambique et au Nigéria. Elle a favorisé la fourniture de prêts aux petites et moyennes entreprises en finançant des lignes de crédit et d'autres types de prêt à des banques en Afrique, en Amérique latine, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient, comme indiqué dans les chapitres régionaux à partir de la page 36.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Au cours de l'exercice 01, la SFI a approuvé des engagements bruts au titre de 205 projets portant sur 3,9 milliards de dollars, dont 1,2 milliard de dollars ont été mobilisés sous forme de syndications, contre 3,9 et 1,5 milliards de dollars respectivement pour l'exercice précédent. La SFI offre à ses clients une large gamme de produits et de services tels que prêts, participations, garanties et instruments de gestion des risques qu'elle finance au moyen de ses propres ressources. Durant l'exercice 01, elle a approuvé pour son propre compte des engagements portant sur 2,7 milliards de dollars sous forme de participations (386 millions de dollars) et de quasi-participations (251 millions de dollars), et au titre d'accords de prêt (1,5 milliard de dollars), de garanties et d'instruments de gestion des risques (570 millions de dollars). Si l'on se base sur le coût escompté des projets, chaque dollar engagé par la Société au titre de projets durant l'exercice 01 aura pour contrepartie un financement privé de 5,47 dollars.

Les décaissements se sont chiffrés à 2,4 milliards de dollars durant l'exercice 01, contre 3,3 milliards pour l'exercice 00. Au total, 240 projets répartis dans 75 pays ont été approuvés durant l'exercice 01, contre 259 projets dans 81 pays pour l'exercice précédent. Les montants approuvés, engagés et décaissés au cours des cinq derniers exercices sont indiqués à la page 31. Les projets sont décrits plus en détail dans les chapitres régionaux et dans le chapitre consacré aux projets de l'exercice.

Mobilisation de fonds et gestion des risques Syndications

L'aptitude de la SFI à mobiliser des financements auprès du secteur privé a joué un rôle crucial face à l'instabilité des marchés, car les prêteurs étaient peu enclins à appuyer des projets dans des secteurs et des pays qu'ils jugeaient particulière-

ment risqués. Les avantages présentés par la « tutelle » de la SFI — à savoir un accès privilégié aux devises et l'exemption de la constitution de réserves obligatoires — peuvent être un facteur important des stratégies de réduction des risques des prêteurs.

Pour accroître le volume des ressources à long terme que peuvent se procurer les entreprises privées pour financer des projets sur des marchés émergents, la SFI encourage les prêteurs — en participant à une opération placée sous son égide — à consentir des prêts à long terme aux emprunteurs qui ont un accès limité aux capitaux, souvent à des échéances bien plus longues que celles qui pourraient être offertes sur le marché. L'échéance moyenne des syndications a été de dix ans durant l'exercice, contre sept ans pour l'exercice 00. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les échéances se sont dans l'ensemble raccourcies sur le marché.

Le montant des nouveaux prêts B approuvés durant l'exercice 01 s'est établi à 1,2 milliard de dollars au titre de 24 projets contre 1,5 milliard de dollars pour l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par l'existence de conditions peu favorables sur le marché et le ciblage par la SFI de secteurs et de pays posant des risques plus élevés.

Les opérations de syndication de la SFI ont, pour la première fois, atteint leur niveau le plus élevé pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. La Société a monté d'importantes syndications pour une entreprise de téléphonie cellulaire au Maroc et deux projets d'électricité en Égypte — Suez Gulf et Port Saïd East (voir l'encadré p. 62). Elle a également franchi une nouvelle étape en mobilisant un important volume de capitaux dans le cadre de nouvelles syndications en Afrique subsaharienne, région dans laquelle elle a approuvé, notamment, des prêts à l'appui du projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad-Cameroun et de l'expansion de Ghana Telecom.

Le portefeuille de syndications de la SFI au 30 juin 2001 s'élevait à 7,5 milliards de dollars pour 266 projets. La division de la gestion des prêts B du Département des syndications gère ces prêts et coordonne les activités avec les participants.

Garanties et placement de titres

La SFI aide les entreprises du secteur privé des pays en développement à lever des capitaux à long terme sur les marchés internationaux. Elle prend en compte les caractéristiques particulières des émetteurs de chacun de ses pays pour monter des transactions appropriées et formuler des stratégies de placement adaptées ciblant les investisseurs qui ont un horizon à long terme et sont en mesure d'évaluer les risques sur les marchés émergents.

La Société aide ses clients à satisfaire aux obligations juridiques, comptables et d'information imposées par les marchés et à comprendre le processus d'appel à l'épargne publique. Ses transactions sont conformes aux normes et pratiques internationales et sont conçues de manière à avoir un effet de démonstration important et attirer des capitaux à long terme pour financer des investissements viables sur le plan économique et environnemental dans les pays en développement. La Société contribue à assurer une large diffusion des émissions publiques et appuie le développement d'un marché secondaire dynamique ainsi que la poursuite de travaux d'analyse systématiques par les intermédiaires du marché.

Durant l'exercice 01, la SFI a fourni des conseils et un appui à des entreprises et à des fonds pour orienter les investissements vers des pays comme le Brésil, l'Égypte, l'Inde, le Kazakhstan, la Russie et la Thaïlande, et vers des secteurs comme le secteur bancaire, les industries chimiques, le bâtiment et l'aviation.

Services de gestion des risques

Les sociétés et les banques des marchés développés ont recours à des instruments de gestion des risques, tels que les swaps de taux d'intérêt ou de devises, pour décomposer les risques financiers et les gérer plus efficacement. Les instruments de ce type peuvent aider les entreprises à assurer une meilleure concordance entre leur actif et leur passif en leur permettant de procéder à des opérations de couverture et à réduire les risques de mouvements défavorables des taux d'intérêt, de change et des prix des produits de base. Les entités des marchés émergents n'ont souvent pas la possibilité de se procurer ces instruments en raison du risque de crédit, de sorte que les entreprises de ces pays ne sont généralement pas

en mesure de conclure des contrats qui leur permettraient de gérer leurs risques.

Depuis 1990, le programme de gestion des risques offert par la SFI à ses clients aide ces derniers à être plus compétitifs dans le monde entier et contribue au développement en exposant les entreprises des marchés émergents aux techniques de gestion des risques. La SFI améliore également la solvabilité à long terme de ses clients du secteur privé en leur permettant de procéder à des opérations de couverture pour gérer leurs risques en réduisant leur vulnérabilité aux risques liés aux mouvements des taux d'intérêt, des taux de change et des prix des produits de base.

Au cours des 11 dernières années, le Conseil d'administration de la SFI a approuvé 98 opérations de gestion des risques, soit un engagement de plus de 500 millions de dollars, en faveur de clients de 38 pays. Les transactions effectuées couvrent un montant notionnel dépassant 1,9 milliard de dollars. (L'engagement potentiel ou le risque futur de ces transactions représente une fraction du montant notionnel, qui est estimé par des techniques d'évaluation des options.)

Durant l'exercice 01, la SFI a signé trois projets de gestion des risques et en a approuvé huit autres. Elle a signé des accords avec la société bolivienne Caja Los Andes, la compagnie indonésienne PT Indorama Synthetics, et Kipevu Power au Kenya. Elle a aussi approuvé un projet novateur qui permettra à une entreprise de services publics mexicaine, Compañía Tratadora de Aguas Negras de Puerto Vallarta, de procéder à une opération synthétique pour transformer ses engagements en dollars en engagements en peso mexicain, qui est la monnaie en laquelle elle perçoit ses revenus.

Les produits de gestion des risques proposés par la SFI ne sont utilisables par ses clients qu'à des fins de couverture. La Société se couvre de ses propres risques de marché sur ces transactions et suit l'évolution des montants engagés conformément aux pratiques du marché.

Petites et moyennes entreprises

Le Département des petites et moyennes entreprises (PME), qui est géré conjointement par la SFI et par la Banque mondiale, a achevé sa première année d'activités durant l'exercice 01. Le département suit une quadruple stratégie, qui consiste à améliorer le cadre des affaires, ouvrir un accès aux capitaux, fournir des services d'appui et promouvoir les technologies de l'information.

Le Département des PME coordonne les activités des services de promotion et de développement des investissements qui appuient

MARK FALLANDER



CI-DESSUS : Maisky Chai, petite boulangerie moscovite, fait cuire son pain dans un four loué à bail avec l'assistance du Partenariat pour l'entreprise privée. Ce dernier aide les petites et moyennes entreprises en élargissant leur accès à des ressources financières.

L'Afrique du Sud exploite avec profit ses parcs nationaux

L'Administration des Parcs nationaux d'Afrique du Sud gère et met en valeur des habitats naturels, comme le parc national Kruger, réputés dans le monde entier. Pour résoudre ses problèmes budgétaires, le conseil a décidé de privatiser un grand nombre des services de tourisme pour dégager des revenus et réduire ses coûts. Étant donné l'impact environnemental, social, et commercial de ce programme, il a été demandé à la SFI de fournir des conseils sur son exécution.

La Société a participé à la formulation de strictes directives environnementales que les concessionnaires privés devront respecter. Il était crucial de concevoir un système d'appel d'offres qui privilégie les soumissions devant avoir pour effet de démarginaliser des populations antérieurement défavorisées par l'apartheid, en raison de l'impact de ce système.

Le processus a été mené de manière claire et transparente, grâce à des réunions organisées à l'échelon national et local, des articles de journaux et des programmes télévisés, et la publication sur le web de tous les documents contractuels. La participation moyenne au capital des soumissionnaires noirs auxquels un marché a été attribué est de 54 %, et tous les adjudicataires se sont engagés à appliquer un programme officiel de formation et à adopter une politique de recrutement volontariste.

Le plan établi pour les parcs nationaux d'Afrique du Sud devrait dégager des recettes dont la valeur actuelle est estimée à environ 40 millions de dollars pour les 20 prochaines années, et créer des centaines d'emplois. Le processus mis au point pour cette opération pourra servir de modèle pour les opérations de mise en valeur et de réhabilitation des parcs nationaux de la région. Les travaux prévus permettront de construire des pavillons de tourisme, des magasins et des restaurants respectueux de l'environnement dans les parcs nationaux d'Afrique du Sud.

le développement des petites entreprises, comme les Services de promotion et de développement des investissements en Afrique, dans la vallée du Mékong et dans le Pacifique sud. La dernière initiative lancée par la SFI au profit des petites et moyennes entreprises, à savoir le Service de développement des entreprises en Europe du Sud-Est, lui permet d'assurer une présence essentielle sur le terrain pour appuyer ses efforts, tout en aidant les petites entreprises de Bosnie et du Kosovo, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et d'Albanie à améliorer leurs résultats et à trouver de nouveaux financements.

Cette année, en Bosnie-Herzégovine, où le taux de chômage est de 60 % et les conditions sont peu propices aux entrepreneurs, le Département des PME a coordonné les efforts de la SFI et de la Banque mondiale pour aider le gouvernement à s'attaquer aux obstacles des plus pressants, compte tenu des besoins prioritaires identifiés par les associations d'entreprises locales. Des groupes de travail ont été constitués, qui ciblent leur attention sur les opérations commerciales, le financement et le cadre juridique.

Services de conseil pour le secteur financier

Durant l'exercice 01, la SFI a poursuivi 117 missions de services-conseils dans plus de 50 pays et régions avec un financement de l'ordre de 17 millions de dollars.

Les missions de conseil dans le domaine des opérations bancaires axées sur la fourniture d'un appui aux petites et moyennes entreprises visent de plus en plus à replacer le renforcement des capacités institutionnelles, qui est une condition nécessaire à l'obtention d'un financement de la SFI, dans un cadre global et une perspective à long terme. Durant l'exercice écoulé, la Société a participé à des projets de ce type en Géorgie, au Kazakhstan, en Moldova, en Ouzbékistan, en Roumanie, en Russie et au Tadjikistan.

La SFI a facilité la constitution ou le développement d'institutions de microfinancement commerciales en Mongolie, en République kirghize et au Tchad, ainsi que dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ; elle a

lancé des initiatives de notation du crédit en Afrique et en Inde et des projets de cyberfinancement en Hongrie et en Inde ; elle a également testé de nouvelles méthodes de financement rural dans le cadre d'opérations pilotes en Chine et en Mongolie.

D'autres missions de conseil novatrices portent actuellement sur le développement de marchés de reprise d'hypothèques (Corée, Inde, Pologne, République tchèque, Russie, Slovaquie, Ukraine) ; les montages financiers (Afrique du Sud, Corée, Inde) et les technologies biométriques (toutes régions). Les opérations de crédit-bail et les évaluations du cadre juridique et réglementaire ont continué de prendre de l'envergure sur les marchés pionniers (Cambodge, Maldives, Mongolie, Népal), et des missions de conseil sur les assurances et les régimes de pension ont été entreprises en Albanie, en Chine, au Kazakhstan, à Madagascar et en Roumanie.

Service de conseil au secteur privé

Au cours de l'exercice écoulé, les services-conseils de la SFI et de la Banque mondiale ont été regroupés au sein du Service de conseil au secteur privé (PSAS). Ce département, qui est géré conjointement par les deux institutions, fournit des conseils aux gouvernements et aux entreprises sur l'action à mener, l'exécution des transactions et les investissements directs étrangers. Il fournit en particulier des conseils sur les opérations dans le domaine de l'infrastructure, des investissements étrangers et des secteurs de base comme l'éducation et la santé. Lorsqu'il est demandé à la SFI d'investir dans une entreprise bénéficiant des conseils du PSAS, la Société prend grand soin de gérer ses activités d'investissement et de conseil de manière à éviter tout conflit d'intérêt.

Privatisation

Le Service de conseil au secteur privé fournit des conseils aux gouvernements et aux entreprises d'État pour les aider à réaliser des opérations de privatisation et à entreprendre des projets viables sur le plan commercial et responsables sur



le plan environnemental et social, en poursuivant de judicieux objectifs économiques. Le PSAS fournit plus qu'un simple appui aux opérations, puisqu'il donne également des conseils sur l'action à mener et les questions de transparence.

Durant l'exercice écoulé, le PSAS a ciblé son attention sur les opérations dans le cadre desquelles la SFI a contribué à accroître la valeur ajoutée et à mobiliser des capitaux sur le marché, et sur le développement de ses activités en Europe de l'Est et en Afrique australe. Elle a également mené à bien la privatisation de la Société nationale d'électricité du Cameroun (voir l'encadré p. 32), de Mauritel, qui est le prestataire des services de télécommunications en Mauritanie (voir l'encadré p. 15), et du premier terminal de transbordement installé dans le nord-est du Brésil (Port de Suape). Enfin, elle a fourni des conseils au Service des parcs nationaux d'Afrique du Sud dans le cadre d'un programme de longue durée (voir l'encadré p. 34).

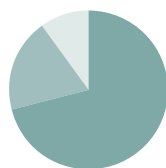
L'investissement étranger

Le service-conseil pour l'investissement étranger (FIAS) aide les gouvernements à formuler les politiques et à établir les institutions nécessaires pour attirer des investissements directs étrangers (IDE) et en tirer le meilleur parti. Le FIAS, qui est géré conjointement par la SFI et la BIRD, reçoit également des fonds de pays donateurs. Il ne fournit ses services que sur demande des gouvernements de ses pays membres. Depuis sa création en 1985, le FIAS a fait bénéficier 120 pays de ses services.

PROGRAMME D' ASSISTANCE TECHNIQUE APPUYÉ PAR DES BAILLEURS DE FONDS

Au 30 juin 2001

Total: USD 582 millions



Le montant cumulé des contributions aux fonds fiduciaires d'assistance technique gérés par la SFI a atteint 582 millions de dollars, contre 525 millions à la fin de l'exercice 00.

— 71 % Pays*
— 19 % Groupe de la Banque mondiale†
— 10 % Institutions††

* Y compris l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Inde, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Suisse.

† Y compris la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements.

†† Y compris la Banque africaine de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Communauté européenne, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement, et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le FIAS a mené à terme 48 projets de services-conseils durant l'exercice 01, principalement dans la région Afrique (14), dans la région Asie et Pacifique (14, dont 6 pour la région Pacifique) et dans la région Europe (11). Il a procédé à ses premières opérations en Albanie, au Bhoutan, au Nigéria, à São Tomé-et-Principe et au Timor oriental. Dix projets ont porté sur l'examen de la législation applicable à l'investissement direct étranger, neuf autres sur la réduction des obstacles administratifs à l'IDE, et cinq autres encore sur le diagnostic et l'identification des principaux obstacles opposés par l'action publique à l'entrée d'IDE productifs. Le FIAS a réalisé six projets d'envergure régionale pour aider des groupes de pays à coordonner leur stratégie en matière d'IDE et leurs activités de promotion de l'investissement.



FRANK AJILORE

CI-DESSUS : Grâce au Programme d'appui et de formation des entreprises, des clients comme cet homme montent des entreprises au Nigéria.

Une assistance technique appuyée par des bailleurs de fonds

Nombre de pays et d'institutions bailleurs de fonds, dont le Groupe de la Banque mondiale, fournissent un appui à divers programmes d'assistance technique gérés par la SFI. Le programme des Fonds fiduciaires d'assistance technique (TATF), par exemple, finance des études de faisabilité et de préfaisabilité ainsi que des projets de services-conseils concernant les privatisations, l'action à mener pour améliorer le cadre des affaires dans les pays en développement, l'impact social des projets d'investissement, les programmes de renforcement des capacités et les bonnes pratiques de gestion des entreprises.

Durant l'exercice 01, par exemple, le TATF a financé une étude sur le secteur du crédit-bail en Asie centrale, a parrainé une étude portant sur la fourniture de services internet dans des « écoles branchées » en Égypte, et a entrepris une étude approfondie d'une réforme novatrice impulsée par le secteur privé du système des transports par autobus à San Salvador. Il a également aidé à

améliorer le cadre de la réglementation, de l'administration et de supervision des aspects environnementaux et sociaux des opérations minières en RDP lao et a contribué au développement de projets d'électrification rurale en Ouganda.

À la fin de l'exercice 01, le montant cumulé des apports des bailleurs de fonds au titre du TATF était de 137 millions de dollars, y compris une allocation budgétaire de la SFI sur ses propres ressources atteignant 6,7 millions de dollars à ce jour. Depuis le lancement de ce programme en 1988, les bailleurs de fonds ont approuvé plus de 1 000 projets d'assistance technique. Ces donateurs fournissent également une aide dans le cadre de mécanismes de financement des projets et d'autres programmes, y compris certains travaux réalisés par le Service-conseil pour l'investissement étranger.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Innover pour surmonter les obstacles

Le cadre de l'investissement privé reste précaire en Afrique subsaharienne. La SFI doit donc trouver des moyens novateurs d'appuyer la contribution du secteur privé au développement. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a pu aider les entrepreneurs du secteur privé à saisir les opportunités offertes dans la région, notamment dans le secteur financier, l'infrastructure, le tourisme et les petites et moyennes entreprises.

Afrique du Sud	Madagascar
Angola	Malawi
Bénin	Mali
Botswana	Maurice
Burkina Faso	Mauritanie
Burundi	Mozambique
Cameroun	Namibie
Cap-Vert	Niger
Comores	Nigéria
Congo, République démocratique du	Ouganda
Congo, République du	République centrafricaine
Côte d'Ivoire	Rwanda
Djibouti	Sénégal
Érythrée	Seychelles
Éthiopie	Sierra Leone
Gabon	Somalie
Gambie	Soudan
Ghana	Swaziland
Guinée	Tanzanie
Guinée-Bissau	Tchad
Guinée équatoriale	Togo
Kenya	Zambie
Lesotho	Zimbabwe
Liberia	

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(USD millions)

	EX.00†	EX.01
Financements engagés pour le compte de la SFI	321	482
Prêts	162	361
Participations et quasi-participations*	155	32
Garanties de prêts et gestion des risques	4	89
Syndications de prêts	24	160
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	345	642
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	1 251	1 525
Prêts	822	997
Participations	410	424
Garanties de prêts et gestion des risques	19	104
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	243	301
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	1 494	1 826
Financements approuvés pour le compte de la SFI	765	400
Prêts**	675	268
Participations et quasi-participations*	90	132
Syndications de prêts et garanties d'émissions	483	40
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	1 248	440

*Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation

**Y compris les garanties de prêts et la gestion des risques

†Les chiffres révisés pour l'exercice 00 indiquent les engagements au titre des garanties et des instruments de gestion des risques.

À DROITE : Ces familles du sud de Madagascar tirent profit d'un projet de la SFI que leur village approvisionne.

ENRIQUE DOMENGE



L'Afrique a affiché un taux de croissance économique de 2,7 % pour l'année civile 2000 ; or, si ce rythme d'expansion est un peu plus rapide que celui de 2,1 % enregistré pour 1999, il est insuffisant pour permettre de réduire la pauvreté et à peine suffisant pour rattraper la croissance démographique. Les termes de l'échange ont continué de se détériorer, sauf dans un petit nombre de pays exportateurs de pétrole. De nombreux pays de la région se sont trouvés pris entre deux feux lorsque les prix des importations de pétrole ont augmenté, alors que ceux des exportations des principaux produits de base étaient en baisse. Les flux d'investissements directs étrangers sur les marchés émergents, qui se sont chiffrés, au total, à environ 180 milliards de dollars ont, par ailleurs, essentiellement profité à d'autres régions puisque, en Afrique, leur volume, qui avait augmenté en 1999 pour atteindre 9,5 milliards de dollars, est retombé à 7,3 milliards de dollars en 2000.

Certains progrès ont été accomplis durant l'année au plan de la résolution des conflits qui font obstacle au développement : les hostilités entre l'Éthiopie et l'Érythrée ont cessé et un mouvement de paix se dessine en Sierra Leone. Les conflits et l'instabilité demeurent toutefois les principaux obstacles au développement

économique de l'Afrique, et certains de ces conflits semblent résister à tous les efforts déployés pour y mettre fin. Par ailleurs, l'épidémie de sida fait payer un très lourd tribut aux personnes infectées et à leurs familles, et compromet les efforts de développement économique et social.

Un certain nombre de pays ont entrepris d'importantes réformes pour promouvoir le développement de leur secteur privé, mais les actions engagées n'ont eu qu'un impact minime parce qu'elles n'ont pas été menées à leur terme et que les pouvoirs publics se sont heurtés à des problèmes de capacités et de gouvernance. Un environnement inhospitalier à l'investissement et des infrastructures insuffisantes et mal gérées posent des difficultés pratiquement insurmontables aux petites et moyennes entreprises parce qu'elles n'ont pas les ressources nécessaires pour y faire face.

La stratégie et les financements de la SFI

La SFI a un rôle plus important que jamais à jouer en Afrique subsaharienne en raison des conditions peu favorables dans lesquelles doivent opérer les entreprises privées, de la faiblesse des flux de capitaux internationaux, de l'ampleur des

CI-DESSOUS : Girafes dans le parc national de Tarangire. Le projet de Boundary Hill protège les couloirs migratoires de la faune sauvage.

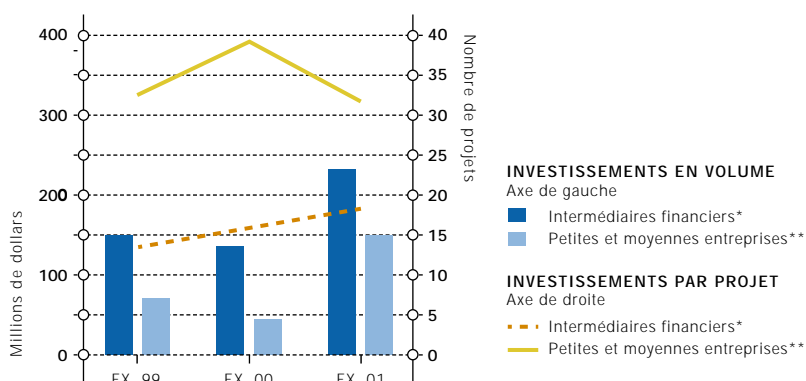
Des villageois tanzaniens deviennent actionnaires

La SFI a monté une opération novatrice dans le cadre d'un projet d'écotourisme en Tanzanie, qui présente de nombreux avantages pour une tribu et la faune de la région. Boundary Hill, dans le nord de la Tanzanie, est un hôtel de luxe de 16 chambres situé dans une réserve naturelle privée de 35 000 acres. Le projet financé par la SFI permet aux villageois Masai de la région de détenir une part du capital de l'hôtel. La famille King, qui est l'autre partenaire, est une compagnie de tourisme réputée bien connue des membres de la communauté. Le village Masai de Lolkisale loue les terrains sur lesquels la réserve naturelle est située, qui protégera un couloir de migration important et un habitat animal adjacent au parc national de Tarangire.

La SFI a financé le projet en effectuant un prêt pour son propre compte, complété par un deuxième financement par le Fonds pour l'environnement mondial. Elle a aussi obtenu des ressources de fonds fiduciaires pour financer une partie du coût de l'évaluation environnementale et sociale. La Société a procédé à une analyse rigoureuse de l'impact environnemental et social du projet pour s'assurer que les villageois seraient traités de manière équitable, faire valoir auprès des organismes soucieux de préserver la faune l'intérêt présenté par la réserve privée, et s'assurer de la viabilité financière du projet. Ce dernier prouve qu'une application extrêmement rigoureuse des normes de la SFI permet d'ajouter une valeur importante aux investissements privés et d'aider une communauté à participer pleinement au processus de développement.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER ET DANS LES PME

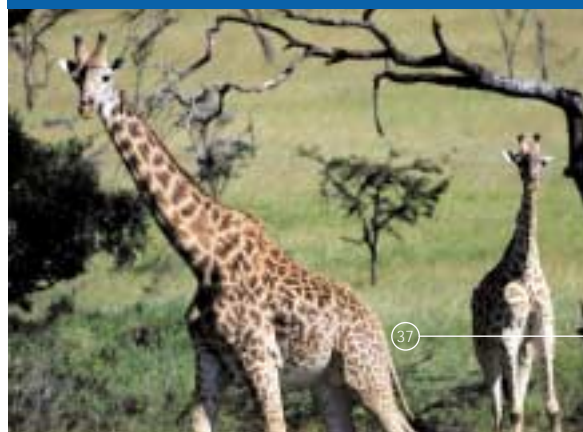
Afrique subsaharienne, Engagements



Les investissements comprennent les garanties et les instruments de gestion des risques

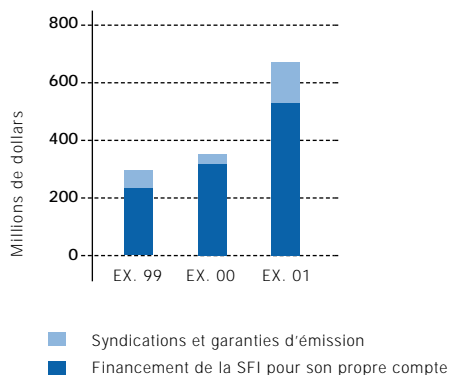
*Y compris les placements dans des sociétés financières, des compagnies d'assurances et les instruments de placement collectifs.

**Y compris l'aide à l'investissement des micro, petites et moyennes entreprises. Les investissements concernent toutes les branches d'activité, y compris le secteur financier.



ENGAGEMENTS

Afrique subsaharienne



PROJETS ET PAYS

Afrique subsaharienne

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	65	51
Nombre de pays	23	23

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	80	45
Nombre de pays	25	17

risques perçus et d'un environnement non porteur : les projets financés par la SFI représentent environ 10 % de tous les investissements privés de la région.

Les nouveaux engagements pris par la SFI durant l'exercice 01 se sont chiffrés à 642 millions de dollars, et sont donc plus élevés que ceux des deux exercices précédents. Le volume des syndications de prêts a fait un bond considérable pour atteindre 160 millions de dollars, ce qui a permis à la SFI de mener à bien le financement d'importants projets d'infrastructures dans la région. Les syndications ont un important effet de démonstration, car elles permettent de faire connaître à de nouveaux prêteurs les possibilités offertes par la région. Le portefeuille engagé a augmenté pour s'établir à 1,8 milliard de dollars. La performance du portefeuille a toutefois souffert de la nécessité dans laquelle s'est trouvée la SFI de constituer des provisions pour se prémunir des mouvements défavorables de la bourse et des pertes engendrées par

les crises économiques au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire.

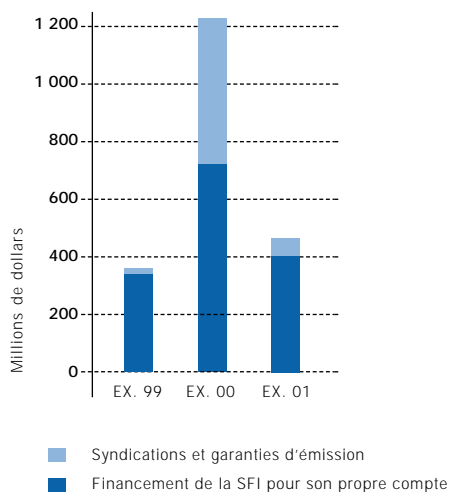
La stratégie de la SFI, formulée en 1998, met l'accent sur trois domaines : le développement du secteur financier, l'expansion de la prestation de services d'infrastructures par le secteur privé, et la fourniture d'un appui aux entreprises locales. La Société appuie en outre des projets qui ont un grand impact sur le développement et définit l'ordre de ses priorités en fonction des circonstances propres à chaque pays.

Le développement du secteur financier

Les activités menées par la SFI dans le secteur financier continuent d'absorber la plus grande part de ses financements. La Société a signé 18 opérations d'investissement pour un montant total de 235 millions de dollars durant l'exercice 01. Au Ghana, elle a fourni un appui à la constitution de Ghana Microcredit Corporation et d'Enterprise Life Assurance Company. Au Cameroun

APPROBATIONS

Afrique subsaharienne



RICHARD LORD

À DROITE : Projet de centrale électrique de Kipevu à Mombasa (Kenya). La SFI a mis un instrument de gestion des risques à la disposition de la compagnie pour lui permettre de mieux gérer son actif et son passif.



ROBERT GROSSMAN

CI-DESSUS : La SFI fournit un appui à l'agro-industrie dans toute l'Afrique subsaharienne.

et en Tanzanie, elle a pris des participations pour faciliter la privatisation de grandes banques commerciales.

Au Nigéria, la SFI a fait bénéficier de mécanismes de crédit à long terme cinq grandes banques commerciales pour les aider à satisfaire la demande d'investissements et pour financer la relance du secteur privé permise par l'adoption de nouvelles politiques (voir l'encadré, p. 41). La Société a investi, ou envisagé de le faire, dans Equipbail Mali et Banco Internacional de Moçambique-Leasing. Elle a aussi fourni un appui à une nouvelle institution de microfinancement, Banco de Microfinanças de Moçambique. Elle a aidé à constituer Intermarket Discount House au Malawi, et Nedbank Investment Bank en Namibie. Elle a fourni une assistance technique et appuyé des projets de renforcement des capacités, notamment en assurant une formation à des banques commerciales d'Afrique de l'Ouest qui rétrocèdent des fonds aux petites entreprises. Elle a financé des études consacrées au cadre réglementaire du microfinancement en Afrique de l'Ouest et au développement de marchés boursiers en Ouganda et aux Seychelles. Elle a également achevé une analyse des marchés de l'emprunt en Afrique de l'Ouest.

La promotion des infrastructures

Le rythme des investissements de la SFI dans les infrastructures privées progresse lentement, mais la SFI continue de jouer un rôle déterminant en ce domaine, en trouvant des occasions d'appuyer des opérations pour lesquelles il n'est pas possible d'obtenir l'appui de prêteurs commerciaux ou pour lesquelles il est nécessaire de faire appel aux capacités de la Société pour réaliser un examen de l'impact social et environnemental de haute qualité. La SFI a mené à bien un important financement pour le compte de Ghana Telecommunications, opérateur national en partie privatisé (voir l'encadré, à droite). Elle a également fourni son appui à l'expansion des activités des opérateurs de téléphonie cellulaire au Rwanda et en Ouganda et, au niveau régional, a investi dans Mobile Systems International Cellular Investments Holdings, qui détient des licences dans toute l'Afrique. Au Togo, la Société a aidé le Centre d'assistance de formation et d'études informatiques, qui est le premier prestataire privé de services internet, à développer son réseau et ses services. La SFI a mené à bien des missions de conseil portant, en Mauritanie, sur la privatisation de la compagnie nationale des téléphones et, au Cameroun, sur la privatisation de la compagnie nationale d'alimentation en électricité. Le financement du projet de mise en valeur des ressources pétrolières et d'oléoduc Tchad-Cameroun a donné lieu à la mobilisation d'autres capitaux pour financer la rénovation de routes, de ponts et d'autres infrastructures.



RICHARD LORD

Le Ghana étend la portée de ses services de téléphone

Ghana Telecommunications a été en partie privatisée en 1997 avec l'aide de la Banque mondiale. Telekom Malaysia a pris une participation stratégique à son capital, puis a réorganisé la société et rationalisé ses opérations.

Ghana Telecom est désormais prête à offrir ses services à de nouvelles communautés, à accroître ses capacités, et à améliorer la qualité des services internationaux en procédant à un programme d'investissements de 216 millions de dollars. Ces activités sont la manifestation de l'engagement donné au gouvernement par Telekom Malaysia lorsqu'elle a acquis une partie du capital. Le réseau de lignes fixes sera complété par 145 000 nouvelles lignes et sera numérisé. Un réseau cellulaire couvrant l'ensemble du pays permettra de desservir 97 villes et au moins 70 000 abonnés qui, pour la plupart, n'ont encore jamais eu accès au téléphone. Cet investissement permettra également de relier le réseau à un nouveau câble sous-marin allant d'Europe jusqu'en Afrique du Sud.

La SFI a participé au financement de cette expansion en effectuant un prêt de 40 millions de dollars pour son propre compte et en organisant une syndication de prêts avec une banque commerciale pour un montant supplémentaire de 60 millions de dollars. Il n'aurait pas été possible de réaliser un projet d'une telle envergure au Ghana au moyen des ressources intérieures auxquelles la compagnie envisageait initialement de faire appel. La participation de la SFI à l'opération a permis de mobiliser des capitaux auprès de banques internationales. La SFI a collaboré avec le gouvernement, Ghana Telecom, d'autres sociétés de télécommunications et la Banque mondiale pour renforcer la nouvelle commission réglementaire et éliminer d'autres obstacles à la concurrence et à la participation du secteur privé. En participant à cette opération, la SFI a montré l'intérêt porté à la participation du secteur privé au développement des services de télécommunications. Ce secteur est maintenant en rapide expansion et permet de fournir de nouveaux ou de meilleurs services aux Ghanéens.



CI-DESSUS, À GAUCHE : À Nairobi, l'hôtel Landmark, que la SFI a financé, fournit des emplois, ainsi que des possibilités de formation et d'apprentissage.

CI-DESSUS, À DROITE : Un client de la SFI a consenti un microcrédit à cette entreprise familiale.

L'aide aux entrepreneurs et aux petites entreprises

Dans le cadre de l'appui qu'elle fournit aux entrepreneurs locaux, la SFI a réduit le volume de ses opérations de financement direct d'investissements de montants limités pour privilégier la fourniture d'un appui à la création et au renforcement d'intermédiaires pouvant fournir des capitaux, des services techniques spécialisés et d'autres prestations. La réorientation de ces activités vise à permettre de mieux servir un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises.

En Afrique du Sud, la SFI a financé Tusk Project Management, société qui offre des services de gestion de marché et met des ressources à la disposition de petites entreprises de construction pour financer leurs fonds de roulement. Au Tchad et au Cameroun, la Société a collaboré avec une entreprise de construction d'oléoducs pour identifier les possibilités de conclure des marchés de sous-traitance avec des entreprises

locales et a financé, grâce au Service de promotion et de développement de l'investissement en Afrique, une formation assurée par le biais des chambres de commerce pour renforcer les capacités des entreprises locales à présenter des soumissions au titre de marchés de construction et de fournitures.

Autres projets ayant un fort impact

La SFI a fourni un appui à d'importants projets d'expansion dans le secteur des industries extractives. L'accord de financement du projet d'oléoduc Tchad-Cameroun a été signé et la SFI a assuré l'essentiel de la coordination d'un grand nombre d'institutions financières. Dans le cadre de cette opération, la Société a montré comment une action conjointe de la Banque mondiale et de la SFI permet de créer une structure globale aux fins de la réduction de la pauvreté. La Banque a effectué des prêts assortis de faible taux d'intérêt pour appuyer le

À DROITE : L'entreprise kenyane, Multiple Haulers, qui a bénéficié d'un financement de la SFI, a un système informatique complexe qui lui permet de suivre les déplacements de son parc de camions.





FRANK AJILORE

À GAUCHE : Ces fabricants de sacs au Nigéria ont reçu une aide de la SFI dans le cadre de l'initiative pour le renforcement des capacités.

CI-DESSOUS : Un exportateur de légumes auquel la SFI s'est efforcée de fournir un appui est devenu une source d'emploi et de devises au Kenya.

renforcement des institutions par les gouvernements des deux pays et la gestion des recettes pétrolières au Tchad. La Banque mondiale finance l'acquisition par les gouvernements des deux pays de participations au capital de l'oléoduc.

La SFI a financé une facilité de financement commercial pour les hydrocarbures dans le but d'accroître les capacités des banques africaines et internationales à financer les opérations d'exportations de pétrole. Lorsque la fonderie d'aluminium de Mozal est devenue opérationnelle au Mozambique, la SFI s'est engagée à financer le doublement de sa capacité pour en faire l'un des plus importants et des moins onéreux producteurs d'alumine du monde (voir p. 14).

Le tourisme est un autre secteur ciblé par la SFI en Afrique, puisque la Société a engagé ou approuvé des financements pour 12 projets hôteliers. Les plus importants sont le Spier Hotel et ses installations annexes en Afrique du Sud, des petits pavillons de chasse en

Tanzanie (voir l'encadré, p. 37) et au Botswana, et la mise en valeur d'hôtels et de pavillons de chasse dans les parcs régionaux. Elle a mené à bien la première phase du projet de services-conseils sur les concessions dans les parcs nationaux d'Afrique du Sud (voir l'encadré, p. 34).

Dans le secteur des industries manufacturières et de l'agroindustrie, les projets de la SFI ont bénéficié notamment à un exportateur de produits horticoles au Burundi, à une fabrique de textiles et de vêtements à Madagascar, et à un fabricant de ciment au Ghana, projet qui a permis d'intensifier la concurrence et de faire baisser les prix sur le marché. Elle a également financé un centre de santé en Côte d'Ivoire et un centre de formation pour la prévention des incendies au Nigéria. Elle a lancé ou fait progresser des opérations de financement d'écoles secondaires au Cameroun, au Ghana, en Guinée et en Ouganda.



RICHARD LORD

Le financement de la reprise au Nigéria

Le rétablissement d'un gouvernement civil et l'adoption de mesures favorables aux entreprises en 1999 ont incité de nombreuses sociétés nigérianes à réhabiliter et développer leurs activités. Les banques locales, habituées à fournir des financements à court terme, ne pouvaient pas satisfaire la demande de financement à long terme de leurs clients.

La SFI a collaboré étroitement avec les banques nigérianes pour s'assurer que ces dernières peuvent se financer à moyen terme. Durant l'exercice écoulé, elle a engagé un montant de 122,5 millions de dollars pour financer des lignes de crédit en faveur de quatre banques nigérianes pour permettre à ces dernières de développer leurs opérations de prêt à moyen terme. Les clients de la SFI sont Diamond Bank, Citibank Nigeria, Guaranty Trust Bank et FSB International Bank, mais ses opérations dépassent largement leur cadre. Ce type de prêt permet

en effet à la Société de fournir, indirectement, des financements à un large éventail d'entreprises tout en favorisant le développement des institutions financières locales.

La SFI a, en sus des engagements qu'elle a pris au titre de ces mécanismes de crédit, approuvé trois autres mécanismes, qui devraient donner lieu à des engagements durant l'exercice 02. L'un d'entre eux aura pour objet d'appuyer le programme de prêts aux petites et moyennes entreprises d'une grande banque. La Société collabore avec certaines banques clientes pour identifier les partenaires stratégiques et leur fournit une assistance technique qui leur permettra de renforcer leurs capacités.

ASIE ET PACIFIQUE

Éliminer les obstacles et promouvoir la croissance

Il est crucial que les entreprises privées contribuent au plus tôt à la croissance économique dans la région Asie et Pacifique. Or, le secteur privé est confronté au ralentissement de l'activité économique mondiale, au piétinement des réformes économiques, aux déficits budgétaires et aux restrictions des capacités de financement des entreprises privées. Si les obstacles diffèrent d'un pays à un autre, ils réduisent tous la mesure dans laquelle le secteur public et le secteur privé peuvent impulser une croissance rapide et durable.

Bangladesh
Cambodge
Chine
Corée, République de
Fidji
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Kiribati
Malaisie
Maldives
Micronésie,
États fédérés de
Mongolie

Myanmar
Népal
Pakistan
Palaos
Papouasie-
Nouvelle-Guinée
Philippines
République démocratique
populaire lao
Samoa
Sri Lanka
Thaïlande
Tonga
Vanuatu
Viet Nam

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(USD millions)

	EX.00†	EX.01
Financements engagés pour le compte de la SFI	373	767
Prêts	239	157
Participations et quasi-participations*	133	226
Garanties de prêts et gestion des risques	1	384
Syndications de prêts	324	17
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	697	784
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	3 996	4 168
Prêts	2 797	2 479
Participations	1 046	1 137
Garanties de prêts et gestion des risques	153	552
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	2 850	2 346
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	6 846	6 514
Financements approuvés pour le compte de la SFI	927	1 228
Prêts**	659	932
Participations et quasi-participations*	268	296
Syndications de prêts et garanties d'émissions	137	131
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	1 064	1 359

*Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation

**Y compris les garanties de prêts et la gestion des risques

†Les chiffres révisés pour l'exercice 00 indiquent les engagements au titre des garanties et des instruments de gestion des risques.

NICK FLANDERS



À DROITE : La SFI finance Sino Forest, qui est la seule société de gestion de plantation pleinement intégrée appartenant à des intérêts privés en Chine (voir l'encadré, p. 44).

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Construire un secteur privé plus efficace

Certains pays d'Asie de l'Est, comme la Chine et la Corée, ont enregistré des taux de croissance de l'ordre de 8 % pour l'année civile 2000, qui toutefois diminuent depuis lors. Dans d'autres pays, comme la Thaïlande et l'Indonésie, dont les taux de croissance se sont inscrits dans une fourchette plus modeste de 4 à 5 % en 2000, l'expansion économique s'est nettement ralentie au début de 2001. Si la demande intérieure reste soutenue en Chine et au Viet Nam, les conditions ne sont plus aussi favorables dans les autres pays. La confiance des investisseurs a donc été ébranlée comme en témoigne la contraction des flux de capitaux étrangers sous forme de prêts ou de participations vers les pays touchés par la crise.

Les économies secouées par la crise financière des dix dernières années ont mis beaucoup de temps à réorganiser leurs banques et leurs sociétés. Le volume des prêts improductifs est demeuré élevé et les bilans précaires, et les réorganisations ont essentiellement donné lieu à des rééchelonnements plutôt qu'à une restructuration du contrôle des opérations.

La stratégie adoptée pour l'Asie de l'Est consiste à appuyer la restructuration des banques et des entreprises, à renforcer le secteur financier, à relever

les normes de gestion des sociétés, et à investir dans des projets pionniers permettant de promouvoir le développement du secteur privé.

Durant l'exercice 01, la SFI a procédé à des opérations de renforcement du crédit, a mené à bien des transactions de restructuration et a fourni un appui aux institutions financières des pays touchés par la crise. Par exemple, elle a pris une participation dans Cheil Jedang Investment Trust pour renforcer cette institution ébranlée par le manque de confiance accordé aux fonds de placement coréens. L'investissement de la SFI appuie l'adoption des meilleures pratiques internationales par un important segment du secteur financier coréen.

Les petites et moyennes entreprises sont particulièrement touchées par la crise. La SFI a investi dans un réseau commercial aux Philippines (voir l'encadré, p. 45) afin d'accroître les débouchés des petites entreprises et leur permettre d'obtenir des crédits pré-exportations. La compagnie envisage d'étendre son réseau à la Chine, l'Indonésie et la Thaïlande.

Bien que ce soit dans des pays d'Asie de l'Est que l'on enregistre certains des taux d'épargne les plus élevés du monde, le secteur financier de la région n'offre qu'une gamme limitée de services, et la SFI s'efforce donc, par ses investissements,

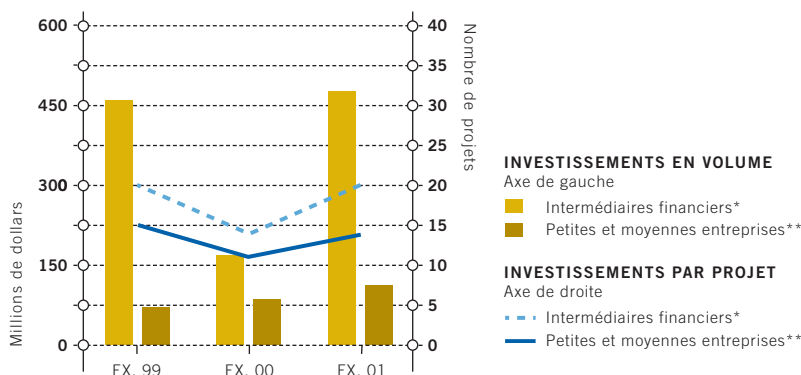
Durant l'exercice, la SFI a investi dans New China Life Insurance Company pour l'aider à devenir plus compétitive sur le marché intérieur des assurances, adopter de meilleures pratiques de gestion et promouvoir un bon gouvernement d'entreprise. NCL a décidé d'axer sa stratégie à long terme sur la recherche de partenaires stratégiques étrangers. Cette opération est le premier investissement étranger dans une compagnie d'assurance vie chinoise approuvé par l'organe de réglementation du marché et l'un des premiers projets réalisés dans le secteur des services chinois auxquels peuvent participer des investisseurs étrangers. La SFI a investi dans cette compagnie aux côtés d'une société suisse, Zurich Financial Services Group, d'une compagnie japonaise, Meiji Life Insurance Company, et d'une société néerlandaise de financement du développement, FMO.

La SFI a joué un rôle de catalyseur en amenant ces différentes institutions à participer au montage de l'opération. Elle a pris une participation de 31 millions de dollars au capital de la compagnie. En sa capacité d'actionnaire, elle compte favoriser l'amélioration des capacités et du mode de gestion. Elle a pris les dispositions nécessaires pour permettre à l'un des vice-présidents seniors de New China Life de collaborer avec une association d'assurances basée à Washington, International Insurance Foundation, et de passer les examens d'aptitude offerts par une association professionnelle des États-Unis. Par ailleurs, grâce à un don d'assistance technique, la compagnie pourra assurer une formation à ses cadres et au reste de son personnel, et les responsables des ventes et des investissements feront un stage de trois à six mois dans des compagnies d'assurances établies aux États-Unis.

La SFI a renforcé les procédures en place pour les réunions du conseil d'administration et des actionnaires de manière à ce que les représentants des deux groupes soient pleinement informés et soient habilités à examiner les points à l'ordre du jour des réunions en prévision desquelles ils auront reçu au préalable des ordres du jour détaillés ou des projets de résolution.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER ET DANS LES PME

Asie et Pacifique, Engagements



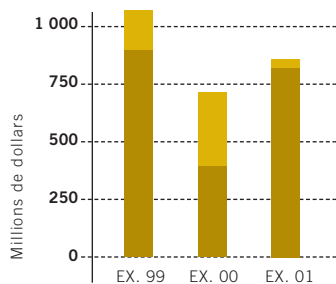
Les investissements comprennent les garanties et les instruments de gestion des risques

*Y compris les placements dans des sociétés financières, des compagnies d'assurances et les instruments de placement collectifs.

**Y compris l'aide à l'investissement des micro, petites et moyennes entreprises. Les investissements concernent toutes les branches d'activité, y compris le secteur financier.

ENGAGEMENTS

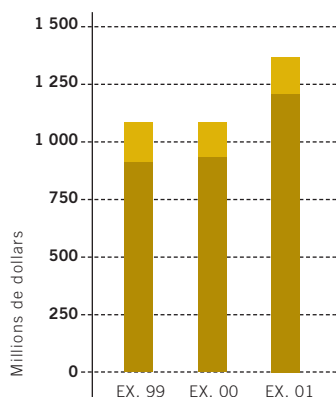
Asie et Pacifique



- Syndications et garanties d'émission
- Financement de la SFI pour son propre compte

APPROBATIONS

Asie et Pacifique



- Syndications et garanties d'émission
- Financement de la SFI pour son propre compte

PROJETS ET PAYS

Asie et Pacifique

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	28	45
Nombre de pays	10	11

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	54	65
Nombre de pays	12	15

de le renforcer. En Thaïlande, par exemple, la Société a investi dans la première agence de notation du crédit constituée sous forme d'une opération conjointe avec des intérêts étrangers. Cette agence offre aux clients un plus large accès au financement non bancaire et devrait contribuer au développement du marché obligataire thaïlandais. En Chine, la SFI a fourni une assistance technique et a investi dans une compagnie d'assurances, New China Life (voir l'encadré, p. 43). Grâce à cet investissement, le secteur privé a pu prendre pied sur le marché national des assurances qui, pour l'instant, est dominé par l'État.

Les flux de capitaux privés sont découragés par une politique générale qui ne leur est guère favorable et par les carences du mode de gestion des entreprises. Cette année, la Société a fourni une assistance en vue d'améliorer le cadre des affaires dans plusieurs pays.

En Chine, par exemple, elle a publié, grâce à un financement d'Australian Trust Fund, une importante étude sur le secteur privé intérieur et les modifications qui doivent être apportées, au niveau de l'action publique, pour appuyer son développement. La SFI préside le Forum pour le secteur privé au Viet Nam, qui regroupe des gens d'affaires, des responsables de l'action publique et des bailleurs de fonds dans le but d'examiner les politiques et mesures nécessaires pour améliorer le cadre des affaires. Toutefois, la SFI a dû suspendre la poursuite de ce programme en Indonésie jusqu'à ce que des progrès suffisants aient été réalisés dans les domaines de la gouvernance et des procédures judiciaires.

C'est au Cambodge, dans les provinces intérieures de la Chine, en RDP lao, en Mongolie, au Viet Nam et dans les îles du Pacifique qu'existent certains des obstacles les plus importants au développement du secteur privé.

Une entreprise de gestion forestière durable en Chine

Sino Forest — dont les activités consistent à mettre en valeur des plantations d'eucalyptus, de peupliers, d'acacia et de pins dans les provinces de Guangdong et de Jiangsu, et à produire des copeaux de bois et des grumes pour les fabriques de papier, de planches et de meubles — est, en Chine, la seule société de gestion de plantations appartenant à des capitaux privés dont les activités couvrent la gestion forestière, la transformation du bois et la fabrication d'articles en bois.

Les opérations de foresterie de Sino Forest concernent exclusivement les ressources forestières issues de plantations. La société n'exploite aucune forêt naturelle, et aucun terrain couvert de forêts naturelles n'est défriché à des fins d'exploitation forestière. Le système de plantation en doubles lignes permet de procéder à des cultures intercalaires sur de plus longues périodes. Ce système présente

des avantages non seulement pour la compagnie mais aussi pour les agriculteurs locaux puisque les ressources agroforestières peuvent se développer deux fois plus vite que ce ne serait le cas avec un système intercalaire en ligne unique.

Sino Forest s'est tournée vers la SFI car celle-ci est l'une des rares sources de financement à long terme avec droit de recours limité auxquelles il est possible de s'adresser actuellement en Chine. L'investissement de la SFI contribuera à financer l'achat d'arbres en sus de la modernisation de la fabrique de panneaux de particules et de la construction d'une installation de laminage.

L'entreprise a besoin de la main-d'œuvre villageoise — elle a, en fait, besoin de centaines de travailleurs locaux — pendant toute la durée du cycle plantation-récolte. En créant de nouveaux emplois, le projet mené par la SFI avec Sino Forest contribuera à améliorer les conditions de vie des communautés locales.



NICK FLANDERS

CI-DESSUS : Au Viet Nam, la participation de la SFI à un projet offre aux agriculteurs un plus grand choix d'activités rémunératrices.

CI-DESSOUS : Le service de promotion et de développement de l'investissement dans la vallée du Mékong a contribué au financement de la modernisation et de l'expansion d'une fabrique de jouets à Ho Chi Minh-Ville.

Dans ces pays et régions, la SFI a pour objectif prioritaire d'aider les petites et moyennes entreprises par le biais de différents services de promotion et de développement des investissements, de l'ouverture de lignes de crédit et de la fourniture d'un appui aux institutions financières spécialisées dans le crédit aux petites et moyennes entreprises. Le Service de promotion et de développement de l'investissement en Chine sera prochainement constitué à Sichuan ; il sera le troisième de ce type dans la région Asie de l'Est et Pacifique. Les services de promotion et de développement des investissements s'efforcent d'améliorer le cadre dans lequel les

entreprises opèrent et aident les entités parrainantes de projets à satisfaire à des normes rigoureuses de viabilité sociale, environnementale et économique.

L'expérience a montré que les problèmes environnementaux s'aggravaient, dans la région, en période de croissance rapide. La SFI s'emploie à trouver des possibilités d'investissement dans des projets écologiquement viables qui ont d'importants effets positifs sur les communautés locales et l'environnement. Cette année, elle a signé un accord d'investissement avec Sino Forest, au titre d'un projet de plantations et d'industries manufacturières d'aval dans les provinces de Guangdong et de Jiangsu. Ce projet permet d'appliquer les meilleures pratiques internationales pour exploiter durablement les ressources forestières et de promouvoir le développement communautaire (voir l'encadré, p. 44).



TRAN THI HONG NHIEU

Les débouchés des petites entreprises philippines augmentent

Les petites et moyennes entreprises des pays en développement n'ont guère de possibilité de vendre leurs produits sur les marchés mondiaux. Avalon Professional Web Trade, société commerciale basée à Singapour, s'efforce de surmonter certains des obstacles auxquels elles se heurtent. Le Service de promotion des exportations philippines (PEDF), constitué avec un capital de 12 millions de dollars pour appuyer le réseau des petites et moyennes entreprises de l'APW, fournit à ses membres une garantie partielle de 50 %. Les transactions réalisées dans le cadre de ce Service bénéficieront de la quasi-titrisation des effets à recevoir. Les banques participantes assumeront la gestion du PEDF, et APW servira d'intermédiaire avec les petites et moyennes entreprises.

APW reçoit des commandes de meubles émanant d'acquéreurs américains et soustrait leur production à des petites entreprises philippines. Ces dernières ont été présélectionnées en fonction de la qualité et de la fiabilité de leur production, de leur respect des normes environnementales, de leur taille, de leur expérience en matière d'exportation et des compétences de leur propriétaire.

Les entreprises du réseau APW bénéficient des activités de commercialisation poursuivies par la société à l'étranger ainsi que du financement de leurs activités pré-exportation telles que l'acquisition de matières premières brutes et les coûts de main-d'œuvre. De plus, grâce aux économies d'échelle qu'elle peut réaliser, APW a le pouvoir d'achat nécessaire pour obtenir des rabais sur quantités dont il fait profiter ses partenaires du réseau.

APW envisage maintenant d'étendre son réseau en Chine, en Indonésie et en Thaïlande de manière à pouvoir offrir une gamme de produits couvrant la totalité de la demande du marché, des produits de haute qualité assortis d'une forte marge bénéficiaire aux produits bon marché qui rapportent moins.

Outre le financement qu'elle a consenti au titre du PEDF, la SFI a pris une participation de un million de dollars au capital d'APW, qui aidera cette dernière à couvrir ses dépenses d'exploitation. Cette opération servira de modèle de promotion du développement des petites et moyennes entreprises dans d'autres régions.



KRISTINE DAMKJAER (2)



À GAUCHE ET CI-DESSUS : La SFI va investir dans un nouveau projet d'énergie éolienne de 21 mégawatts en Inde. Le projet ci-dessus, réalisé dans l'État

de Karnataka est similaire au nouveau projet et est une source d'énergie propre et efficace.

ASIE DU SUD

Mettre les innovations à profit

L'Asie du Sud connaît une croissance économique rapide par comparaison aux autres régions, mais elle compte un tiers de la population pauvre du monde et les économies nationales ne sont pas suffisamment solides pour satisfaire aux besoins des couches défavorisées. L'instabilité du cadre politique, la précarité des finances publiques et du cadre réglementaire, les carences des infrastructures et la lenteur des réformes sont autant d'obstacles à la croissance. Sur un plan positif, l'expansion des exportations est le moteur de la reprise économique au Pakistan et au Bangladesh, et soutient la croissance en Inde et au Sri Lanka. Toutefois, même ces pays sont menacés par un ralentissement économique aux États-Unis et en Europe.

La position de la balance des paiements du Pakistan reste précaire et les investissements étrangers peu importants, bien que les indicateurs économiques se soient améliorés. Les tensions observées

avant les élections au Bangladesh et les troubles civils au Sri Lanka ont ralenti les processus de réforme et ébranlé la confiance des investisseurs. Ces pays ont toutefois enregistré un taux de croissance économique élevé, qui a été de l'ordre de 5,5 % pour l'exercice. Les scandales politiques et financiers ont ébranlé la confiance des investisseurs en Inde, mais l'adoption de mesures favorables aux entreprises et l'ambitieux programme de privatisation témoignent de la détermination à poursuivre les réformes. Le taux de croissance annuel devrait se maintenir aux alentours de 6 %.

La stratégie poursuivie par la SFI en Asie du Sud cible quatre domaines. Dans le secteur financier, elle contribue à l'établissement de solides institutions intérieures pour élargir la gamme des services offerts et développer les marchés, au profit notamment des petites et moyennes entreprises qui sont très mal desservies. Elle appuie la fourniture de services d'infrastructures par le secteur privé, qu'il

En Inde, l'accent est mis sur la promotion des obligations locales

Les sociétés des pays en développement ont besoin de financements à long terme en leur monnaie nationale mais n'ont que rarement les moyens de recourir, pour ce faire, au marché obligataire de leur pays. En Inde, la SFI a été en mesure d'aider une société à exploiter le marché local de financement à long terme en montant la première opération de garantie partielle de crédit au titre d'une émission obligataire en monnaie nationale. Cette transaction devrait encourager la mobilisation de nouveaux financements de ce type en Inde et servir de modèle à des transactions sur obligations et sur prêts dans d'autres économies émergentes.

La SFI a fourni une garantie partielle de 1,5 milliard de roupies (32 millions de dollars) au titre d'une émission obligataire sur dix ans par Ballarpur Industries (BILT), qui est le plus gros producteur de

papier à écrire et d'édition en Inde. Grâce à cette émission, BILT a pu lever des capitaux en monnaie nationale pour financer une partie de son programme de modernisation et d'agrandissement dont le coût s'élève à 9 milliards de roupies (192 millions de dollars). L'obligation émise a l'échéance la plus longue jamais obtenue par une société émettrice non cotée AAA sur le marché intérieur. Cette transaction novatrice est, pour l'Inde, une opération de référence faisant intervenir un actif à long terme de haute qualité pouvant être négocié sur le marché secondaire.

Par le biais de cette transaction, la SFI garantit certains paiements au titre du service de la dette. La garantie partielle accordée par la Société a permis de porter la notation de l'émission des titres de créances à AA+, soit quatre degrés au-dessus de la notation A des autres titres de BILT.



À GAUCHE : Cet agriculteur peut gagner sa vie grâce à un prêt de Bhartiya Samruddhi Finance.

s'agisse de la privatisation des entreprises de services publics ou de la mise en place de nouvelles infrastructures. Elle encourage la réorganisation et la modernisation des entreprises manufacturières et des sociétés de services pour leur permettre de faire face à la mondialisation de l'économie. Enfin, elle procède à des investissements sélectifs dans le domaine de la prestation de services de santé et d'éducation par le secteur privé pour en améliorer la qualité et desservir une plus grande partie de la population.

Les opérations de la SFI en Asie du Sud se sont sensiblement accrues durant l'année, et les engagements ont fait un bond durant l'exercice 01. La SFI s'est toutefois essentiellement efforcée d'appliquer sa stratégie en procédant à des innovations — c'est-à-dire en offrant de nouveaux produits à de nouveaux clients dans de nouveaux secteurs. En Inde, par exemple, la Société a signé un accord portant sur son premier programme de prêts d'études avec NIIT Limited, qui est une grande société de technologies de l'information (voir l'encadré, p. 11), et a procédé à son premier investissement dans une société éducative basée sur le web, eGurucool, dont l'objectif consiste à utiliser l'internet pour fournir des programmes éducatifs de haute qualité à moindre coût.

La SFI a financé des projets entrepris avec une large gamme de petites et moyennes entreprises, en faisant bénéficier ces dernières des compétences de la SFI dans les domaines financiers, techniques et environnementaux. La Société a choisi des entreprises porteuses qui ont pris des mesures pour se restructurer, se moderniser ou se développer afin de pouvoir être compétitives sur les marchés mondiaux. Leurs activités portent sur des branches de l'industrie manufacturière à valeur ajoutée telles que les produits pharmaceutiques ou les technologies de pointe, des services tels que l'éducation ou des infrastructures comme les télécommunications et l'aviation.

La SFI a également entrepris de procéder à des garanties partielles de crédit pour accroître les capacités de ses clients à obtenir des financements sous forme d'emprunts à long terme sur les marchés locaux et des instruments de quasi-participation tels que des obligations convertibles en devises (voir l'encadré, p. 46). Elle a, par ailleurs, mis en place des mécanismes de gestion des risques auprès d'institutions financières locales qui lui permettent de consentir des prêts en monnaie nationale à ses clients.

La SFI a procédé à un investissement dans une institution de microfinancement, Samruddhi, constituée expressément pour fournir des prêts aux agriculteurs et aux petites entreprises non agricoles dans les zones rurales de l'Inde. Les investissements de la SFI dans Samruddhi ont également donné lieu à un programme d'assistance technique de 350 000 dollars par le biais du service de renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises aux fins de l'évaluation et du suivi du portefeuille et de la mise à niveau des technologies de l'information (voir l'encadré, à droite). Au Bangladesh, la SFI a constitué un fonds renouvelable sur deux ans pour le renforcement des échanges avec la Netherlands Development Finance Company et Standard Chartered Bank dans le but d'élargir l'accès aux crédits commerciaux des petites et moyennes entreprises importatrices et exportatrices privées. Le fonds contribuera également à établir la réputation, sur les marchés internationaux, des banques bangladaises qui, grâce à l'assistance technique fournie, amélioreront leurs normes de comptabilité et de présentation de l'information.

Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour développer les marchés des capitaux des pays pionniers de la région, la Société a participé à la mise en place de la première société de crédit-bail privée des Maldives et d'une société de crédit-bail au Népal.

En Inde, un investissement dans le microfinancement fait date

Le financement des opérations rurales et le microfinancement sont, en Inde, des domaines relativement fermés à la participation du secteur privé parce que les institutions de finances rurales d'État, qui jouent un rôle prédominant, empêchent le développement d'une attitude commerciale axée sur le remboursement des engagements. Bhartiya Samruddhi Finance, qui a fait l'objet du premier investissement de la SFI dans l'une des rares institutions de microfinancement privées commerciales, a contribué à créer une institution modèle et démontré la viabilité de ce difficile marché du microfinancement aux institutions intéressées.

Samruddhi est une société de financement non bancaire à but lucratif qui a été formée pour consentir des prêts aux agriculteurs et aux petites entreprises non agricoles des zones rurales. Elle dessert plus de 320 villages dans les régions de l'Andhra Pradesh et de Karnataka dans le sud de l'Inde, et ses prêts, dont 30 % environ sont accordés à des femmes, se montent en moyenne à 260 dollars.

La SFI a engagé une participation de un million de dollars au capital de Samruddhi pour financer son programme d'expansion. Le dialogue qu'elle a mené avec le Gouvernement indien et son investissement dans Samruddhi ont permis d'ouvrir le secteur du microfinancement indien aux investissements étrangers. Au nombre des participants au projet d'expansion de Samruddhi figurent la Shorebank Corporation of Chicago, le Dutch Hivos-Triodos Fund et un certain nombre d'institutions financières indiennes.

Les activités de la SFI ont également donné lieu à un programme d'assistance technique de 350 000 dollars financés par le mécanisme de renforcement des capacités de l'institution aux fins de l'évaluation et du suivi du portefeuille et des mises à niveau technologiques.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Des progrès et des défis

Si la mise en place d'un secteur privé dans les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale s'est heurtée à des difficultés aussi nombreuses que variées, les progrès accomplis n'en sont pas moins évidents : cette année, pour la première fois depuis qu'ils ont entrepris d'adopter un système d'économie de marché, tous les pays en transition ont enregistré une croissance économique positive. Cette amélioration s'est produite malgré les perturbations engendrées par la crise qui a secoué la Russie en 1998-1999 et le conflit du Kosovo.

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(USD millions)

Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélorus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Estonie
Fédération de Russie
Géorgie
Hongrie
Kazakhstan
Lettonie
Lituanie
Ex-République
yougoslave de
Macédoine

Moldova
Ouzbékistan
Pologne
République fédérale
de Yougoslavie
République kirghize
République slovaque
République tchèque
Roumanie
Slovénie
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie
Ukraine

	EX.00†	EX.01
Financements engagés pour le compte de la SFI	512	414
Prêts	397	237
Participations et quasi-participations*	115	174
Garanties de prêts et gestion des risques	0	3
Syndications de prêts	170	96
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	682	510
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	2 598	2 455
Prêts	1 999	1 814
Participations	576	620
Garanties de prêts et gestion des risques	23	21
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	1 087	879
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	3 685	3 334
Financements approuvés pour le compte de la SFI	494	719
Prêts**	344	492
Participations et quasi-participations*	150	227
Syndications de prêts et garanties d'émissions	165	372
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	659	1 091

*Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation

**Y compris les garanties de prêts et la gestion des risques

†Les chiffres révisés pour l'exercice 00 indiquent les engagements au titre des garanties et des instruments de gestion des risques.

RICHARD LORD



À DROITE : Une cliente examine les articles en vente dans un magasin de bricolage de Doverie Brico (Bulgarie) qui a bénéficié d'un financement de la SFI.

La reprise économique s'est accélérée cette année en Russie sous l'effet, bien sûr, du renchérissement du pétrole — qui a également profité aux autres pays exportateurs — mais aussi de la stabilisation du cadre de l'action publique et de l'adoption de politiques plus judicieuses. Les investisseurs ont, quant à eux, réagi de manière positive à la réforme économique engagée en Bulgarie, tandis que, en Croatie, le nouveau gouvernement a dressé des plans pour assurer la poursuite des transformations économiques et l'intégration du pays à l'Europe. La République fédérale de Yougoslavie a porté au pouvoir une nouvelle équipe déterminée à poursuivre la transition vers une économie de marché et elle est devenue membre de la Banque mondiale et de la SFI, qui s'emploient à examiner toutes les possibilités d'investissement et de services-conseils.

En Europe centrale, la plupart des pays qui souhaitent devenir membre de l'Union européenne s'empressent de procéder à des réformes budgétaires et de prendre des mesures pour assurer le respect des normes environnementales de l'UE.

Partout dans la région, les progrès sont entravés par des obstacles considérables : les entreprises opèrent dans un environnement qui ne leur fournit que des services limités et ne favorise guère leurs opérations ; la plupart des sociétés ont de piètres gouvernements d'entreprise et sont dirigées par des cadres qui n'ont pas l'expérience nécessaire ; les institutions financières intérieures sont peu développées et les services d'intermédiation rudimentaires. Les investissements étrangers sont donc très faibles.

Deux graves crises ont secoué la Turquie, qui ont fait ressortir la nécessité de procéder à des réformes économiques radicales, de restructurer les banques et de procéder à des privatisations. Le pays s'évertue à sortir d'une crise financière et traverse une période d'austérité.

La SFI cible davantage son attention sur les secteurs et les pays dans lesquels la nécessité d'accélérer le développement du secteur privé se fait le plus sentir. Elle leur fournit une assistance aux fins de la réforme de leurs cadres juridique et

Le Tadjikistan renforce ses capacités

Lorsqu'un pays très pauvre sort d'une période prolongée de troubles politiques et de désordres civils, il a besoin d'une importante assistance pour pouvoir réorganiser son économie et développer les capacités nécessaires à l'expansion de son secteur privé.

C'est le cas du Tadjikistan, qui doit investir pour mettre en place des institutions financières, reconstruire les infrastructures, réorganiser les services sociaux, relancer la production industrielle et agricole, et viabiliser l'exploitation des ressources naturelles. Cette ancienne économie planifiée a également besoin d'une assistance technique, notamment au plan de la formation, pour que les petites et moyennes entreprises puissent se développer dans le cadre d'une économie de marché.

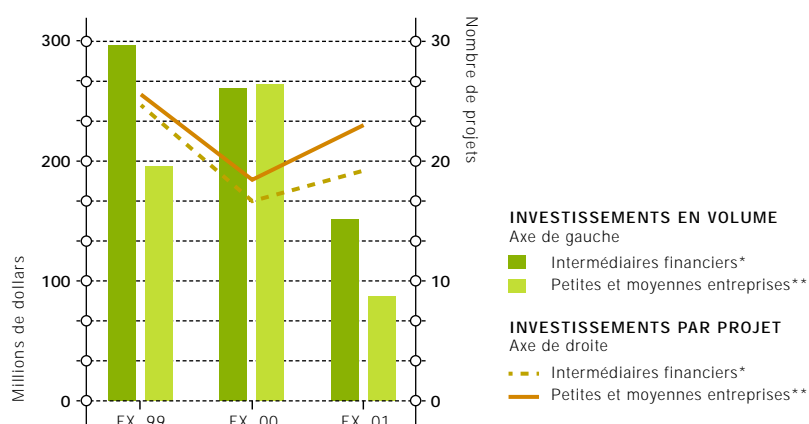
L'appui fourni aux fins de ces transformations et du renforcement des capacités a généralement été le fait de consultants étrangers financés par l'aide extérieure. Pour poursuivre cet effort, le Tadjikistan devra toutefois former ses propres cadres de manière à pouvoir faire appel à des compétences locales d'un coût raisonnable.

Durant l'exercice, la SFI a procédé à un investissement dans un bureau d'études et d'audit qui fournira une large gamme de services aux conditions du marché à des clients étrangers et tadjiks. Au nombre de ces services figureront la réalisation d'audits conformes aux normes comptables internationales et la formation de cadres de direction. Il sera ainsi possible aux deux bailleurs de fonds et aux clients tadjiks d'avoir aisément accès à des services répondant aux normes internationales et d'un coût raisonnable. La plupart de ces services seront mis en place par des ressortissants du pays ayant reçu une formation en cours d'emploi, à l'étranger ou dans le pays, sous la supervision d'un personnel recruté au plan international par l'entité parrainante étrangère du projet. Les bailleurs de fonds financeront en outre une partie des activités de formation axées sur les dirigeants des petites et moyennes entreprises locales.

Dans le cadre de ce projet, la formation sur le terrain en gestion financière et administrative aidera les entrepreneurs locaux à gérer avec profit leurs entreprises dans le contexte du marché.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER ET DANS LES PME

Europe et Asie centrale, Engagements



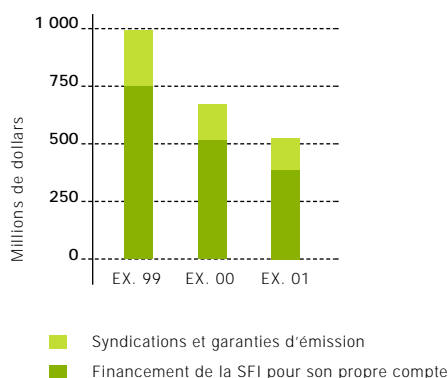
Les investissements comprennent les garanties et les instruments de gestion des risques

*Y compris les placements dans des sociétés financières, des compagnies d'assurances et les instruments de placement collectifs.

**Y compris l'aide à l'investissement des micro, petites et moyennes entreprises. Les investissements concernent toutes les branches d'activité, y compris le secteur financier.

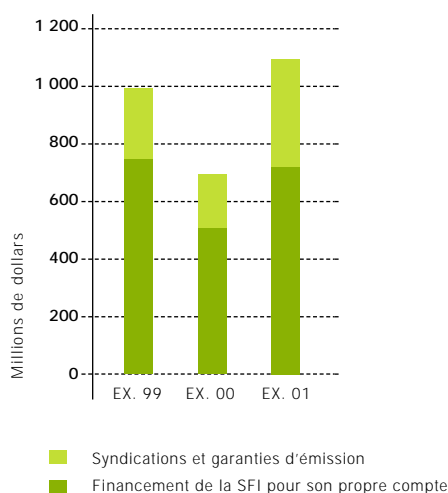
ENGAGEMENTS

Europe et Asie centrale



APPROBATIONS

Europe et Asie centrale



PROJETS ET PAYS

Europe et Asie centrale

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	46	44
Nombre de pays	19	21

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	47	58
Nombre de pays	19	23

réglementaire et elle les aide à renforcer leurs capacités et le mode de gestion de leurs entreprises. Face aux problèmes particulièrement difficiles que pose le développement du secteur privé en ex-Union soviétique, la SFI intervient par le biais du Partenariat pour l'entreprise privée, service d'assistance technique qu'elle a mis en place avec l'appui de bailleurs de fonds bilatéraux en mai 2000. Le personnel du Partenariat, qui a une vaste expérience en ce domaine, s'appuie sur les activités de services-conseils que mène depuis dix ans la SFI dans ces pays pour collaborer directement sur le terrain avec les entreprises et les administrations locales et, ce faisant, promouvoir l'investissement, appuyer la

croissance des petites et moyennes entreprises et améliorer le cadre des affaires dans la région.

La stratégie poursuivie par la SFI et par la Banque mondiale dans la région vise à mettre en place un cadre favorable aux entreprises et à promouvoir une croissance régulière impulsée par le secteur privé. La Société fournit un appui aux petites et moyennes entreprises avant et après avoir procédé à un investissement et a pour objectif de mettre en place de solides intermédiaires financiers. Durant l'exercice, elle a ouvert un centre régional à Istanbul dans le but de renforcer ses opérations en Europe du Sud et en Asie centrale.

A DROITE : En Bosnie, Nermin Hodzic répare un ordinateur pour Whitefield Computers, société de services informatiques appuyée par le SEED, où il est employé comme agent technique électronique.

MARK FALLANDER



En Bulgarie, une action judiciaire permet de relancer une entreprise laissée à l'abandon

De nombreuses entreprises privatisées d'Europe de l'Est n'ont pu survivre dans les conditions rigoureuses du marché. D'autres, par contre, ont réussi à s'adapter. En Bulgarie, une société a saisi une occasion de reprendre, à Sofia, une usine de traitement du cuivre au bord de la faillite pour procéder à une opération modèle d'expansion respectueuse de l'environnement. La SFI a été en mesure de l'aider.

Le projet envisagé permettra de faire de Sofia Med, qui a pratiquement cessé toute activité et dont les installations sont mal entretenues, une usine moderne et d'un bon rapport coût-efficacité, produisant 120 000 tonnes par an de cuivre et d'alliages cuivreux.

En 1997, Sofia Med a été constituée par la privatisation d'une société d'État. Son nouveau propriétaire n'a, toutefois, ni réinvesti ni réduit les coûts de production de l'usine et a accumulé des pertes. En 1999, il a cessé ses activités de production, et les créanciers ont commencé à se défaire de leurs sûretés. L'entreprise a été rachetée

par Halcor, qui a l'intention de reconstruire l'usine conformément à un plan qui aura un impact positif sur l'environnement, de nettoyer le site du projet, d'adopter des sources d'énergie d'un bon rendement et ne portant pas préjudice à l'environnement, et d'adopter de bonnes pratiques pour protéger la santé et assurer la sécurité des employés. La SFI fera bénéficier Sofia Med de sa participation et de ses connaissances techniques dans le cadre d'un programme d'investissement qui est conforme aux rigoureux critères établis sur la base des normes environnementales de la Banque mondiale, de l'Union européenne et de la Bulgarie.

Ce projet permettra de créer des emplois en Bulgarie, ce qui est d'autant plus important que le chômage est très élevé. Une fois que le projet sera achevé, l'usine devrait employer environ 500 personnes, contre 200 actuellement. Elle générera par ailleurs une demande de fournitures et de services qui, pour être satisfaite, nécessitera la création d'emplois supplémentaires.

EUROPE DU SUD ET ASIE CENTRALE

Europe du Sud

Plusieurs initiatives ciblées sur les petites et moyennes entreprises ont été lancées en Europe du Sud. En Moldova et en Roumanie, la SFI a aidé des petites banques régionales à renforcer leurs capacités grâce à un financement de 1,1 million de dollars fourni par le gouvernement néerlandais à des fins d'assistance technique. Elle a monté des opérations de garantie partielle pour appuyer les activités de prêt aux petites entreprises d'une banque albanaise. En Bulgarie, la Société a participé avec une grande banque européenne à l'opération de privatisation de la principale banque du pays, Bulbank, qui devrait avoir pour effet de stimuler le financement des entreprises. En Macédoine, elle a ouvert une ligne de crédit en faveur d'une banque locale pour réduire la pénurie de financements à laquelle se heurtent les entreprises de moindre importance.

En Moldova et au Kosovo, la Société a fourni son appui à des projets de microfinancement dans le cadre des opérations qu'elle consacre déjà à ce secteur. Le Service de promotion et de développement de l'entreprise en Europe du Sud-Est fournit des services de conseil aux petites et moyennes entreprises qui sont ses clientes.

La SFI a fourni des financements à long terme aux entreprises manufacturières qui, pour la plupart, appartenaient autrefois à l'État, afin de les aider à devenir plus compétitives, améliorer leur mode de gestion et renforcer leurs normes environnementales et sociales. Elle a investi dans une des grandes sociétés pharmaceutiques régionales installée en Croatie dans le but d'appuyer son développement stratégique, l'expansion à plus long terme de ses activités de fabrication de médicaments génériques et de produits pharmaceutiques en vente libre, et ses travaux de recherche (voir l'encadré, p. 52).

En Bulgarie, la SFI a investi dans une fabrique de composantes de haute technicité et, ce faisant, a contribué à

relancer cette industrie dans une région où le taux de chômage était élevé ; elle a financé une usine de traitement du cuivre qui a pu, de ce fait, adopter les procédés techniques les plus perfectionnés d'Europe (voir l'encadré, p. 50); elle a aussi investi dans ce qui est devenu l'une des fabriques de panneaux de fibres orientées les plus modernes d'Europe qui produit des substituts aux panneaux de bois et de particules. En Roumanie, son financement d'une fabrique de câbles permet au pays de produire des articles essentiels au développement et à l'expansion des infrastructures.

En Albanie, la SFI a fourni un appui à la réhabilitation et à l'amélioration de l'impact environnemental de la seule cimenterie en exploitation dans le pays. Elle a continué à mobiliser des capitaux en Turquie alors que le marché traversait une phase difficile, pour aider un grand fabricant d'appareils ménagers à mettre en œuvre son programme d'investissement. En Roumanie, elle a contribué à éliminer un goulet d'étranglement au niveau des infrastructures en montant une transaction pour financer Mobil Rom, qui fournit des services de télécommunications mobiles d'un coût abordable.

Asie centrale

Les pays d'Asie centrale n'ont pas encore mis en place les institutions du marché libre qui permettront de développer les petites entreprises et d'attirer des investissements directs étrangers. Les conditions peu propices aux affaires, le manque d'expérience des dirigeants, les rivalités qui existent au sein de la région et l'éloignement des grands marchés

A DROITE : Validjon Khamraev (à gauche), avec son chef, Rakham Khamraev, est styliste chez FAYZ. La SFI a financé cette fabrique de meubles ouzbèke.





CI-DESSUS : La SFI finance des rénovations, comme celle-ci en Géorgie, en fournissant des lignes de crédit ou des prêts en faveur des petites entreprises.

d'exportation sont autant de facteurs qui font obstacle à une croissance impulsée par le secteur privé.

La SFI a fourni un appui à l'industrie textile en Ouzbékistan et, conjointement au Gouvernement suisse, a accordé une assistance au secteur du tourisme en République kirghize et à celui de la transformation des produits agricoles au Tadjikistan. La Société a mis en place un programme régional pour aider les emprunteurs à mettre au point des systèmes informatiques de gestion et de comptabilité. Elle a engagé des fonds au profit de petites banques régionales au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kazakhstan, qui ont par ailleurs bénéficié d'une assistance technique d'un montant d'un million de dollars financée par le Japon, les Pays-Bas et la Suisse.

Le Partenariat pour l'entreprise privée, avec l'appui du Gouvernement suisse, a entrepris de fournir une assistance technique directe aux entreprises et aux administrations locales en Azerbaïdjan, en République kirghize, au Tadjikistan, au Turkménistan, et en Ouzbékistan. La SFI a approuvé un projet donnant lieu à la fourniture d'une assistance technique et financière, qui

permettra de mettre en place une initiative axée sur la promotion du civisme des entreprises dans le but d'encourager les petites et moyennes entreprises d'une région sous-développée du Kazakhstan.

Pour pouvoir assurer d'autres types de financements et d'assistance au développement des entreprises, la SFI a investi 2,5 millions de dollars dans un fonds de placement de 15 millions de dollars constitué en co-entreprise, Central Asian Early Stage Investment Fund, et a signé un accord de financement d'une société de crédit-bail en Ouzbékistan. La SFI a pu fournir une assistance technique grâce aux ressources de fonds fiduciaires pour faciliter la mise en place du cadre réglementaire des opérations de microfinancement et de crédit-bail en République kirghize, au Tadjikistan et au Turkménistan et du cadre des assurances privées et du crédit-logement au Kazakhstan. La Société a mis au point un mécanisme permettant, sur le modèle du secteur privé, d'offrir des services de consultation d'entreprise et d'audit aux petits entrepreneurs locaux et aux investisseurs étrangers au Tadjikistan (voir l'encadré, p. 49).

Faire perdurer le succès en Croatie

Bien qu'ils aient obtenu de bons résultats à ce jour, les pays d'Europe du Sud-Est n'ont pas encore surmonté tous les obstacles à la croissance. Par exemple, les compagnies pharmaceutiques n'ont pas accès aux capitaux à long terme dont elles auraient besoin pour financer de nouveaux efforts de recherche, de sorte que les scientifiques de la région s'expatrient pour trouver un emploi.

Cette année, la SFI a procédé à des engagements sous forme de prêts et de prises de participation pour son propre compte, et a mobilisé des fonds par le biais d'une syndication de prêts dans le but d'améliorer les perspectives d'avenir de Pliva. Cette société croate, qui est la plus grande compagnie pharmaceutique d'Europe centrale et du Sud, est la seule de la région qui ait, grâce à ses propres travaux de recherche, produit un médicament extrêmement demandé. L'azithromycine, qui est un antibiotique à faible dosage, connaît un grand succès sur les marchés internationaux et est le moteur de la croissance de Pliva depuis une dizaine d'années.

Pliva a installé son siège à Zagreb et ses principales usines de production en Croatie. La compagnie fabrique également certains produits en Pologne et en République tchèque.

Malgré ses impressionnants résultats financiers et la place qu'elle occupe en Croatie, Pliva a du mal à obtenir des volumes de financement suffisant à long terme en raison de l'évaluation par les investisseurs potentiels du risque-pays et du risque macroéconomique, notamment depuis les crises qui ont secoué la Russie et le Kosovo. La compagnie a pu lever des financements à moyen terme d'un prix raisonnable mais n'a pas réussi à obtenir des financements assortis d'une échéance ultérieure à 2005, c'est-à-dire l'année durant laquelle le brevet de l'azithromycine arrivera à expiration.

Le financement consenti par la SFI appuiera la stratégie de Pliva qui consiste à exploiter ses compétences actuelles en recherche-développement pour privilégier des travaux de recherche axés sur la découverte d'un nouveau médicament qui pourra succéder à l'azithromycine, et mettre au point des médicaments génériques. La compagnie a pour objectif à long terme de fabriquer des médicaments génériques, des produits sous licence et de nouveaux composés commercialisables. La participation de la SFI a permis d'intéresser des prêteurs commerciaux étrangers, qui ont participé au prêt syndiqué de 12,5 millions de dollars monté par la Société.

EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

La SFI a entrepris de modifier sa stratégie pour la région à l'approche de l'accèsion de nombreux pays d'Europe centrale à l'Union européenne. Elle a déjà commencé à se retirer des opérations qu'elle poursuivait dans des secteurs et des branches d'activité que le secteur privé peut désormais prendre en charge. Elle recentre donc son action sur des secteurs névralgiques au plan social et environnemental et joue un rôle de catalyseur en attirant des investisseurs directs étrangers et des sources de financement privées dans la région. Par exemple, durant l'exercice 01, la Banque et la SFI ont, dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial, mené des travaux sur les rendements énergétiques en Hongrie, qui ont débouché sur un programme de cofinancement de projets de conversion d'énergie réalisés par de petites entreprises.

La SFI a également constitué un fonds pour les petites et moyennes entreprises des pays de la Baltique. Durant l'exercice, elle a lancé des projets novateurs pour s'attaquer aux problèmes des prêts improductifs et des privatisations bancaires complexes. Elle aide, par ailleurs, de nombreuses sociétés d'Europe centrale à établir des relations commerciales et financières et à procéder à des investissements directs en Europe de l'Est. La demande des services de la SFI s'est accrue sous l'effet de la reprise économique de l'Europe de l'Est et des réformes engagées.

La SFI a réalisé de sensibles progrès dans des domaines pionniers et a regroupé ses programmes d'assistance technique. Elle a pu utiliser son expérience croissante des marchés et de ses interlocuteurs pour monter des financements novateurs qui ont permis d'intéresser des investisseurs étrangers à des opérations dans des pays difficiles et d'intégrer le financement des petites et moyennes entreprises à la fourniture d'une assistance technique aux institutions financières. La Société a fourni son appui à des services financiers de base et à des projets qui ont pour effet de raffermir la confiance dans le système bancaire et le secteur du crédit-bail, et aussi de renforcer les aspects institutionnels des banques locales et des sociétés de crédit-bail de deuxième rang.

La SFI aide aussi des sociétés à attirer des technologies et des investissements étrangers. En Europe de l'Est, elle a choisi avec soin des partenaires désireux d'améliorer la transparence et le mode de gestion de l'entreprise. Elle s'efforce également d'établir un cadre plus porteur pour les petites et moyennes entreprises.

Cette année, la SFI a attiré des investisseurs étrangers dans des pays dans lesquels les conditions ne sont guère favorables à l'investissement, dans bien des cas en ayant recours à l'assistance technique pour faciliter certains projets d'investissement. Par exemple, en Russie, ses administrateurs l'ont autorisé à financer la brasserie Bravo, Ford Motor Company, la mine d'or Julietta et un fabricant de bouteilles en verre, Ruscam.

La SFI a investi dans des services financiers de base pour renforcer la confiance dans le système bancaire : elle a ainsi financé une banque russe de deuxième rang et réalisé un investissement pour faciliter la cession de certaines créances douteuses par Konsolidacni Banka, en République tchèque, et Slovenska Konsolidacna en Slovaquie. Dans ce même pays, elle a fourni son appui à Vseobecna Uverova Banka durant l'opération complexe qu'a été sa privatisation. Toutes ces transactions ont été replacées dans le cadre des programmes d'assistance formulés par la Banque mondiale pour ces pays.

Le Partenariat pour l'entreprise privée, au titre duquel les bailleurs de fonds ont engagé 15 millions de dollars la première année, a lancé des initiatives dans le but de développer le secteur financier, d'améliorer le mode de gestion des sociétés, et d'établir des relations entre les entreprises locales et les investissements directs étrangers dans l'agroindustrie, les industries extractives, la production forestière et l'industrie manufacturière en général. Grâce à l'appui du Gouvernement finlandais, le Partenariat a monté un projet pour promouvoir des pratiques de foresterie durables en Russie (voir l'encadré, à droite). La SFI a, par ailleurs, fourni des conseils aux gouvernements sur la manière de renforcer le cadre de l'investissement et d'attirer des investissements étrangers (Arménie, Lettonie, Russie et Slovaquie).

Le Service de conseil au secteur privé a convenu avec le Gouvernement géorgien de fournir à ce dernier des conseils stratégiques sur la privatisation du secteur de l'électricité (y compris le réseau de transport et de distribution en dehors de Tbilissi, ainsi qu'un projet d'hydroélectricité). Il prévoit également de collaborer avec la municipalité de Cracovie à la privatisation des services d'approvisionnement en eau, de transports urbains et de gestion des déchets solides.

À DROITE : Le grand magasin moscovite GUM collabore avec la SFI pour améliorer son mode de gestion d'entreprise.

Viabiliser les entreprises forestières en Russie

Avec l'appui du Gouvernement finlandais, le Partenariat pour l'entreprise privée a lancé un projet pour faire adopter des pratiques de gestion forestière durable et promouvoir l'investissement direct étranger dans des entreprises de production forestière viables dans le nord-ouest de la Russie.

En se fondant sur les travaux réalisés sur une période de 12 mois en collaboration avec des entreprises forestières russes, le Partenariat aidera les compagnies finlandaises retenues à sélectionner les aires forestières et à préparer des investissements dans des opérations de coupe et de traitement du bois en Russie. Cette initiative permettra également de créer une base d'informations auxquelles pourront avoir recours d'autres investisseurs potentiels et les responsables de l'action publique dans le secteur forestier russe.

Le Partenariat collabore étroitement avec la Banque mondiale dans le cadre du projet pilote de foresterie durable et du mécanisme de garantie partielle des risques pour le secteur du charbon et les activités de foresterie. Il collaborera également avec la Banque mondiale en vue d'améliorer les politiques qui régissent la mise en valeur du secteur forestier, en se basant sur l'expérience qu'il a acquise dans le cadre d'opérations menées avec des entreprises et sa connaissance directe des obstacles au développement de l'entreprise en Russie.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Financer un développement plurisectoriel

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes poursuivent de manière généralisée un processus de réforme économique et de libéralisation des marchés. Ils résistent mieux, dans ces conditions, aux importants chocs extérieurs. Cette solidité est imputable aux entreprises privées qui, grâce aux réformes, ont une plus grande capacité d'adaptation et favorisent les augmentations de l'efficacité des services d'infrastructures et de la productivité essentielles à un développement durable.

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(USD millions)

Antigua-et-Barbuda	Haïti
Argentine	Honduras
Bahamas	Jamaïque
Barbade	Mexique
Belize	Nicaragua
Bolivie	Panama
Brésil	Paraguay
Chili	Pérou
Colombie	République dominicaine
Costa Rica	Saint-Kitts-et-Nevis
Dominique	Sainte-Lucie
El Salvador	Trinité-et-Tobago
Équateur	Uruguay
Grenade	Venezuela, République bolivarienne du
Guatemala	
Guyana	

	EX.00‡	EX.01
Financements engagés pour le compte de la SFI	1 041	705
Prêts	729	553
Participations et quasi-participations*	309	151
Garanties de prêts et gestion des risques	3	1
Syndications de prêts	973	312
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	2 014	1 017
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	5 159	5 204
Prêts	3 932	4 050
Participations	1 107	1 122
Garanties de prêts et gestion des risques	120	32
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	3 793	3 270
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	8 952	8 474
Financements approuvés pour le compte de la SFI	1 171	1 047
Prêts**	931	806
Participations et quasi-participations*	240	241
Syndications de prêts et garanties d'émissions	1 553	437
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	2 724	1 484

*Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation

**Y compris les garanties de prêts et la gestion des risques

‡Les chiffres révisés pour l'exercice 00 indiquent les engagements au titre des garanties et des instruments de gestion des risques.

RICARDO FIGUEROA



À DROITE : La SFI fournit un appui à des projets d'infrastructure pour améliorer les services dans toute l'Amérique latine.

Toutefois, la croissance économique et la stabilité ne sont pas encore devenues la norme. Les résultats économiques ont été variables durant l'exercice mais, à la fin de celui-ci, la région semblait menacée par de médiocres résultats au plan de la croissance. Au Mexique et au Brésil, par exemple, l'optimisme engendré par une vigoureuse croissance a été tempéré par la possibilité d'un ralentissement économique aux États-Unis. Dans le même temps, les problèmes sociaux et politiques observés dans les pays andins ont compromis la possibilité d'une rapide sortie de la récession. L'économie argentine a continué de stagner, par suite des incertitudes engendrées par les finances publiques et de l'érosion de la confiance des investisseurs.

La persistance de revirements économiques a affaibli le cadre de la politique générale. Il est prouvé qu'une croissance économique rapide et soutenue permet d'améliorer les conditions de vie des pauvres. Toutefois, dans les circonstances actuelles, la réforme ne se traduit pas rapidement par la hausse des niveaux de vie attendue pour toutes les couches de la société. Le consensus politique en faveur de la libéralisation s'en est donc trouvé compromis.

Cet état de fait est essentiellement imputable à l'inégalité de la répartition des flux de capitaux. Seules quelques grandes sociétés d'Amérique latine et des Caraïbes peuvent prétendre à obtenir des financements privés étrangers. Les entreprises de taille moyenne ou plus petites n'ont aucune source intérieure équivalente à laquelle elles pourraient s'adresser pour obtenir des capitaux à long terme dans le but de financer l'expansion de leurs activités. Cette carence fait obstacle à un développement généralisé du secteur privé et limite les possibilités d'emploi d'une grande partie de la population.

Pour ces diverses raisons, la demande de financement de la SFI est soutenue. Elle dépasse même largement ses ressources financières, de sorte que la Société doit cibler son action sur les domaines dans lesquels ses activités peuvent améliorer les perspectives d'une croissance équitable et contribuer à la fourniture de services de base, ou sur certains secteurs que les prêteurs privés jugent trop risqués.

La stratégie et les financements de la SFI

Le volume des nouveaux engagements de la SFI au titre d'investissements en

Au Mexique, les conditions des crédits hypothécaires s'amélioreront aussi bien pour les emprunteurs que pour les prêteurs

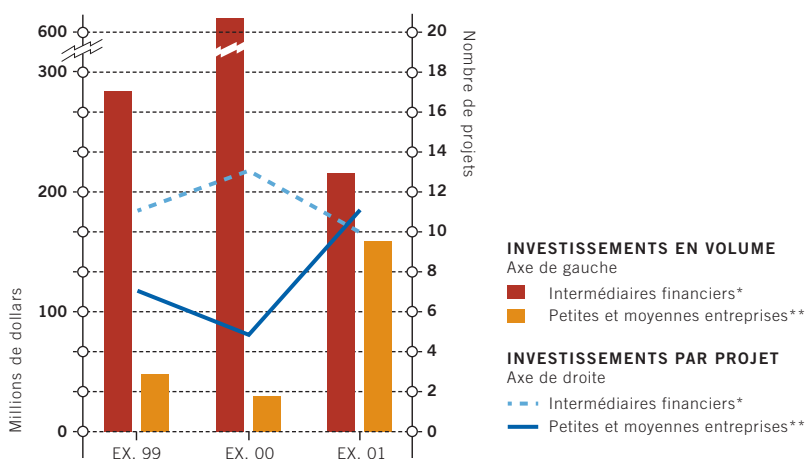
Le produit d'une émission obligataire appuyée par la SFI au Mexique servira à financer des crédits hypothécaires en faveur des ménages de la classe moyenne. Cet investissement renforce le marché de l'immobilier tout en permettant à la SFI de contribuer largement au développement des marchés financiers intérieurs.

Un marché des titres garantis par des créances hypothécaires permettrait d'accroître les volumes de financement du logement en transférant les risques aux acquéreurs des obligations, et fournirait de nouvelles possibilités de financement aux sources de prêts hypothécaires. Pour promouvoir ce marché, la SFI a pris une participation au capital de Hipotecaria Su Casita, qui est, en importance, le deuxième organisme de crédit hypothécaire du Mexique.

La SFI a pris une participation de 100 millions de pesos (environ 11 millions de dollars) au capital de Su Casita en acquérant 14,4 % des actions ordinaires. Elle a aussi investi dans la première grande émission obligataire garantie par des créances hypothécaires de cet organisme. Pour obtenir une notation AA, qui répondrait aux critères établis pour les investissements des sociétés de pension et d'assurance mexicaines, Su Casita doit pouvoir financer un volume de crédits hypothécaires supérieur de 40 % au volume des fonds qu'elle reçoit. L'acquisition par la SFI des obligations hypothécaires de Su Casita fournira une part importante du surantissement requis.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER ET DANS LES PME

Amérique latine et Caraïbes, Engagements



Les investissements comprennent les garanties et les instruments de gestion des risques

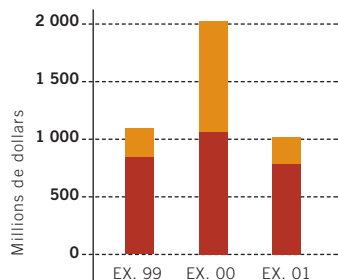
*Y compris les placements dans des sociétés financières, des compagnies d'assurances et les instruments de placement collectifs.

**Y compris l'aide à l'investissement des micro, petites et moyennes entreprises. Les investissements concernent toutes les branches d'activité, y compris le secteur financier.



ENGAGEMENTS

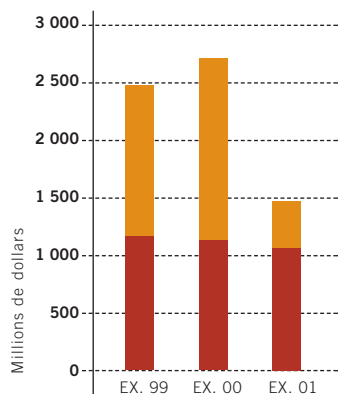
Amérique latine et Caraïbes



■ Syndications et garanties d'émission
■ Financement de la SFI pour son propre compte

APPROBATIONS

Amérique latine et Caraïbes



■ Syndications et garanties d'émission
■ Financement de la SFI pour son propre compte

PROJETS ET PAYS

Amérique latine et Caraïbes

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	57	43
Nombre de pays	17	12

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	58	54
Nombre de pays	15	14

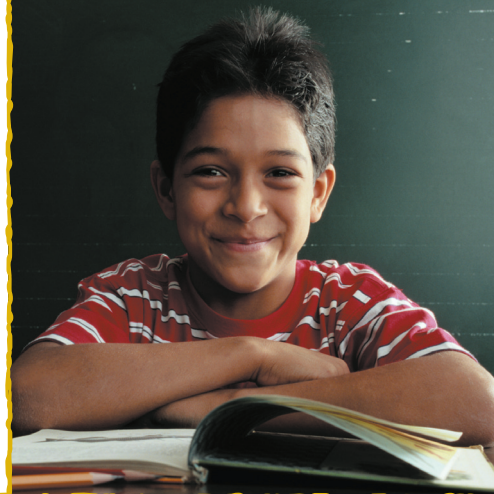
Amérique latine a diminué par rapport à l'exercice précédent parce que la Société a fait preuve d'une très grande sélectivité. Ses services continuent toutefois de faire l'objet d'une demande soutenue en raison des conditions économiques qui règnent dans les pays de la région. Le montant des financements engagés durant l'exercice s'est établi à 1,02 milliard de dollars au titre de 43 projets. La SFI souhaite montrer les importants avantages que procurent les investissements du secteur privé dans l'ensemble de la région. Pour ce faire, elle a entrepris de financer des domaines dans le cadre desquels la participation du secteur privé peut avoir un impact notable sur les conditions de vie, comme le crédit hypothécaire, la santé, l'éducation, et les infrastructures y

compris l'électricité, les transports, l'eau et l'assainissement. La Société permet aussi à toute la gamme des entreprises locales, y compris les petites et moyennes entreprises, d'avoir accès à des capitaux en développant le secteur financier. Enfin, elle fournit son appui à des entreprises qui ont un impact important sur la croissance et l'emploi.

Opérations dans des domaines pionniers

La SFI oriente ses activités sur des projets montrant comment la participation du secteur privé peut améliorer les conditions de vie dans des domaines tels que la santé et l'éducation, qui relèvent

CI-DESSOUS : La SFI a contribué au financement de l'Orient Express Hotel dans le cadre d'un projet mené pour protéger le patrimoine culturel du Pérou.



NICK FLANDERS



CI-DESSUS : La SFI accorde une plus grande place aux projets d'éducation en Amérique latine.

généralement du secteur public. Durant l'exercice 01, la Société a accepté de financer Escol@24Horas, société d'enseignement virtuel novatrice qui fournira des cours basés sur l'internet et ouvrira de nouvelles perspectives éducatives aux étudiants brésiliens (voir l'encadré, p. 58). En Argentine, la SFI a entrepris de démontrer la viabilité financière des investissements consacrés à l'enseignement tertiaire en accordant deux prêts à des universités qui en utiliseront le produit pour développer les services aux étudiants et les travaux de recherche. La Société s'est engagée à effectuer des investissements dans des projets d'éducation au Mexique, au Pérou et en Uruguay. Elle a par ailleurs financé des projets dans le domaine de la santé au Brésil et au Mexique.

La SFI a favorisé la poursuite du développement du financement du logement en Argentine en prenant une participation dans une société de reprise d'hypothèque. Elle a contribué aux progrès accomplis en vue de la mise en place de sociétés de crédit-logement en Colombie tandis que, au Mexique et au Pérou, elle a signé — ou est sur le point de le faire — des accords devant déboucher sur de nouvelles opportunités dans le domaine du logement et le développement de marchés des capitaux plus complexes (voir les encadrés, p. 55 et à droite).

La SFI poursuit les efforts engagés pour réduire le « Custo Brasil », c'est-à-dire le coût élevé des services d'infrastructures que les entreprises doivent assumer. Dans cette optique, elle a entrepris des projets avec deux sociétés brésiliennes pour améliorer les routes et les installations portuaires. Dans le cadre de l'une des premières opérations de privatisation réalisée au Costa Rica, la Société a investi dans l'entreprise qui a obtenu le marché de gestion des opérations d'Aeropuerto IJS au terme d'une procédure d'appel d'offres. Elle a également pu mobiliser des capitaux étrangers dans le cadre de son programme de prêts B pour les trois projets considérés.

Durant l'exercice 01, la SFI a également ouvert un bureau régional à Bogotá (Colombie) pour pouvoir mieux servir les pays andins.

Fourniture d'un appui au secteur financier et élargissement de l'accès aux capitaux

La SFI s'est engagée à promouvoir le développement du secteur financier intérieur des pays d'Amérique latine en aidant les institutions financières car, sinon, il ne sera pas possible d'accroître les possibilités de financement des entreprises de petite et moyenne taille, et encore moins de celles des entrepreneurs des régions les plus pauvres.

Des logements d'un coût plus abordable au Pérou

La SFI et Banco Sudamericano collaborent pour ramener le coût de l'achat d'un logement à un niveau plus abordable au Pérou.

L'approbation durant l'exercice d'une garantie partielle à hauteur de six millions de dollars accroîtra l'attrait que présente, pour les investisseurs institutionnels, l'émission d'obligations adossées à des créances hypothécaires d'un montant de 30 millions de dollars. La banque pourra de ce fait accorder des prêts à de nouveaux emprunteurs individuels, et les investisseurs profiteront du crédit de Sudamericano ainsi que d'un pool de prêts hypothécaires d'un montant déterminé.

La SFI a aussi collaboré avec Sudamericano et d'autres prêteurs à la normalisation des dossiers de prêt et des conditions de garantie dans le but de réduire les marges, d'abaisser le coût des crédits hypothécaires assumé par les propriétaires, d'accroître le volume des opérations et d'améliorer la qualité des créances pour les prêteurs. Des investissements relais sont consentis dans le but d'offrir de réels titres adossés à des créances hypothécaires hors bilan. Les opérations de Sudamericano et les transactions-relais donnent aux marchés financiers locaux la possibilité de financer des investissements et, partant, fournissent une nouvelle catégorie d'actifs aux investisseurs institutionnels qui n'ont qu'un accès limité à des instruments de qualité à revenu fixe et à long terme pouvant constituer des contreparties adaptées à leurs engagements.

La transaction réalisée avec Banco Sudamericano est un moyen pratique de contribuer au développement des marchés financiers qui commencent à se constituer au Pérou, tout en fournissant à la banque les capitaux à long terme dont elle a besoin pour accroître son portefeuille de créances hypothécaires. Les efforts de la SFI auront un impact positif de vaste portée et de longue durée car ils stimuleront la concurrence entre les fournisseurs de crédits hypothécaires péruviens et pourraient déboucher sur la création d'une société de reprise d'hypothèque. Cette dernière pourrait alors assurer l'offre d'hypothèques assorties de taux d'intérêt plus faibles et d'une échéance plus longue et, ce faisant contribuer à une sensible réduction du coût des logements.

CI-DESSOUS : La SFI s'efforce d'accroître la qualité et de réduire le coût des logements dans toute l'Amérique latine.



RICHARD LORD

En Argentine où, à l'exception des sociétés de premier rang, aucune entreprise n'a accès à des capitaux étrangers ou des crédits intérieurs à long terme, la SFI a ouvert une ligne de crédit en faveur de Nuevo Banco de Santa Fe, banque qui cible ses activités sur les entreprises moyennes installées en province. Le Brésil compte le plus grand nombre de petites et moyennes entreprises de la région, de sorte qu'il ne sera possible d'obtenir une répartition plus équitable du patrimoine que si ces entreprises peuvent se procurer des financements. À cette fin, la SFI a monté une opération de prêt en faveur de Banco BBA Creditanstalt, afin de fournir un



NICK FLANDERS

appui aux agroindustries et exportateurs brésiliens de taille moyenne.

Au Mexique, la SFI s'est employée à mettre en place une nouvelle entité financière, Financiera Compartamos, qui reprendra les opérations de microfinancement d'une organisation non gouvernementale par l'intermédiaire de succursales établies dans tout le Mexique (voir l'encadré, p. 59). La nouvelle entité donnera à ses clients pauvres des zones rurales la possibilité de développer leurs activités. Aux Caraïbes, la Société a engagé un financement en faveur du Caribbean Loan Facility dans le cadre d'une opération de délégation de crédit faisant intervenir la Bank of Nova Scotia

Au Brésil, la technologie permet d'élargir l'accès à l'éducation

La technologie peut ouvrir aux enfants de nouvelles perspectives éducatives. Un nouveau prestataire de services éducatifs basé à Rio de Janeiro, Escol@24Horas, trouve le moyen d'exploiter l'internet pour fournir ses services et est en train de créer de toutes pièces un nouveau marché au Brésil. La SFI lui fournit des capitaux et des conseils pour lui permettre d'atteindre un plus grand nombre d'élèves dans toutes les classes socioéconomiques.

Escol@24Horas offre des services de tutorat, des classes de jardin d'enfant à la fin de l'enseignement élémentaire, aux élèves des écoles brésiliennes qui sont ses clientes. Il assure ses services 24 heures sur 24, sept jours par semaine sur son site web (www.escola24h.br.com) et par le biais d'un programme basé sur le web qui facilite les échanges de courrier électronique. Les tuteurs répondent aux besoins des élèves en leur posant des questions et

en les aidant à formuler leurs réponses. Escol@24Horas offre aussi aux écoles qui sont ses clientes des outils novateurs pour les aider à créer leur propre site web. Il fournit ses services et des matériels didactiques aux parents et aux communautés scolaires.

La SFI accordera un appui financier à l'expansion de cette entreprise et lui fournira des conseils dans certains domaines éducatifs et sur certains aspects de la constitution d'un site web interactif. Elle identifiera les possibilités d'élargir l'accès à une éducation de qualité et d'établir des relations entre des partenaires éventuels dans le but d'ajouter de la valeur à l'entreprise et de toucher les segments de population défavorisés.

Grâce à la réputation de la SFI au Brésil, la nouvelle entreprise jouit d'une plus grande crédibilité auprès des conseils de l'éducation à l'échelon local, des États et national.



RICHARD LORD

(ScotiaBank). Le mécanisme utilise le vaste réseau de Scotiabank pour fournir ses services aux petites entreprises des Caraïbes.

Promouvoir une croissance durable et stimuler l'emploi

La SFI fournit un appui aux entreprises profitables et bien gérées qui contribuent dans une mesure cruciale à la croissance et à l'emploi.

La Société a accordé un financement à une cimenterie colombienne, Cementos del Caribe, pour lui permettre de poursuivre son nouveau programme d'investissement et d'expansion. Bien que les banques commerciales étrangères se soient retirées du marché à moyen et long terme colombien, la SFI a pu monter une syndication de 48 millions de dollars au titre de ce projet.

Dans le but d'aider une entreprise qui aura pour effet de réduire les prix à la consommation des produits de base, la SFI a engagé un financement en faveur d'une chaîne de magasins de grande surface mini-marges, PriceSmart, pour appuyer son expansion à la

Barbade, au Costa Rica, en République dominicaine, en El Salvador, au Honduras, au Guatemala, au Panama et à la Trinité.

La Société s'est aussi engagée à appuyer un projet de foresterie durable au Venezuela et a participé à un projet remarquable avec un organisateur de voyages dans le secteur de l'écotourisme au Pérou (voir p. 16).

La SFI a encouragé le secteur privé en Amérique latine à promouvoir un bon gouvernement d'entreprise. Elle a, avec l'OCDE et la Banque mondiale, organisé la première réunion de la Table ronde sur le gouvernement d'entreprise en Amérique latine et prépare un livre blanc pour promouvoir l'adoption de réformes déterminées dans toute la région. L'intérêt que porte la Société à cette question est lié à ses activités de financement. Dans plusieurs pays de la région, la SFI a étroitement collaboré à des investissements directs subordonnés à l'adoption par les entreprises concernées d'un meilleur gouvernement d'entreprise dans le but d'assurer la viabilité de leurs opérations.

Accorder des financements aux pauvres au Mexique

Au Mexique, l'Asociación Programa Compartamos aide des dizaines de milliers d'emprunteurs ruraux à gagner leur vie. Elle pourrait avoir un impact encore plus grand en tant qu'entité financière commerciale réglementée. La SFI collabore avec une nouvelle entité, Financiera Compartamos, pour dégager les ressources nécessaires aux opérations de microfinancement et, ce faisant, créer des opportunités pour un nombre encore plus grand de Mexicains.

Financiera Compartamos reprendra un portefeuille d'opérations de microfinancement de qualité dans le but d'offrir ses services à plus de 50 000 emprunteurs ruraux, pour la plupart des femmes, par le système des caisses de crédit villageoises. Le nombre d'emprunteurs urbains s'accroît. Le montant moyen des prêts qui constituent son portefeuille est de 140 dollars, et sa clientèle vient des segments les plus pauvres de la population.

L'investissement de la SFI appuiera la transformation d'une organisation non gouvernementale en une entité à but lucratif réglementée. Il apportera près de deux millions de dollars qui serviront à financer l'acquisition du portefeuille. La contribution de la Société à l'opération améliore nettement les perspectives d'avenir de la nouvelle institution financière. La prise de participation au capital, les conventions de prêt et une déclaration de principe parrainée par la SFI aura pour effet de renforcer la discipline financière de Financiera Compartamos et, partant, facilitera son accès aux marchés des capitaux. La Société aidera en outre l'institution à obtenir une revalorisation de ses créances, si nécessaire, à accroître sa crédibilité auprès des pouvoirs publics, des organes réglementaires, des banques commerciales et des agences de notation du crédit, et à l'exposer à des méthodes de gestion respectueuses de l'environnement.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Ouvrir la voie au secteur privé

Durant l'exercice écoulé, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont été un terrain fertile pour les activités de la SFI qui s'efforce de promouvoir une plus large participation du secteur privé, en particulier dans le secteur de l'infrastructure et sur les marchés des capitaux.

Afghanistan
Algérie
Arabie saoudite
Bahreïn
Cisjordanie et Gaza
Égypte, République arabe d'
Émirats arabes unis
Irak
Iran, République islamique d'
Jordanie
Koweït
Liban
Libye
Maroc
Oman
République arabe syrienne
Tunisie
Yémen, République du

FINANCEMENT DES PROJETS ET PORTEFEUILLE

(USD millions)

	EX.00‡	EX.01
Financements engagés pour le compte de la SFI	66	341
Prêts	49	217
Participations et quasi-participations*	17	31
Garanties de prêts et gestion des risques	0	93
Syndications de prêts	40	615
TOTAL, ENGAGEMENTS SIGNÉS	106	956
Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI	802	842
Prêts	470	542
Participations	212	205
Garanties de prêts et gestion des risques	120	95
Portefeuille d'engagements détenus pour des tiers (participations à des prêts)	195	734
TOTAL, PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	997	1 576
Financements approuvés pour le compte de la SFI	83	327
Prêts**	56	297
Participations et quasi-participations*	27	31
Syndications de prêts et garanties d'émissions	2	634
TOTAL, FINANCEMENTS APPROUVÉS	85	961

*Y compris les prêts et les investissements sous forme de prises de participation et de quasi-participation

**Y compris les garanties de prêts et la gestion des risques

‡Les chiffres révisés pour l'exercice 00 indiquent les engagements au titre des garanties et des instruments de gestion des risques.

Plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont déjà commencé à accepter une certaine participation du secteur privé à l'activité économique, mais bien des progrès restent à accomplir. D'autres lancent seulement maintenant le processus de libéralisation de leur économie. La SFI et la Banque mondiale comptent jouer un rôle important à l'appui du développement du secteur privé dans la région.

Les conditions politiques et économiques diffèrent très nettement d'un pays à un autre, et ont un impact sur le type et la portée des activités d'investissement de la SFI. Les pays qui ont décidé de libéraliser dans une plus large mesure leur économie récoltent à présent les fruits de leur décision. Certains pays de la région ont de nouvelles équipes au pouvoir, qui s'efforcent de promouvoir l'ouverture de l'économie nationale. Les possibilités d'investissement se raréfient dans d'autres, moins stables et en proie à des conflits, car les conditions en vigueur ont pour effet d'ébranler la confiance des investisseurs.

Une stratégie bien ciblée

Durant l'exercice écoulé, la SFI a adopté une nouvelle stratégie pour améliorer les résultats obtenus dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Le directeur de la région est basé au Caire et est donc plus près des clients de la Société. Les efforts déployés cette année ont porté essentiellement sur la reconstitution de la réserve de projets d'investissement qui peuvent avoir un plus grand impact à plus long terme. Cette stratégie commence à porter ses fruits puisque les volumes de financement augmentent dans la région.

Au cours de l'exercice 01, la SFI a engagé 956 millions de dollars au titre de 18 projets. Sur ce montant, la Société a financé 341 millions de dollars pour son propre compte et mobilisé 615 millions de dollars auprès des banques participant au programme de prêt B de l'institution. Le montant des syndications de prêts montées pour la région par la SFI a atteint un niveau record durant l'exercice par suite, essentiellement, de l'engagement de plusieurs gros investissements dans les infrastructures. Le montant total du portefeuille engagé dans la région est maintenant de 1,6 milliard de dollars.

Durant l'exercice écoulé, la SFI a investi dans un large éventail de secteurs, entrepris des opérations dans des pays où elle n'avait jusque-là poursuivi aucune activité, et innové d'autres manières encore. Conformément aux priorités stratégiques établies pour la

Les Marocains peuvent téléphoner plus facilement et à moindre coût

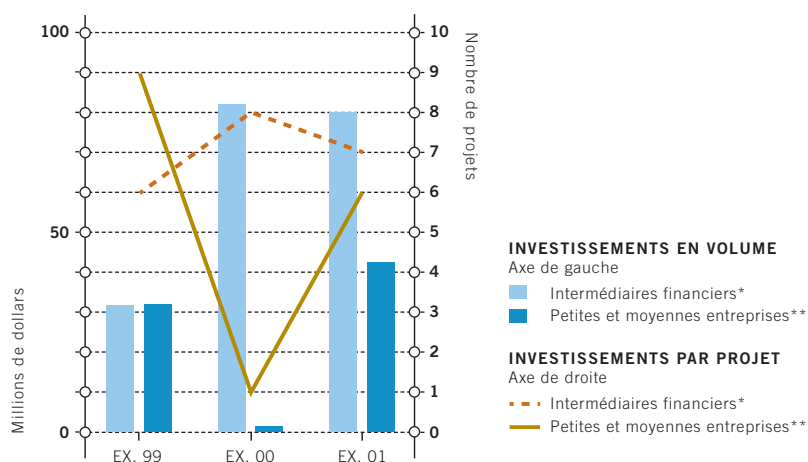
La concurrence exercée par le secteur privé incite les compagnies téléphoniques à fournir leurs services à meilleur prix à un plus grand nombre d'abonnés. Toutefois, la construction d'un réseau exige des investissements considérables qu'il n'est pas toujours facile de financer sur les marchés émergents.

Lorsque Medi Telecom a obtenu, au terme d'une procédure d'appel d'offres, le marché de la construction et de l'exploitation du deuxième réseau de téléphonie cellulaire couvrant l'ensemble du Maroc, la SFI a contribué à assurer la viabilité de ce projet de 1,6 milliard de dollars. La Société a pu obtenir d'autres prêteurs un financement de 900 millions de dollars grâce à l'expérience qu'elle a acquise dans le cadre du montage d'opérations de télécommunications sur des marchés similaires, et mobiliser 310 millions de dollars sur les marchés des capitaux internationaux. Ces montants, conjugués à ceux qui ont été engagés par la Société pour son propre compte, représentent l'un des plus importants financements réalisés en Afrique du Nord à ce jour au titre d'un projet qui s'est vu décerner, de ce fait, le titre de Projet de télécommunications de l'année par le magazine *Global Finance*.

La première phase du projet a été exécutée en seulement huit mois, et la compagnie a commencé à commercialiser ses services en 2000. Conformément aux termes de l'accord d'exploitation, le réseau de Meditel doit pouvoir couvrir 95 % de la population à l'issue de la période de cinq ans commençant à la date dudit accord. Grâce à la concurrence qui s'exerce désormais sur le marché, les tarifs ont sensiblement baissé au Maroc, et le nombre d'utilisateurs de téléphones cellulaires est passé de 280 000 à la fin de 1999 à plus de 2 millions à la fin de 2000.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FINANCIER ET DANS LES PME

Moyen-Orient et Afrique du Nord, Engagements



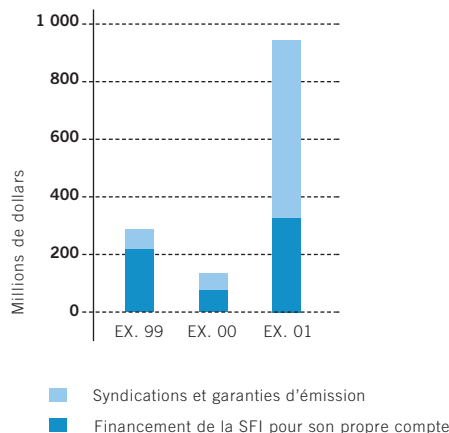
Les investissements comprennent les garanties et les instruments de gestion des risques.

*Y compris les placements dans des sociétés financières, des compagnies d'assurances et les instruments de placement collectifs.

**Y compris l'aide à l'investissement des micro, petites et moyennes entreprises. Les investissements concernent toutes les branches d'activité, y compris le secteur financier.

ENGAGEMENTS

Moyen-Orient et Afrique du Nord



PROJETS ET PAYS

Moyen-Orient et Afrique du Nord

ENGAGEMENTS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	12	18
Nombre de pays	8	7

APPROBATIONS	EX. 00	EX. 01
Nombre de projets	16	15
Nombre de pays	10	6

région, la Société a participé à de grands projets d'infrastructures, investi dans des petites sociétés de technologies de l'information, procédé à d'importants placements sur les marchés financiers et réalisé des opérations de renforcement institutionnel dans le secteur financier.

Le développement des infrastructures

La SFI a engagé des fonds au titre de trois projets d'infrastructure. Ces projets étant très complexes, il a été fait appel à la Société dont l'expérience en matière de montage d'opérations de financement sur projets, les capacités de financement à long terme, et la réputation ont permis de mener ces opérations à leur terme.

En Égypte, la SFI a monté un financement de près de 400 millions de dollars pour le compte d'EDF Port Said East Power et d'EDF Suez Gulf Power (voir l'encadré, ci-dessous). Ces projets sont les deux premiers engagements de la Société au titre de la production d'électricité en Égypte, qui autorise depuis peu le secteur privé à investir dans ce domaine.

Au Maroc, la SFI a engagé un montant de 89 millions de dollars pour son propre compte et a opéré un montage financier de 310 millions de dollars pour le compte de Medi Telecom (voir l'encadré, p. 61). Les investissements de la SFI dans Meditel se sont inscrits dans le droit fil des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale puisque la Banque avait fourni au Maroc des conseils portant sur la libéralisation du secteur.

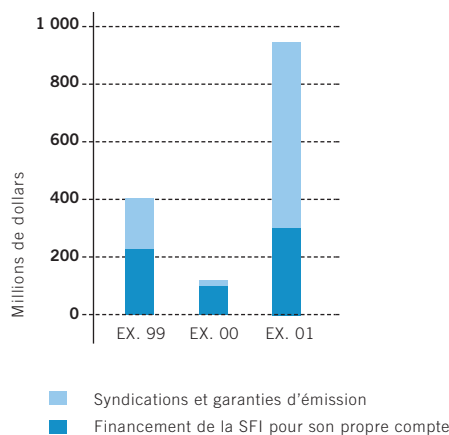
Le secteur financier et les entreprises de petite taille

La SFI s'est engagée à investir dans un large éventail de projets relatifs au secteur financier. En Algérie, elle a pris une participation de 300 000 dollars au capital d'une petite banque d'investissement, Algiers Investment Partnership, et en Égypte, elle a accepté de consentir un prêt de 30 millions de dollars à EFG Hermes. La Société a également engagé un montant de 34 millions de dollars dans le cadre d'un mécanisme de financement des échanges régionaux, MENA Forfaiting Facility, pour appuyer des opérations d'exportation en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie.

Les activités de la SFI dans le secteur financier font pendant aux efforts qu'elle déploie pour développer les petites et moyennes entreprises et réduire l'importance relative des financements directs qu'elle leur consent. Par exemple, la Société a signé l'accord de financement

APPROBATIONS

Moyen-Orient et Afrique du Nord



L'Égypte compte exploiter des sources d'énergie durables et peu coûteuses

Le Gouvernement égyptien est déterminé à améliorer l'alimentation du pays en électricité en faisant participer le secteur privé à cette opération qui, jusque-là, relevait exclusivement du secteur public. Pour faciliter le passage au nouveau système, la SFI a fourni son appui à des projets de production d'électricité à Port-Saïd et dans le golfe de Suez.

Les deux centrales au gaz naturel, qui comptent au nombre des premiers projets de construction-propriété-exploitation-transfert réalisés dans le pays, aideront l'Égypte à atteindre son objectif qui consiste à libéraliser différents types d'infrastructures, notamment les infrastructures électriques, et serviront de modèle aux futurs projets d'électricité réalisés par le secteur privé dans la région. Les projets en question, mis au point par Électricité de France Internationale, seront des sources durables d'électricité bon marché pour les consommateurs et les entreprises égyptiennes.

Conjointement, ils représentent le plus gros investissement privé dans le secteur de l'électricité égyptien et devraient avoir une capacité installée égale à 10 % de la capacité actuelle du pays. La participation de la SFI garantit que les deux projets seront conformes aux strictes normes environnementales imposées aussi bien par l'Égypte que par le Groupe de la Banque mondiale.

Le coût de construction des deux projets sera de 675 millions de dollars et des accords d'achat d'électricité couvrant une période de 20 ans seront conclus avec la compagnie d'électricité nationale. Étant donné l'ampleur du financement requis, la SFI a joué un rôle crucial en mobilisant les emprunts à long terme nécessaires à chacun des deux projets. La Société prévoit de financer pour son propre compte des prêts à hauteur de 90 millions de dollars assortis d'une échéance à 19 ans. Plus de 80 % du montant total des prêts syndiqués par la SFI, soient 305 millions de dollars, ont une échéance de 17 ans, la plus longue obtenue dans le cadre de son programme de syndication à ce jour.



À GAUCHE : L'appui de la SFI aux sociétés de crédit-bail aide les petites et moyennes entreprises à obtenir les capitaux nécessaires à l'achat de biens d'équipement.

de Saudi Orix Leasing Company durant l'exercice, qui devrait appuyer le développement des petites et moyennes entreprises en Arabie saoudite et contribuer au renforcement des capacités du secteur financier.

Dans d'autres pays de la région, la SFI déploie des efforts concertés axés sur le secteur du crédit-bail. Elle a engagé 10 millions de dollars en faveur de la Lebanese Leasing Company pour permettre aux petites et moyennes entreprises de financer leurs achats de machines et matériels par des méthodes autres que l'emprunt bancaire traditionnel.

La SFI poursuit son évaluation de l'assistance technique et des services de conseil pouvant être fournis dans le but d'appuyer les entreprises de taille réduite qui revêtent une importance cruciale pour le développement économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'apport d'un soutien à de nouveaux secteurs et branches d'activité

Les technologies de l'information revêtent une importance capitale pour le renforcement du secteur privé dans les pays en développement. Elles permettent d'accroître l'efficacité des opérations et de mieux intégrer les pays à l'économie

mondiale. L'Égypte, qui est dotée d'une solide infrastructure éducative, est particulièrement bien placée dans la région pour développer ce secteur. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie à l'appui des entreprises privées, la SFI a effectué un investissement dans IT Worx, grâce auquel cette société de conseil et de mise au point de logiciels pourra développer ses opérations, formuler une stratégie ambitieuse basée sur l'internet faisant intervenir, notamment, des pépinières d'entreprises virtuelles régionales, et soutenir la concurrence d'autres sociétés de services et d'ingénierie en informatique de marchés émergents tournés vers les marchés mondiaux.

Dans le secteur industriel, la SFI a signé un accord au titre d'une opération de financement d'une société syrienne spécialisée dans les technologies de l'irrigation, qui est la première société de ce pays incluse dans son portefeuille. En Jordanie, la Société a investi 8 millions de dollars dans une entreprise fabriquant et exportant des bagages et, ce faisant, a montré comment la présence de la SFI peut attirer des investisseurs étrangers. Dans ce cas, une entité parrainante chinoise souhaitant profiter des possibilités offertes par la zone d'investissement jordanienne et le nouvel accord de libre-échange avec les États-Unis (voir l'encadré, à droite) s'est associée à la SFI.

En lui fournissant une garantie, la SFI a aidé l'un de ses clients, Egyptian Cement Company, à substituer à son emprunt en devises de 30 millions de dollars un emprunt d'un montant équivalent en livres égyptiennes. Comme la quasi-totalité des recettes de la compagnie sont générées dans le pays, cette transaction devrait réduire les risques qu'elle est jugée présenter en diminuant le risque de change. Ce financement en monnaie nationale est le premier réalisé par la Société dans la région.

À GAUCHE : Durant l'exercice, la SFI a fourni un appui à deux des premiers projets énergétiques réalisés par le secteur privé en Égypte, notamment dans le golfe de Suez.

À DROITE : Une spécialiste de l'assurance de la qualité examine un logiciel à IT Worx, qui a bénéficié d'un investissement de la SFI durant l'exercice.

La Jordanie encourage la création d'emplois et l'amélioration des compétences

L'investissement de la SFI dans une fabrique de bagages est le premier effectué à l'appui de la politique adoptée par la Jordanie pour promouvoir les investissements dans les zones industrielles ayant des privilèges de zones franches pour les produits homologués (QIZ), qui ont été créés dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux avec les États-Unis, et pour favoriser leur expansion. L'appui de la SFI devrait jouer un rôle de catalyseur et permettre une sensible augmentation du nombre d'entreprises manufacturières employant une main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée, installées dans la QIZ d'Irbid et dans la QIZ jordanienne. L'opération, qui se chiffre à 15 millions de dollars, permettra à la Jordanie de devenir le centre des opérations mondiales de fabrication de bagages du Boscan Group, créera des milliers d'emplois et stimulera les entreprises d'exportation jordanienues. Boscan collabore avec les instituts universitaires du premier cycle à l'élaboration de programmes de formation pour constituer un réservoir de main-d'œuvre locale plus qualifiée.

Boscan produit des bagages de marque en matières souples pour le marché américain. Il a commencé ses opérations en Jordanie en 1998 et emploie plus de 3 000 personnes. Son expansion permettra de créer 2 300 nouveaux emplois, dont la moitié reviendront à des femmes, dans une région où le taux de chômage dépasse 20 %. Un groupe d'entrepreneurs chinois détient une participation majoritaire au capital de Boscan qui produit des bagages, des vêtements et des textiles à Dubaï, en Jordanie et en République populaire de Chine.



RÉSULTATS DE L'EXERCICE

TABLE DES MATIÈRES

Résultats financiers	65
Le portefeuille	69
Examen de l'évaluation des opérations	72
Projets engagés	73
Projets approuvés	90
Projets d'assistance technique et de services-conseils	97
Annexes	105



RÉSULTATS FINANCIERS

Le résultat d'exploitation de la SFI pour l'exercice 01 s'est élevé à 241 millions de dollars, soit un montant inférieur aux chiffres de 380 et 249 millions de dollars enregistrés respectivement pour l'exercice 00 et l'exercice 99 (le calcul du résultat d'exploitation ne prend pas en compte les effets de l'adoption des nouvelles normes comptables applicables aux produits dérivés et aux opérations de couverture pour l'exercice 01 ; lorsque ces effets sont pris en compte, le revenu net de l'exercice s'établit à 345 millions de dollars). La dégradation des résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice 01 s'explique par la poursuite de la détérioration des résultats du portefeuille et l'augmentation du niveau des provisions pour pertes par rapport à l'exercice précédent. L'impact de ces facteurs négatifs a toutefois été amenuisé par l'excellente performance des actifs liquides. Par suite de la diminution des revenus réalisés du portefeuille de participations et des intérêts recouvrés au titre des prêts, le rendement de l'actif net moyen est tombé de 6,9 % pour l'exercice 00 à 4,1 % pour l'exercice 01.

Le portefeuille de prêts a affiché une perte d'exploitation nette de 11 millions de dollars durant l'exercice 01 (déduction faite du coût des emprunts, des prêts improductifs, des provisions pour pertes spécifiques et des frais administratifs) contre un résultat d'exploitation net de 55 millions de dollars pour l'exercice 00. Les portefeuilles de participations et de quasi-participations, c'est-à-dire les portefeuilles financés sur l'actif net de la SFI, qui avaient produit un résultat net de 191 millions de dollars pour l'exercice 00, ont enregistré une perte nette d'exploitation de 10 millions de dollars pour l'exercice 01, par suite essentiellement de l'augmentation des provisions pour pertes constituées durant ce dernier exercice. Ces montants comprennent les plus-values réalisées sur les cessions de participations (91 millions de dollars pour l'exercice 01 contre 132 millions de dollars pour l'exercice 00) et les dividendes perçus (131 millions de dollars contre 130 millions). Le résultat d'exploitation de l'actif net investi et des opérations de trésorerie, qui s'est chiffré au total à 280 millions de dollars (contre 146 millions de dollars pour l'exercice précédent), déduction faite des frais administratifs, a contribué pour une large part au revenu net de la Société.

Les nouveaux investissements engagés par la SFI pour son propre compte se sont chiffrés à 2,7 milliards de dollars (y compris un montant de 0,5 milliard de dollars au titre des garanties signées), et les syndications approuvées à 1,3 milliard de dollars. Le montant total des décaissements au titre du portefeuille s'est établi à 10,9 milliards de dollars au 30 juin 2001, c'est-à-dire au même niveau qu'au 30 juin 2000. Durant l'exercice 01, les frais administratifs de la SFI ont augmenté parallèlement aux financements approuvés au titre du budget pour permettre à la Société de mieux remplir sa mission de développement sur les marchés des capitaux internationaux, où les risques associés aux placements restent importants. Le montant total des frais administratifs pour l'exercice 01 en pourcentage du montant moyen décaissé au titre du portefeuille de placements (soit 2,8 %), a augmenté par rapport aux 2,6 % enregistrés pour l'exercice précédent.

Les emprunts de la SFI ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt, le montant des nouveaux emprunts contractés sur les marchés internationaux atteignant 3,6 milliards de dollars durant l'exercice 01.

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SFI

Millions de dollars

	EX. 00	EX. 01
SERVICES AUX CLIENTS — RÉSULTAT D'EXPLOITATION	219	(56)
Prêts — résultat d'exploitation	55	(11)
Participations/quasi-participations — résultat d'exploitation	191	(10)
Assistance technique	(8)	(13)
Contributions au titre des installations	(7)	(16)
Commissions institutionnelles et autres	(12)	(6)
SERVICES DE TRÉSORERIE DE LA SFI — RÉSULTAT D'EXPLOITATION	161	297
Services de trésorerie de la SFI — liquidités	146	280
Opérations de trésorerie se rapportant à des prêts	15	17
RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE LA SFI	380	241

RÉSULTATS FINANCIERS DES PRINCIPAUX PRODUITS DE LA SFI

La valeur du portefeuille de prêts décaissé et en cours (abstraction faite des quasi-participations de type prêt) a diminué de 3 % pour retomber de 7,2 milliards de dollars pour l'exercice 00 à 7,0 milliards de dollars pour l'exercice 01. Le portefeuille de prêts de la SFI a affiché une perte nette de 11 millions de dollars durant l'exercice 01, alors qu'il avait dégagé un bénéfice net de 55 millions de dollars durant l'exercice précédent. Le taux de recouvrement des intérêts de la SFI au cours de l'exercice qui vient de s'écouler a diminué par rapport à l'exercice 00, les revenus des commissions relatives aux investissements ont baissé tandis que les frais associés aux provisions pour pertes ont augmenté. La perte nette subie au titre du portefeuille de prêts correspond à un rendement négatif du capital utilisé de 1,0 %, contre un rendement positif de 5,0 % durant l'exercice 00.

Le portefeuille de participations et de quasi-participations, qui est financé par l'actif net de la SFI a augmenté de 6 % durant l'exercice 01 pour atteindre 3,9 milliards de dollars. Ce porte-

feuille a affiché une perte d'exploitation nette de 10 millions de dollars durant l'exercice 01, alors qu'il avait dégagé un bénéfice d'exploitation de 191 millions de dollars pour l'exercice 00, essentiellement sous l'effet de l'augmentation des provisions pour pertes spécifiques (226 millions de dollars pour l'exercice 01 contre 62 millions pour l'exercice 00). Ce chiffre correspond à un rendement négatif du capital utilisé de 0,3 %, contre un rendement positif de 6,3 % durant l'exercice 00.

Les provisions pour pertes constituées pour l'exercice 01 se sont établies à 402 millions de dollars (y compris un montant de 13 millions de dollars au titre des garanties), soit un montant supérieur à celui de l'exercice 00 (215 millions de dollars). La dotation à la provision pour pertes sur prêts et sur participations en fin d'exercice est passée à 20,3 % du montant des prêts décaissés et en cours à la fin de l'exercice, contre 18,0 % pour l'exercice 00. La Société considère qu'il est prudent de constituer des provisions pour pertes de ce niveau au vu des conditions actuelles.

CAPITAL ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

L'actif net de la SFI recouvre les bénéfices non distribués et le capital libéré. Le capital libéré de la Société s'est chiffré à 2,4 milliards de dollars, soit le même montant que pour l'exercice 00 et le revenu net s'étant établi à 345 millions de dollars, les bénéfices non distribués ont atteint 3,7 milliards de dollars.

La période des paiements au titre des souscriptions à l'Augmentation générale et à l'Augmentation spéciale du capital a pris fin le 1^{er} août 1999, sauf pour les États membres pour lesquels un calendrier de paiement sur une période prolongée a été établi parce qu'ils se heurtaient à de graves difficultés économiques ; les États membres rentrant dans cette catégorie ont choisi de régler les montants dus au titre des souscriptions par tranches. La SFI compte 175 pays membres, soit un de plus que pour l'exercice 00.

Le montant total des paiements cumulatifs au titre de l'Augmentation générale du capital est de 958 millions de dollars. Au total, 5 millions de dollars doivent être payés le 1^{er} août 2001

au titre des souscriptions des pays se heurtant à de graves difficultés économiques. Au 30 juin 2001, le montant total des paiements cumulatifs au titre de l'Augmentation spéciale du capital était de 119 millions de dollars. Un montant de 9 millions de dollars reste impayé au titre des souscriptions et est exigible le 1^{er} août 2001.

Au 30 juin 2001, le ratio d'adéquation du capital de la SFI (c'est-à-dire le rapport entre, d'une part, le capital libéré, les bénéfices non distribués et les provisions générales ajustées et, d'autre part, les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan) s'établissait à 48 %. Ce chiffre est bien supérieur au niveau minimum de 30 % requis en application des normes de fonds propres approuvées par le Conseil d'administration en mai 1994. Le ratio d'endettement (c'est-à-dire le rapport entre l'encours des emprunts et des garanties et la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués) était de 2,6 à 1, soit bien en dessous du maximum autorisé par les Statuts de la Société (qui est de 4,0 à 1).

RÉSULTAT D'EXPLOITATION NET ET RENDEMENT DE L'ACTIF NET MOYEN



GESTION DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Durant l'exercice 01, la SFI a levé l'équivalent de 3,6 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux. Elle a également racheté et amorti un montant de 134 millions de dollars sur l'encours de sa dette dans le cadre de sa stratégie de renforcement de la liquidité de ses émissions obligataires.

La SFI a émis des titres dans quatre monnaies principales : le dollar des États-Unis, la livre sterling, le dollar de Hong Kong, et le yen japonais. Le plus gros emprunt de l'exercice a été effectué par le biais d'une émission obligataire planétaire d'un montant de 1 milliard de dollars.

La SFI a levé 48 % du montant total des emprunts qu'elle a contractés durant l'exercice 01 par le biais de son émission de

référence en dollar des États-Unis, 15 % sur le marché intérieur de la livre sterling, 7 % en dollars de Hong Kong et 30 % par le biais de transactions structurées de montants plus réduits et ciblées sur les institutions japonaises. Tous les emprunts ont été convertis en dollars des États-Unis à taux variable dans le cadre d'une opération de swap. La plupart des prêts accordés par la SFI sont libellés en dollars des États-Unis et assortis d'un taux variable. Ces swaps de monnaies et de taux d'intérêt, qui ont permis de ramener le coût des emprunts à un taux inférieur au LIBOR, et les revenus dégagés par le programme de rachat de dettes ont aussi largement contribué à maintenir le coût de financement de la SFI à un faible niveau et à préserver sa rentabilité pour l'exercice 01.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides a augmenté de 9 % durant l'exercice, pour passer de 12,2 à 13,3 milliards de dollars. La majorité des liquidités sont libellées en dollars des États-Unis, les faibles montants restants étant conservés en euros et en yen pour financer des décaissements opérationnels.

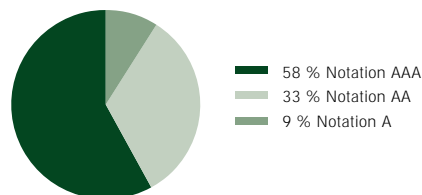
Les portefeuilles d'actifs liquides ont produit de bons résultats durant l'exercice 01. Le brusque ralentissement de l'économie américaine et l'assouplissement de la politique monétaire par la Federal Reserve Bank des États-Unis ont stimulé les marchés obligataires. La très forte reprise de ces marchés a essentiellement été favorable au portefeuille d'actifs se caractérisant par une durée plus longue — dont la valeur dépend le plus des mouvements des taux d'intérêt.

Après déduction des charges imputables, les portefeuilles d'actifs liquides ont dégagé un revenu net de 280 millions de dollars, soit 34 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les actifs adossés, 255 millions de dollars au titre des revenus totaux de l'actif net de trésorerie, moins 9 millions au titre des frais administratifs. Les chiffres correspondants pour l'exercice précédent étaient, pour le revenu net, de 146 millions de dollars, soit 27 millions de dollars au titre des marges bénéficiaires sur les actifs adossés, 128 millions de dollars au titre des revenus totaux de l'actif net de trésorerie, moins 9 millions au titre des frais administratifs.

Les liquidités de la SFI sont investies conformément aux directives et normes établies dans le cadre de l'Autorisation de placement conférée à la Société par son Conseil d'administration. Cette autorisation précise les instruments et les catégories d'entités admissibles. La SFI est autorisée à placer ses liquidités sous forme d'obligations émises par des États, des administrations publiques, des sociétés ou des banques commerciales ayant une bonne notation. Dans ce cadre, la direction de la SFI a formulé des directives prudentes pour la gestion des différents types de risques inévitablement associés à un important portefeuille d'obligations diversifiées, en mettant plus particulièrement l'accent sur le risque de marché (taux d'intérêt) et le risque de crédit.

Aux fins de la gestion du portefeuille et de l'établissement des rapports, les liquidités de la SFI sont réparties dans quatre portefeuilles distincts et investies dans le monde entier dans des actifs de la plus haute qualité telles que des obligations souveraines

ALLOCATION DES LIQUIDITÉS



et des obligations de sociétés ayant une notation AAA. Le portefeuille P0, créé en janvier 2001, a été conçu de manière à fonctionner comme un compte de caisse pour traiter toutes les opérations donnant lieu à des décaissements et des encaissements au titre de prêts et de participations et les transactions relatives aux emprunts, et pour financer la totalité des charges administratives de la Société. Le portefeuille P1 recouvre les actifs adossés, à savoir le produit des emprunts à taux variable de la SFI, que celle-ci place à des taux variables correspondants jusqu'au décaissement des prêts approuvés. La SFI s'efforce ainsi de réaliser un gain sur ce portefeuille sans guère courir de risque de marché. Au cours de l'exercice 01, elle a réalisé un profit de 38 points de base en moyenne, contre 39 points pour l'exercice 00. Durant l'exercice 01, la SFI a pris d'importantes mesures pour assurer la gestion de la liquidité de son portefeuille P1, à savoir : 1) l'adoption d'un nouveau repère de performance reproductible sur le marché monétaire (composé d'un portefeuille de dépôts assortis d'un taux égal au LIBID à six mois) ; 2) l'adoption de nouveaux instruments de gestion des risques quantitatifs pour évaluer et maîtriser le risque de marché et le risque de crédit ; et 3) la mise en place d'opérations de couverture de l'ensemble du portefeuille P1 revêtant la forme de swaps et de contrats à terme basés sur le LIBOR.

Le portefeuille P2 correspond principalement au capital libéré et aux bénéfices non distribués de la Société. Il est géré sur la base d'un portefeuille de référence ayant une durée de trois ans (y compris le portefeuille résiduel des prêts à taux fixe). Il est géré activement sur la base du rendement total par rapport à l'indicateur de référence. Le rendement en base annuelle pour l'exercice 01 s'est

établi à 9,8 % contre 9,0 % pour l'indicateur de référence (ce qui représente une marge de 0,8 % par rapport audit indicateur), et contre un rendement absolu de 4,9 % pour l'exercice précédent. Le bond fait par les rendements totaux est dû à l'évolution en baisse du produit des intérêts qui s'est amorcée vers la fin de 2000. Lorsque les taux d'intérêt diminuent, la valeur des actifs à taux fixes, comme les obligations, augmente généralement. Le fait que le rendement du portefeuille de référence soit aussi intéressant s'explique essentiellement par : 1) l'ampleur de la part relative des obligations dans le portefeuille lors de la récente reprise du marché obligataire ; 2) la série de transactions basées sur les valeurs relatives des titres, en cours et notamment sur le marché des bons du Trésor des États-Unis ; et 3) la poursuite d'une stratégie active de prêt sur titres qui continue de bénéficier de la baisse générale de l'offre de bons du Trésor des États-Unis.

Le portefeuille P3 comprend des fonds empruntés à des taux variables, qui sont confiés à des gérants externes et doivent être placés activement sur la base d'un indicateur de référence qui est le

LIBOR en dollars des États-Unis. À la clôture de l'exercice 01, le portefeuille géré de l'extérieur représentait environ 6 % du portefeuille total d'actifs liquides ; 756 millions de dollars avaient été confiés à six gérants externes : 409 millions de dollars à quatre gérants de programmes à revenu fixe et 347 millions de dollars à deux spécialistes de titres représentatifs d'emprunts hypothécaires. Durant l'exercice 01, les gérants externes du programme P3 de la SFI ont obtenu un rendement supérieur de 0,7 % au rendement visé pour les actifs qu'ils gèrent sur un marché toujours très instable. Durant l'exercice précédent, le rendement obtenu était resté inférieur de 1,0 % au rendement ciblé. La forte reprise des marchés obligataires, en particulier aux États-Unis, ainsi que le rétrécissement périodique des marges des titres représentatifs d'emprunts hypothécaires, ont contribué aux résultats positifs obtenus pour l'exercice 01. La diversification du portefeuille et des gérants est restée profitable en permettant de réduire le risque global associé à ce portefeuille, qui est resté bien inférieur à la limite d'erreur de suivi qui est de 1 %.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

L'évaluation et la gestion des risques financiers au niveau des opérations de trésorerie de la SFI sont des activités complémentaires de la gestion des risques liés à ses opérations de placement.

Cette fonction a été confiée à un groupe de gestion des risques indépendant de manière à isoler de celle qui consiste à prendre des risques.

Risque de marché

Le risque de marché que court la SFI tient essentiellement à son portefeuille de liquidités (titres adossés, actif net de trésorerie, et liquidités en gestion externe). Dans le cas du portefeuille de titres adossés (P1), en exigeant que ses actifs et ses engagements présentent dans l'ensemble, dès le départ, les mêmes caractéristiques en termes de monnaies, de taux d'intérêt et de limites de risques de marché, la SFI réduit au minimum les risques de marché auxquels elle s'expose. Cette politique d'adossement lui assure une bonne protection contre les risques de marché. Elle gère ses risques de crédit de la manière indiquée ci-après. Le portefeuille d'actif net de trésorerie (P2) est financé par l'actif

net et géré sur la base d'une durée de référence de trois ans. Enfin, le portefeuille de liquidités en gestion externe (P3), financé par des emprunts sur le marché, est assujéti aux directives définies par la SFI en matière de risque. Le Département des opérations de trésorerie de la SFI couvre également les risques de marché de son portefeuille de prêt au moyen de swaps ou autres passifs financiers en la même monnaie et assortis de taux d'intérêt similaires, tandis que les risques de taux de change et de conversion monétaire résiduels sont gérés à l'échelon de tout le portefeuille.

Risque de crédit

Le risque de crédit auquel la Société s'expose dans ses opérations de trésorerie résulte des placements de ses liquidités en obligations souveraines, obligations de sociétés et dépôts. Le risque de contrepartie tient aussi à l'utilisation de produits dérivés pour la couverture des risques. La SFI a, notamment, recours à des swaps pour réaliser des opérations de financement et d'investissement sur la base d'un LIBOR synthétique, assurer la gestion des actifs adossés et couvrir les instruments de gestion des risques des clients. Pour gérer le risque de crédit, la SFI fixe des critères d'éligibilité et impose des plafonds de crédit aux contreparties, qui doivent être approuvés par son Comité des finances et du risque qui est un sous-comité du Groupe de la gestion du portefeuille institutionnel. Elle coordonne étroitement avec la BIRD ses politiques de crédit concernant les

critères d'admissibilité et les plafonds de crédit pour les contreparties aux opérations sur produits dérivés.

Pour se protéger contre les déclassements postérieurs à la conclusion de contrats de produits dérivés, la SFI a conclu, avec un grand nombre de contreparties à des opérations de swap, des accords de garantie basés sur le calcul des risques par référence au marché. En vertu de ces accords, une contrepartie est tenue de présenter une garantie à la SFI lorsque le risque que court la Société pour ladite contrepartie sur la base de la valeur du marché dépasse un plafond déterminé, qui diminue parallèlement à la notation de cette dernière. Grâce à ces dispositions, la Société est mieux à même de gérer dans le temps ses engagements envers ces contreparties, en particulier si leur cote de crédit diminue.

LE PORTEFEUILLE

Le portefeuille d'engagements¹ de la SFI est passé de 14,0 milliards de dollars pour l'exercice 00 à 14,3 milliards de dollars à la fin de l'exercice 01, ce qui représente un accroissement de 2,6 %. Il est constitué de prêts pour presque 69 % du total (9,9 milliards de dollars) et pour 25 % de participations (3,6 milliards de dollars). Le montant engagé au titre des garanties a atteint 589 millions de dollars par suite d'importants engagements contractés durant l'exercice, soit 4 % du portefeuille. La SFI détient un montant de 215 millions de dollars (2 % du portefeuille d'engagements) sous forme de produits de gestion des risques. La Société a également assuré le portage et l'administration de 7,5 milliards de dollars de prêts syndiqués pour le compte de participants. À la clôture de l'exercice 01, le portefeuille d'engagements se composait d'instruments de gestion des risques, de garanties, de prêts et de participations dans 1 378 entreprises de 117 pays.

Compte tenu des nouveaux engagements, des remboursements, des cessions, des annulations, des paiements anticipés, des montants passés par pertes et profits et des écarts de conversion, le portefeuille d'engagements a enregistré un accroissement net de 359 millions de dollars. Les remboursements de prêts se sont élevés à 1,2 milliard de dollars, et les cessions et remboursements de participations à 207 millions de dollars.

Le montant total du portefeuille décaissé par la SFI pour son compte propre a légèrement diminué pour s'établir à un peu moins de 10,9 milliards de dollars à la fin de l'exercice 01 contre 10,9 milliards de dollars à la fin de l'exercice 00. Le portefeuille de prêts décaissés a diminué de 1,8 % tandis que le portefeuille de participations a augmenté de 3,9 % durant l'exercice 01.

La plupart des investissements de la SFI sont libellés en dollars des États-Unis, mais la Société emprunte en différentes monnaies afin de diversifier ses sources de financement et de réduire le coût de ses ressources. La composition monétaire du portefeuille de prêts décaissés au 30 juin 2001 est indiquée dans les Notes sur les états financiers (se reporter au deuxième volume du Rapport annuel de la SFI). La SFI minimise les risques auxquels elle s'expose en prenant des positions inverses par le jeu de swaps, d'options ou de contrats à terme de gré à gré avec des contreparties dotées d'une solide assise financière sur le marché, et en procédant à une analyse approfondie de la cote de crédit de toutes les contreparties.

¹ Le portefeuille d'engagements recouvre les garanties et les instruments de gestion des risques, qui sont des éléments hors bilan. Le montant des engagements pour l'exercice 00 a été recalculé compte tenu de ces éléments.

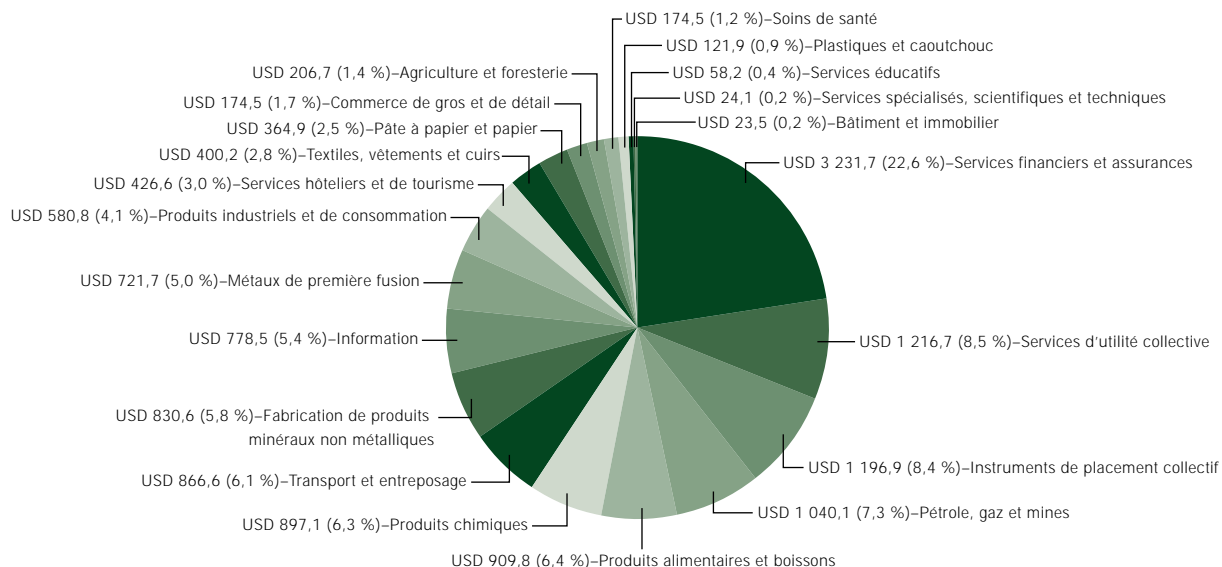
COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA SFI AU 30 JUIN 2001

millions de dollars

TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SFI	13 517
Prêts	9 882
Fonds propres	3 635
Total du portefeuille décaissé	10 890
Total du portefeuille non décaissé	2 627
ENGAGEMENTS HORS BILAN	804
(au titre des garanties et des instruments de gestion des risques)	
TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DÉTENUS POUR LE COMPTE DE LA SFI	14 321
TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DÉTENUS POUR LE COMPTE DES PARTICIPANTS	7 530

PORTFEUILLE D'ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SFI, PAR SECTEUR*

au 30 juin 2001 (millions de dollars)



* Y compris les garanties et les instruments de gestion des risques

TOTAL : USD 14 321

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS

Les nouveaux engagements de la SFI pour son propre compte concernent surtout les régions Asie (28 %), Amérique latine et Caraïbes (26 %), Afrique (18 %) et Europe et Asie centrale (15 %), et portent en majeure partie sur les services financiers et d'assurances (40 %) et l'infrastructure — services d'intérêt collectif, transports et information (23 %). Les nouveaux engagements au titre de garanties, qui se sont chiffrés à 547 millions de dollars, sont essentiellement imputables aux mécanismes de financement du

commerce extérieur mis en place en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Les décaissements effectués durant l'exercice 01 se sont élevés à 1,5 milliard de dollars, soit un montant inférieur à celui de 2,2 milliards enregistré pour l'exercice précédent. Les décaissements au titre des prêts ont atteint 1,2 milliard de dollars et les décaissements au titre des participations 335 millions de dollars. La SFI a également décaissé 835 millions de dollars pour le compte d'institutions financières participant à ses prêts syndiqués.

GESTION DU PORTFEUILLE

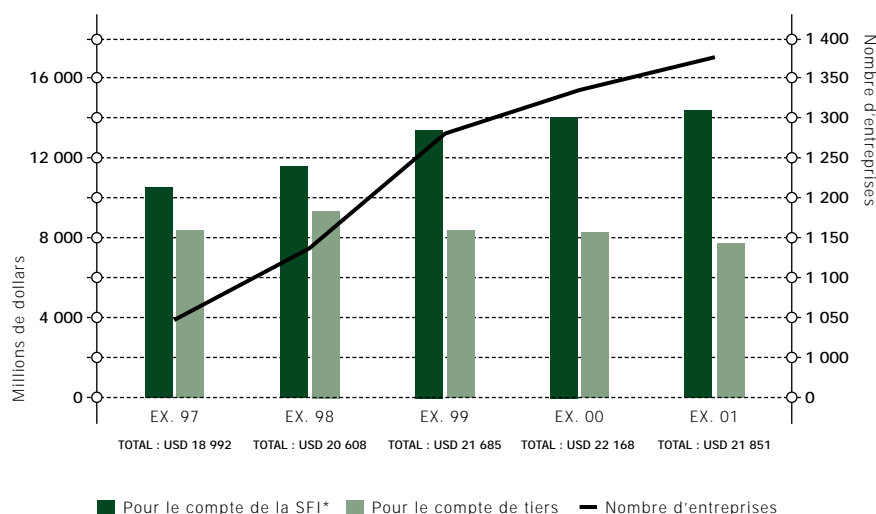
Dans le cadre de ses efforts de supervision, la SFI veille au respect des accords d'investissement, se rend régulièrement sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions lorsque les projets posent problème. Afin de mieux superviser le portefeuille, la Société a doté tous les départements des placements de services de gestion du portefeuille opérant sous la direction d'un gérant de portefeuille pour pouvoir identifier les problèmes et y remédier plus rapidement. L'adoption d'un système d'évaluation des risques plus complexe facilite aussi ces opérations. Par ailleurs, la SFI continue d'affecter aux bureaux extérieurs des agents initialement basés au siège, et confie de plus en plus de tâches de supervision aux agents locaux de ses bureaux. Elle déploie des efforts particuliers, par le biais de la Division de

gestion des prêts B, pour tenir les banques associées aux prêts de la Société informées de l'évolution des projets. La SFI et les participants au programme travaillent en étroite collaboration.

Les départements opérationnels évaluent au cas par cas la situation des projets quand des difficultés apparaissent. Lorsque celles-ci sont particulièrement graves, le Département des opérations spéciales de la SFI détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Dans ce cas, la Société s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet. Dans les cas exceptionnels où les négociations échouent, la SFI prend toutes les dispositions nécessaires et appropriées pour protéger ses intérêts.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS DE LA SFI, EX. 97-01

Millions de dollars



* Les totaux indiqués pour le compte de la SFI pour les exercices 99 à 01 comprennent les garanties et les instruments de gestion des risques.

Au cours de l'exercice 01, les revenus du portefeuille de participations et du portefeuille de prêts (938 millions de dollars au total) ont été inférieurs aux prévisions (1,01 milliard de dollars). La qualité du portefeuille de prêt s'est détériorée durant l'exercice par suite des piètres résultats d'un petit nombre de projets importants. En particulier, l'encours des prêts non productifs, exprimé en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé est passé de 11,1 % au 30 juin 2000 à 12,9 % au 30 juin 2001. Dans le même temps, la part des arriérés au titre du principal en pourcentage du portefeuille de prêts décaissé a aussi augmenté, passant de 5,6 % à 6,2 %.

Le niveau estimatif des plus-values non réalisées sur le portefeuille des participations a légèrement augmenté durant l'exercice 01. La baisse des valeurs boursières observée dans le monde entier s'est traduite par une diminution des plus-values non réalisées sur le portefeuille des valeurs boursières qui, toutefois, a été contrebalancée, par une augmentation des plus-values non réalisées sur le portefeuille des titres non cotés en bourse. Des plus-values de 91 millions de dollars ont été réalisées, soit un montant inférieur à celui de 132 millions de dollars enregistré pour l'exercice 00 et aux prévisions budgétaires pour l'exercice. La SFI a perçu un montant de 132 millions de dollars sous forme de dividendes, contre 130 millions de dollars pour l'exercice 00. L'écart de un million de dollars entre

le chiffre indiqué pour l'exercice 01 et le montant de 131 millions de dollars porté dans les états financiers correspond aux commissions versées à State Street Corporation en rémunération de services de conservation du portefeuille de participations. Ce montant est toutefois supérieur à celui prévu au budget (115 millions de dollars), en raison essentiellement du renchérissement des cours des produits de base.

Les provisions pour pertes ont été portées à 2,2 milliards de dollars pour l'exercice 01, soit 20,3 % du portefeuille décaissé, contre 18,0 % pour l'exercice 00. Cet accroissement résulte d'un provisionnement pour pertes de 389 millions de dollars, déduction faite d'un montant de 12,7 millions de dollars dû à la revalorisation des provisions pour pertes non libellées en dollars des États-Unis, et de l'inscription par pertes et profits de 136,2 millions de dollars. Les provisions pour pertes comprennent des provisions spécifiques pour les investissements compromis et une provision générale.

La direction de la SFI établit le niveau des provisions sur la base des analyses des portefeuilles et des recommandations formulées par les services de gestion du portefeuille des départements des placements. L'ensemble du portefeuille fait l'objet d'un examen trimestriel. Les auditeurs externes de la SFI examinent attentivement les recommandations formulées pour le provisionnement et les procédures suivies en la matière.

EXAMEN DE L'ÉVALUATION DES OPÉRATIONS

Le rapport sur l'examen annuel pour l'exercice 00 du Groupe d'évaluation des opérations regroupe les conclusions des évaluations consacrées aux opérations d'investissement de la SFI sur une période de quatre ans. Il expose les tendances significatives des résultats décelées à partir d'un échantillon aléatoire de 176 opérations sélectionnées parmi les projets approuvés pendant la période 1991–1994 et évaluées lorsqu'elles ont atteint leur régime de croisière, entre 1996 et 1999. L'examen permet de dégager des conclusions des résultats observés qui ont un impact sur la formulation de la stratégie, et de présenter des recommandations à la direction et au Conseil de la SFI sur la manière d'améliorer les résultats obtenus par l'institution dans le cadre de l'application de sa stratégie.

LES CONCLUSIONS DE L'EXAMEN ANNUEL

L'examen annuel pour l'exercice 01 indique que la plupart des projets de la SFI ont obtenu des résultats satisfaisants au plan du développement si l'on considère leur contribution générale aux niveaux de vie, au développement du secteur privé, à la croissance économique, à la viabilité environnementale, et au succès commercial des entreprises. Le rapport indique que ces projets ont eu un impact optimal sur les niveaux de vie des individus directement concernés — clients, employés, fournisseurs et contribuables — en sus de leurs sources de financement. Les projets ont également contribué de manière efficace au développement du secteur privé en établissant des liens entre tous les segments de l'économie, en donnant des exemples de pratiques commerciales viables, en réalisant des privatisations ou en encourageant un processus de transformation progressive du cadre réglementaire. La plupart des opérations, y compris nombre de celles qui n'ont pas donné de résultats entièrement satisfaisants sur le plan financier, ont satisfait aux normes de viabilité environnementale définies par la SFI. La plupart ont aussi obtenu un taux de rentabilité économique supérieur à 10 %.

Le rapport note que les résultats les moins bons ont été enregistrés au niveau des résultats des entreprises, tels que mesurés par le rapport entre la contribution aux bénéfices du projet et le coût du capital de l'entreprise. À cet égard, les résultats sont très similaires aux taux de réussite indiqués dans une récente enquête sur les entreprises opérant dans les mêmes régions. Une petite minorité de projets, qui ont obtenu des résultats totalement négatifs au plan du développement, ont été des échecs aussi bien sur le plan commercial que sur le plan du développement, en grande partie à cause d'une évolution imprévue du marché et de problèmes de gestion.

LE PROCESSUS D'ÉVALUATION

Chaque année, les départements des placements de la SFI évaluent un échantillon aléatoire de projets ayant atteint leur vitesse de croisière, généralement cinq ans après leur approbation. L'échantillon est représentatif de tous les projets approuvés au cours de l'exercice précédent dans les limites statistiques d'erreur. Les départements achèvent les études et analyses nécessaires à l'identification des leçons qui peuvent en être tirées et notent chaque investissement sur la base de 11 indicateurs différents en utilisant, dans chaque cas, l'une des appréciations suivantes : non satisfaisant, partiellement satisfaisant, satisfaisant et excellent.

Chacun de ces 11 indicateurs de performance se rapporte à un domaine d'évaluation spécifique. Le premier recouvre les résultats au plan du développement — c'est-à-dire la contribution du projet à un développement durable du secteur privé et à l'amélioration des conditions de vie de la population. Le deuxième couvre les résultats au plan des investissements — c'est-à-dire la contribution de l'investissement à la rentabilité de la SFI. Enfin, le troisième concerne l'efficacité de la SFI — c'est-à-dire la manière dont la SFI s'acquitte de sa tâche durant le cycle du projet.

L'OEG procède à ses travaux de manière indépendante ; examine la portée, la pertinence, et l'intérêt des leçons formulées ; vérifie chaque notation pour s'assurer que les normes d'évaluation sont appliquées de la même manière par tous les départements de la SFI ; et fait la synthèse de ses conclusions dans le rapport annuel qu'elle présente chaque année. Celui-ci récapitule les enseignements qui s'appliquent de manière générale et formule des recommandations détaillées sur les procédures relatives aux activités essentielles de l'institution et les aspects des stratégies mis en cause par les conclusions. Les enseignements tirés de l'analyse sont enregistrés dans une base de données consultable conçue de manière à être facilement utilisée par les responsables des opérations dans le cadre de la sélection, de l'évaluation et du montage de nouvelles opérations d'investissement et de la supervision du portefeuille.

PROJETS ENGAGÉS

73 AFRIQUE

SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Togo, Zambie

76 ASIE ET PACIFIQUE

Bangladesh, Chine, Corée (République de), Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande

80 EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Lituanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine

84 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Guyana, Jamaïque, Mexique, Pérou, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)

88 MOYEN-ORIENT

ET AFRIQUE DU NORD

Algérie, Arabie saoudite, Égypte (République arabe d'), Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne

Il est possible d'examiner et de cataloguer les projets sur le web à l'adresse : www.ifc.org/ar2001/projects

(millions de dollars)

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
AFRIQUE SUBSAHARIENNE							
Afrique du Sud							
Kiwane Capital Holdings Limited aidera les entreprises locales à mobiliser directement des fonds sur le marché, de manière à stimuler la concurrence et à réduire le coût des emprunts.	10,10	-	-	-	-	-	10,10
Tusk Project Management , société fournissant des prêts et des services de gestion de projets à de petits entrepreneurs pour construire des écoles, des centres de santé, des logements bon marché et autres bâtiments publics destinés aux autorités locales, élargira la portée de ses activités à l'ensemble du pays (FEA)	1,67	0,10	-	-	-	-	1,77
South African Home Loans fournira une capacité d'entrepotage des actifs suffisante pour financer le volume croissant des hypothèques sur logement avant la titrisation des créances sur le marché intérieur.	6,17	-	-	-	-	-	6,17
Printability Ltd. installera une imprimerie de taille moyenne pouvant produire des impressions en couleur de haute qualité grâce aux technologies les plus modernes de presses rotatives et à feuille.	3,21	1,56	2,46	-	-	-	7,23
Rubico Holding S.A. (Pty) Ltd , société sud-africaine produisant des logiciels, cible le secteur des services financiers. Cet investissement aidera Rubico à financer son accès aux marchés des États-Unis et d'Europe de l'Ouest et à établir des circuits de vente internationaux.	-	5,00	-	-	-	-	5,00
Bénin							
Finadev Microfinance , est la première entreprise commerciale de microfinancement en Afrique de l'Ouest francophone ; elle contribuera à combler l'écart entre les banques commerciales et les institutions de microfinancement.	-	0,34	-	-	-	-	0,34
Botswana							
Abercrombie & Kent Botswana (Proprietary) Ltd aidera à attirer un nombre croissant de touristes et permettra de créer des emplois dans ce secteur.	1,97	-	-	-	-	-	1,97
Burundi							
Vegetables & Flowers Export SA produira des roses coupées qui seront exportées par avion vers l'Europe, principalement en hiver. (FEA)	0,47	-	-	-	-	-	0,47

Note : Les projets signés et traités par la SFI durant l'exercice 01 sont inclus dans ce tableau, de même que certaines opérations signées durant l'exercice 00 dont les dossiers ont été finalisés durant l'exercice 01.

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Cameroun							
La Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit sera privatisée dans le but de développer les opérations de prêt à moyen et long terme et les crédits commerciaux.	-	0,63	-	-	-	-	0,63
Horizon Bilingual Education Complex , école privée bilingue (anglais et français) basée à Douala comptant plus de 1 200 élèves à qui elle offre un enseignement moderne et pratique, agrandira ses installations et accroîtra le nombre de ses élèves. (FEA)	0,33	-	-	-	-	-	0,33
Côte d'Ivoire							
SIMMEQ construira et exploitera un hôpital privé de 71 lits à Abidjan. Cet hôpital comprendra un centre de traitement de la douleur, un service des urgences, un service de chirurgie générale, un service de soins intensifs, et un service de transport médical. (FEA)	1,15	-	-	-	-	-	1,15
Ghana							
PharmaCare Industries Limited achètera de nouveaux matériels, construira un entrepôt, et rénovera une usine pour accroître sa production de dentifrice et de tubes télescopables.	0,40	-	-	-	-	-	0,40
Ghana Microcredit Corporation Ltd sera constituée en tant qu'institution de microfinancement commerciale et aura pour mission de fournir ses services aux micro et petites entreprises enregistrées dans les banlieues situées au nord d'Accra.	-	0,13	-	-	-	-	0,13
ELAC créera une compagnie d'assurance à long terme au Ghana.	-	0,10	-	-	-	-	0,10
NIIT Computer Training School ouvrira ses portes à Accra dans le cadre d'un contrat de concession conclu avec NIIT Limited of India. Cet établissement fournira aux étudiants et cadres ghanéens les connaissances informatiques nécessaires pour être compétitifs sur les marchés intérieurs et mondiaux. (FEA)	0,23	-	-	-	-	-	0,23
Ghana Telecommunications Company Limited étendra son réseau de lignes fixes, mettra en place un réseau cellulaire de portée nationale et investira dans un câble sous-marin régional.	40,00	-	-	-	60,00	-	100,00
Kenya							
Kipevu Power construira une centrale de 74 mégawatt à Mombasa.	-	-	-	-	-	1,70	1,70
Lesiolo Grain Handlers Limited ouvrira une installation de manutention et d'entreposage de céréales qui fournira des services de nettoyage, de séchage et d'entreposage aux producteurs de maïs, de blé et d'orge sur le territoire du Kenya. LGHL gérera les importations de céréales par les meuniers kenyans ainsi que les stocks de céréales en transit vers l'Ouganda. (FEA)	2,50	-	-	-	-	-	2,50
Mali							
Fibromat-Mali déplacera et accroîtra ses capacités de production de pierres de parement et de ciment. (FPE)	0,10	-	-	-	-	-	0,10
Mauritanie							
Complexe Touristique Lemhar S.A. ouvrira un centre de tourisme au bord de la mer à 30 km au sud de Nouakchott. (FPE)	0,39	-	-	-	-	-	0,39
Mozambique							
Ausmoz Farm Holdings, Lda. , installera des matériels d'irrigation, construira des édifices, défrichera des terrains, achètera des machines et embauchera de la main-d'œuvre pour planter et cultiver le coton, le maïs, le blé, le tournesol, et les graines de soja. (FPE)	0,99	-	-	-	-	-	0,99
Banco de Microfinanças de Moçambique offrira des services financiers adaptés aux besoins de petites et moyennes entreprises. Elle fournira ses services de prêt dans tout le pays.	-	0,20	-	-	-	-	0,20

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX, 01
Merec Industries, Lda. , mettra en place une nouvelle installation de transformation du blé importé, d'une capacité de 30 000 tonnes par an. Elle construira également des silos d'une capacité de 15 000 tonnes. (FPE)	-	-	-	1,30	-	-	1,30
Mozal S.A.R.L. doublera la capacité de la fonderie Mozal I, projet dans lequel la SFI a investi, à proximité de Maputo, pour accroître sa production d'aluminium de 250 000 tonnes par an. Le projet aura un impact sensible sur l'économie locale et sur les recettes nettes en devises du Mozambique.	25,00	-	-	-	-	-	25,00
Namibie Nedbank Investment Bank mettra en place la première banque d'affaires offrant toute une gamme de services tels que placements privés, financement de sociétés, financement de projets et gestion d'actifs.	-	0,23	0,50	-	-	-	0,73
Nigéria Diamond Bank , banque commerciale dont les activités sont concentrées sur les industries manufacturières, le pétrole, le gaz, les transports et le commerce en général, prêter aux entreprises privées du pays dans le cadre de projets de modernisation et d'agrandissement.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Oha Motors (Nigeria) Limited , société commerciale de transport, achètera six nouveaux autobus de 55 sièges pour la nouvelle ligne Lagos-Abuja. (FEA)	0,90	-	-	-	-	-	0,90
Safety Center International Limited , construira le premier centre de formation du personnel des brigades de lutte contre les incendies et de sécurité. (FEA)	0,50	-	-	-	-	-	0,50
Guaranty Trust Bank Plc développera ses activités de prêt aux entreprises privées servant, dans différents secteurs, les marchés d'exportation et les marchés intérieurs.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
FSB International Bank recevra un prêt à long terme de la SFI, dont elle rétrocédera le montant à des entreprises privées nigérianes pour leur permettre de financer des travaux de réhabilitation, des projets, le commerce extérieur, leurs fonds de roulement et de nouveaux projets d'investissement.	22,50	-	-	-	-	-	22,50
Investment Banking and Trust Company Limited bénéficiera d'un prêt de la SFI à hauteur de 20,0 millions de dollars, dont elle rétrocédera le montant à des entreprises nigérianes pour leur permettre de financer des travaux de réhabilitation, des projets, le commerce extérieur, leurs fonds de roulement et de nouveaux projets d'investissement.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Citibank Nigeria fournira des prêts à des entreprises nigérianes pour leur permettre de financer des travaux de réhabilitation, le commerce extérieur, leurs fonds de roulement et de nouveaux projets d'investissement.	40,00	-	-	-	-	-	40,00
Ouganda CelTel Limited (Ouganda) , dans le cadre d'un investissement relais, contribuera à étendre le réseau numérique cellulaire pour couvrir l'est et le nord de l'Ouganda.	4,00	0,70	-	-	-	-	4,70
Long Freighters Limited , société de transports lourds à distance comptant un parc de 32 principaux transporteurs dans la région, étendra la portée de ses opérations en achetant 10 camions Mercedes. (FEA)	0,80	-	-	-	-	-	0,80
Kabojja Junior School ouvrira une école primaire mixte privée fournissant un enseignement de haute qualité à Kampala pour les enfants des ménages à revenu moyen ougandais. L'opération prévoit également le financement de bourses pour les enfants défavorisés des zones rurales et des taudis dans le but d'élargir l'accès à l'enseignement. (FEA)	0,35	-	-	-	-	-	0,35

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Sénégal La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal utilisera de nouvelles technologies sur le marché des crédits et améliorera l'infrastructure des prêts aux PME.	-	-	3,17	-	-	3,17	
Swaziland Swazi Wattle Industries (Pty.) Ltd. fabricant d'extraits tannants pour l'industrie du cuir, agrandira ses installations pour produire des extraits de mimosa en poudre de haute qualité. (FEA)	-	0,29	0,79	-	-	-	1,08
Tanzanie National Bank of Commerce , qui est la plus grande institution financière du pays sera privatisée. Cette opération sera la plus importante jamais réalisée dans la région.	-	10,00	-	-	-	-	10,00
Boundary Hill Lodge Limited construira un pavillon de 16 lits à la limite du Tarangire National Park dans le nord de la Tanzanie. (FEA)	0,20	-	-	-	-	-	0,20
Togo Café Informatique renouvellera ses matériels pour fournir un plus large accès et de meilleures connexions aux abonnés. (FEA)	0,35	-	-	-	-	-	0,35
Zambie Maraza Holding Ltd , hôtel de 400 chambres situé dans le quartier diplomatique de Lusaka, rénovera et modernisera ses installations et portera ses services aux normes d'un établissement cinq étoiles standard.	4,60	-	-	-	-	-	4,60
RÉGION AFRIQUE AIG Global Investment Company (East Africa) Limited est une société privée de gestion d'actifs située en Afrique de l'Est, qui vise à lancer et à gérer divers types de fonds.	-	0,15	-	-	-	-	0,15
Cameroon Oil Transportation Company S.A. (COTCO) transportera le pétrole extrait au Tchad à travers le Cameroun jusqu'à un terminal de chargement pour l'exportation situé sur la côte. Tchad Oil Transportation Company S.A. (TOTCO) transportera par oléoduc le pétrole extrait dans le pays par un consortium (ExxonMobil, Petronas et Chevron) à travers le Tchad jusqu'au Cameroun en vue de son acheminement à travers ce pays jusqu'à la mer.	100,00	-	-	-	100,00	-	200,00
Mining and Contracting Services fournira des services spécialisés d'extraction sous contrat aux propriétaires de mines dans plusieurs pays africains.	30,00	4,00	-	-	-	-	34,00
Mobile Systems International Cellular Investment Holdings construira, agrandira, et exploitera des réseaux de communications cellulaires mobiles en Afrique.	-	3,32	-	-	-	-	3,32
Sub-Saharan Africa Petroleum Trade Finance Facility (SAPTF) mobilisera des financements au profit des petits producteurs de pétrole et prestataires de services qui ont des besoins pressants en ce domaine en Afrique.	-	-	-	80,00	-	-	80,00
ASIE ET PACIFIQUE							
Bangladesh Bangladesh Trade Enhancement Facility mettra en place au Bangladesh un mécanisme de garantie sur deux ans d'un montant de 52 millions de dollars pour satisfaire la demande croissante de financement du commerce extérieur et répondre aux besoins de financement à plus long terme sur le marché intérieur.	-	-	-	13,00	-	-	13,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Scancement Bangladesh Ltd. construira une usine de broyage de clinker pouvant produire 680 000 tonnes de ciment par an à Kanchpur près de Dhaka.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Chine							
China Forfaiting Facility permettra d'élargir le marché du financement du commerce extérieur chinois. Ce mécanisme de financement aura pour effet d'accroître le volume des échanges et de renforcer l'économie chinoise.	-	-	-	4,00	-	-	4,00
New China Life Insurance Company est la seule compagnie d'assurance-vie privée du pays. Elle poursuit ses activités dans l'ensemble du pays et utilisera les apports en capitaux pour développer ses opérations.	-	30,70	-	-	-	-	30,70
Plantation Timber Products Holdings Limited ouvrira plusieurs usines de transformation de panneaux de fibre de densité moyenne dans les provinces de l'intérieur de la Chine.	-	1,53	-	-	-	-	1,53
Sichuan SME Investment Fund fournira des capitaux et des garanties de crédit aux petites et moyennes entreprises de la province de Sichuan. Le fonds est structuré de manière à compléter les activités du Service de promotion et de développement des investissements en Chine.	-	6,00	-	-	-	-	6,00
Wuhan International Container Transshipment Company Limited sera la première installation portuaire et de transbordement moderne de la ville.	-	-	-	-	5,00	-	5,00
Corée, République de							
Cheil Jedang Investment Trust & Securities procédera à une recapitalisation et joindra ses efforts à ceux d'un investisseur étranger stratégique, Prudential Life Insurance of America, pour formuler de nouvelles approches qui permettront de moderniser cette branche d'activité.	-	13,62	32,06	-	-	-	45,68
Korea Mortgage Corporation , qui est la première société du pays spécialisée dans les reprises d'hypothèques, développera et élargira les circuits financiers dans le secteur du financement du logement.	41,02	13,20	-	-	-	-	54,22
Inde							
Ballarpur Industries Limited agrandira et modernisera ses installations de production pour compléter le processus lancé avec sa récente réorganisation, et accroître sa compétitivité.	-	-	-	27,00	-	-	27,00
Bharti Telecom Limited développera son réseau de téléphonie cellulaire dans les régions de Karnataka et de l'Andhra Pradesh pour promouvoir le développement d'un secteur des télécommunications compétitif.	-	-	-	44,71	-	-	44,71
Bhartiya Samruddhi Finance Limited fournit des services financiers aux agriculteurs et aux entreprises non agricoles dans les zones rurales. Cet investissement permettra à la société de développer ses activités.	-	1,00	-	-	-	-	1,00
Continental Carbon India Limited éliminera les goulets d'étranglement et agrandira ses installations pour porter leur capacité de 25 000 à 65 000 tonnes par an et améliorer les conditions d'ambiance de travail à l'usine.	9,00	-	-	-	11,50	-	20,50
Global Trade Finance (Pvt.) Limited aidera les exportateurs indiens, qui sont pour la plupart des petites et moyennes entreprises, au moyen de nouveaux produits financiers tels que l'affacturage et l'affacturage à forfait pour les petites expéditions.	-	2,50	-	-	-	-	2,50

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Global Trust Bank procède à une augmentation de son capital-actions pour satisfaire aux normes de fonds propres minimum, de manière à pouvoir entreprendre des opérations dans le secteur de l'assurance qui vient d'être libéralisé.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
IndAsia Fund Limited fournira des capitaux-développement aux entreprises familiales indiennes pour leur permettre de se développer et de devenir concurrentielles sur les marchés mondiaux.	-	15,00	-	-	-	-	15,00
Indian Seamless Metal Tubes Limited se modernisera, s'agrandira et se réorganisera pour pouvoir devenir compétitif sur les marchés mondiaux.	10,50	0,70	-	-	-	-	11,20
Jet Airways (India) Ltd. accroîtra le nombre de ses appareils, modernisera ses équipements, améliorera la qualité de ses services, ouvrira de nouvelles lignes pour desservir des régions isolées du pays, et provoquera une intensification de la concurrence dans le secteur des transports aériens indiens.	-	-	15,00	-	-	-	15,00
Learning Universe Pvt. Limited offrira un « univers d'apprentissage » aux jeunes indiens en procédant à une intégration optimisée des technologies, des programmes de cours, et des activités de formation.	-	0,25	-	-	-	-	0,25
Mahindra Infrastructure Developers Limited préparera, financera, et exploitera des projets d'infrastructure.	-	10,00	-	-	-	-	10,00
NIIT Limited fournira des financements aux étudiants participant au programme vedette d'enseignement supérieur du NIIT.	-	-	-	1,93	-	-	1,93
Orchid Chemicals & Pharmaceuticals Limited développera et diversifiera ses activités de production et de recherche pour assurer sa rentabilité.	-	-	30,00	-	-	-	30,00
SREI International Finance Limited continuera de développer ses activités de financement des petites et moyennes infrastructures dans les secteurs de l'électricité, des transports et des opérations portuaires.	10,00	-	5,00	-	-	-	15,00
Tanflora Infrastructure Park Limited créera, à Hosur au Tamil Nadu, un parc floral doté des installations nécessaires pour permettre aux petits exploitants de cultiver, d'emballer, de transporter et de commercialiser des roses.	-	0,51	-	-	-	-	0,51
Varun Shipping Company Limited acquerra des actifs.	-	-	0,37	-	-	-	0,37
Vysya Bank Limited se repositionnera en tant que banque à forte intensité de technologie ciblant ses activités sur les petites et moyennes sociétés.	-	7,29	-	-	-	-	7,29
Spryance, Inc. , fournira des services à distance de haute qualité et concurrentiels aux marchés mondiaux, initialement dans le domaine des services d'information sanitaire. La société ciblera le marché des transcriptions des dossiers médicaux aux États-Unis, pour sous-traiter ces services en Inde par le biais d'un processus basé sur l'internet.	-	2,00	-	-	-	-	2,00
Indonésie Ciluluk Village , coopérative produisant des tapis tissés au moyen de fibres de roseau, de coton et de polyester, développera ses activités de tissage manuel et, ce faisant, préservera une activité d'artisanat unique.	0,04	-	-	-	-	-	0,04
PT. Bank NISP , qui est la quatrième banque ayant ouvert ses portes en Indonésie, renforcera sa base en capital pour faire face à la crise économique.	-	5,00	-	-	-	-	5,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
PT. Dianlia Setyamukti s'agrandira pour pouvoir faire face à la demande portant sur ses services. L'investissement de la SFI appuiera la croissance du secteur minier qui, en Indonésie, revêt une importance cruciale.	4,00	-	1,00	-	-	-	5,00
Indonesia Trade Credit Facility financera des fonds de roulement aux sociétés indonésiennes produisant pour l'exportation et préparera le terrain à la poursuite de transactions avec une banque internationale.	-	-	-	40,00	-	-	40,00
PT. Indorama Synthetics Tbk procédera à une opération de swap de devises pour échanger les flux de financement représentant le prêt d'un billion de roupies indonésiennes proposé en monnaie nationale pour des flux de financement en dollars, ce qui se traduira par un engagement pour le compte de la SFI équivalant à environ 20 % du montant notionnel ayant fait l'objet du swap. Cette opération réduira l'engagement en devise porté au bilan de la compagnie et renforcera la position financière future de l'exportateur de textiles en l'aidant à rééquilibrer ses obligations au titre de la dette selon un calendrier correspondant mieux aux flux de trésorerie.	-	-	-	-	-	20,00	20,00
PT. Sigma Cipta Caraka développera ses opérations de mise au point de logiciels sur le marché indonésien ainsi que sur les marchés américain et européen pour faire face à la demande croissante relative à ses services.	-	3,00	-	-	-	-	3,00
Standard Chartered Bank établira une facilité pour une période de cinq ans et d'un montant de 125 millions de dollars pour garantir les crédits documentaires montés par certaines banques commerciales opérant en Indonésie. Ce projet était en cours d'examen à la clôture de l'exercice.	-	-	-	50,00	-	-	50,00
Sumitomo Bank mettra en place un mécanisme de financement du commerce extérieur d'un montant de 125 millions de dollars pour une période de cinq ans pour répondre aux besoins de financement des fonds de roulement des importateurs du secteur privé. Ce mécanisme fournira un crédit confirmé aux banques indonésiennes qui accordent des financements à court terme aux entreprises locales. Ce projet était en cours d'examen à la clôture de l'exercice.	-	-	-	50,00	-	-	50,00
Népal International Leasing & Finance Company Limited accroîtra sa base de capital et concentrera davantage ses efforts sur le crédit-bail tout en continuant d'accorder des financements aux consommateurs et aux petites et moyennes entreprises.	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Pakistan Pakistan Trade Enhancement Facility Fibromat mettra en place un mécanisme d'une durée de deux ans pour garantir les crédits documentaires émis par certaines banques commerciales au Pakistan.	50,00	-	-	-	-	-	50,00
D.G. Khan Cement Company Limited se réorganisera en utilisant une garantie de la SFI pour obtenir des financements en monnaie nationale.	-	-	-	14,54	-	-	14,54
Philippines Asian Hospital Inc. acquerra des appareils et matériels médicaux à la pointe du progrès et construira un hôpital de 247 lits ainsi qu'un centre de consultation médicale pouvant héberger 200 médecins pour intensifier la concurrence au niveau du secteur privé, accroître l'efficacité des opérations et améliorer la qualité des services médicaux.	14,00	-	-	-	-	-	14,00
ePlanters permettra aux petites et moyennes entreprises d'accroître leurs débouchés en leur offrant un accès à l'internet d'un coût abordable.	-	0,23	-	-	-	-	0,23

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
MFI Micro Enterprise Bank of the Philippines constituera un établissement de microfinancement privé.	-	0,12	-	-	-	-	0,12
PlantersBank renforcera sa base de capital pour accroître le volume des financements à long terme qu'elle accorde aux petites et moyennes entreprises.	15,00	-	8,88	-	-	-	23,88
Stradcom Corporation accroîtra l'efficacité du traitement des dossiers de demande de permis de conduire et de déclaration des véhicules automobiles dans le cadre d'un accord de concession visant à moderniser et à informatiser les 247 bureaux des services du Land Transportation Office aux Philippines.	12,00	-	-	8,00	-	-	20,00
République démocratique populaire lao Belmont Hotel Investments (Laos) Ltd. restructurera ses emprunts et obtiendra des financements supplémentaires pour mener à terme la rénovation de l'hôtel.	0,18	-	-	-	-	-	0,18
Villa Santi s'agrandira pour accroître le nombre de chambres de l'hôtel et développer ses autres services hôteliers pour satisfaire à la demande croissante de chambres de plus haute catégorie dans la région historique de Luang Prabang.	1,15	-	-	-	-	-	1,15
Sri Lanka Apollo Lanka ouvrira un hôpital privé moderne à Colombo, qui assurera des services de médecine générale et des services d'hospitalisation pour des soins de courte durée. Il sera doté des installations nécessaires pour fournir des services de diagnostic, des soins curatifs, et des services de chirurgie dans une large gamme de disciplines médicales.	-	1,10	-	-	-	-	1,10
Suntel Limited , qui est l'un des deux opérateurs d'un réseau local de raccordement sans fil, étendra son réseau national.	20,91	7,50	-	-	-	-	28,41
Thaïlande Thailand International Rating Agency fournira toute la gamme des services de notation en utilisant les normes et méthodologies internationales.	-	0,12	-	-	-	-	0,12
RÉGION ASIE ET PACIFIQUE Asia Paper Markets fournira un centre de communications électronique pour aider les opérations commerciales du secteur du papier et de la pâte à papier en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Afrique.	-	1,00	-	-	-	-	1,00
South Asia Forfaiting Facility mettra en place trois mécanismes d'affacturage à forfait pour les banques commerciales couvrant, respectivement, l'Inde, le Sri Lanka et le Bangladesh.	-	-	-	28,00	-	-	28,00
Thailand and Philippines Forfaiting Facility offriront des mécanismes de financement du commerce extérieur à des banques commerciales en Thaïlande et aux Philippines.	-	-	-	20,00	-	-	20,00
EUROPE ET ASIE CENTRALE							
Albanie American Bank of Albania recevra des garanties partielles de prêt qui lui permettront de développer son portefeuille de prêts aux petites et moyennes entreprises.	-	-	-	2,50	-	-	2,50
Seament modernisera et améliorera l'impact sur l'environnement des opérations d'extraction et de fabrication de ciment, et construira un ensemble de fours utilisant un procédé à sec pour accroître la capacité de production de la fabrique de ciment d'Elbasan.	15,00	-	-	-	-	-	15,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Arménie Armenia Hotel Closed Joint Stock Company , qui est le principal gérant d'hôtel à Erevan, construira un hôtel de 223 chambres ainsi que des espaces de bureau à louer.	-	-	3,57	-	-	-	3,57
Bosnie-Herzégovine Bosnalijek d.d. , qui est l'unique compagnie pharmaceutique du pays, achèvera les travaux de reconstruction d'une fabrique de comprimés et de capsules.	2,11	-	-	-	-	-	2,11
Microentreprise Bank d.d. Sarajevo , qui est une banque commerciale, procédera à une augmentation de capital pour pouvoir développer ses opérations de microfinancement en Bosnie.	-	0,38	-	-	-	-	0,38
Bulgarie Bulbank AD s'efforcera de développer ses opérations de prêt en faveur d'entreprises et de particuliers qui n'ont qu'un accès très limité à ce type de services et lancera de nouveaux produits dans le but d'élargir et d'approfondir les circuits des marchés des capitaux.	-	17,26	-	-	-	-	17,26
Doverie Brico construira et exploitera une chaîne de distribution composée de cinq magasins en Bulgarie et en Macédoine, qui offre des produits de rénovation et de réparation des logements ainsi que des services spécialisés.	2,86	-	1,67	-	-	-	4,53
EPIQ Electronics Assembly Ltd. modernisera et agrandira ses fabriques de matériels électroniques.	7,70	-	-	-	-	-	7,70
Florina Bulgaria S.A. , qui est le troisième producteur de jus de fruits du pays si l'on se base sur le volume des ventes, constituera une société intégrée de production de jus de fruits et de boissons gazeuses.	3,60	-	-	-	-	-	3,60
Kronospan Bulgaria EOOD abandonnera le projet de production de panneaux de particules pour agrandir son installation de presses pour revêtement de panneaux de mélamine dans le cadre du programme d'investissement entrepris pour son compte.	6,43	-	-	-	2,76	-	9,19
ProCredit Bank AD bénéficiera d'une prise de participation de 2,4 millions de deutsche marks soit 20 % de son capital-action.	-	1,05	-	-	-	-	1,05
Sofia Med rénovera et modernisera une installation de traitement de cuivre pour améliorer les méthodes de production et faciliter le passage à la fabrication de produits ayant une valeur ajoutée.	11,55	-	-	-	-	-	11,55
Croatie Pliva d.d. , qui est la principale compagnie pharmaceutique d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, a entrepris de construire de nouvelles installations de recherche et développement qui satisferont aux normes de qualité internationales tout en facilitant les opérations de recherche et développement de nouveaux produits.	25,00	-	10,00	-	12,50	-	47,50
Estonie Kreenholmi Valduse A.S. , société textile verticalement intégrée produisant des articles à base de coton, rationalisera ses opérations, diversifiera la gamme de ses produits, et améliorera les conditions ambiantes dans ses installations.	4,93	-	2,51	-	10,61	-	18,05
Horizon Tselluloosi Ja Paberi Aktsiaselts , seul fabricant de pâte à papier et de papier écrit d'Estonie, encouragera le développement d'activités de production axées sur des produits ayant une valeur ajoutée et destinés aux marchés d'exportation utilisant des matières premières locales.	-	-	0,06	-	-	-	0,06

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Fédération de Russie							
Baring Vostok Private Equity Fund prendra des participations dans des sociétés de l'ex-Union soviétique opérant dans les secteurs des hydrocarbures, des télécommunications, des technologies de l'information, des produits de consommation et de la foresterie.	-	15,00	-	-	-	-	15,00
New Medical Center à Saint-Petersbourg comprendra à terme un centre de médecine de la famille, des centres médicaux ambulatoires ou de séjour, un laboratoire médical, et un département d'imagerie médicale.	2,10	-	-	-	-	-	2,10
Omsukchansk Mining and Geological Company exploitera la mine d'or et d'argent de Julietta à Magadan.	8,50	-	1,50	-	-	-	10,00
Ramenka 000 , qui est l'un des principaux magasins de vente au détail de produits alimentaires de Moscou, construira un troisième hypermarché, un petit centre commercial et deux supermarchés à Moscou.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
ZAO Stora Enso Packaging construira et exploitera une fabrique de carton ondulé à Moscou.	-	1,50	-	-	-	-	1,50
Géorgie							
Georgian Glass and Mineral Water Company N.V. , société holding des Pays-Bas installée aux Antilles, a procédé à une augmentation de capital.	-	0,18	-	-	-	-	0,18
Kazakhstan							
CASPI Limited agrandira et exploitera un hôtel trois étoiles à Atyrau (dans l'ouest du Kazakhstan) et une petite maison d'hôtes à Bautino, à proximité des champs pétrolifères de la Caspienne.	2,50	-	-	-	-	-	2,50
First International Oil Corporation mettra en exploitation de nouvelles sections du gisement de pétrole de Sazankurak, dans l'ouest du Kazakhstan.	-	0,01	-	-	-	-	0,01
LP-GAZ fournira du gaz de pétrole liquide en cylindre ou en citerne aux ménages qui utiliseront ce combustible pour cuire les aliments ou se chauffer.	2,00	-	-	-	-	-	2,00
Sazankurak Joint Stock Company mettra en exploitation de nouvelles sections du gisement de pétrole de Sazankurak, dans l'ouest du Kazakhstan.	15,00	-	5,00	-	-	-	20,00
OJSC NefteBank , banque commerciale régionale appartenant à des intérêts privés, consentira des prêts à des sociétés d'hydrocarbures et à de petites et moyennes entreprises locales. (FPE)	-	-	2,50	-	-	-	2,50
Lituanie							
Vilniaus Bankas AB renforcera son assise financière pour développer progressivement ses opérations et offrir de meilleurs services aux entreprises, et plus particulièrement aux PME.	-	-	18,32	-	-	-	18,32
Macédoine, ex-République yougoslave de							
Komercijalna Banka A.D. Skopje rétrocédera des fonds à des petites et moyennes entreprises pour leur permettre de s'agrandir et de se moderniser.	4,28	-	-	-	-	-	4,28
Moldova							
Micro Enterprise Credit (MEC) din Moldova S.A. sera constitué en tant qu'établissement de microfinancement privé.	-	-	0,90	-	-	-	0,90
Moldincombank S.A. , qui est l'une de trois petites banques privées, recevra une assistance technique générale et sera la bénéficiaire de lignes de crédit qui lui permettra de financer des prêts à moyen et long terme aux petites et moyennes entreprises.	1,50	-	-	-	-	-	1,50

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Voxtel S.A. exploitera le premier réseau de téléphonie cellulaire mobile GSM couvrant l'ensemble du pays.	-	31,00	-	-	-	31,00	
Ouzbékistan							
Osiyo Granite Ltd. ouvrira une nouvelle installation de transformation de granit dans un bâtiment de Tashkent.	1,25	-	0,40	-	-	-	1,65
Private Closed Joint Stock Commercial Bank « Parvina Bank » , banque commerciale de Samarkand, fournira des financements à long terme aux nouveaux petits centres d'affaires dans les régions de Samarkand et d'Andijan. (FPE)	-	-	1,00	-	-	-	1,00
Open Joint Stock Commerce Bank « Hamkorbank » rétrocèdera des prêts à de petites et moyennes entreprises pour aider le secteur privé ouzbèque qui commence à se constituer. (FPE)	-	-	1,00	-	-	-	1,00
Uzbek Leasing International A.O. , louera du matériel à de petites et moyennes entreprises dans le cadre de contrats de location-bail.	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Pologne							
Global Hotels Development Group Poland S.A. mettra en place et exploitera une chaîne d'hôtels Holiday Inn franchisés dans les grandes villes de province.	3,01	-	3,76	-	-	-	6,77
Intercell S.A. , deuxième grand producteur polonais de papier d'emballage écru, a procédé à une augmentation de capital pour financer ses investissements.	-	2,04	-	-	-	-	2,04
République khirgize							
Kyrgyz Investment and Industrial Credit Bank offrira toute la gamme des services des banques commerciales aux entreprises privées, aux sociétés en cours de privatisation et aux petites et moyennes entreprises.	-	1,40	-	-	-	-	1,40
République slovaque							
Vseobecna Uverova Banka, A.S. , améliorera son gouvernement d'entreprise et assurera le respect des normes internationales après sa privatisation et, ce faisant, contribuera à raffermir la position du secteur financier.	50,00	-	-	-	-	50,00	
République tchèque							
Konsolidacni Banka , qui a été constituée par le gouvernement en 1991 pour assurer le recouvrement et la liquidation d'actifs à risques, a lancé un programme pilote pour vendre les créances improductives à des investisseurs internationaux.	-	2,72	14,59	-	-	-	17,31
Roumanie							
Banca Românească S.A. constituera un établissement bancaire et des entreprises privées ayant une bonne surface financière, qui pourraient à terme offrir des possibilités attrayantes pour les investissements étrangers directs.	6,00	-	-	-	-	-	6,00
Romlease S.A. ouvrira une nouvelle installation pour faciliter l'accroissement des recettes des crédits-bails nécessaires à l'amélioration de la situation de la société.	4,00	-	-	-	-	-	4,00
Mobil Rom S.A. étendra son réseau de téléphonie cellulaire GSM à l'ensemble du territoire.	15,00	-	-	-	20,00	-	35,00
Tadjikistan							
Holland-Tajik Joint Venture M & P agrandira le supermarché « Holland Supermarket » à Dushanbe.	0,40	-	-	-	-	-	0,40
Tajikistan Finconsult Company sera la première société de conseil et d'audit du pays à satisfaire aux normes internationales. Elle aidera les clients internationaux et tadjiks à préparer des études de faisabilité, fournira des services de formation en gestion financière et en comptabilité, et réalisera des audits de banques et d'entreprises.	-	0,05	-	-	-	-	0,05

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
TAMO Joint Stock Company agrandira sa fabrique d'objets de décoration en marbre et mettra en exploitation une carrière de granit.	0,49	-	-	-	-	-	0,49
Turquie Arcelik, A.S. , principal fabricant turc d'appareils ménagers, mettra en place un programme d'investissement pour appuyer la poursuite de son expansion et de son développement stratégique.	30,00	-	-	-	49,70	-	79,70
Banvit Bandirma Vitaminli Yem Sanayi A.S. mettra à exécution un programme de modernisation et d'expansion de ses activités avociles intégrées. Le nombre d'exploitations satellites passera de 500 à 800.	20,00	5,00	-	-	-	-	25,00
CBS Printas Baski Murekkepleri ve Gerecleri A.S. fournira un appui aux opérations du fabricant d'encre d'imprimerie.	-	0,01	-	-	-	-	0,01
Isiklar Ambalaj A.S. , achèvera le projet de fabrique de pâte à papier et de papier de Celhart en Bulgarie et restructurera la dette de la société.	-	-	0,30	-	-	-	0,30
Istanbul Bilgi University agrandira et modernisera ses installations pour pouvoir accueillir de nouveaux étudiants et offrir des programmes d'enseignement par le biais de l'internet.	12,00	-	-	-	-	-	12,00
Ukraine Microfinance Bank of Ukraine sera la première banque ukrainienne constituée pour financer des micro et des petites entreprises.	-	1,67	-	-	-	-	1,67
RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE SEAF Growth Fund prendra des participations et des quasi-participations dans de petites et moyennes entreprises en Pologne, en Bulgarie, en Croatie, en ERY de Macédoine, et dans trois États baltes.	-	3,26	-	-	-	-	3,26
Trans-Balkan Fund LLC prendra des participations et des quasi-participations dans de petites et moyennes entreprises dans les pays des Balkans touchés par le conflit du Kosovo. (FPE)	-	4,82	-	-	-	-	4,82
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Argentine Aguas Provinciales de Santa Fe approvisionnera en eau potable et assurera l'évacuation des eaux usées dans 15 circonscriptions de la province de Santa Fe, aux termes d'un accord de concession d'une durée de 30 ans.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Nuevo Banco de Santa Fe S.A. fournira des financements à long terme en Argentine et, plus particulièrement, dans la région de Santa Fe. Les investissements viseront à développer le marché financier local, à réduire la mesure dans laquelle la région est tributaire des investisseurs internationaux, et à accroître l'efficacité des petites et moyennes sociétés.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Secondary Mortgage Market Company (SMMC) sera la première grande société de reprise d'hypothèques d'Argentine. Elle offrira des crédits hypothécaires d'un coût plus abordable et appuiera le développement de marchés financiers locaux.	50,00	-	-	-	-	-	50,00
Universidad del Salvador agrandira son campus de Pilar pour remédier au manque d'espace et améliorer les services sur le campus.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Universidad Torcuato Di Tella achètera et rénovera un nouveau bâtiment pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants.	9,00	-	-	-	-	-	9,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Bolivie							
Caja Los Andes S.A. , banque commerciale spécialisée dans le financement des microentreprises, procédera au swap d'un financement de 1,5 million d'euros avec un financement en dollars pour se protéger des risques de change.	-	-	-	-	-	1,30	1,30
Telefónica Celular de Bolivia S.A. étendra et numérise son réseau de téléphonie cellulaire et, ce faisant, améliorera le secteur des communications.	10,00	-	5,00	-	10,00	-	25,00
Brésil							
Banco BBA Creditanstalt ouvrira une ligne de crédit en faveur d'entreprises d'exportation brésiliennes de taille moyenne.	40,00	-	-	-	-	-	40,00
Concessionaria do Sistema Anhangüera-Bandeirantes S.A. remettra en état les autoroutes d'Anhangüera et de Bandeirantes près de São Paulo, prolongera l'autoroute de Bandeirantes de 78,5 km, et ajoutera trois aires de péage.	35,00	-	-	-	31,00	-	66,00
Escol@24Horas.com , mini portail éducatif fournissant des services de tutorat 24 heures sur 24 par courrier électronique, complètera les ressources et les capacités d'apprentissage des écoles en fournissant des services accessibles à domicile par les élèves par courrier électronique et l'internet.	-	3,25	-	-	-	-	3,25
Hospital Samaritano achèvera la rénovation et la modernisation de ses installations.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Josapar Oliveira Participações S.A. , qui est la plus importante entreprise de traitement et de commercialisation de riz blanc du pays, agrandira et modernisera ses installations. L'usine de préparation et de conditionnement de riz étuvé sera déplacée.	8,00	-	7,00	-	-	-	15,00
Minerações Brasileiras Reunidas S.A. financera la mise en valeur de mines, la construction d'installations, et la modernisation des équipements dans le but d'accroître la capacité de production de minerai de fer.	20,00	-	-	-	-	-	20,00
Tecon Salvador S.A. rénovera et exploitera le terminal à conteneurs et de charge générale du port de Salvador, dans le nord-est du Brésil.	3,50	1,00	-	-	5,00	-	9,50
Chili							
Minera Escondida Limitada fera appel à des ressources financières pour financer une partie de ses dépenses d'équipement, ses fonds de roulement et ses obligations au titre du service de la dette.	-	-	7,50	-	-	-	7,50
San Antonio Terminal Internacional, S.A. , qui est le plus grand port du Chili, agrandira et modernisera ses installations.	35,00	3,70	-	-	65,00	-	103,70
Colombie							
Cementos del Caribe, S.A. , principal fabricant de ciment de Colombie, accroîtra sa capacité, réduira ses coûts de production et éliminera les goulets d'étranglement dans deux de ses usines, Cales y Cementos Toluviejo en Colombie et Corporación de Cemento Andino C.A. au Venezuela. Son programme prévoit des investissements post-privatisation à Andino.	15,00	10,00	-	-	48,00	-	73,00
Costa Rica							
Gestión Aeroportuaria AGI de Costa Rica S.A. gèrera, exploitera, modernisera et agrandira l'Aeroporto Internacional Juan Santamaría (AIJS), par lequel transite chaque année environ 2,3 millions de passagers.	35,00	-	-	-	85,00	-	120,00
Banco Interfin S.A. rétrocèdera des fonds aux petites et moyennes entreprises pour leur permettre de financer leurs projets d'agrandissement et de modernisation.	15,00	-	-	-	-	-	15,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Guyana Guyam Bank , qui est la première banque d'affaires du Guyana, fournira des services de conseil et des financements à moyen et long terme au secteur privé.	-	1,00	-	-	-	-	1,00
Jamaïque Mossel (Jamaica) Limited mettra en place un réseau numérique de téléphonie cellulaire GSM couvrant l'ensemble du pays pour introduire une certaine concurrence dans le secteur des télécommunications mobiles.	18,00	-	12,00	-	-	-	30,00
Mexique American British Cowdray Medical Center I.A.P. fournira un appui à la construction et à l'exploitation du deuxième établissement hospitalier et préparera le terrain à une future expansion dans la région de Santa Fe.	30,00	-	-	-	14,00	-	44,00
Financiera Compartamos S.A. de C.V., S.O.F.O.L. , intermédiaire financier assujéti aux réglementations officielles, reprendra un portefeuille de microcrédits de qualité en utilisant le système de caisses de crédit villageoises. La clientèle se compose de plus de 50 000 emprunteurs ruraux (pour la plupart des femmes) et d'un nombre croissant d'emprunteurs urbains.	1,00	0,63	-	-	-	-	1,63
G.W. Servicios S.A. de C.V. , par l'intermédiaire de sa filiale contrôlée à 100 % Ferrocarriles Chiapas Mayab S.A. de C.V.(FCCM), remettra en état l'infrastructure ferroviaire et le matériel roulant existants dans certains des États les plus pauvres du Mexique et offrira des services de transport intermodal sur la ligne Chiapas Mayab.	10,50	1,90	-	-	10,00	-	22,40
Hipotecaria Su Casita S.A. de C.V., S.O.F.O.L. , qui a été fondée en 1994 et est la deuxième source de crédit hypothécaire du Mexique, continuera de fournir des crédits hypothécaires aux ménages ayant de faibles revenus. La SFI prendra une participation de 14,4 % au capital de la compagnie pour lui permettre d'étendre le champ de ses activités et d'accroître ses capacités de financement.	-	11,01	-	-	-	-	11,01
Industrias Innopack S.A. de C.V. , entreprise moyenne fabriquant des bouteilles en polyéthylène et des capsules pour les producteurs de boissons non alcoolisées et d'eau en bouteille, entreprendra un programme d'expansion et de restructuration financière.	-	15,00	-	-	-	-	15,00
InverCap S.A. de C.V. , société de gestion d'un fonds commun de placement offrant ses services aux particuliers et aux entreprises, bénéficiera d'un financement qui lui permettra de financer une nouvelle phase d'expansion et de renforcer ses efforts de commercialisation.	-	0,07	-	-	-	-	0,07
Promotora de Centros Educativos S.A. de C.V. construira et gèrera des établissements scolaires offrant des classes allant du jardin d'enfant à la fin du secondaire dans les États de Oaxaca, Durango, Michoacan, Sinaloa et Morelos.	6,50	-	-	-	-	-	6,50
Tenedora Nemark S. A. de C. V. , grand producteur de culasses en aluminium pour moteurs automobiles, achètera deux fabriques de pièces détachées en aluminium. La SFI a accru le montant de son financement pour maintenir au même niveau sa part du capital.	-	-	1,51	-	-	-	1,51
Turborreactores S.A. de C.V. réhabilitera, modernisera et agrandira les installations de maintenance préventive et corrective et de réparation des réacteurs d'avion.	14,00	-	-	-	4,00	-	18,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Pérou							
Agro-Guayabito S.A. , producteur de tomates, d'asperges, et de volailles vivantes pour les marchés intérieurs et d'exportation, aura recours à un financement pour remédier à une pénurie de liquidité.	2,00	-	-	-	-	-	2,00
Inka Terra, Peru S.A.C. , gérant d'hôtel spécialisé dans les installations d'écotourisme, développera ses opérations et réorganisera ses finances.	5,00	-	-	-	-	-	5,00
Minera Quellaveco S.A. bénéficiera d'un financement qui lui permettra de réaliser la dernière phase du programme de faisabilité.	-	0,75	-	-	-	-	0,75
Peru Orient Express Hotel rénovera le Machu Picchu Sanctuary Lodge et le Monasterio Hotel à Cusco, et convertira un bâtiment adjacent en un hôtel cinq étoiles de 58 suites.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Universidad Peruana de Ciencias Aplicadas, S.A. , l'une des cinq premières universités privées de Lima, agrandira et modernisera ses installations.	7,00	-	-	-	-	-	7,00
Uruguay							
Universidad de Montevideo confortera sa position de premier plan en renforçant ses activités de recherche et la formation des enseignants, en accueillant un plus grand nombre d'étudiants ayant le niveau requis mais venant de ménages peu fortunés et en accroissant les effectifs totaux.	5,00	-	-	-	-	-	5,00
Venezuela, République bolivarienne du							
Forestal Trillium , société intégrée de produits forestiers, investira dans la conception, la construction et l'exploitation d'une usine de panneaux de grandes particules orientées.	16,80	6,00	-	-	10,00	-	32,80
Electricidad de Caracas S.A.C.A électrifiera les quartiers pauvres dévastés par les inondations.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Convergence Communications, Inc. assurera des connexions sur bande large en Amérique centrale, au Mexique et au Venezuela.	-	2,15	-	-	-	-	2,15
Medical Systems Finance Holding Limited , société de matériel médical basée en Uruguay et desservant le Brésil, l'Argentine, et le Mexique, fera appel à un financement pour poursuivre le développement de ses opérations permis par l'investissement initial réalisé par la SFI en 1998.	-	-	-	-	5,00	-	5,00
PriceSmart, Inc. , étendra son réseau de magasins-entrepôts en Amérique centrale et dans les Caraïbes en construisant 13 entrepôts à prestations minimales où pourront s'approvisionner ses membres.	22,00	-	10,00	-	-	-	32,00
HSBC Argentina Holdings S.A. , fonds de participation privé de 300 millions de dollars ciblant ses investissements sur les petites et moyennes entreprises appartenant à des intérêts privés dans la région du Mercosur, sera géré par HSBC Private Equity Latin America L.P.	-	20,00	-	-	-	-	20,00
Softbank Latin America Ventures lancera des activités par le biais de l'internet en Amérique latine. Cet investissement permettra à la région de bénéficier des modèles internet les plus novateurs et de promouvoir les entreprises locales.	-	15,00	-	-	-	-	15,00
Certifica.com fournira des services d'évaluation du trafic sur le web, ainsi que des services d'audit et d'analyse des sites internet dans toute l'Amérique latine.	-	1,50	-	-	-	-	1,50

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Caribbean Loan Facility fournira des financements à moyen et long terme aux petites et moyennes entreprises procédant à des opérations de construction pour accroître leurs capacités et à des opérations de restructuration, notamment dans le secteur des exportations. Le mécanisme sera géré par la Bank of Nova Scotia, qui est la partenaire de la SFI dans le cadre du projet.	25,00	-	-	-	25,00	-	50,00
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Algérie							
Algiers Investment Partnership S.P.A. , qui est la première société de placement d'Alger, participera à un large éventail d'investissements dans des services bancaires, et notamment des services financiers aux entreprises dans le cadre d'opérations de privatisation.	-	0,30	-	-	-	-	0,30
Arabie saoudite							
Saudi Orix Leasing Company (SOLC) , première société de crédit-bail saoudienne, offrira aux petites et moyennes entreprises un accès au crédit.	-	1,60	-	-	-	-	1,60
Égypte, République arabe d'							
EDF Suez Gulf Power S.A.E. et EDF Port Said Power S.A.E. concevront, construiront et exploiteront deux centrales à vapeur d'une capacité de 682,5 MW pour fournir une source durable d'électricité bon marché aux consommateurs résidentiels, commerciaux et industriels.	90,00	-	-	-	305,00	-	395,00
EFG Hermes Holding S.A.E. , principale banque d'affaires d'Égypte, étendra le champ de ses activités en lançant des co-entreprises en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et en Jordanie.	30,00	-	-	-	-	-	30,00
Egyptian Cement Company S.A.E. sera le bénéficiaire du premier financement en monnaie nationale réalisé par la SFI dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qu'elle utilisera dans le cadre de la construction et de l'exploitation d'une usine de production de ciment par un procédé à sec.	-	-	-	34,39	-	-	34,39
IT Worx fournira des services de mise au point de logiciels et de conseil en technologies de l'information dans divers domaines tels que des services électroniques, la gestion des relations avec la clientèle, la mise au point d'applications de PAO et de solutions informatiques pour les entreprises.	-	2,50	-	-	-	-	2,50
Unipak Nile Limited construira une nouvelle usine pour fabriquer des emballages en carton ondulé pour le marché intérieur. Elle pourra ainsi élargir la gamme de ses produits, réduire ses coûts et disposer d'une capacité d'entreposage supplémentaire.	3,00	-	-	-	-	-	3,00
Jordanie							
International Luggage Manufacturing Company , fabricant de bagages en matières souples, agrandira sa chaîne de fabrication et exportera ses marchandises vers les États-Unis.	8,00	-	-	-	-	-	8,00
Jordan Gateway Projects Company mettra en valeur et exploitera un parc industriel à la frontière israélo-jordanienne.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Middle East Investment Bank (MEIB) procédera à une recapitalisation et se réorganisera pour moderniser ses services bancaires, intensifier la concurrence et promouvoir l'établissement de relations et de rapports de collaboration plus étroits dans la région.	-	-	2,15	-	-	-	2,15
Liban							
Banque Saradar S.A.L. rétrocédera le montant d'un prêt à de petites et moyennes entreprises et consentira des crédits au logement à moyen et long terme aux ménages ayant des revenus moyens.	-	1,00	-	-	-	-	1,00

DESCRIPTION	PRÊT SFI	PARTICI- PATION SFI	QUASI- PARTICI- PATION SFI	GARANTIE SFI	SYNDI- CATIONS	PRODUIT GESTION DES RISQUES	TOTAL ENGAGE- MENTS EX. 01
Lebanese Credit Insurer S.A.L. , première société d'assurance-crédit du pays permettra aux petites et moyennes entreprises d'avoir accès à un nouveau mécanisme de gestion des risques et à des financements d'un coût abordable.	-	0,50	-	-	-	-	0,50
Lebanese Leasing Company S.A.L. , société de crédit-bail florissante offrant aux petites et moyennes entreprises des solutions plus souples que les financements bancaires habituels, renforcera la base de ses financements à long terme.	10,00	-	-	-	-	-	10,00
Maroc Medi Telecom S.A. construira et exploitera le deuxième réseau GSM 900 couvrant l'ensemble du territoire marocain. Le projet devrait améliorer la qualité et la prestation des services téléphoniques, et contribuer à accroître le taux de pénétration de la téléphonie sans fil.	66,38	-	22,13	-	309,70	-	398,21
République arabe syrienne Arab Drip Irrigation Technology Ltd (Adritec) financera la mise en place de nouvelles installations de production à Latakia, pour accroître la gamme et améliorer la qualité des systèmes d'irrigation permettant de réduire la consommation d'eau, et pour aider la société à s'implanter sur les marchés dans toute la région.	-	1,00	-	-	-	-	1,00
RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD Middle East North Africa Forfeiting Facility (MFF) encouragera le commerce extérieur en aidant les entreprises locales à obtenir accès aux marchés internationaux et en accroissant le volume des capitaux à moyen terme pouvant financer des échanges transfrontières. Le mécanisme couvrira l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie.	-	-	-	34,00	-	-	34,00
MONDE							
Gerling Credit Insurance Group investira dans des sociétés d'assurance-crédit sur les marchés émergents en créant de nouvelles sociétés ou en acquérant des sociétés d'assurance-crédit existantes.	-	8,56	-	-	-	-	8,56
InfrastructureWorld.com (IWorld) , portail mondial internet pour l'infrastructure, devrait présenter d'importants avantages pour les participants à des projets et des entreprises d'infrastructure de grande envergure. IWorld compte devenir le centre d'information et le facilitateur des transactions électroniques utilisé de préférence par les intervenants dans le secteur de l'infrastructure dans le monde entier.	-	5,00	-	-	-	-	5,00
Internationale Micro Investitionen (IMI) prendra des participations stratégiques dans des institutions de microfinance-ment sur des marchés émergents.	-	1,70	-	-	-	-	1,70
Round 1 élargira l'accès des marchés émergents à Private Equity Street. PES est un produit privé de gestion des portefeuilles de participations et de présentation de rapports basé sur l'internet.	-	1,50	-	-	-	-	1,50
Solar Development Corporation fournira des services de financement et de conseil aux entreprises dans le but d'accélérer l'adoption de systèmes photovoltaïques dans les pays en développement.	-	5,50	-	-	-	-	5,50

FEA : Fonds pour l'entreprise en Afrique
FPE : Fonds pour la petite entreprise

PROJETS APPROUVÉS

90 AFRIQUE SUBSAHARIENNE Afrique du Sud, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tanzanie, Zambie	91 ASIE ET PACIFIQUE Bangladesh, Chine, Corée (République de), Fidji, Inde, Indonésie, Maldives, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam	93 EUROPE ET ASIE CENTRALE Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine	95 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pérou, Trinité-et-Tobago, Uruguay	96 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD Algérie, Égypte (République arabe d'), Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne
--	--	---	---	---

Il est possible de voir et de classer les projets sur le site web www.ifc.org/ar2001/projects

(millions de dollars)

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
AFRIQUE SUBSAHARIENNE					
Afrique du Sud					
Comesa Financial Exchange On-line (Pty) Ltd	Information	1,00	-	1,00	2,51
Cornerstone College	Services d'éducation	0,28	-	0,28	0,57
Franchise Partners	Secteur financier ¹	2,50	-	2,50	6,25
Freecom (Proprietary) Limited	Produits indus./consom. ⁶	0,40	-	0,40	1,33
Printability Ltd.	Pâte à papier et papier	7,23	-	7,23	30,20
Rubico Holding SA (Pty) Ltd.	Information	5,00	-	5,00	10,00
Spier Estate Hotel	Tourisme ⁸	19,50	-	19,50	81,25
Botswana					
Africa Banking Corporation	Secteur financier ¹	20,00	-	20,00	20,00
Burundi					
Florex Limited	Agriculture ²	0,28	-	0,28	0,99
Cap-Vert					
Moura Company	Transports ³	0,47	-	0,47	1,20
Ghana					
Diamond Cement Ghana Limited	Minéraux ⁴	6,00	-	6,00	15,00
Ghana Printing and Packaging Industries Limited	Pâte à papier et papier	1,70	-	1,70	4,25
Kenya					
Celinico Flowers Limited	Agriculture ²	0,23	-	0,23	0,46
Gapco Kenya	Commerce extérieur	15,00	-	15,00	42,00
Industrial Promotion Services Rights Issue	Secteur financier ¹	0,66	-	0,66	0,66
Kenya Commercial Bank	Secteur financier ¹	30,00	-	30,00	30,00
Madagascar					
Aquaculture de la Mahajamba (AQUALMA)	Agriculture ²	15,23	-	15,23	82,70
Cotona Clothing Company	Textiles ⁵	2,59	-	2,59	10,20
La Cotonnière d'Antsirabe	Textiles ⁵	7,76	-	7,76	20,00
Mali					
Banque Malienne de Crédits et de Dépôts	Secteur financier ¹	5,80	-	5,80	5,80
Fibromat-Mali	Minéraux ⁴	0,12	-	0,12	0,25
Mozambique					
Autobody Grand Prix Lda.	Produits indus./consom. ⁶	0,44	-	0,44	1,23
Mozal S.A.R.L.	Métaux ⁷	25,00	-	25,00	1 024,00
Namibie					
Life Office of Namibia Limited	Secteur financier ¹	0,81	-	0,81	5,00
Nedbank Investment Bank	Secteur financier ¹	0,74	-	0,74	0,90

PROJETS APPROUVÉS

(millions de dollars)

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Nigéria					
Citibank Nigeria-ETM	Secteur financier ¹	30,00	-	30,00	30,00
First City Merchant Bank Ltd.	Secteur financier ¹	10,00	-	10,00	10,00
Niger Delta Contractor Revolving Credit Facility	Secteur financier ¹	15,00	-	15,00	30,00
Novotel Port Harcourt Hotel	Tourisme ⁸	4,00	-	4,00	13,10
United Bank for Africa (plc)	Secteur financier ¹	30,00	-	30,00	30,00
Ouganda					
Golf Course Holdings Limited	Commerce extérieur ¹⁰	1,00	-	1,00	5,40
Kabojja Junior School	Services d'éducation	0,35	-	0,35	1,25
Rwanda					
Dreamland Towers	Tourisme ⁸	0,80	-	0,80	3,24
Sénégal					
Royal Saly S.A.	Tourisme ⁸	1,00	-	1,00	3,62
Seychelles					
Seychelles Stock Exchange and Brokerage Company	Secteur financier ¹	0,15	-	0,15	0,15
Tanzanie					
Boundary Hill Lodge Limited	Tourisme ⁸	0,20	-	0,20	0,80
2000 Industries	Produits alimentaires ⁹	1,60	-	1,60	4,80
Zambie					
Michelangelo Executive Lodge Limited	Tourisme ⁸	0,20	-	0,20	0,50
Protea Hotel Chingola	Tourisme ⁸	0,96	-	0,96	2,39
RÉGION AFRIQUE SUBSAHARIENNE					
A & K Resorts	Tourisme ⁸	14,00	-	14,00	61,00
Africa Media Group Limited	Information	5,00	-	5,00	22,20
AIG Global Investment Company (East Africa) Ltd.	Fonds ¹¹	0,15	-	0,15	1,00
Mining and Contracting Services	Hydrocarbures et ind. extractives	34,00	40,00	74,00	100,00
Mobile Systems International Cellular Investments Holdings, B.V.	Information	31,00	-	31,00	261,00
Privatization Fund for Africa	Fonds ¹¹	50,00	-	50,00	50,00
Sunu Assurances	Secteur financier ¹	1,43	-	1,43	1,60
ASIE ET PACIFIQUE					
Bangladesh					
Bangladesh Trade Enhancement Facility	Secteur financier ¹	26,00	-	26,00	52,00
BRAC Bank	Secteur financier ¹	3,00	-	3,00	10,00
Unique Hotels	Tourisme ⁸	8,75	-	8,75	35,00
Chine					
Asian American Coal Inc.	Hydrocarbures et ind. extractives	2,00	-	2,00	2,00
China Minsheng Banking Co., Ltd.	Secteur financier ¹	23,50	-	23,50	23,50
Maanshan Carbon	Produits chimiques	11,00	5,00	16,00	22,00
Nanjing City Commercial Bank	Secteur financier ¹	26,58	-	26,58	26,58
New China Life Insurance Company	Secteur financier ¹	30,93	-	30,93	125,50
Peak Pacific Investment Company	Services d'intérêt collectif	25,00	-	25,00	100,00
Shanxi Asian American					
Danling Energy Company Limited	Hydrocarbures et ind. extractives	15,00	15,00	30,00	75,00
Sino-Forest Plantation	Produits indus./consom. ⁶	25,00	-	25,00	50,00
Corée, République de					
Cheil Jedang Investment Trust & Securities	Secteur financier ¹	50,20	-	50,20	177,00
Fidji					
Hillview Limited	Tourisme ⁸	0,32	-	0,32	1,74
Inde					
Ballarpur Industries Limited	Pâte à papier et papier	27,00	-	27,00	126,10
Bharti Telecom Limited	Information	70,00	-	70,00	500,00

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Bhartiya Samruddhi Finance Limited	Secteur financier ¹	1,00	-	1,00	10,00
Continental Carbon India Limited	Produits chimiques	9,00	11,5	20,5	35,25
GI Wind Farms Limited	Services d'intérêt collectif	10,80	-	10,80	29,90
Global Trade Finance (Pvt.) Limited	Secteur financier ¹	12,41	-	12,41	30,00
Global Trust Bank	Secteur financier ¹	20,00	-	20,00	40,00
ICICI - GF	Secteur financier ¹	40,00	-	40,00	40,00
ICICI Limited	Secteur financier ¹	50,00	-	50,00	50,00
Indian Infrastructure Equipment Limited	Secteur financier ¹	10,00	-	10,00	44,00
Indian Seamless Metal Tubes Limited	Métaux ⁷	11,40	-	11,40	28,60
Internet Express Ltd.	Information	5,00	-	5,00	32,00
Jet Airways (India) Ltd.	Transports ³	15,00	-	15,00	445,00
Learning Universe Pvt. Limited	Services d'éducation	0,25	-	0,25	19,10
Mahindra Infrastructure Developers Limited	Services d'intérêt collectif	10,00	-	10,00	50,00
NIIT Limited	Services d'éducation	10,68	-	10,68	172,50
Orchid Chemicals & Pharmaceuticals Limited	Chemicals	30,00	-	30,00	116,00
Samtel Color Limited, Samcor Glass Limited	Produits indus./consom. ⁶	21,30	-	21,30	68,10
Spryance, Inc.	Information	2,00	-	2,00	3,80
State Bank of India	Secteur financier ¹	50,00	-	50,00	300,00
Varun Shipping Company Limited	Transports ³	0,38	-	0,38	0,38
Vysya Bank Limited	Secteur financier ¹	7,30	-	7,30	7,30
Indonésie					
PT. Berlian Laju Tanker II	Transports ³	12,00	-	12,00	49,00
PT. Dianlia Setyamukti	Hydrocarbures et ind. extractives	5,00	-	5,00	10,40
PT. Indorama Synthetics Tbk	Textiles ⁵	20,00	-	20,00	203,00
PT. Sigma Cipta Caraka	Services spécialisés ¹³	3,00	-	3,00	6,50
Standard Chartered Bank	Secteur financier ¹	50,00	-	50,00	125,00
Sumitomo Bank	Secteur financier ¹	50,00	-	50,00	125,00
PT. Sunson Textile Manufacturer Tbk	Textiles ⁵	13,00	18,00	31,00	36,10
Maldives					
Maldives Leasing Company	Secteur financier ¹	4,25	-	4,25	12,00
Mongolie					
X.A.C. Co. Ltd.	Secteur financier ¹	0,40	-	0,40	1,90
Népal					
International Leasing and Finance Co., Ltd	Secteur financier ¹	0,31	-	0,31	1,10
Pakistan					
Crescent Greenwood Ltd	Textiles ⁸	10,50	6,90	17,40	17,40
Lasmo Oil Pakistan Limited	Hydrocarbures et ind. extractives	40,00	-	40,00	120,00
Sarah Textiles	Textiles ⁸	1,60	-	1,60	1,60
Philippines					
Asian Eye Institute	Soins de santé	1,00	-	1,00	4,20
Avalon Professional Web Trade Pte. Ltd.	Information	1,00	-	1,00	8,00
Filinvest Alabang Inc.	Construction ¹²	22,00	-	22,00	44,00
Manila North Tollways Corporation	Transports ³	46,00	-	46,00	365,00
Philippine Export Development Facility	Secteur financier ¹	6,00	-	6,00	12,00
Philippine International Air Terminal Corporation	Transports ³	50,00	75,00	125,00	642,50
République démocratique populaire lao					
Villa Santi	Tourisme ⁸	1,15	-	1,15	2,80
Sri Lanka					
South Asia Gateway Terminals (Private) Limited	Transports ³	1,50	-	1,50	1,50
Thaïlande					
Alusiam Light Metal Industry Co., Ltd.	Métaux ⁷	8,75	-	8,75	35,00
Standard Chartered Nakornthon Bank	Secteur financier ¹	50,00	-	50,00	125,00
TelecomAsia Corporation Plc	Information	99,45	-	99,45	500,00
Thai Tap Water Company Limited	Services d'intérêt collectif	56,45	-	56,45	235,00
Thailand International Rating Agency	Secteur financier ¹	0,12	-	0,12	1,20

PROJETS APPROUVÉS

(millions de dollars)

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Viet Nam					
RMIT International University Vietnam	Services d'éducation	7,50	-	7,50	33,80
RÉGION ASIE ET PACIFIQUE					
Asia Paper Markets	Pâte à papier et papier	1,00	-	1,00	8,00
One Studio	Information	3,00	-	3,00	13,30
Pacific NetMarkets Limited	Pâte à papier et papier	2,00	-	2,00	8,00
EUROPE ET ASIE CENTRALE					
Albanie					
American Bank of Albania	Secteur financier ¹	2,50	-	2,50	5,00
Anglo Albania Petroleum Limited	Hydrocarbures et ind. extractives	10,00	-	10,00	197,50
Seament	Minéraux ⁴	15,00	-	15,00	60,00
Azerbaïdjan					
Koçbank Azerbaijan	Secteur financier ¹	0,06	-	0,06	0,06
Bosnie-Herzégovine					
Bosnalijek d.d.	Produits chimiques	2,30	-	2,30	5,90
Microenterprise Bank d.d. Sarajevo	Secteur financier ¹	0,37	-	0,37	1,50
Privredna Banka Sarajevo Group	Secteur financier ¹	13,68	-	13,68	14,30
Bulgarie					
Bulbank AD	Secteur financier ¹	17,95	-	17,95	250,00
Doverie Brico	Commerce extérieur ¹⁰	4,80	-	4,80	14,40
EPIQ Group	Produits indus./consom. ⁶	7,98	-	7,98	21,66
Kronospan Bulgaria EOOD	Produits indus./consom. ⁶	6,36	2,73	9,09	18,00
ProCredit Bank AD	Secteur financier ¹	1,05	-	1,05	5,25
Sofia Med	Métaux ⁷	11,55	-	11,55	80,00
Chypre					
Bravo Holdings Limited	Produits alimentaires ⁹	10,00	-	10,00	10,00
Croatie					
Locat Leasing Croatia, D.O.O.	Secteur financier ¹	6,20	-	6,20	22,00
Pliva d.d.	Produits chimiques	35,00	12,50	47,50	113,00
Estonie					
Krenholmi Valduse A.S.	Textiles ⁵	6,66	9,49	16,15	41,70
Fédération de Russie					
Baring Vostok Private Equity Fund	Fonds ¹¹	15,00	-	15,00	175,00
Berna Gold Corporation	Hydrocarbures et ind. extractives	1,00	-	1,00	1,00
OOO Bravo International	Produits alimentaires ⁹	15,00	7,00	22,00	40,00
Ford Motor Company ZAO	Produits indus./consom. ⁶	55,00	55,00	110,00	221,40
New Medical Center	Soins de santé	2,10	-	2,10	9,00
Omsukchansk Mining and Geological Company	Hydrocarbures et ind. extractives	10,00	-	10,00	76,49
Probusiness Bank	Secteur financier ¹	5,00	-	5,00	5,00
Ramenka OOO	Commerce extérieur ¹⁰	30,00	-	30,00	125,50
Ruscarm	Minéraux ⁴	13,00	-	13,00	25,00
ZAO Stora Enso Packaging	Pâte à papier et papier	0,20	-	0,20	0,21
Volga-Dnepr Airlines	Transports ³	25,00	25,00	50,00	65,90
Géorgie					
Microfinance Bank of Georgia	Secteur financier ¹	0,29	-	0,29	2,40
Hongrie					
Hungary Energy Efficiency Co-Finance Program 2	Secteur financier ¹	12,00	-	12,00	70,00
Kazakhstan					
CASPI Limited	Tourisme ⁸	2,50	-	2,50	5,90
Closed Joint Stock Company « Kaztak A.S. »	Métaux ⁷	2,60	-	2,60	8,40

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Ispat Karmet JSC	Fonds ¹¹	3,40	-	3,40	3,40
OJSC Kazkommertsbank	Secteur financier ¹	15,00	-	15,00	15,00
OJSC NefteBank	Secteur financier ¹	2,50	-	2,50	2,50
Lettonie					
Linstow Varner SIA	Commerce extérieur ¹⁰	25,00	35,00	60,00	146,04
Lituanie					
Vilniaus Bankas AB	Secteur financier ¹	18,72	-	18,72	20,00
Macédoine, ex-République yougoslave de					
Komercijalna Banka A.D. Skopje	Secteur financier ¹	4,66	-	4,66	5,00
Stopanska Banka A.D. Skopje	Secteur financier ¹	0,55	-	0,55	5,00
Moldova					
Retelele Electrice (mun. Chisinău) S.A., Retelele Electrice de Distribuție Centru S.A. et Retelele Electrice de Distribuție Sud S.A.	Services d'intérêt collectif	25,00	-	25,00	136,00
Victoriabank	Secteur financier ¹	5,00	-	5,00	5,00
Voxtel S.A.	Information	0,31	-	0,31	6,00
Ouzbékistan					
OJSC Hamkorbank	Secteur financier ¹	2,00	-	2,00	2,00
Private Closed Joint Stock Commercial Bank « Parvina Bank »	Secteur financier ¹	1,00	-	1,00	2,50
République kirghize					
Akun Ltd.	Produits alimentaires ⁹	2,40	-	2,40	10,80
FINCA International, Inc.	Secteur financier ¹	1,00	-	1,00	2,50
République slovaque					
Slovenska Konsolidačná, A.S.	Secteur financier ¹	20,00	-	20,00	54,00
Vseobecna Uverova Banka, A.S.	Secteur financier ¹	50,00	-	50,00	50,00
République tchèque					
Konsolidacni Banka	Secteur financier ¹	22,50	-	22,50	50,00
Roumanie					
Banca Românescă S.A.	Secteur financier ¹	6,00	-	6,00	6,30
ICME	Métaux ⁷	12,94	-	12,94	43,50
Kronospan Romania SRL	Produits indus./consom. ⁶	30,20	45,73	75,93	143,00
Romlease	Secteur financier ¹	4,00	-	4,00	4,00
Tadjikistan					
Somon	Produits alimentaires ⁹	0,40	-	0,40	1,12
Tajikistan Finconsult Company	Services spécialisés ¹³	0,15	-	0,15	0,42
Turquie					
Akbank T.A.S.	Secteur financier ¹	45,00	80,00	125,00	225,00
Arcelik A.S.	Produits indus./consom. ⁶	30,00	100,00	130,00	500,00
CBS Printas Baski Murekkepleri ve Gereçleri A.S.	Produits indus./consom. ⁶	0,01	-	0,01	0,14
Gunkol/TEBA	Produits indus./consom. ⁶	10,00	-	10,00	25,00
Istanbul Bilgi University	Services d'éducation	12,00	-	12,00	38,20
Turkish Private Equity Fund	Fonds ¹¹	10,00	-	10,00	40,00
Ukraine					
JSC Damen Shipyards Okean	Produits indus./consom. ⁶	10,00	-	10,00	40,70
RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE					
Baltic SME Fund	Fonds ¹¹	7,50	-	7,50	40,00
Central Asia Early Stage Investment Fund	Fonds ¹¹	2,50	-	2,50	20,00

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES					
Argentine					
Edenor SME Line	Services d'intérêt collectif	20,00	-	20,00	20,00
Formatos Eficientes S.A.	Commerce extérieur ¹⁰	12,00	-	12,00	86,20
Gasnor S.A.	Services d'intérêt collectif	21,00	20,00	41,00	103,00
Instituto Tecnológico de Buenos Aires	Services d'éducation	7,00	-	7,00	26,90
Nuevo Banco de Santa Fe S.A.	Secteur financier ¹	20,00	-	20,00	20,00
Universidad del Salvador	Services d'éducation	10,00	-	10,00	20,00
Belize					
Nova Toledo Ltd. et Nova Laguna Ltd.	Agriculture ²	6,00	-	6,00	12,00
Bolivie					
Banco Ganadero	Secteur financier ¹	5,00	-	5,00	5,00
Caja Los Andes S.A.	Secteur financier ¹	0,15	-	0,15	0,20
Central Aguirre Portuaria, S.A.	Transports ³	2,50	-	2,50	5,20
Petroquímica Boliviana S.A.	Produits chimiques	10,50	-	10,50	30,12
Telefónica Celular de Bolivia S.A	Information	15,00	10,00	25,00	80,80
Brésil					
AG Concession	Infrastructure	30,00	-	30,00	-
Apolo Produtos de Aço S.A.	Produits indus./consom. ⁶	8,00	-	8,00	27,10
Bradesco Templeton	Fonds ¹¹	20,00	-	20,00	100,00
Cataguazes Leopoldina	Services d'intérêt collectif	45,00	40,00	85,00	119,99
Escol@24Horas.com	Services d'éducation	3,25	-	3,25	11,50
Grupo Peixoto de Castro (GPC) Participações S.A.	Produits indus./consom. ⁶	9,00	-	9,00	11,10
Satipel Industrial S.A.	Produits indus./consom. ⁶	30,00	-	30,00	128,00
Synteko Produtos Químicos S.A.	Produits indus./consom. ⁶	18,00	-	18,00	42,00
Tecon Salvador S.A.	Transports ³	4,50	5,00	9,50	16,30
Universidade do Sul de Santa Catarina	Services d'éducation	15,00	-	15,00	45,00
Colombie					
Cementos del Caribe, S.A., Cales y Cementos de Toluviejo, et Corporación de Cemento Andino C.A.	Minéraux ⁴	25,00	48,00	73,00	88,50
Colombia Capital Growth Fund	Fonds ¹¹	19,00	-	19,00	76,00
Colombian Home Mortgage Corp. (CHMC)	Secteur financier ¹	140,00	-	140,00	200,00
Costa Rica					
Alterra Partners Costa Rica S.A.	Transports ³	35,00	85,00	120,00	160,99
Banco Interfin S.A.	Secteur financier ¹	15,00	-	15,00	15,00
El Salvador					
CAESS/EEO Distribution Companies	Services d'intérêt collectif	45,00	75,00	120,00	120,00
Jamaïque					
Mossel (Jamaica) Limited	Information	30,00	21,00	51,00	150,00
Mexique					
Banco BBVA - Bancomer	Secteur financier ¹	100,00	-	100,00	100,00
Combustibles Ecológicos Mexicanos, S.A. de C.V.	Produits chimiques	10,00	-	10,00	27,50
Compañía Tratadora de Aguas Negras de Puerto Vallarta, S.A. de C.V.	Services d'intérêt collectif	1,00	-	1,00	1,00
Financiera Compartamos, S.A. de C.V., SOFOL	Secteur financier ¹	1,90	-	1,90	1,90
Greenmanor S.A. de C.V.	Agriculture ²	7,00	-	7,00	27,00
Grupo Financiero Banorte, S. A. de C.V.	Secteur financier ¹	100,00	100,00	200,00	200,00
Hipotecaria Su Casita, S.A. de C.V. - SOFOL	Secteur financier ¹	13,40	-	13,40	22,40
InverCap S.A. de C.V.	Fonds ¹¹	0,07	-	0,07	0,07
Pan American Silver Corporation	Hydrocarbures et ind. extractives	1,20	-	1,20	1,20
Plata Panamericana, S.A. de C.V.	Hydrocarbures et ind. extractives	10,30	18,30	28,60	50,80
Tenedora Nemak S.A. de C.V.	Produits indus./consom. ⁶	1,52	-	1,52	44,00
Nicaragua					
Banexpo	Secteur financier ¹	5,00	-	5,00	5,00

PROJETS APPROUVÉS

(millions de dollars)

PAYS/PROJET	SECTEUR	FINANCEMENT SFI	SYNDICATIONS	FINANCEMENT TOTAL	COÛT TOTAL
Pérou					
Agro-Guayabito S.A.	Produits alimentaires ⁹	2,00	-	2,00	-
Banco Sudamericano	Secteur financier ¹	7,50	-	7,50	30,00
Inka Terra Peru, S.A.C.	Tourisme ⁸	8,00	-	8,00	15,00
Minera Quellaveco S.A.	Hydrocarbures et ind. extractives	0,75	-	0,75	3,75
Peru Orient Express Hotel	Tourisme ⁸	10,00	-	10,00	26,00
Tecnofil S.A.	Produits indus./consom. ⁶	7,40	-	7,40	21,00
Universidad Peruana de Ciencias Aplicadas, S.A.	Services d'éducation	7,00	-	7,00	14,00
Trinité-et-Tobago					
Royal Merchant Bank and Finance Company	Secteur financier ¹	40,00	-	40,00	40,00
Unicell Paper Mills Caribbean Ltd.	Pâte à papier et papier	9,00	-	9,00	32,30
Uruguay					
Banco Montevideo S.A.	Secteur financier ¹	18,00	-	18,00	18,00
Universidad de Montevideo	Services d'éducation	5,00	-	5,00	10,52
RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES					
Certifica.com	Information	5,50	-	5,50	3,25
Convergence Communications, Inc.	Information	2,15	-	2,15	20,00
HSBC Argentina Holdings, S.A.	Fonds ¹¹	19,67	-	19,67	250,00
HSBC Private Equity (South America) Ltd.	Fonds ¹¹	0,33	-	0,33	0,50
Medical Systems Finance Holding Limited	Secteur financier ¹	-	15,00	15,00	15,00
PriceSmart, Inc.	Commerce extérieur ¹⁰	32,00	-	32,00	115,00
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD					
Algérie					
Algérie Leasing	Secteur financier ¹	4,70	-	4,70	20,00
Égypte, République arabe d'					
Amreya Casting Company	Produits indus./consom. ⁶	4,74	-	4,74	14,50
E.D.F. Port Said East Power S.A.E., et E.D.F. Suez Gulf Power S.A.E.	Services d'intérêt collectif	96,00	305,00	401,00	686,40
EFG Hermes Holding SAE	Secteur financier ¹	30,00	-	30,00	45,00
Egyptian Cement Company S.A.E.	Minéraux ⁴	35,00	-	35,00	-
IT Worx	Services spécialisés ¹³	2,50	-	2,50	6,00
ORIX Leasing	Secteur financier ¹	6,00	-	6,00	6,00
Unipak Nile Limited	Pâte à papier et papier	3,00	-	3,00	6,00
Jordanie					
International Luggage Manufacturing Company	Textiles ⁵	15,00	-	15,00	39,00
Jordan Gateway Projects Company	Construction ¹²	10,00	-	10,00	35,60
Liban					
Banque Saradar S.A.L.	Secteur financier ¹	10,00	-	10,00	10,00
Lebanese Leasing Company S.A.L.	Secteur financier ¹	10,00	-	10,00	10,00
Maroc					
Medi Telecom S.A.	Information	93,95	328,82	422,77	1 674,99
République arabe syrienne					
Arab Ceramic Roof Tiles Company	Minéraux ⁴	6,62	-	6,62	22,10
MONDE					
Gerling Credit Insurance Group	Secteur financier ¹	8,82	-	8,82	18,37
InfrastructureWorld.com (IWorld)	Information	10,00	-	10,00	40,00
Round 1	Fonds ¹¹	3,00	-	3,00	6,00

FEA : Fonds pour l'entreprise en Afrique
FPE : Fonds pour la petite entreprise

1. Secteur financier et assurances
2. Agriculture et foresterie
3. Transports et entreposage
4. Fabrication de produits minéraux non métalliques
5. Textiles, vêtements et cuir
6. Produits industriels et de consommation
7. Métaux de première fusion

8. Services hôteliers et de tourisme
9. Produits alimentaires et boissons
10. Commerce de gros et de détail
11. Instruments de placement collectif
12. Construction et immobilier
13. Services spécialisés, scientifiques et techniques

PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE SERVICES-CONSEILS

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		
Afrique du Sud	Privatisation	Conseiller principal pour le programme de commercialisation mis en place avec d'excellents résultats pour South Africa National Parks. (PSAS, TATF)
	PME	Fourniture d'un appui à la mise en place d'un centre pour l'entrepreneuriat à University of Cape Town. (FCPME)
Botswana	Privatisation	Fourniture de services en qualité de principal conseiller pour la privatisation d'Air Botswana. (PSAS, TATF – Canada)
Cameroun	Privatisation	Rôle de principal conseiller pour la privatisation de la compagnie d'électricité, SONEL, qui a été couronnée de succès. (PSAS)
Congo, République du	IDE	Entreprise d'un examen de la législation applicable aux investissements dans le pays. (FIAS)
Éthiopie	IDE	Fourniture d'une assistance à l'Office de l'investissement en Éthiopie, Ethiopian Investment Authority, aux fins de la formulation d'une stratégie pour promouvoir l'IDE. (FIAS)
Kenya	Étude sectorielle	Examen stratégique de l'industrie de la pâte à papier et du papier au Kenya. (TATF – Finlande)
	PME	Financement d'une étude de faisabilité d'une société d'affacturage pour les petites et moyennes entreprises. (FCPME)
Madagascar	Étude sectorielle	Évaluation des réserves d'écrevisse et formulation d'un plan de gestion durable. (TATF)
	Secteur financier	Étude de marché pour les services d'assurance vie et autres types d'assurance à Madagascar. (MC, TATF – Suède)
Mauritanie	IDE	Examen du régime fiscal et des incitations fiscales, et formulation d'un plan d'action. (FIAS)
	Privatisation	Principal conseiller auprès du gouvernement pour la privatisation (maintenant achevée) de la société nationale de télécommunications, Mauritel. (PSAS)
Mozambique	PME	Conception d'un programme de formation pour les petites et moyennes entreprises en vue de leur intégration dans la chaîne des fournisseurs des grandes sociétés. (FCPME)
	IDE	Examen et évaluation du processus d'élimination des obstacles administratifs à l'investissement. (FIAS)
Nigéria	Privatisation	Principal conseiller auprès du gouvernement pour la privatisation de Lagos Water. (PSAS, TATF – Norvège, Pays-Bas, Suède, Autriche)
	IDE	Examen de la commission de promotion des investissements, Nigerian Investment Promotion Commission. (FIAS)
	IDE	Entreprise d'une étude diagnostique de l'environnement pour les IDE dans le secteur non pétrolier. (FIAS)
	Étude sectorielle	Étude du marché des produits pharmaceutiques. (TATF – Canada)
	PME	Fourniture d'un appui à la mise en place d'un mécanisme de financement des petites entreprises travaillant pour le secteur des hydrocarbures. (FCPME)
Ouganda	Secteur financier	Étude de la viabilité de la création d'une société d'assurances ou de gestion du patrimoine. (MC, TATF – Norvège)
	Infrastructure	Fourniture d'une assistance au gouvernement pour l'aider à formuler un programme d'électrification rurale rentable et durable. (TATF – États-Unis)
São Tomé-et-Principe	IDE	Examen du climat des affaires et, plus particulièrement, du cadre juridique, institutionnel et administratif. (FIAS)
	IDE	Examen du projet de code des investissements du pays. (FIAS)

FCPME = Fonds pour le renforcement des capacités, Département des petites et moyennes entreprises
FIAS = Service-conseil pour l'investissement direct étranger
IDE = Investissement direct étranger
MC = Division régionale des marchés des capitaux et Département des services de conseil sur les marchés des capitaux

PEP = Partenariat pour l'entreprise privée
PME = Petites et moyennes entreprises
PSAS = Activités du Service de conseil au secteur privé
TATF = Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
Sénégal	Infrastructure	Formulation d'un plan d'expansion du système à court et à long terme pour le secteur de l'électricité. (TATF – Suisse)
	PME	Étude de la faisabilité d'un bureau de crédit régional. (FCPME)
	IDE	Analyse de la charge fiscale des entreprises et de l'efficacité des incitations fiscales existantes. (FIAS)
	IDE	Fourniture de conseils sur la constitution d'un organisme de promotion des investissements. (FIAS)
Tanzanie	Privatisation	Fourniture de services en qualité de principal conseiller pour la privatisation de Air Tanzania Corporation. (TATF – Danemark)
	Étude sectorielle	Examen des possibilités de fournir des crédits aux petits agriculteurs par l'intermédiaire du Abood Group. (TATF – Danemark)
	Étude sectorielle	Étude de faisabilité d'opérations d'aquaculture sur le lac Victoria. (TATF – Canada)
Tchad	PME	Analyse de VITA Pep Chad, qui est l'une des principales institutions de microfinancement du pays. (FCPME)
	PME	Financement et initiative pour le renforcement des capacités des fournisseurs tchadiens de l'oléoduc. (FCPME)
Zambie	PME	Examen de la possibilité pour les petites et moyennes entreprises de s'intégrer dans la chaîne des fournisseurs des grandes entreprises. (FCPME, TATF – Japon)
Zimbabwe	IDE	Fourniture de conseils au Zimbabwe Investment Centre dans le domaine de la planification stratégique. (FIAS)
Région Afrique	PME	Établissement d'un site web axé sur les petites et moyennes entreprises. (MC, TATF)
	PME	Formation de chargés de prêts dans le domaine de l'évaluation du risque-crédit associé aux demandes d'emprunt des petites et moyennes entreprises. (MC, TATF)
	PME	Fourniture d'une formation portant sur le gouvernement d'entreprise et d'une assistance à sa préparation. (MC, TATF – Norvège, Danemark)
	IDE	Fourniture d'une assistance au Marché commun de l'Afrique orientale et australe aux fins de la conception et de la mise en place d'un bureau de promotion de l'investissement dans la région. (FIAS)
	IDE	Fourniture de conseils à la Banque mondiale et aux gouvernements d'Afrique de l'Ouest sur la stratégie de promotion du secteur privé dans la région. (FIAS)
ASIE ET PACIFIQUE		
Bangladesh	PME	Identification d'importants sous-secteurs textiles offrant des perspectives de croissance et identification des obstacles sectoriels. (TATF – Danemark)
	PME	Fourniture d'une aide à la préparation d'une initiative pour appuyer les petites et moyennes entreprises du secteur privé. (TAFT – Danemark)
Bhoutan	IDE	Examen du projet de déclaration de la politique d'investissement préparé par le gouvernement. (FIAS)
Cambodge	PME	Fourniture d'un appui à l'entreprise artisanale Hagar Crafts. (FCPME)
	IDE	Fourniture d'une aide au gouvernement pour faciliter le passage à un système d'incitation basé sur les résultats. (FIAS)
	Secteur financier	Fourniture de conseils et évaluations diagnostique de la Foreign Trade Bank. (MC, TATF – Australie)
	IDE	Fourniture de conseils sur l'amélioration du climat des investissements et des affaires par le biais de la mise en place d'un secrétariat pour le forum du secteur privé. (TATF – Australie)
	IDE	Fourniture d'une assistance en vue de l'évaluation des répercussions sur les recettes de différents régimes d'incitations pour les investissements étrangers. (FIAS)
Chine	Secteur financier	Examen des résultats financiers de la Banque du commerce de la ville de Nanjing, et fourniture d'une aide sous forme de services-conseils. (MC, TATF – Irlande)
	Secteur financier	Préparation d'un rapport sur les pratiques suivies dans le domaine du gouvernement d'entreprise par les sociétés cotées sur le continent. (TATF)
	PME	Organisation d'un séminaire sur ce que constitue un environnement porteur pour le développement des petites et moyennes entreprises. (MC, TATF – Australie)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
Chine (suite)	Appui sectoriel	Organisation d'une table ronde d'une durée de deux jours sur les industries extractives avec le ministère des Ressources intérieures. (TATF – Australie)
	Étude sectorielle	Préparation d'un rapport pour évaluer les possibilités d'investissement dans le secteur de l'assurance maladie. (MC, TATF)
	PME	Préparation d'une initiative pour appuyer les petites et moyennes entreprises du secteur privé dans la province de Sichuan. (MC, TATF – Pays-Bas)
	Secteur financier	Fourniture d'une assistance à une compagnie d'assurances pour l'aider à adopter les meilleures pratiques pour toute une gamme d'activités. (MC, TATF – Suisse)
	IDE	Fourniture d'un appui à une table ronde sur l'investissement dans la province de Shaanxi, avec la participation des représentants du gouvernement de la province et des investisseurs étrangers, pour examiner plus particulièrement les questions relatives à l'IDE relevant de l'autorité du gouvernement de la province. (TATF – Australie)
	Secteur financier	Fourniture à la commission de contrôle des valeurs mobilières chinoises et à d'autres institutions d'un appui pour formuler un programme de formation destinée aux directeurs des sociétés chinoises cotées en Bourse (mettant plus particulièrement l'accent sur les responsabilités des directeurs ne résidant pas en Chine). (TATF – Australie)
Fidji	PME	Conception d'un système d'évacuation/de gestion des effluents respectueux de l'environnement (biogaz) et durable. (TATF – Nouvelle-Zélande)
Inde	Infrastructure	Analyse des ressources éoliennes et des aspects techniques d'un projet. (TATF – Danemark)
	PME	Renforcement d'une importante institution locale de microfinance-ment, BASIX. (FCPME)
	Secteur social	Élargissement de l'accès à un enseignement du troisième cycle de haute qualité par la fourniture du financement nécessaire. (TATF)
	Préparation de projet	Évaluation des opérations et fournitures d'une assistance pour accroître l'efficacité d'une entreprise agro-alimentaire. (TATF – Royaume-Uni)
Indonésie	PME	Évaluation de la viabilité d'un programme de services pour le développement des entreprises. (TATF – Suisse)
	PME	Évaluation de la faisabilité d'une approche coordonnée pour fournir un appui aux petites et moyennes entreprises. (TATF – Australie)
	IDE	Examen des problèmes pouvant se poser aux investisseurs dans le cadre de la décentralisation des administrations publiques, et présentation de recommandations. (FIAS)
	IDE	Fourniture d'une assistance à AusAID aux fins du réaménagement d'un projet d'exécution d'un investissement étranger. (FIAS)
Maldives	PME	Achèvement du cadre réglementaire, financier et juridique et fourniture d'une formation portant sur le crédit-bail. (MC, TATF – Japon)
Mongolie	IDE	Examen d'un projet de loi sur l'investissement et présentation de commentaires. (FIAS)
	PME	Fourniture d'une aide pour la mise en place de texte de loi transparent applicable aux opérations de crédit-bail intérieur. (MC, TATF – Japon)
Palaos	IDE	Examen d'un projet de texte de loi sur l'investissement étranger. (FIAS)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	PME	Fourniture d'une assistance en vue de la réorganisation d'un hôpital privé et conception de systèmes informatiques de gestion et de comptabilité. (TATF – Australie)
République démocratique populaire lao	Étude sectorielle	Fourniture d'une assistance à l'office du tourisme aux fins de la formulation d'un plan d'écotourisme pilote, ciblée sur la région de Luang Nam Ha, qui constitue une zone de protection de la biodiversité. (TATF – Japon)
	Étude sectorielle	Fourniture d'une assistance pour améliorer le cadre des réglementations environnementales et sociales, de la gestion et du suivi des activités du secteur minier en RDP lao. (TATF – Australie)
Samoa	IDE	Fourniture d'un appui à la recherche, au recrutement et la formation de trois cadres de direction locaux (TATF – Nouvelle-Zélande)
	IDE	Fourniture d'un appui à MedCen Samoa Holdings pendant la première année de la période d'homologation aux normes internationales ISO (TATF – Australie)
	IDE	Fourniture d'une assistance aux fins de la conception d'un mécanisme de suspension des droits de douane pour les exportateurs. (FIAS)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
Samoa (suite)	Secteur financier	Fourniture d'une assistance au titre du programme de renforcement institutionnel de la National Bank of Samoa Ltd. (MC, TATF – Nouvelle-Zélande)
Thaïlande	Secteur financier	Fourniture d'une assistance en vue du développement des marchés locaux de produits dérivés dans le but d'accroître les capacités de gestion des risques des institutions locales. (MC, TATF – Japon)
Timor oriental	IDE	Études diagnostiques préliminaires du cadre de l'investissement étranger et préparation d'un code de l'investissement étranger. (FIAS)
	IDE	Participation à une mission de préparation du mémorandum économique. (FIAS)
Tonga	IDE	Examen et évaluation de l'efficacité d'un mécanisme reposant sur l'impôt. (FIAS)
Viet Nam	PME	Conception et commercialisation de manuels d'auto-formation à la gestion. (FCPME)
	PME	Fourniture d'un appui à une entreprise basée sur l'internet pour établir des liens entre les exportateurs vietnamiens et les acheteurs étrangers. (FCPME)
	Secteur financier	Examen diagnostique des questions relatives au cadre juridique, au cadre commercial et au secteur bancaire concernant le programme de prêts d'étude. (MC, TATF – Australie)
	Préparation de projet	Préparation du Plan d'action pour les opérations de réinstallation. (TATF – Australie)
Région Asie et Pacifique	IDE	Fourniture d'un appui, notamment en formulant un programme et en préparant un document sur la sélection des investisseurs en vue de la réunion des directeurs des Services de promotion de l'investissement dans le Pacifique. (FIAS)
	IDE	Traitement des questions relatives à l'investissement étranger dans le cadre de la formulation des plans de gestion du thon dans les Îles Salomon, aux Palaos, et à Vanuatu. (FIAS)
	Étude sectorielle	Réalisation d'une étude de faisabilité indépendante du secteur de télé-médecine dans la région. (TATF – Irlande)
	Étude sectorielle	Évaluation de la faisabilité de la fourniture d'incitations économiques pour encourager les pêcheurs à ne plus utiliser de cyanure. (TATF – Japon)
	Étude sectorielle	Préparation d'une stratégie de promotion des investissements dans des entreprises extractives privées viables. (TATF – Japon)
	IDE	Préparation d'un rapport sur les Conventions internationales en matière de règlement des différends en vue de la réunion du Forum des ministres de l'économie. (FIAS)
EUROPE ET ASIE CENTRALE		
Albanie	IDE	Examen diagnostique du climat de l'investissement et identification des domaines prioritaires au plan des réformes. (FIAS)
	Étude sectorielle	Assistance au renforcement du secteur des assurances par le biais de recommandations sur les modifications à apporter au cadre juridique et réglementaire de ce secteur. (TATF – Luxembourg)
Arménie	IDE	Étude des obstacles administratifs. (FIAS)
	IDE	Élaboration d'un cadre institutionnel pour la promotion de l'investissement étranger. (FIAS)
Azerbaïdjan	Secteur financier	Fourniture d'une assistance au comité d'État de contrôle des opérations sur valeurs mobilières et de la Bourse de Baku aux fins du renforcement des institutions. (MC, TATF – Pays-Bas)
Bosnie-Herzégovine	IDE	Étude des obstacles administratifs et examen du cadre commercial et juridique. (FIAS)
	Secteur financier	Fourniture d'une aide à la réorganisation et la privatisation de Privredna Banks Sarajevo. (MC, TATF – Italie)
Bulgarie	Étude sectorielle	Fourniture d'une aide aux cultivateurs d'abricots et de pêches pour améliorer leurs opérations et mise en œuvre d'un programme pour appuyer la production de fruits. (TATF – Grèce)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
Croatie	PME	Fourniture de services de conseil et d'étude à cinq entreprises agro-alimentaires et de traitement du bois. (TATF – Pays-Bas)
	Secteur financier	Examen de la législation des assurances et formulation de recommandations. (MC, TATF – Suède)
	IDE	Étude des obstacles administratifs. (FIAS).
	IDE	Fourniture d'une assistance au gouvernement en vue de la réforme des incitations fiscales et autres questions fiscales relatives à l'IDE. (FIAS)
Fédération de Russie	IDE	Étude des obstacles administratifs dans quatre régions. (FIAS)
	Secteur social	Formation de cadres de direction et d'équipes médicales. (TATF – Finlande)
	Secteur financier	Fourniture de conseils par le Groupe pour le développement du crédit-bail dans le cadre de visites sur le terrain. (MC, TATF – Royaume-Uni)
	Secteur financier	Appui à la reconfiguration de Probusinessbank. (MC, TATF – Royaume-Uni)
Géorgie	Privatisation	Fourniture de services en qualité de principal conseiller pour la privatisation de Georgia Power. (PSAS)
	Secteur financier	Fourniture d'une assistance aux fins de l'adoption par deux banques privées des normes comptables internationales et contribution à la formulation des procédures et mesures nécessaires pour convertir aux normes IAS les systèmes comptables et de présentation de l'information employés dans le pays. (TATF – France)
Hongrie	Environnement	Fourniture d'une assistance pour faciliter la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'un appui à l'exécution de projets visant à améliorer les rendements énergétiques. (TATF – Autriche, Pays-Bas)
Kazakhstan	PME	Fourniture de services de conseil aux fins du renforcement des entreprises du pays. (MC, TATF – Pays-Bas)
	PME	Renforcement des institutions du secteur financier et développement des petites et moyennes entreprises. (MC, TATF – Pays-Bas)
	PME	Fourniture d'un appui à l'intégration des entreprises locales dans la chaîne des fournisseurs de l'aciérie Ispat Karmet. (FCPME, TATF)
	PME	Fourniture d'un appui au programme de civisme des entreprises pour formuler un plan de collaboration entre les aciéries privatisées locales et les petites et moyennes entreprises. (TATF)
Lettonie	Étude sectorielle	Analyse et enquête portant sur l'utilisation et la qualité des espaces publics au centre de Riga. (TATF – Danemark)
Lituanie	Préparation de projet	Assistance pour la formulation d'une proposition de commercialisation pour la cession d'une usine textile et de ses machines. (TATF)
Moldova	Étude sectorielle	Étude de marché et analyse de faisabilité du nouvel hôtel, y compris la préparation de projections financières et d'estimations des perspectives commerciales. (TATF – Royaume-Uni)
	Étude sectorielle	Achèvement d'un examen des options d'investissement dans certains vignobles. (TATF – Italie)
	Étude sectorielle	Étude des obstacles techniques et commerciaux et des opportunités d'un producteur local de confiseries et de chocolats. (TATF – Italie)
Ouzbékistan	Appui sectoriel	Fourniture d'une aide au gouvernement aux fins de l'organisation et du déroulement d'une conférence de sept jours consacrée à la promotion des dispositions relatives aux textiles. (TATF – Suisse)
	PME	Fourniture d'une assistance à deux petites banques privées et de services d'appui au renforcement des capacités. (MC, TATF – Japon)
	Secteur financier	Fourniture d'une assistance pour aider les institutions bancaires à jouer un rôle efficace d'intermédiaire et mettre des crédits à la disposition des petites et moyennes entreprises. (TATF – Irlande)
	Étude sectorielle	Examen du secteur des textiles dans les oblasts d'Andijan et de Karakalpakstan et de la compétitivité du secteur des textiles ouzbèque face aux besoins des marchés internationaux. (TATF – Suisse)
République kirghize	Secteur financier	Étude de marché portant sur la transformation de FINCA Kyrgyzstan en une banque commerciale. (MC, FCPME)
	PME	Fourniture d'une aide aux entreprises locales en vue de leur intégration dans la chaîne des fournisseurs de la mine d'or de Kumto. (FCPME)
	Étude sectorielle	Étude du secteur du tourisme et recommandation portant sur les investissements. (TATF)
	Étude sectorielle	Fourniture à une petite société d'emballage d'une assistance aux fins de l'examen et du renforcement de ses activités de stratégie commerciale. (TATF – Finlande)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
République kirghize (suite)	Étude sectorielle	Préparation d'un document de planification au profit du gouvernement et des entités privées intéressées, qui pourrait servir à stimuler les investissements dans le secteur du tourisme. (TATF – Suisse)
	IDE	Examen du projet de loi sur l'investissement. (FIAS)
République slovaque	IDE	Étude des obstacles administratifs. (FIAS)
Roumanie	Secteur financier	Examen des procédures comptables d'une compagnie d'assurance et fourniture de conseils à la direction sur les meilleures pratiques. (TATF – Suède)
	Privatisation	Fourniture d'une assistance à une entreprise privatisée de textiles, fibres, fils, et produits chimiques pour rendre ses opérations conformes aux normes roumaines et internationales. (TATF – Suisse)
	IDE	Étude des obstacles administratifs et enquête sur les obstacles procéduraires. (FIAS)
Tadjikistan	Secteur financier	Fourniture directe de services de conseil pour faire d'une banque privée une entreprise viable. (MC, TATF – Suisse)
	Secteur financier	Fourniture aux employés d'une formation portant sur les services de gestion financière. (MC, TATF – Italie)
	Infrastructure	Fourniture des services des conseillers nécessaires dans les domaines financier, juridique, économique, social et de l'énergie pour structurer et financer une coentreprise. (TATF – Suisse)
Turkménistan	Secteur financier	Fourniture d'une assistance à une grande banque privée en vue de sa transformation en une entreprise viable. (MC, TATF)
Turquie	IDE	Aide au gouvernement aux fins de l'organisation et du déroulement d'une conférence sur l'investissement direct étranger. (TATF – Espagne, Autriche)
	IDE	Diagnostic des conditions existantes pour l'IDE, et notamment le cadre juridique, les politiques macroéconomiques et les questions institutionnelles. (FIAS)
	IDE	Réalisation du suivi de l'étude diagnostique et étude des obstacles administratifs. (FIAS, TATF)
Ukraine	Secteur financier	Examen et identification de banques pouvant devenir des partenaires, mise à exécution d'un plan de travail et étude de la possibilité de lignes de crédit pour répondre aux besoins de financement des petites et moyennes entreprises. (TATF – Pays-Bas)
	PME	Appui à la réalisation d'une enquête annuelle sur le cadre législatif, administratif et financier et les conditions du marché aux fins du développement des PME. (TATF – Norvège)
Yougoslavie, République fédérale de	IDE	Achèvement de l'examen de la législation applicable à l'IDE et fourniture de directives en vue de la formulation de nouveaux textes de loi. (FIAS)
	Divers	Nomination d'un coordinateur de projet chargé de suivre la réceptivité aux interventions de la SFI. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Examen des possibilités offertes par les secteurs pharmaceutique, agricole, agroindustriel, et du vêtement. (TATF – Suède)
	Étude sectorielle	Évaluation des secteurs des technologies de l'information et des télécommunications. (TATF – Suède)
	Secteur financier	Enquête sur les services bancaires pour les particuliers et évaluation du potentiel de croissance des institutions financières intérieures et étrangères. (MC, TATF – Suède)
	Secteur financier	Fourniture d'une assistance aux fins de l'examen des transformations économiques associées à un secteur privé ouvert, transparent et concurrentiel. (MC, TATF – Suède)
	Préparation de projet	Fourniture d'une aide à une société de jus frais en vue de la mise en place d'un système informatique de gestion et d'un programme de maîtrise des coûts, et de la réalisation d'un audit de conformité aux normes IAS. (TATF – Suède)
Région Europe et Asie centrale	PME	Fourniture d'une assistance à la mise en place d'un nouveau fonds ciblant les petites et moyennes entreprises d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. (TATF – Autriche)
	Secteur financier	Fourniture de services de conseil à l'appui du programme d'investissement en Asie centrale. (MC, TATF)
	PME	Évaluation du cadre réglementaire du crédit-bail dans trois républiques d'Asie centrale. (MC, TATF – Japon)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
Région Europe et Asie centrale (suite)	PME	Fourniture d'une assistance aux entreprises ciblées par le fonds d'investissement dans les petites et moyennes entreprises. (TATF – Autriche, Finlande)
	PME	Fourniture d'une aide en vue de l'exécution du plan d'entreprise formulé pour créer un Fonds d'appui aux agroindustries dans le domaine de l'investissement. (TATF – Pays-Bas)
	IDE	Réalisation de travaux sur le terrain dans le domaine de l'IDE. (FIAS)
	Étude sectorielle	Réalisation d'une analyse détaillée du marché du logement et des marchés du crédit hypothécaire. (MC, TATF – Pays-Bas)
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		
Belize	Étude sectorielle	Évaluation des méthodes d'exploitation acceptables et formulation de normes pour les activités d'aquaculture. (TATF – Japon)
Brésil	Privatisation	Conseiller principal auprès du gouvernement de Pernambuco aux fins de la privatisation, maintenant achevée, du Port de Suape. (PSAS)
	IDE	Examen du cadre de l'investissement et plus particulièrement des IDE axés sur les activités d'exportation. (FIAS)
	IDE	Réalisation d'une étude des obstacles administratifs axée sur São Paulo et Rio de Janeiro. (FIAS)
Costa Rica	IDE	Fourniture d'une assistance à un comité interministériel aux fins de l'évaluation de la structure et des incitations fiscales. (FIAS)
	PME	Fourniture d'une aide à un groupe basé au Costa Rica afin de renforcer les capacités d'investissement dans les petites et moyennes entreprises d'Amérique latine. (FCPME)
El Salvador	Étude sectorielle	Fourniture d'un appui au gouvernement en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité détaillée du projet de réforme novatrice impulsée par le secteur privé du système d'autobus de San Salvador. (TATF – Suisse)
Honduras	Secteur financier	Préparation d'un projet de loi pour promouvoir les opérations d'assurance et de réassurance en cas de catastrophe naturelle. (MC, TATF – France)
	IDE	Examen du cadre de l'IDE dans le but de formuler un programme de réforme stratégique de plus grande portée. (FIAS)
Mexique	Étude sectorielle	Évaluation de la faisabilité d'un financement postérieur aux récoltes pour les cultivateurs, les négociants et les entreprises de transformation de céréales, au moyen de récépissés d'entrepôt. (TATF – Canada)
Panama	Privatisation	Principal conseiller pour l'évaluation du marché et la privatisation de la base aérienne de Howard. (PSAS)
Pérou	PME	Examen des critères applicables à la constitution d'un centre d'entreposage et de distribution et d'un marché de gros sur un même site à Chiclayo. (TATF – Pays-Bas)
République dominicaine	Secteur financier	Fourniture d'un appui à un séminaire régional sur les marchés financiers organisé à Saint-Domingue. Le séminaire avait pour objet de faire mieux comprendre les possibilités de développement des marchés financiers ainsi que les obstacles à ce développement, et aussi d'encourager une coopération plus étroite à l'échelon régional (MC, TATF – Suède)
Région Amérique latine et Caraïbes	PME	Fourniture aux entreprises des pays d'Amérique centrale touchés par l'ouragan Mitch, d'une assistance dans les domaines de la préparation de projets, de la formation, du perfectionnement des compétences et du financement. (MC)
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD		
Arabie saoudite	IDE	Analyse du cadre institutionnel aux fins d'une promotion efficace, de la facilitation des investissements et de la formulation d'une nouvelle loi sur l'investissement. (FIAS)
Égypte, République arabe d'	Secteurs sociaux	Réalisation d'une étude exploratoire sur la fourniture de services internet à des « écoles branchées ». (TATF – Nouvelle-Zélande)
	IDE	Élaboration d'un cadre institutionnel pour la promotion des investissements étrangers. (FIAS)

PAYS	DOMAINE	DESCRIPTION (DÉPARTEMENT OU SOURCE DE FINANCEMENT)
Liban	Privatisation Secteur financier	Fourniture de services en qualité de principal conseiller pour la privatisation de Middle East Airlines. (PSAS) Fourniture d'une aide au gouvernement aux fins de la mise en application de la loi sur les assurances adoptée en 1999. (MC, TATF – Canada)
Maroc	IDE Préparation de projet Étude sectorielle	Réalisation d'un examen de la charte de l'investissement. (FIAS) Fourniture d'une assistance en vue de la création d'une société de gestion des risques climatiques. A donné lieu à une enquête de base sur les conditions météorologiques, à la conception des produits, à la formulation des options relatives à la structure de la société, à la préparation d'un plan d'entreprise et de la stratégie relative à sa mise en application. (MC, TATF – Italie) Réalisation d'une étude de marché et d'une analyse de la faisabilité de la création de la première université privée du pays. (TATF – Italie)
République arabe syrienne	PME Secteur financier	Aide au développement de l'industrie textile. (TATF – Italie) Examen du secteur bancaire syrien et du cadre juridique et réglementaire des activités bancaires, y compris des obstacles au développement du secteur bancaire. (MC, TATF – France)
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord	Étude sectorielle	Analyse du marché du secteur des technologies de l'information et perspectives de l'investissement en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Tunisie, en Cisjordanie et Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie. (TATF – Italie, France)
MONDE		
Monde	Étude sectorielle PME Environnement Secteur financier Environnement Secteur financier PME PME PME PME PME Environnement Secteur financier PME	Étude du secteur des sciences de la vie, dans le but d'accroître les investissements et l'impact sur le développement. (TATF – Japon) Fourniture aux sources de financement aux micro et aux petites entreprises d'information sur les innovations technologiques. (MC, TATF – Suède) Élaboration d'une nouvelle méthode d'examen des aspects environnementaux des projets. (TATF – France) Enquête sur les intermédiaires financiers dans le monde entier. (MC, TATF – Irlande) Élaboration d'une méthode pour prendre en compte les coûts et avantages environnementaux quantitatifs dans le processus de prise de décision. (TATF – Suisse) Analyse et proposition de montage financier pour des institutions financières non bancaires. (MC, TATF – Japon) Appui à de nouvelles institutions de microfinancement en Moldova, en Turquie, au Ghana et aux Philippines. (FCPME) Renforcement au niveau de l'organisation d'un groupe d'établissements de microfinancement basé aux États-Unis. (FCPME) Renforcement des capacités d'un gérant de fonds de participation dans des PME basé aux États-Unis. (FCPME) Appui à un mécanisme de capitalisation pour renforcer les filiales d'un groupe basé aux États-Unis et mobiliser des financements commerciaux. (FCPME) Appui au lancement d'une institution de partage du savoir à l'échelle mondiale reliant des investisseurs, des gouvernements, et autres parties. (FCPME) Formulation de directives précises dans le domaine environnemental et social pour les secteurs industriels et commerciaux ciblés. (TATF – Danemark) Examen des pratiques bancaires sur l'internet suivies par les principaux leaders de nouvelles opérations sur le marché — essentiellement les pays nordiques — et identification des méthodes et éléments qui peuvent être utilisés pour le financement des petites et moyennes entreprises et le financement des activités rurales sur les marchés émergents. (MC, TATF – Finlande) Fourniture d'un appui aux institutions financières pour encourager la prestation de services financiers plus efficaces et rentables aux petites et moyennes entreprises. (FCPME)

ANNEXES

Annexe A

GOUVERNEURS *et* GOUVERNEURS SUPPLÉANTS au 30 juin 2001

ÉTAT MEMBRE	GOUVERNEUR	GOUVERNEUR SUPPLÉANT
A		
Afghanistan	(vacant)	(vacant)
Afrique du Sud	Trevor Andrew Manuel	Mandisi Bongani Mpahlwa
Albanie	Anastas Angjeli	Fatos Ibrahim
Algérie	Mourad Medelci	Omar Bougara
Allemagne	Heidemarie Wieczorek-Zeul	Caio K. Koch-Weser
Angola	Ana Dias Lourenco	Job Graca
Antigua-et-Barbuda	Lester B. Bird	Asot A. Michael
Arabie saoudite	Ibrahim A. Al-Assaf	Hamad Al-Sayari
Argentine	Domingo Felipe Cavallo	Pedro Pou
Arménie	Vahram Nercissiantz	Karen Chshmarityan
Australie	Peter Costello	Kay Patterson
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Azerbaïdjan	Elman Siradjogly Rustamov	(vacant)
B		
Bahamas	William C. Allen	Ruth R. Millar
Bahrein	Abdulla Hassan Saif	Zakaria Ahmed Hejres
Bangladesh	Shah A. M. S. Kibria	A.K.M. Masihur Rahman
Barbade	Owen S. Arthur	Grantley W. Smith
Bélarus	Andrei V. Kobyakov	Vladimir N. Shimov
Belgique	Didier Reynders	Guy Quaden
Belize	Said W. Musa	Yvonne S. Hyde
Bénin	Bruno Amoussou	Pierre John Igue
Bolivie	Jose Luis Lupo Flores	Bernardo Requena Blanco
Bosnie-Herzégovine	Mirsad Kurtovic	Dragan Covic
Botswana	Baledzi Gaolathe	Serwalo S. G. Tumelo
Brésil	Pedro Sampaio Malan	Arminio Fraga Neto
Bulgarie	Muravei Radev	Martin Mihaylov Zaimov
Burkina Faso	Jean Baptiste Compaore	Patrice Nikiema
Burundi	Charles Nihangaza	Dieudonne Nintunze
C		
Cambodge	Keat Chhon	Ouk Rabun
Cameroun	Martin Okoua	Daniel Njankouo Lamere
Canada	Paul Martin	Leonard M. Good
Cap-Vert	Carlos Augusto Duarte Burgo	(vacant)
Chili	Nicolas Eyzaguirre	Mario Marcel
Chine	Xiang Huaicheng	Jin Liquan
Chypre	Takis Klerides	Andreas Tryfonides
Colombie	Juan Manuel Santos Calderon	Juan Carlos Echeverry
Comores	Djaffar Mmadi	Moindjie Saadi
Congo, République démocratique du	Matungulu Mbuyamu Ilankir	Jean-Claude Masangu Mulongo
Congo, République du	Mathias Dzon	Clément Mierassa
Corée, République de	Nyum Jin	Chol-Hwan Chon
Costa Rica	Leonel Baruch G.	Eduardo Lizano Falt
Côte d'Ivoire	Affi N'Guessan	Bouabre Bohoun
Croatie	Mato Crkvenac	Josip Kulisic
D		
Danemark	Anita Bay Bundegaard	Carsten Staur
Djibouti	Yacin Elmi Bouh	Nouh Omar Miguill
Dominique	Ambrose George	Ambrose M.J. Sylvester
E		
Égypte, République arabe d'	Medhat Hassanein	Ahmed Mahrous El-Darsh
El Salvador	Juan Jose Daboub	Rafael Barraza
Émirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al-Maktoum	Mohammed Khalfan Bin Khirbash
Équateur	Jorge Gallardo Zavala	Alexander Mejia Penafiel
Erythrée	Gebreselassie Yosief	Gabriel Fassil Ogbazghy
Espagne	Rodrigo de Rato Figaredo	Juan Costa Clement
Estonie	Siim Kallas	Mihkel Parnoja
États-Unis	Paul H. O'Neill	Alan P. Larson
Éthiopie	Sufian Ahmed	Girma Birru
F		
Fédération de Russie	Viktor Khristenko	German O. Gref
Fidji	Jone Yavala Kubuabola	Solomone S. Kotobalavu
Finlande	Sauli Niinistö	Satu Hassi
France	Laurent Fabius	Jean-Pierre Jouyet

G

Gabon
Gambie
Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Guyana

H

Haïti
Honduras
Hongrie

I

Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran, République islamique d'
Iraq
Irlande
Islande
Israël
Italie

J

Jamaïque
Japon
Jordanie

K

Kazakhstan
Kenya
Kiribati
Koweït

L

Lesotho
Lettonie
Liban
Libéria
Libye
Lituanie
Luxembourg

M

Macédoine, ex-République yougoslave de
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Micronésie, États fédérés de
Moldova
Mongolie
Mozambique
Myanmar

N

Namibie
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande

O

Oman
Ouganda
Ouzbékistan

Casimir Oye-Mba
Famara L. Jatta
Zurab Nogaideli
Yaw Osafo-Maafo
Yannos Papantoniou
Anthony Boatswain
Eduardo Humberto Weymann Fuentes
Cheick Ahmadou Camara
Purna Bia
Fortunato Ofa Mbo
Bharat Jagdeo

Fred Joseph
Gabriela Nunez de Reyes
Mihaly Varga

Michael Konelios
Snyder Rini
Yashwant Sinha
Rizal Ramli
Hossein Namazi
Issam Rashid Hwaish
Charlie McCreevy
Halldor Asgrimsson
David Klein
Antonio Fazio

Omar Lloyd Davies
Masajuro Shiokawa
Jawad Hadid

Oraz Jandosov
Chrysanthus Barnabas Okemo
Beniamina Tinga
Yousef Hamad Al-Ebraheem

Kelebone Albert Maope
Roberts Zile
Fuad A.B. Siniora
Amelia A. Ward
Alojeli Abdel Salam Breeni
Jonas Lionginas
Luc Frieden

Nikola Gruevski
Pierrot J. Rajaonarivelo
Mahathir Mohamed
Mathews A.P. Chikaonda
Fathulla Jameel
Bacari Kone
Fathallah Oualalou
Khushhal Chand Khushiram
Mohamed Ould Nany
Francisco Gil Diaz
John Ehsa
Mihail Manoli
Chultem Ulaan
Adriano Afonso Maleiane
Khin Maung Thein

Saara Kuugongelwa
Ram Sharam Mahat
Esteban Duque Estrada
Ali Badjo Gamatie
Adamu Ciroma
Anne Kristin Sydnos
Michael Cullen

Ahmed Macki
Gerald M. Ssendaula
Rustam S. Azimov

Claude Ayo Iguendha
Dodou B. Jagne
Ivan Chkhartishvili
Victor Selormey
Yiannis G. Zafeiropoulos
Swinburne Lestrade
Lizardo Arturo Sosa Lopez
Cellou Dalein Diallo
Verissimo Nancassa
Melchor Esono Edjo
Saisnarine Kowlessar

Fritz Jean
Victoria Asfura de Diaz
Peter Adamecz

Smith Michael
Shadrach Fanega
Ajit Kumar
Achjar Iljas
Parviz Davoodi
Hashim Ali Obaid
John Hurley
Geir Hilmar Haarde
Avi Ben-Bassat
Mario Draghi

Wesley George Hughes
Masaru Hayami
Abderrzaq Bani Hani

Zhaxybek Kulekeyev
Martin Luke Oduor-Otieno
Bureti Williams
Bader Meshari Al-Humaidhi

Molelekeng E. Rapolaki
Aigars Kalvitis
Basil R. Fuleihan
M. Nathaniel Barnes
Ali Ramadan Shnebish
Arvydas Kregzde
Jean Guill

Dragan Martinovski
Simon Constant Horace
Samsudin bin Hltam
Mapopa Chipeta
Adam Maniku
Toure Alimata Traore
Ahmed Lahlimi
Philippe Ong Seng
Abdallah Ould Hormtallah
Agustin Carstens
Sebastian L. Anefal
Dumitru Ursu
Ochirbat Chuluunbat
Manuel Chang
Soe Lin

Usutuaije Maamberua
Bimal P. Koirala
Francisco Aguirre Sacasa
Maliki Barhouni
Ramsey Oubromoro Mowoe
Sigrun Mogedal
Alan Bollard

Mohammed bin Nasser Al-Khasibi
C. M. Kassami
(vacant)

P

Pakistan
 Palaos
 Panama
 Papouasie-Nouvelle-Guinée
 Paraguay
 Pays-Bas
 Pérou
 Philippines
 Pologne
 Portugal

Shaukat Aziz
 Casmir Remengesau
 Norberto Delgado Duran
 Mekere Morauta
 Francisco Oviedo Britez
 Gerrit Zalm
 Javier Silva Ruete
 Jose Isidro N. Camacho
 Leszek Balcerowicz
 Joaquim Pina Moura

Nawid Ahsan
 Lawrence Alan Goddard
 Domingo Latorraca
 Kolari Tarata
 James Spalding
 Evelline Herfkens
 Alfredo Jalilie Awapara
 Rafael B. Buenaventura
 Ryszard Kokoszczyński
 Manuel Pedro da Cruz Baganha

R

République arabe syrienne
 République centrafricaine
 République démocratique populaire lao
 République dominicaine
 République kirghize
 République slovaque
 République tchèque
 Roumanie
 Royaume-Uni
 Rwanda

Mohammed Khaled Al-Mahayni
 Eric Sorongope
 Soukanh Maharat
 Francisco M. Guerrero Prats-R.
 Temirbek Akmatalliev
 Ivan Miklos
 Jiri Rusnok
 Mihai Nicolae Tanasescu
 Clare Short
 Donald Kaberuka

Mohamad Bittar
 Alexis Ngomba
 Phouphet Khamphounvong
 Luis Manuel Plantini
 Kubat Abduldaevich Kanimetov
 Marian Jusko
 Oldrich Dedek
 Emil Iota Ghizari
 Gordon Brown
 Jean Marie Karekezi

S

Saint-Kitts-et-Nevis
 Sainte-Lucie
 Samoa
 Sénégal
 Seychelles
 Sierra Leone
 Singapour
 Slovénie
 Somalie
 Soudan
 Sri Lanka
 Suède
 Suisse
 Swaziland

Denzil Douglas
 Kenny D. Anthony
 Misa Telefoni Retzlaff
 Makhtar Diop
 Jeremie Bonnelame
 Peter J. Kuyembeh
 Richard Hu Tsu Tau
 Anton Rop
 (vacant)
 Abdul Rahim Hamdi
 Chandrika Bandaranaike Kumaratunga
 Bosse Ringholm
 Pascal Couchepin
 Guduza

Wendell E. Lawrence
 Bernard La Corbiniere
 Hinauri Petana
 Oumar Khassimou Dia
 Alain Butler-Payette
 Samura Kamara
 Lim Siong Guan
 Irena Sodin
 (vacant)
 Sabir Mohamed Hassan
 P.B. Jayasundera
 Maj-Inger Klingvall
 Joseph Deiss
 Musa D. Fakudze

T

Tadjikistan
 Tanzanie
 Tchad
 Thaïlande
 Togo
 Tonga
 Trinité-et-Tobago
 Tunisie
 Turkménistan
 Turquie

Safarali Najmuddinov
 Nassoro W. Malocho
 Ahmed Lamine Ali
 Somkid Jatusriplitak
 Simfeliacheou Pre
 Siosia T.T. 'Utoikamanu
 Gerald Yetming
 Fethi Merdassi
 Seitbay Kandymov
 Faik Oztrak

Sharif Rakhimov
 Peter J. Ngumbullu
 Etienne Djimram Moyta
 Somchainuk Engtrakul
 Kossi Assimaldou
 'Aisake V. Eke
 Leroy Mayers
 Abdelhamid Triki
 Serdar Bayriev
 Aydin Karaoz

U

Ukraine
 Uruguay

Yriy Yekhanurov
 Alberto Bension

Vasyl Rohovyi
 Ariel Davrieux

V

Vanuatu
 Venezuela, République bolivarienne du
 Viet Nam

Joe Bomal Carlo
 Jorge Antonio Giordani Cordero
 Le Duc Thuy

Jeffery Wilfred
 Jose Alejandro Rojas Ramirez
 Duong Thu Huong

Y

Yémen, République du
 Yougoslavie, République fédérale de

Ahmed Mohamed Sofan
 Miroljub Labus

Anwar Rizq Al-Harazi
 Dragisa Pesic

Z

Zambie
 Zimbabwe

James Mwalimu Mtonga
 Simba Herbert Stanley Makoni

Stella M. Chibanda
 Leonard Ladislav Tumba

Annexe B

ADMINISTRATEURS *et* ADMINISTRATEURS SUPPLÉANTS

NOMBRE DE VOIX *et* PART DU TOTAL DONT ILS DISPOSENT au 30 juin 2001

ADMINISTRATEUR	ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT	ÉTATS AU NOM DESQUELS VOTE CHAQUE ADMINISTRATEUR	TOTAL DES VOIX	POURCENTAGE DU TOTAL
NOMMÉS				
Jan Piercy ¹	(vacant)	États-Unis	569 629	23,73
Yuzo Harada	Masanori Yoshida	Japon	141 424	5,89
Helmut Schaffer	Eckhardt Biskup	Allemagne	129 158	5,38
Jean-Claude Milleron ²	Emmanuel Moulin	France	121 265	5,05
Stephen Pickford	Rosemary B. Stevenson	Royaume-Uni	121 265	5,05
ÉLUS				
Philippe M. Peeters (Belgique)	Emin Dedeoglu (Turquie)	Autriche, Bélarus, Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République slovaque, République tchèque, Slovénie, Turquie	125 221	5,22
Franco Passacantando (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Portugal	98 866	4,12
Balmiki Prasad Singh (Inde)	Mahbub Kabir (Bangladesh)	Bangladesh, Inde, Sri Lanka	98 264	4,09
Moises Pineda (Mexique)	Jose H. Machillanda (Rép. bol. du Venezuela)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Venezuela (République bolivarienne du)	97 478	4,06
Terrie O'Leary (Canada)	Sharon Weber (Jamaïque)	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie	92 944	3,87
Finn Jønck (Finlande)	Anna M. Brandt ³ (Suède)	Danemark, Estonie, Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Suède	86 693	3,61
Pieter Stek (Pays-Bas)	Tamara Solianyik (Ukraine)	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Pays-Bas, Roumanie, Ukraine	86 423	3,60
Andrei Bugrov (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	81 592	3,40
Jaime Ruiz (Colombie)	Luis Antonio Balduino (Brésil)	Brésil, Colombie, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, République dominicaine, Trinité-et-Tobago	75 980	3,16
Neil F. Hyden (Australie)	Lewis D. Holden ⁴ (Nouvelle-Zélande)	Australie, Cambodge, Corée (République de), Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	73 309	3,05
Mario Soto-Platero (Uruguay)	Roberto Garcia-Lopez (Argentine)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay	64 144	2,67
Matthias Meyer (Suisse)	Jerzy Hylewski (Pologne)	Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan	60 548	2,52
Abdul Aziz Mohd. Yaacob (Malaisie)	Nguyen Doan Hung (Viet Nam)	Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	59 912	2,50
Girmai Abraham (Érythrée)	Richard H. Kaijuka (Ouganda)	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	58 496	2,44
Ahmed Sadoudi (Algérie)	Inaamul Haque (Pakistan)	Algérie, Ghana, Iran (République islamique d'), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie	46 016	1,92
Khalid M. Al-Saad (Koweït)	Mohamed Kamel Amr (République arabe d'Égypte)	Bahrein, Égypte (République arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, République arabe syrienne, Yémen (République du)	34 079	1,42
Yahya Abdulla M. Alyahya (Arabie saoudite)	Abdulrahman M. Almofadhi (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	30 312	1,26
Zhu Guangyao (Chine)	Chen Huan (Chine)	Chine	24 750	1,03
Bassary Toure (Mali)	Paulo F. Gomes (Guinée-Bissau)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Maurice, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	22 947	0,96

Les personnes dont le nom figure ci-après ont également exercé les fonctions d'administrateur ou d'administrateur suppléant après le 31 octobre 2000 :

ADMINISTRATEUR	FIN DU MANDAT	ADMINISTRATEUR SUPPLÉANT	FIN DU MANDAT
Zhu Xian (Chine)	28 février 2001	Pilar Alvarez (République bolivarienne du Venezuela)	15 décembre 2000

Note : L'Afghanistan (361 voix), l'Éthiopie (377 voix) et la Somalie (333 voix) n'ont pas participé à l'élection ordinaire des administrateurs tenue en 2000. La République fédérale de Yougoslavie (2 053 voix) est devenue membre de la SFI après cette élection.

1 Carole Brookins (États-Unis) prendra ses fonctions d'administrateur à compter du 20 août 2001.

2 A donné sa démission avec effet au 1^{er} août ; succession assurée par Pierre Duquesne (France) à compter du 20 août 2001.

3 A donné sa démission avec effet au 31 juillet 2001 ; succession assurée par Inkeri Hirvensalo (Finlande) à compter du 23 août 2001.

4 A donné sa démission avec effet au 6 juillet 2001 ; succession assurée par Dong-Soo Chin (République de Corée) à compter du 23 juillet 2001.

Annexe C

GROUPE CONSULTATIF BANCAIRE 2001

M. Abdlatif Y. Al-Hamad

Directeur général/Président du Conseil
Fonds arabe de développement
économique et social
Safat, Koweït

M^{me} Ana Patricia Botin

Banco Santander Central Hispano
Madrid, Espagne

M. Fernao Bracher

Président
Banco BBA Creditanstalt S.A.
São Paulo, Brésil

M. Richard Fisher

Président du Conseil exécutif
Morgan Stanley Dean Witter & Co.
New York, États-Unis

M. Toyoo Gyohten

Président
Institute for International Monetary Affairs
Tokyo, Japon

M. Gerd Hausler

Conseiller principal
Deutsche Boerse AG
Francfort, Allemagne

M. Rainer Masera

Président-directeur général
San Paolo IMI S.p.a
Turin, Italie

M. Roberto Mendoza

Fondateur
Hancock, Mendoza,
Dachille and Merton
New York, États-Unis

M. Deepak Parekh

Président
Housing Development Finance
Corporation Limited
Mumbai, Inde

M. Isaac Takawira

Président-directeur général
Barclay's Bank of Kenya
Nairobi, Kenya

M. Marc Viénot

Président d'Honneur
Société Générale
Paris, France

M. Wang Xuebing

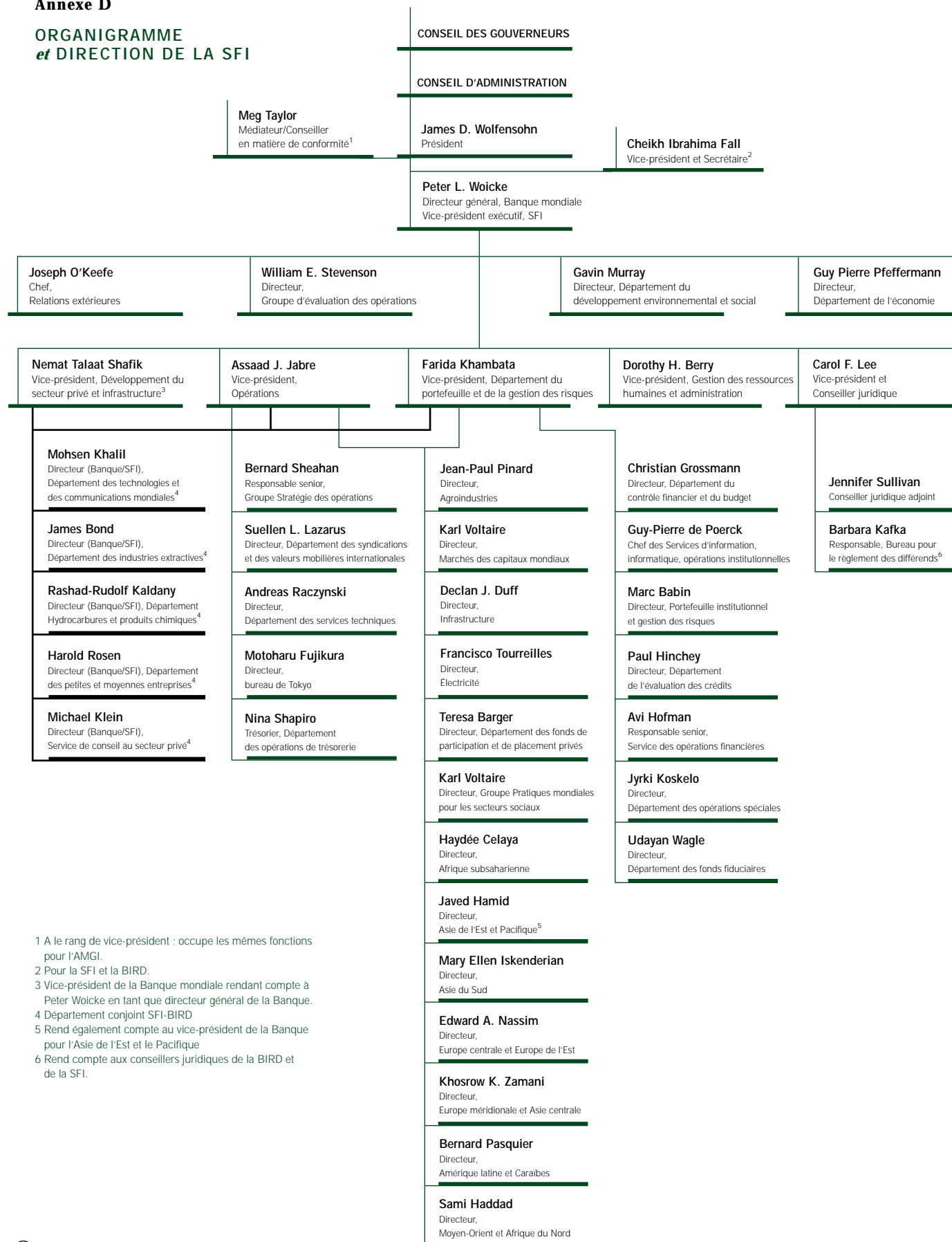
Président
China Construction Bank
Beijing, Chine

M. David Scholey

Président du Groupe consultatif bancaire
Londres, Royaume-Uni

Annexe D

ORGANIGRAMME et DIRECTION DE LA SFI



¹ A le rang de vice-président ; occupe les mêmes fonctions pour l'AMGI.

² Pour la SFI et la BIRD.

³ Vice-président de la Banque mondiale rendant compte à Peter Woicke en tant que directeur général de la Banque.

⁴ Département conjoint SFI-BIRD

⁵ Rend également compte au vice-président de la Banque pour l'Asie de l'Est et le Pacifique

⁶ Rend compte aux conseillers juridiques de la BIRD et de la SFI.

DIRECTION DE LA SFI Juillet 2001

Président ¹	James D. Wolfensohn
Vice-président exécutif ²	Peter L. Woicke
Vice-président et Secrétaire ¹	Cheikh Ibrahima Fall
Médiateur/Conseiller en matière de conformité ³	Meg Taylor
Vice-président et Conseiller juridique	Carol F. Lee
Vice-président, Gestion des ressources humaines et administration	Dorothy H. Berry
Vice-président, Opérations	Assaad J. Jabre
Vice-président, Portefeuille et gestion des risques	Farida Khambata
Vice-président, Secteur privé Développement et infrastructure, BIRD	Nemat Talaat Shafik

DÉPARTEMENTS RÉGIONAUX

Département Afrique subsaharienne

Directeur	Haydée Celaya
Directeur associé	Abdelkader H. Allaoua
Chef, Portefeuille, marchés des capitaux	Alain Soulard
Directeur, Portefeuille et évaluation du crédit (Industries manufacturières)	Colin Warren
Chef pour la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale (Abidjan, Côte d'Ivoire)	Saran Kebet-Koulibaly
Chef pour la région Afrique australe (Johannesburg, Afrique du Sud)	G. Michael Tiller
Chef pour la région Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya)	Saleem Karimjee

Département Asie de l'Est et Pacifique

Directeur (Hong Kong)	Javed Hamid
Chef, Secteur manufacturier	Azmat Taufique
Directeur, Portefeuille et évaluation du crédit (Hong Kong)	Timothy Krause
Chef, Stratégie	Dileep Wagle
Chef, Marchés des capitaux	Shidan Derakhshani
Chef-pays, Viet Nam (Hanoi)	Deepak Khanna
Chef-pays, Indonésie (Jakarta)	Amitava Banerjee
Chef-pays, Philippines (Manille)	Sergio Pimenta
Chef-pays, Chine et Mongolie (Beijing)	Karin Finkelston
Chef-pays, Thaïlande (Bangkok)	Timothy Ryan

Département Asie du Sud

Directeur	Mary Ellen Iskenderian
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Michael Essex
Chef, Marchés des capitaux	Georgina Baker
Chef, Stratégie et coordination	Neil Gregory
Chef-pays, Pakistan	Farid Dossani
Chef-pays, Inde (New Delhi)	Vipul C. Prakash

Département Europe centrale et Europe de l'Est

Directeur (Moscou)	Edward Nassim
Directeur adjoint (Moscou)	Richard Ranken
Directeur adjoint, Portefeuille et évaluation du crédit	Robin Glantz
Chef, Marchés des capitaux	Ritva Laukkanen
Chef, Secteur manufacturier	Dimitris Tsitsiragos
Chef, Stratégie et coordination	Kutlay Ebiri

Département Europe méridionale et Asie centrale

Directeur (Istanbul)	Khosrow Zamani
Chef, Portefeuille, marchés des capitaux	S. Aftab Ahmed
Chef, Portefeuille, Industries manufacturières	Antonio David
Chef, Marchés des capitaux	Mark Alloway

Chefs-pays :

<i>Albanie, Bosnie, Croatie, Macédoine, Yougoslavie</i>	Sita Ramaswami
<i>Azerbaïdjan, Bulgarie, Moldova, Roumanie, Turquie</i>	Sujata Lamba
<i>Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan</i>	Richard Rutherford

Département Amérique latine et Caraïbes

Directeur (Rio de Janeiro)	Bernard Pasquier
Directeur associé	Jerome Sooklal
Chef, Marchés des capitaux	(vacant)
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Stanley Greig
Chef, Stratégie et coordination	Toshiya Masuoka
Chef-pays, Mexique (Mexico)	Manuel Núñez

Département Moyen-Orient et Afrique du Nord

Directeur (Le Caire)	Sami Haddad
Chef, Secteur manufacturier	Vinod Busjeet
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Michael Essex
Chef, Marchés des capitaux	M. Rohil Hafeez

DÉPARTEMENTS DES INDUSTRIES

Département des agroindustries

Directeur	Jean-Paul Pinard
Chef, Nouveaux placements	Sulyporn Kulsrehsiri
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Macadou N'Daw

Groupe des Marchés des capitaux mondiaux

Directeur	Karl Voltaire
Conseiller principal, Marchés financiers et assistance technique	Claudia J. Morgenstern
Chef, Financements structurés	Arun Kumar Sharma

Département des technologies et des communications mondiales⁴

Directeur	Mohsen Khalil
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Joseph Solan
Chef, Nouveaux placements	Stephanie von Friedeburg
Chef du Groupe Internet	Ravi Vish

Groupe, Pratiques mondiales pour les secteurs sociaux

Directeur	Karl Voltaire
Chef, Promotion des entreprises	Oscar Chmerinski
Chef technique	Guy Ellena

Département de l'infrastructure

Directeur	Declan J. Duff
Responsable senior, Services de transport	Ravinder Bugga
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Paul Baribeau
Chef, Infrastructure	Amnon Mates
Chef, Services d'intérêt collectif	Usha Rao-Monari

Département des industries extractives⁴

Directeur	James Bond
Chef, Nouveaux placements	Kent E. Lupberger
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	(vacant)

Département Hydrocarbures et produits chimiques⁴

Directeur	Rashad-Rudolf Kaldany
Chef, Produits chimiques	Shilpa Patel
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	(vacant)
Chef, Hydrocarbures	Somit Varma

Département de l'électricité

Directeur	Francisco Tourreilles
Chef, Nouveaux placements	Darius Liloonwala
Chef, Portefeuille et évaluation du crédit	Apinya Suebsaeng

Département des fonds de participation et de placement privés

Directeur	Teresa C. Barger
-----------	------------------

Département des petites et moyennes entreprises⁴

Directeur	Harold Rosen
Chef, Équipements et installations	Thomas Davenport
Chef, Mécanisme de renforcement des capacités	Vincent Rague

Département des syndicats et des valeurs mobilières internationales

Directeur	Suellen Lambert Lazarus
Chef, Gestion des prêts B	Mary Elizabeth Ward

Département des fonds fiduciaires

Directeur	Udayan Wagle
Chef, Fonds fiduciaires	(vacant)

SERVICES DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS

Service de promotion et de développement des investissements en Afrique (APDF)

Directeur général (Johannesburg, Afrique du Sud)	John James
Directeur régional (Johannesburg, Afrique du Sud)	Jesper Kjaer
Directeur régional (Nairobi, Kenya)	Mischek Ngatunga
Directeur régional (Abidjan, Côte d'Ivoire)	Henri Rabarijohn
Directeur régional (Accra, Ghana)	Modou Badara Njie

Service de promotion et de développement des investissements en Chine (CPDF)

Directeur général (Chengdu, Chine)	Eric Siew
------------------------------------	-----------

Service de développement de l'entreprise en Asie du Sud (DESA)

Directeur général (Dhaka, Bangladesh)	(vacant)
---------------------------------------	----------

Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong (MPDF)

Directeur général (Hanoi, Viet Nam)	Mario Fischel
Directeur régional (Laos/Cambodge)	Adam Sack
Directeur régional (Ho Chi Minh-Ville, Viet Nam)	Anil Sinha

Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique sud (SPPF)

Directeur général (Sydney, Australie)	(vacant)
---------------------------------------	----------

Service de développement de l'entreprise en Asie du Sud-Est (SEED)

Directeur général (Sarajevo, Bosnie-Herzégovine)	Mariann Kurtz
--	---------------

DÉPARTEMENTS

Département du contrôle financier et du budget

Directeur	Christian Grossmann
Responsable senior, Budget	Richard J. Moss
Responsable senior, Contrôles internes et des projets spéciaux	Allen F. Shapiro
Responsable senior, Contrôle financier — équipements et installations	Simon V. Fowler
Directeur, Politiques régissant la présentation de l'information financière et la comptabilité	Paul B. Bravery
Directeur, Provisions pour pertes	Guy A. de Clercq

Département Informatique, opérations institutionnelles

Chef, Services d'information	Guy-Pierre de Poerck
Chef, développement et informatique	Wajdi Bustani
Chef, Informatique pour les opérations	Paul Standen

Département du portefeuille et de la gestion des risques

Directeur	Marc Babin
Chef, Service de gestion des participations et du portefeuille	Sebastian Thiriez
Chef, Gestion des risques	Lakshmi Shyam-Sunder

Relations extérieures

Chef	Joseph O'Keefe
------	----------------

Département de l'évaluation des crédits

Directeur	Paul Hinchey
Directeur associé	Sakdiyam Kupasrimonkol
Chargé principal des crédits	Mun Fui Wong
Chargé principal des crédits	Eduardo Abello
Chargé principal des crédits	Mamta Shah
Chargé principal des crédits	Maria DaG. Domingues
Chargé principal des crédits	Vincent Polizatto

Département de l'économie

Directeur	Guy Pierre Pfeffermann
Économiste principal	Frank J. Lysy

Département du développement environnemental et social

Directeur	Gavin Murray
Chef, Groupe marchés et environnement	Louis Boorstin
Chef, Groupe d'appui aux projets	William Bulmer

Service des Opérations financières

Responsable senior	Avi Hofman
Chef, Appui aux opérations de prêt et de participation	Soon-Wan Ooi
Chef, Services d'appui aux opérations de trésorerie	Isaku Higa

Ressources humaines et administration

Vice-président	Dorothy H. Berry
Directeur, Services des rémunérations et politiques du personnel	Jean Bradier
Chef, Recrutement et affectation du personnel au plan international	Esteban Altschul
Chef, formation et perfectionnement des ressources humaines	Gail Davenport
Chef, Équipe des Ressources humaines	Eva Mennel
Chef, Équipe des Ressources humaines	Anne Sahl
Chef, Installations et Administration	Geoffrey A. Willing

Département juridique

Vice-président et Conseiller juridique	Carol F. Lee
Conseiller juridique adjoint	Jennifer A. Sullivan
Conseiller en chef	Fernando Cabezas
Conseiller en chef, Finances	Victoria C. Choy
Conseiller en chef	David Harris
Conseiller en chef	Eduardo A. Hernandorena
Conseiller en chef	David McLean
Conseiller en chef	Christian Philip
Conseiller en chef	George Springsteen

Bureau pour le règlement des différends

Directeur principal ⁵	Barbara Kafka
----------------------------------	---------------

Groupe Évaluation des opérations*

Directeur	William E. Stevenson
-----------	----------------------

Groupe, Stratégie des opérations

Responsable senior	Bernard Sheahan
--------------------	-----------------

Département des services techniques

Directeur	Andreas M. Raczyński
Directeur adjoint, Services techniques	Garth Hedley
Chef, Service des assurances	Merunisha Ahmid

Département des opérations de trésorerie

Trésorier	Nina Shapiro
Chef, Opérations de financement	John Borthwick
Chef, Gestion des liquidités et de la trésorerie	Mark Spindel
Chef, Produits et gestion actif passif	Shanker Krishnan
Chef, Groupe du développement des applications	Takehisa Eguchi

DIVERS**Service de conseil au secteur privé⁴**

Directeur	Michael Klein
Chef, Politique et transactions de privatisation	Denise Leonard
Chef, Politique et transactions de privatisation	David Donaldson
Chef, Cadre des affaires et investissement étranger	Joseph Battat
Directeur régional (Sydney, Australie)	Andrew Proctor

Département des opérations spéciales

Directeur	Jyrki Koskela
-----------	---------------

1. Ces hauts fonctionnaires occupent le même poste à la BIRD.
2. Exerce aussi la fonction de directeur général de la Banque mondiale, et est responsable du développement du secteur privé pour tout le Groupe de la Banque.
3. Rend directement compte à James D. Wolfensohn.
4. Rend compte au vice-président de la BIRD, Infrastructure et développement du secteur privé, au vice-président de la SFI, Opérations et au vice-président, Portefeuille et gestion des risques de portefeuille.
5. Rend directement compte au vice-président et conseiller juridique de la BIRD et de la SFI.
6. Rend directement compte à Robert Picciotto, directeur général, Évaluation des opérations à la BIRD et au vice-président exécutif de la SFI.

Annexe E

REPRÉSENTANTS *sur le* TERRAIN *et* CONTACTS

PAYS	VILLE	NOM	TITRE
Afrique du Sud	Le Cap	Henning Amelung	Chargé d'investissements senior
Afrique du Sud	Johannesburg	G. Michael Tiller	Chef régional
Afrique du Sud, APDF	Johannesburg	John James	Directeur général
Albanie	Tirana	Elira Sakiqi	Coordonnateur du programme
Allemagne	Francfort	Oltmann Siemens	Représentant spécial
Argentine	Buenos Aires	Ileana Boza	Représentant résident
Arménie	Erevan	(vacant)	
Australie (FIAS)	Sydney	Andrew Proctor	Chef régional
Australie (SPPF)	Sydney	(vacant)	
Azerbaïdjan	Bakou	Aliya Nuriyeva	Coordonnateur du programme
Bangladesh	Dhaka	Hafeezudin Ahmad	Représentant résident
Bélarus	Minsk	Carl Dagenhart	Chef de projet
Bolivie	La Paz	Juan Carlos Echeverria	Chargé d'investissements
Bosnie-Herzégovine	Sarajevo	Haris Kuskunovic	Chargé d'investissements
Bosnie-Herzégovine, SEED	Sarajevo	Mariann Kurtz	Directeur général
Brésil	Rio de Janeiro	Bernard Pasquier	Directeur
Brésil	São Paulo	Wolfgang Bertelsmeier	Chef de mission adjoint
Bulgarie	Sofia	George Alexandrov	Coordonnateur du programme
Cambodge	Phnom Penh	Deepak Khanna	Chef-pays
Cambodge/RDP lao, MPDF	Phnom Penh	Adam Sack	Chef régional
Cameroun	Douala	Mohamadou Diop	Représentant régional
Chine	Beijing	Karin Finkelston	Chef-pays
Chine	Hong Kong	Javed Hamid	Directeur
Chine, CPDF	Chengdu	Eric Siew	Directeur général
Cisjordanie et Gaza	Dahiat Al-Bareed	Tamara Lansky	Représentant résident
Colombie	Bogotá	Paolo Martelli	Représentant résident
Corée, République de	Séoul	Tae-Hee Yoon	Conseiller
Côte d'Ivoire	Abidjan	Saran Kebet-Koulibaly	Chef régional
Côte d'Ivoire, APDF	Abidjan	Henri E. Rabarijohn	Chef régional
Croatie	Zagreb	Vedran Antoljak	Coordonnateur du programme
Égypte, République arabe d'	Le Caire	Sami Haddad	Directeur
Éthiopie	Addis-Abeba	Andrew Danino	Chargé d'investissements senior
Fédération de Russie	Moscou	Edward Nassim	Directeur
France	Paris	Arthur Levi	Représentant spécial
Géorgie	Tbilissi	Anna Akhalkatsi	Coordonnateur du programme
Ghana	Accra	Antoine Courcelle-Labrousse	Chargé d'investissements senior

Ghana, APDF	Accra	Modou Badara Njie	Chef régional
Guatemala	Guatemala	Yolande Duhem	Représentant résident
Inde	Mumbai	Loy Pires	Chef
Inde	New Delhi	Vipul Prakash	Chef-pays
Indonésie	Djakarta	Amitava Banerjee	Chef-pays
Japon	Tokyo	Motoharu Fujikura	Directeur, Tokyo
Kazakhstan	Almaty	Jim Anderson	Coordinateur du programme pour la région
Kenya	Nairobi	Saleem Karimjee	Chef régional
Kenya, APDF	Nairobi	Mischeck Ngatunga	Chef régional
Macédoine, ERY de	Skopje	Slobodanka Matakova	Chargé de programme
Mexique	Mexico	Manuel E. Nunez	Chef-pays
Moldova	Chisinau	Alla Girjau	Coordonnateur du programme
Mongolie	Oulan Bator	Shannon Atkeson	Chargé d'investissements
Mozambique	Maputo	(vacant)	
Népal	Katmandou	Sudhir Mittal	Représentant résident
Nigéria	Lagos	Akbar Husain	Représentant résident
Ouganda	Kampala	Dan Kasirye	Chargé de projets
Ouzbékistan	Tachkent	Elbek Rikhsiyev	Assistant administratif
Pakistan	Islamabad	Farid Dossani	Chef-pays
Philippines	Manille	Sergio Pimenta	Chef-pays
Pologne	Varsovie	Laurence Carter	Représentant régional
RDP lao	Vientiane	Deepak Khanna	Chef-pays
République dominicaine	Santo Domingo	Salem Rohana	Représentant de la SFI
République kirghize	Bishkek	(vacant)	
République tchèque	Prague	Charles van der Mandete	Chef, Opérations spéciales
Roumanie	Bucarest	Ana Maria Mihaescu	Chef de mission, Roumanie
Royaume-Uni	Londres	Arthur Levi	Représentant spécial pour l'Europe
Sénégal	Dakar	Souleymane Traore	Coordonnateur régional
Singapour	Singapour	François Grossas	Chargé principal d'investissements
Sri Lanka	Colombo	Sanjiva Senanayake	Chef-pays
Thaïlande	Bangkok	Timothy Ryan	Chef-pays
Trinité-et-Tobago	Port of Spain	Kirk Ifill	Représentant régional
Turquie	Istanbul	Khosrow Zamani	Directeur
Ukraine	Kiev	Elena Voloshina	Chargé de programme
Viet Nam	Hanoi	Deepak Khanna	Chef-pays
Viet Nam, MPDF	Hanoi	Mario Fischel	Directeur général
Viet Nam, MPDF	Ho Chi Minh-Ville	Anil Sinha	Chef régional
Zimbabwe	Harare	Imoni Akpofure	Représentant résident
Zimbabwe, APDF	Harare	James Helleman	Chef de projet

Annexe F

ADRESSES

Siège

2121 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, DC 20433, États-Unis
Téléphone : (202) 473-9331
Fax : (202) 974-4384

Afrique du Sud, Le Cap

1 Thibault Square, 13th Floor
Long Street
Le Cap 8001, Afrique du Sud
P.O. Box 2452, Le Cap 8000
Téléphone : (27-21) 418-7180
Fax : (27-21) 418-7183

Afrique du Sud, Johannesburg

Oxford Gate, 1st Floor
Hyde Park Lane
Johannesburg 2196, Afrique du Sud
P.O. Box 41283, Craighall 2024
Téléphone : (27-11) 341-9000
Fax : (27-11) 325-0582

Albanie, Tirana

Rruga Dëshmoret e 4 Shkurtit
Vila. 34
Tirana, Albanie
Téléphone : (00355)-4-240587/8/9 ;
(00355)-4-230016/7
Fax : (00355)-4-240590

Allemagne, Francfort

Bockenheimer Landst. 109
D-60325 Francfort, Allemagne
Téléphone : (49-69) 7434-8230
Fax : (49-69) 7434-8239

Argentine, Buenos Aires

Boulevard 547, piso 3°
1106 Buenos Aires, Argentine
Téléphone : (54-11) 4315-1666
Fax : (54-11) 4312-7184

Arménie, Erevan

Av Sargsyan Street, Republic Square
Erevan 375010, Arménie
Téléphone : (374-1) 545-241/242/243
Fax : (374-1) 599-542

Australie, Sydney (FIAS)

Chef régional
Level 18, CML Bldg., 14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7155
Fax : (61-2) 9223-7152

Azerbaïdjan, Bakou

91-95 Mirza Mansur Str., Icheri Sheher
Bakou 370 004, Azerbaïdjan
Téléphone : (994-12) 921-941 ; 922-807
Fax : (994-12) 921-479

Bangladesh, Dhaka

c/o World Bank
3A Paribagh
Dhaka 1000, Bangladesh
Téléphone : (880-2) 861-1056 ; 966-9301
Fax : (880-2) 861-7521

Bélarus, Minsk

6a Partizansky Prospekt
Minsk 220033, Bélarus
Téléphone : (375-172) 228-231 ; 281-779
Fax : (375-172) 227-440

Bolivie, La Paz

Edificio Gundlach
Piso 10 # 1003
La Paz, Bolivie
Téléphone : (591-2) 338-110
Fax : (591-2) 391-038

Bosnie-Herzégovine, Banja Luka

Vase Pelagica 12
51000 Banja Luka
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : (387-33) 319-680
Fax : (387-33) 319-683

Bosnie-Herzégovine, Sarajevo

H. Kresevljakovica 19
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Téléphone : 387-(0) 33 440-293
Fax : 387-(0) 33 440-108

Brésil, Fortaleza – Ceará

Rua Oswaldo Cruz, No. 1
Room 1810
60125-150 Fortaleza - Ceará, Brésil
Téléphone : (55-85) 242-4994
Fax : (55-85) 242-4990

Brésil, Rio de Janeiro

Rua Redentor, 14-Ipanema
Rio de Janeiro – 22421-030, Brésil
Téléphone : (55-21) 550-8990 ; 525-5850
Fax : (55-21) 550-8999 ; 525-5879 ; 513-3800

Brésil, São Paulo

Av. Roque Petroni Junior, 999
8° étage, bureaux 81/82
04707-910 – São Paulo SP, Brésil
Téléphone : (55-11) 5181-6252
Fax : (55-11) 5181-8252

Bulgarie, Sofia

36 Dragan Tzankov Blvd.
World Trade Center/INTERPRED
1057 Sofia, Bulgarie
Téléphone : (359-2) 9181-4225
Fax : (359-2) 9181-4333

Cameroun, Douala

96 rue Flatters
Bureau 305
B.P. 4616, Bonanjo
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 428-033 ; 429-451
Fax : (237) 428-014

Chine, Beijing

9th Floor, Tower B
Fuhua Mansion
8 Chaoyangmen Beidajie
Beijing 100 027, RP Chine
Téléphone : (86-10) 6554-4191
Fax : (86-10) 6554-4192

Cisjordanie et Gaza, Dahiat Al-Bareed

P.O. Box 54842
Jérusalem, Israël
Téléphone : (972-2) 236-6517/6547
Fax : (972-2) 236-6521

Corée, Séoul

11th Floor, Youngpoong Building
Chongro-ku
Séoul 110-110, Corée
Téléphone : (82-2) 399-0905/6
Fax : (82-2) 399-0915

Côte d'Ivoire, Abidjan

Coin Rues Booker Washington et
Jacques Aka
01- B.P. 1850
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 2244-6550
Fax : (225) 2244-4483

Croatie, Zagreb

Trg. J. F. Kennedyja 6b/III
Zagreb 10000, Croatie
Téléphone : (385-1) 238-7236
Fax : (385-1) 238-7233

Égypte, Le Caire

World Trade Center Bldg.
1191 Corniche El Nil, Boulac
Le Caire, Égypte
Téléphone : (20-2) 579-9900/6565/5353
Fax : (20-2) 579-2211

Éthiopie, Addis-Abeba

c/o World Bank
P.O. Box 5515
Addis-Abeba, Éthiopie
Téléphone : (251-1) 627-715/6
Fax : (251-1) 627-717

Fédération de Russie, Moscou

7/5 Bolshaia Dmitrovka Street Bldg 2
10 3009 Moscou, Russie
Téléphone : (7-095) 755-8818
Fax : (7-095) 755-8298

France, Paris

66, avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Téléphone : (33-1) 4069-3060
Fax : (33-1) 4720-7771

Géorgie, Tbilissi

18a Chonkadze Street
Tbilissi, Géorgie 380 005
Téléphone : (995-32) 990-448
Fax : (995-32) 995-288

Ghana, Accra

N° 150A Roman Road
Roman Ridge
P.O. Box C2638
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 778-109 ;
779-804/5 ; 783-093/4
Fax : (233-21) 774-961 ; 776-245

Guatemala, Guatemala

13 Calle 3-40, Zona 10
Edificio Atlantis, 14 Nivel
Guatemala 01010, Guatemala
Téléphone : (502) 367-2275
Fax : (4502) 366-9851

Inde, Mumbai

Godrej Bhavan, 3rd Floor
Murzban Road
Fort, Mumbai 200 001, Inde
Téléphone : (91-22) 231-1235
Fax : (91-22) 231-1236

Inde, New Delhi

No. 1, Panchsheel Marg, Chanakyapuri
New Delhi 110 021, Inde
Téléphone : (91-11) 611-1306
Fax : (91-11) 611-1281

Indonésie, Djakarta

Jakarta Stock Exchange Bldg.
Tower 2, 13th Floor
Jl. Jenderal Sudirman Kav. 52-53
Djakarta 12190, Indonésie
Téléphone : (62-21) 5299-3001
Fax : (62-21) 5299-3002

Japon, Tokyo

10th Floor, Fukoku Seimei Building
2-2-2, Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japon
Téléphone : (81-3) 3597-6657
Fax : (81-3) 3597-6698

Kazakhstan, Almaty

41 Kazybek Bi Street, 4th Floor
Almaty 480100, République du Kazakhstan
Téléphone : (7-3272) 980-580
Fax : (7-3272) 980-581

Kenya, Nairobi

Hill Park Building
Upper Hill
P.O. Box 30577
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 260-300/720-467
Fax : (254-2) 260-383/717-390

Macédoine, ERY de, Skopje

Leninova 34
Skopje 91000, République de Macédoine
Téléphone : (389-2) 117-159
Fax : (389-2) 117-627

Mexique, Mexico

Prado Sur 240, Suite 402
Lomas de Chapultepec
Del. Miguel Hidalgo
Mexico D.F., 11000, Mexique
Téléphone : (52-5) 520-6191
Fax : (52-5) 520-5659

Moldova, Chisinau

76/6 Sciushev Street
MD 2012, Chisinau, Moldova
Téléphone : (373-2) 237-065 : 232-737
Fax : (373-2) 233-908

Mongolie, Oulan Bator

11-A Peace Avenue
Oulan Bator 210 648, Mongolie
Téléphone : (976-11) 312-694
Fax : (976-11) 312-696

Mozambique, Maputo

Ave. Kenneth Kaunda, nr. 1224
Maputo, Mozambique
Téléphone : (258-1) 492-841/51
Fax : (258-1) 492-893

Népal, Katmandou

c/o World Bank
Yak & Yeti Hotel Complex
GPO Box 798
Katmandou, Népal
Téléphone : (977-1) 268-123 ; 439-571
Fax : (977-1) 223-443

Nigéria, Lagos

Maersk House, 1st Floor
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 262-6455-64
Fax : (234-1) 262-6465/66

Ouganda, Kampala

1 Lumumba Avenue
Rwenzori House
P.O. Box 4463
Kampala, Ouganda
Téléphone : (256-41) 230-094/236-825
Fax : (256-41) 230-094/340-386

Ouzbékistan, Tachkent

43 Academician Suleymanova Street
700 017 Tachkent, Ouzbékistan
Téléphone : (998-71) 133-2185
Fax : (998-71) 120-6215

Pakistan, Islamabad

20 A Shahrah-e-Jamhuriyat
Ramna 5 (G-5/1), P.O. Box 3033
Islamabad, Pakistan
Téléphone : (92-51) 227 9631/2/3
Fax : (92-51) 282 4335/282 4166

Philippines, Manille

11th Floor, Tower One
Ayala Triangle, Ayala Avenue
Makati 1226, Manille, Philippines
Téléphone : (63-2) 848-7333/38
Fax : (63-2) 848-7339

Pologne, Varsovie

Warsaw Financial Center
Emilii Plater 53, 9th Floor
00-113 Varsovie, Pologne
Téléphone : (48-22) 520-6100
Fax : (48-22) 520-6101

République dominicaine, Saint-Domingue

Calle Virgilio Diaz Ordoñez #36
esq. Gustavo Mejía Ricart
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401
Saint-Domingue, République dominicaine
Téléphone : (809) 566-6815
Fax : (809) 566-7746

République kirghize, Bichkek

214 Moskovskaya Street
720 010 Bichkek, République kirghize
Téléphone : (996-312) 610-650
Fax : (996-312) 610-356/481

République tchèque, Prague

Husova 5
11000 Prague 1, République tchèque
Téléphone : (420-2) 2440-1402/3
Fax : (420-2) 2440-1410

Roumanie, Bucarest

83 Dacia Boulevard, Sector 2
Bucarest, Roumanie
Téléphone : (40-1) 211-2866
Fax : (40-1) 201-0364/211-3141

Royaume-Uni, Londres

4 Millbank
Londres SW1P 3JA, Royaume-Uni
Téléphone : (44-207) 222-7711
Fax : (44-207) 976-8323

Sénégal, Dakar

3 Place de l'Indépendance,
Immeuble S.D.I.H., 7^e étage, B.P. 3296
Dakar, Sénégal
Téléphone : (22-1) 849-50-49
Fax : (22-1) 849-50-44

Singapour

10 Shenton Way
#15-08 MAS Building
Singapour 079 117
Téléphone : (65) 324-4612
Fax : (65) 324-4615

Sri Lanka, Colombo

73/5 Galle Road
Colombo 3, Sri Lanka
Téléphone : (94-1) 448-070 poste 325
Fax : (94-1) 471-536

Thaïlande, Bangkok

Diethelm Tower A
17th Floor
93/1 Wireless Road
Bangkok 10330, Thaïlande
Téléphone : (66-2) 650-9253/8
Fax : (66-2) 650-9259

Trinité-et-Tobago, Port of Spain

The Mutual Center
16 Queen's Park West
P.O. Box 751
Port of Spain, Trinité-et-Tobago
Téléphone : (868) 628-4417/5074
Fax : (868) 622-1003

Turquie, Istanbul

Is Kuleleri
Kule II – KAT 3
80620-4 Levent
Istanbul, Turquie
Téléphone : (90-212) 212-6535/4513
Fax : (90-212) 275-0810/1146

Ukraine, Kiev

4 Bogomoltsa Street, 5th Floor
Kiev 01024, Ukraine
Téléphone : (380-44) 253-0539
Fax : (380-44) 490-5830

Viet Nam, Hanoi

7th Floor, 63 Ly Thai To, Hoan Kiem
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 934-2282
Fax : (84-4) 934-2289

Zimbabwe, Harare

101 Union Avenue, 7th Floor
Harare, Zimbabwe
P.O. Box 2960, Harare
Téléphone : (263-4) 794-868/869/860
Fax : (263-4) 793-805

**SERVICES DE PROMOTION ET DE
DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS**

**Service de promotion et de développement
des investissements en Afrique (APDF)**

Afrique du Sud, Johannesburg
1st Floor, Victoria Gate West
Hyde Park Lane, Hyde Park
Johannesburg 2196, Afrique du Sud
P.O. Box 411552, Craighall 2024
Téléphone : (27-11) 341-9000
Fax : (27-11) 325-0582

Cameroun, Douala
96 rue Flatters
P.O. Box 4616
Douala, Cameroun
Téléphone : (237) 428-033
Fax : (237) 428-014

Côte d'Ivoire, Abidjan
Immeuble CCIA, 17e étage
01 B.P. 8669
Abidjan-01, Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 2021-9697
Fax : (225) 2021-6151

Ghana, Accra
N° 150A, Roman House
Roman Ridge
Accra, Ghana
Téléphone : (233-21) 776-245 ; 778-109
Fax : (233-21) 774-961

Kenya, Nairobi
International House
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254-2) 217-368/9/70
Fax : (254-2) 339-121/330-436

Nigéria, Lagos
Maersk House, 1st Floor
Plot 121 Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234-1) 262-6455-64
Fax : (234-1) 262-6465/66

Zimbabwe, Harare
68-70 Union Avenue
P.O. Box UA 400
Harare, Zimbabwe
Téléphone : (263-4) 701-232/3/4/5
Fax : (263-4) 701-231/236

**Société de services de gestion
pour l'Afrique (AMCO)**

Côte d'Ivoire, Abidjan
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest
francophone
AMCO/APDF, C.C.I.A., 17° étage
01 BP 2049 ABJ 01 Abidjan
Côte d'Ivoire
Téléphone : (225) 20219697
Fax : (225) 20216151

Ghana, Accra
Bureau national
150A, Roman House
Roman Ridge
Accra, Ghana
Téléphone : (233 21) 779804/5
Fax : (233 21) 774961/776245

Kenya, Nairobi
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est
A.C.S. Plaza, Lenana Road
P.O. Box 46534
Nairobi, Kenya
Téléphone : (254 2) 574748
Fax : (254 2) 571822

Maurice, Port-Louis
Bureau pour l'océan Indien
Anglo-Mauritius House
P.O. Box 253
Port-Louis, Maurice
Téléphone : (230) 2081237
Fax : (230) 2084871

Nigéria, Lagos
Bureau national
Maersk House
Plot 121, Louis Solomon Close
Off Ahmadu Bello Way
Victoria Island, Lagos, Nigéria
Téléphone : (234 1) 262 6455/64, 2626470
Fax : (234 1) 262 6465/66

Pays-Bas, Amsterdam
Siège
Friedman Building
Hogehillweg 4
1101 CC Amsterdam
Pays-Bas
Téléphone : (31 20) 664 1916
Fax : (31 20) 664 2959

Zimbabwe, Harare
Bureau régional pour l'Afrique australe
6th Floor, Takura House
67-69 Union Avenue
P.O. Box UA 128
Harare, Zimbabwe
Téléphone : (263 4) 250546/7/8 – 701680
Fax : (263 4) 701682

**Service de conseil aux entreprises pour
les Caraïbes et l'Amérique centrale (BAS)**

**Trinité-et-Tobago,
Port of Spain**
Enterprise Development Limited (EDL)
The Mutual Center
16 Queen's Park West, NW Penthouse
P.O. Box 751
Port of Spain, Trinité-et-Tobago
Téléphone : (868) 628-5074
Fax : (868) 622-1003

**Service de promotion et de développement des
investissements dans la vallée du Mékong (MPDF)**

Cambodge, Phnom Penh
c/o Centre de services, PNUD
164 Pasteur Street
P.O. Box 877
Phnom Penh, Cambodge
Téléphone : (855-23) 720-174
Fax : (855-23) 720-146

RDP lao, Vientiane
Hôtel Novotel, Suite 141
Unit 9
Samsenthai Road
P.O. Box 585
Vientiane, RDP lao
Téléphone : (856-21) 219-099
Fax : (856-21) 219-098

Viet Nam, Hanoi
7th Floor, 63 Ly Thai To, Hoan Kiem
Hanoi, Viet Nam
Téléphone : (84-4) 824-7892
Fax : (84-4) 824-7898

Viet Nam, Ho Chi Minh-Ville
Unit 3B
Somerset Chancellor Court
21-23 Nguyen Thi Minh Khai Str.
District 1
Ho Chi Minh-Ville, Viet Nam
Téléphone : (84-8) 823-5266
Fax : (84-8) 823-5271

**Service de promotion et de développement des
investissements dans le Pacifique sud (SPPF)**

Australie, Sydney
Level 18, CML Building
GPO Box 1612
14 Martin Place
Sydney, NSW 2000, Australie
Téléphone : (61-2) 9223-7773
Fax : (61-2) 9223-2533

Annexe G

PARTICIPANTS AUX SYNDICATIONS DE PRÊT SIGNÉES DURANT L'EXERCICE 01

ABB Export Bank	Deutsche Verkehrs-Bank AG
ABC International Bank plc	Dexia Group
ABN AMRO Bank NV	Dresdner Bank AG
Arab Bank Plc	Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG
Arab Investment Company SAA	FöreningsSparbanken AB (publ) (Swedbank)
Banco Bilbao Vizcaya	Fortis Bank NV/SA
Banco BPI SA	HVB Group
Banco Espirito Santo SA	ING Group
Banco Santander Central Hispano	IntesaBCI Spa
Bank of Nova Scotia	KBC Bank NV
Bank of Scotland	Landesbank Rheinland-Pfalz Girozentrale
Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg	Leonia Bank plc
Banque Worms SA	MashReqBank PSC
Barclay's Bank PLC	Natexis Banques Populaires
Bayerische Landesbank Girozentrale	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden NV (FMO)
BNP Paribas	NORDEA Group
British Arab Commercial Bank	Raiffeisen Zentralbank Oesterreich AG
Caisse des Dépôts et Consignations	Royal Bank of Scotland plc
Caixa Geral de Depósitos S.A.	San Paolo IMI SpA
California Commerce Bank	Société Générale
Citigroup, Inc.	Standard Chartered Bank
Comerica Bank	Sumitomo Mitsui Banking Corporation
Crédit Agricole Indosuez	Transamerica Leasing Inc.
Crédit Lyonnais	Union Européenne de CIC
Dai-ichi Kangyo Bank Limited	Westdeutsche Landesbank Girozentrale
Deutsche Bank AG	

Sigles, notes et définitions

SIGLES

AGC	Augmentation générale du capital	IDA	Association internationale de développement
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements	IDE	Investissement direct étranger
AMCO	Société de services de gestion pour l'Afrique	LAC	Amérique latine et Caraïbes
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	LIBID	Taux interbancaire demandé à Londres
APDF	Service de promotion et de développement des investissements en Afrique	LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
ASC	Augmentation spéciale du capital	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
BAD	Banque africaine de développement	MPDF	Service de promotion et de développement des investissements dans la vallée du Mékong
BAsD	Banque asiatique de développement	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	OEG	Groupe d'évaluation des opérations
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	OMC	Organisation mondiale du commerce
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe	ONG	Organisation non gouvernementale
CEPT	Construction-exploitation-propriété-transfert	PIB	Produit intérieur brut
CET	Construction-exploitation-transfert	PIIF	Fonds d'investissement pour les îles du Pacifique
CFA	Communauté financière africaine	PME	Petites et moyennes entreprises
CLF	Mécanisme de prêt pour les Caraïbes	PNB	Produit national brut
CPDF	Service de promotion et de développement des investissements en Chine	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
ESSA	Service d'appui à l'entreprise en Afrique	SEED	Service de promotion pour l'entreprise au sud-est de l'Europe
FEA	Fonds pour l'entreprise en Afrique	SFI	Société financière internationale
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	SPPF	Service de promotion et de développement des investissements dans le Pacifique sud
FIAS	Service-conseil pour l'investissement étranger	TATF	Programme des fonds fiduciaires d'assistance technique
FMI	Fonds monétaire international	UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
FPE	Fonds pour la petite entreprise	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

NOTES et DÉFINITIONS

1. L'exercice de la SFI va du 1^{er} juillet au 30 juin. L'exercice 01 a donc commencé le 1^{er} juillet 2000 et a pris fin le 30 juin 2001.
2. L'appellation Banque mondiale englobe la BIRD et l'IDA. Le Groupe de la Banque mondiale comprend la BIRD, l'IDA, la SFI et l'AMGI.
3. Les montants investis sont exprimés en dollars des États-Unis, qu'elle que soit la monnaie dans laquelle l'investissement a été effectué. Les montants investis dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont réévalués le dernier jour du mois durant lequel l'investissement a été approuvé.
4. Les chiffres indiqués au titre du financement des projets peuvent se rapporter aux :
 Approbations — Prêts, prêts syndiqués, garanties, participations et quasi-participations, instruments de gestion des risques, et garanties d'émissions approuvés par le Conseil d'administration durant l'exercice 01.
 Engagements — Prêts, investissements, garanties et instruments de gestion des risques pour lesquels des accords ont été signés par la SFI durant l'exercice 01.
 Décaissements — Prêts et investissements effectivement versés durant l'exercice 01.
5. Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, les chiffres ayant été arrondis.
6. Un accord de prêt conclu entre la SFI et l'emprunteur stipule en principe le montant global du financement que la SFI et les institutions participantes s'engagent à fournir. Les prêts de la SFI comprennent en général deux éléments :
 Le prêt A, qui est la part de la SFI proprement dite, financée sur les propres ressources de la Société et soumise aux conditions de l'accord de prêt.
 Le prêt B, qui est financé par les participants à des conditions susceptibles de différer de celles de la SFI.
7. Rétrocession : Opération consistant à prêter, par l'intermédiaire d'entités telles que des banques locales, des ressources provenant de la Société elle-même.
8. Les instruments de quasi-participation présentent des caractéristiques de prêts et de participations, de manière à offrir diverses combinaisons d'éléments de risque et de rendements intermédiaires entre ceux des prêts et des participations proprement dits.
9. La SFI et les participants assument pleinement les risques de crédit commercial associés aux projets, mais comme la SFI est le prêteur en titre, les participants bénéficient des mêmes avantages, sur le plan fiscal et pour le provisionnement des risques-pays, que ceux tirés par la Société de son statut particulier d'institution financière multilatérale.

Notre mission :

Promouvoir des investissements privés durables qui réduiront la pauvreté et amélioreront les conditions de vie de la population dans les pays en développement.

CHEF DE PROJET ET RÉDACTEUR :

Desmond Dodd

COLLABORATEURS, RELATIONS EXTÉRIEURES :

Joseph O'Keefe, Directeur

Dana Lane, Chef des publications

Stephan Beauchesne, Chargé de l'information (web)

Anna Bottiglieri, Assistante, Information

PRINCIPAUX COLLABORATEURS SFI :

Rosemarie Abad

Godwin Agodo

Philippe Ahoua

Teresa Andaya

Anthony Aylward

Deborah Barry

Rita Bhagwati

Sujoy Bose

Paul Bravery

Gorton De Mond

Kutlay Ebiri

James Emery

Peggy Henderson

Caroline Goldie

Neil Gregory

Kerry Hemond

Brigid Holleran

Genoveva Izurieta

Assaad Jabre

Gjergj Konda

Rachel Kyte

Carol Lee

Marcelo Lessa

Toshiya Masuoka

Shawn Miller

Susan Nocon

Lory Camba Opem

Nicholas Pardoe

Fereshteh Raissian

Nadir Rehman

Ellen Schwab

Kalim Shah

William Stevenson

Stoyan Tenev

Wai-Keen Wong

Rob Wright

Linda Young

Damla Zeybel

INTERNES :

Loren Nadres

Alastair Sinclair

TRADUCTION

ET CORRECTION D'ÉPREUVES :

Édition arabe : Al-Ahram Center for Translation & Publishing, Le Caire

Édition chinoise : China Financial & Economic Publishing, Beijing

Éditions espagnole et française :

Division de traduction de la Banque mondiale (GSDTR), Washington

Édition russe : Izdatelstvo VES MIR, Moscou

CONCEPTION GRAPHIQUE :

Supon Gibson Design, Washington

PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES :

Breton Littlehales

PHOTOGRAPHIES DES PROJETS :

Mark Fallander

Richard Lord

IMPRIMERIE :

Jarboe Printing, Washington


CORRECTION D'ÉPREUVES, ÉDITION ANGLAISE :

Stanley Thawley



SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
2121 Pennsylvania Avenue, NW, Washington, DC 20433 USA
Téléphone : 202-473-7711 Fax : 202-974-4384
www.ifc.org www.ifc.org/ar2001

ISBN 0-8213-5013-7

 imprimé sur papier recyclé